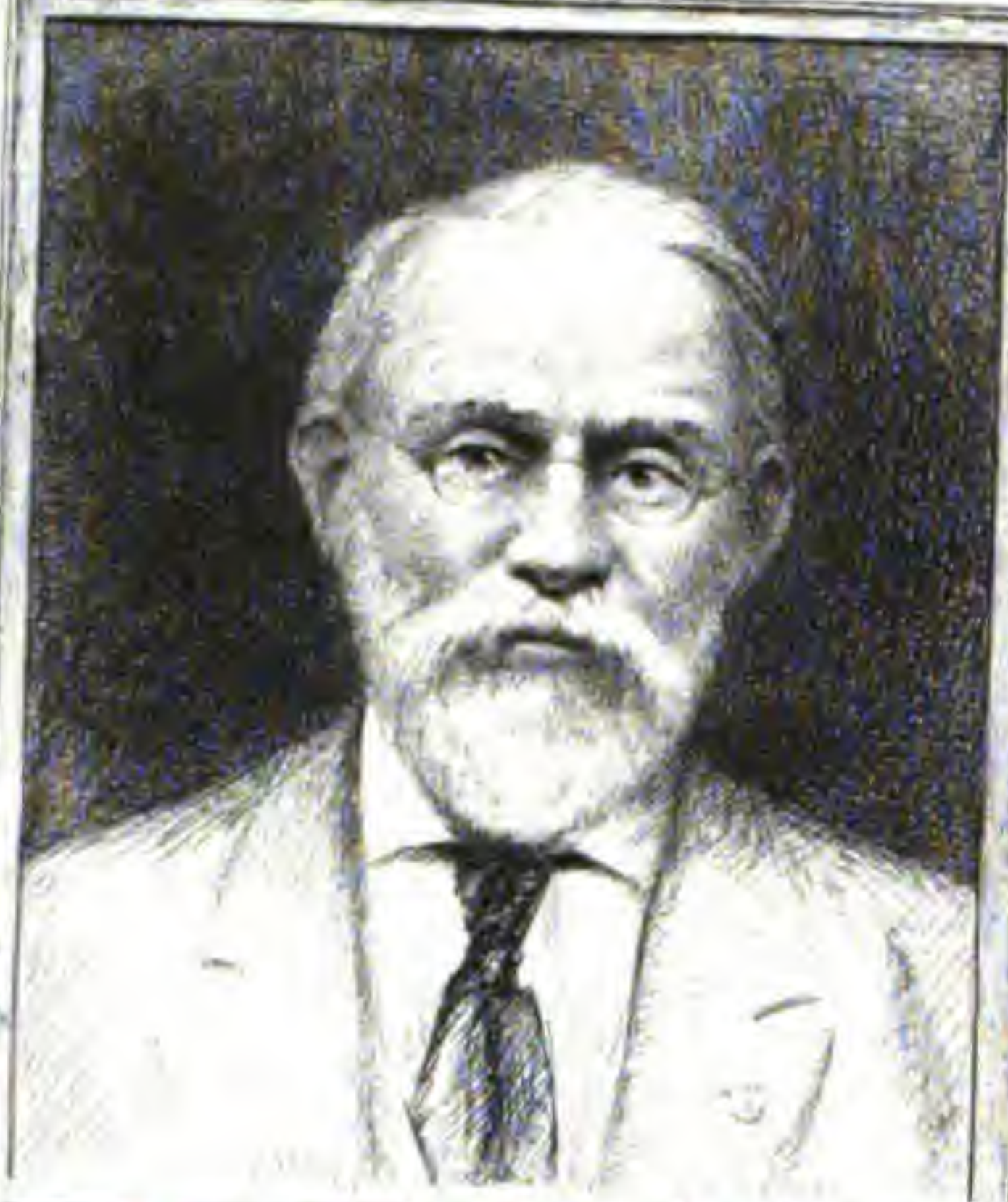


**B** 472877





SILAS WRIGHT DUNNING  
BEQUEST  
UNIVERSITY OF MICHIGAN  
GENERAL LIBRARY

DC  
6 11  
.M221  
R4







REVUE  
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE  
DU MAINE

---

DEUXIÈME SÉRIE. — TOME TROISIÈME  
(LXXIX<sup>e</sup> TOME DE LA COLLECTION)



AU SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ  
MAISON DITE DE LA REINE BÉRENGÈRE, GRANDE-RUE, 11,  
AU MANS

IMPRIMERIE MONNOYER  
12, PLACE DES JACOBINS, 12. — LE MANS

—  
1923





---

# LE SERVICE MÉDICAL

## DANS LES HOPITAUX DU HAUT-MAINE

### SOUS L'ANCIEN RÉGIME (\*)

---

I. — Petit nombre des hôpitaux. — Mesures centralisatrices promulguées par le Pouvoir royal dans la deuxième moitié du xvii<sup>e</sup> siècle : création des Hôpitaux généraux (1656) ; réunion de *lieux pies* à l'Ordre de Saint-Lazare (1672) ; désunion par l'édit de 1693. — Statuts généraux hospitaliers de décembre 1698 ; ils ne concernent pas le service de santé ; maintien des organisations locales ; il n'y a de service médical et chirurgical que dans les grandes villes ; une lacune : inexistence des maternités ; seule exception : la salle des Commères de l'Hôtel-Dieu de Sablé. — Personnel purement chirurgical dans les petites villes ; persistante prééminence des sœurs ; leurs empiètements sur le domaine pharmaceutique.

#### I

Ce n'est qu'à l'extrême fin du xvii<sup>e</sup> siècle que l'ensemble des hôpitaux du Haut-Maine et des régions limitrophes (où nous risquerons un regard à l'occasion) se trouva constitué tel à peu près qu'il devait se maintenir jusqu'à la Révolution (1). Assez clairsemés (2) et fondés à des époques très diverses, les uns

(\*) Sources indiquées en abréviations : *A. N.*, Archives nationales. — *A. H. M.*, Arch. des hospices du Mans. — *A. S.*, Arch. dép. de la Sarthe. — *A. S. A. S.*, Arch. de la Soc. d'Agric., Sc. et arts de la Sarthe.

(1) Cf. Th. CAUVIN. — *Rech. sur les établ. de charité et d'instruction publique du dioc. du Mans*, Le Mans, Monnoyer, 1825, 154 p. in-12. — UZUREAU, *Anjou, Maine, Perche, Hôpitaux, médecins, chirurgiens*, 1775. (Arch. médicales d'Angers, 20 mars, 20 avril, 5 juillet 1904). — Sur l'organisation générale du service technique nosocomial sous l'Ancien régime, v. Léon Lallemand, *Histoire de la Charité*, t. IV, Paris, Picard, 1910, in-8°, ch. XI. Il n'y est pas question du Maine.

(2) Il y avait des hospices ou maisons-Dieu à Ambrières, Ballon, Château-du-Loir, Château-Gontier, La Chartre-sur-le-Loir, Craon, Ernée, Fougerolles, Fresnay, La Ferté-Bernard, Laval, Le Lude, Le Mans, Mayenne, Mondoubleau, Montmirail, Montfort, Montoire, Oisseau près Mayenne, Sablé, Saint-Calais, Savigné-l'Évêque, Sillé-le-Guillaume, Troo, Vaiges, Vibraye. Nous n'étudierons ici que ceux du Haut-Maine et de la région sarthoise.



remontaient au moyen âge (N.-D. de Coëffort au Mans, Ballon, Montfort, La Ferté-Bernard, Saint-Calais, Sablé, Savigné-l'Évêque), d'autres à la Renaissance (Vibraye), d'autres enfin étaient de date récente (La Chartre-sur-le-Loir, Château-du-Loir, Fresnay-le-Vicomte, Sillé-le-Guillaume). Le mouvement de centralisation et d'unification qui remania tout l'édifice nosocomial avait seulement commencé dans la deuxième moitié du xvii<sup>e</sup> siècle.

C'est en avril 1656 qu'à côté des vieux hôpitaux réservés aux malades aigus, Louis XIV créa pour le renfermement des mendiants, infirmes et incurables l'Hôpital général de Paris. Et comme les miséreux non originaires de la capitale étaient refoulés sur les provinces, une déclaration du 12 juin 1662 et une circulaire du 6 juin 1676 prescrivirent l'établissement dans les villes et gros bourgs du royaume, d'hôpitaux généraux qu'enrichirent les dépouilles de petits hôpitaux en décadence, aumôneries, maladreries sans emploi, etc. Le Maine avait même devancé ces mesures, car dès le 12 octobre 1657, des lettres patentes, réitérées en septembre 1658, érigent l'Hôpital général du Mans. Si par une malencontreuse réaction, inspirée par Louvois, nombre de *lieux pies* sont réunis en décembre 1672 à l'ordre de Saint-Lazare et du Mont Carmel, l'édit de mars 1693 les leur retire pour en grossir le patrimoine nosocomial trop souvent insuffisant. Ainsi, le Roi rend au bien des pauvres sa légitime destination, en attendant d'y adjoindre quelques établissements, fondés par des Confréries charitables devenues caduques ou suspectes (Saint-Calais, Marmers, Fresnay, Sillé), et qui se voient évincer sans ménagements.

Ces mesures s'échelonnent chez nous de 1695 à 1704. Pour finir, la déclaration royale du 12 décembre 1698 promulgue un règlement-type pour tous les établissements hospitaliers de France. Il est vrai que, sous l'Ancien Régime, l'exécution ne suivait que de loin la prescription. Et tandis que Fresnay se conforme sans tarder aux ordonnances nouvelles, c'est seulement en 1730 que Sablé, en 1739 que Ballon mettront leur organisation en harmonie avec les statuts de 1698.

D'ailleurs, lesdits statuts visent plutôt le mode de gestion et d'administration que le service intérieur, et tendent surtout à



introduire dans la place les gens du Roi. L'organisation du personnel de santé demeure régie par la coutume et les nécessités locales, ou le bon vouloir des administrateurs; et ne sera qu'indirectement touchée par les déclarations royales de septembre 1723 et du 24 février 1730 réglementant l'exercice chirurgical.

La lutte se poursuivra pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle entre les Collèges de médecine et communautés de Saint-Côme qui veulent prendre pied dans les hôpitaux, et les administrations hospitalières qui, par la voie du népotisme et des nominations *en survivance*, cherchent à demeurer maîtresses du choix de leur personnel. Au reste la mésentente entre gens de Saint Luc et gens de Saint Côme leur donne beau jeu; et le Bureau sait toujours trouver, chez les uns ou les autres, des complices intéressés à soutenir ses prétentions.

Quoiqu'il en soit, dans les grandes villes, les hôpitaux possèdent un personnel technique complet et spécialisé, médecins et chirurgiens. A noter toutefois l'inexistence de services obstétricaux. En faut-il accuser la secrète opposition des sœurs, auxquelles leurs constitutions interdisent (Sillé-le-Guillaume) de s'occuper des femmes en gésine? ou la routine qui porte ces dernières à s'adresser préférablement aux sages-femmes ou matrones? Toujours est-il qu'il n'y aura pas de Maternités dans les hôpitaux du Maine avant la Révolution. Ce n'est qu'à Sablé, et tardivement, — le 30 octobre 1774 — que mû par la bienfaisance éclairée du marquis et de la marquise de Torcy-Sablé l'hôpital décide d'ouvrir, aux seules femmes mariées, une salle de trois lits, dite *des Commères*; approprié dans le courant de 1775, le service fonctionne à partir de juillet 1776 (1). Ailleurs, dans les villes comme dans les campagnes, les accouchées n'ont à leur disposition qu'un nombre insuffisant de sages-femmes, trop souvent suppléées par de mal-faisantes matrones, auxquelles l'autorité royale essaie d'opposer, à partir de 1778, des accoucheuses dégrossies par les leçons de M<sup>me</sup> Le Boursier du Coudray ou des démonstrateurs formés à son école (2). Mais il s'agit là d'assistance à domicile, et non de mesures nosocomiales.

(1) Arch. hosp. de Sablé, Délib., Reg. 2, f<sup>os</sup> 176, v<sup>o</sup>, 177 r<sup>o</sup>.

(2) Cf. P. DELAUNAY. — *L'Obstétrique dans le Maine au XVIII<sup>e</sup> et au XIX<sup>e</sup> siècle*, Le Mans, Monnoyer, de Saint-Denis, 1911, VIII-200 p. in-8<sup>o</sup>.



En dehors des grandes villes, l'organisation médico-chirurgicale est fort incohérente. Sur la fin du xvii<sup>e</sup> siècle le développement des Congrégations de bienfaisance (Tulardines de la Chapelle-au Riboul et de Sillé-le-Guillaume, Filles de la charité de Saint-Lazare) a évincé presque partout les dames de charité, gouvernantes ou serviteurs à gages (1). Tantôt les religieuses hospitalières conservent la tutelle exclusive des malades ; tantôt le monopole technique des gens de l'art arrive à prévaloir, plus ou moins tardivement, ou à titre transitoire. A cette époque les grands centres étant seuls pourvus de médecins, ce sont des chirurgiens qui, dans les petites agglomérations, cumulent l'exercice de la médecine et celui de la chirurgie nosocomiales.

Si les religieuses se gardent scrupuleusement d'empiéter sur le domaine obstétrical ; si, de bonne ou de mauvaise grâce elles laissent médecins ou chirurgiens reprendre leur place normale au chevet des patients, elles ont moins de souci des droits de l'apothicaire. Partout elles conservent la direction de la pharmacie. Elles font, à Fresnay et ailleurs, les « sirops, décoctions, ptisanes et infusions » ; préparent les potions avec les drogues à elles fournies. Tant qu'elles se bornent au service intérieur de l'hôpital, rien à dire ; la coutume les excuse, et d'ailleurs s'exerce sous l'autorité d'une administration responsable. Mais, trop souvent, les religieuses font du trafic thérapeutico-pharmaceutique avec l'extérieur, au dam des apothicaires et chirurgiens du lieu, sous le regard bienveillant d'une administration intéressée et complice. En 1725, en 1740, celles de l'Hôpital du Mans rendent compte au Bureau des sommes reçues pour le traitement externe des teigneux. A Château-du-Loir, les apothicaires essaient vainement à maintes reprises de faire cesser semblables abus ; l'intervention de Sénac (1759), plus tard celle de M<sup>m</sup> Necker (1779) leur font échec ; ce

(1) A la Ferté-Bernard, c'est en 1687 que les administrateurs confient à des sœurs de Mortagne le soin des malades, assumé jusque-là, depuis le temps des Frères de Coëffort, par des salariés. (R. Charles, Documents sur l'Hôtel-Dieu de la F. B., Bull. de la Soc. d'Agric., Sc. et Arts de la Sarthe, t. XI, 1854-55, p. 435-439). — A Savigné-l'Évêque, depuis le partage des biens répartis en 1660 entre le Séminaire de Coëffort et l'hospice, ce dernier est régi par une gouvernante à laquelle on assure en échange de ses soins, son entretien et un asile pour ses vieux jours. En 1754, deux sœurs de Sillé-le-Guillaume prennent la place. (Arch. de l'hôpital de Savigné.)



n'est qu'en 1788 que les représentants de l'autorité royale rappelleront les sœurs de Château-du Loir à la légalité (1).

## II

### HOPITAUX A PERSONNEL TECHNIQUE COMPLET

#### § 1. — *Le service médico-chirurgical des hopitaux du Mans.*

A. *Le service médical* de l'Hôtel-Dieu et de l'Hôpital général ; les médecins ; leur nomination par le Bureau ; intervention du Collège des médecins (1785) ; suppression du monopole ; tous les médecins admis à servir par quartier.

B. *Le service chirurgical et les chirurgiens.* — Les droits du compagnon gagnant maîtrise ; opposition des chirurgiens ; procès de 1663-64 ; Perou nommé chirurgien en chef ; sa mort (1692). — La communauté des chirurgiens prend pied à l'hôpital ; le Bureau dénonce leur négligence (1693, 1698, 1701) ; rupture avec les chirurgiens ; nomination de Plessis ; mort de Plessis ; Le Maçon nommé gagnant maîtrise ; le collège de médecine et la communauté des chirurgiens s'opposent à sa réception. — Admission de Jacquin de la Barre comme apprenti et gagnant maîtrise (1728) ; sa démission (1731). — Lopé lui succède. — Examen d'admission de Devilliers (1735). Son expulsion (1737). — Entrée de Jacques Marigné (1737). — Intrigues du chirurgien Paton. — Procès de 1744-45 entre l'hôpital et les chirurgiens ; ceux-ci rentrent à l'Hôtel-Dieu. — Le Bureau les expulse ; Paton nommé chirurgien en chef (1750) ; échec d'une nouvelle tentative d'intrusion des chirurgiens (1755). — Laroche nommé gagnant-maîtrise (1755) ; infructueuse opposition des chirurgiens. — Laroche succède à Paton. — Ses émoluments. — De quelle juridiction ecclésiastique relevait le chirurgien de l'Hôpital.

C. *Les élèves en chirurgie* : élèves externes et internes.

#### A. *Le service médical et les médecins.*

Initialement, le médecin des deux maisons de l'Hôtel-Dieu et Hôpital général du Mans était nommé par les Administrateurs.

(1) Cf. P. DELAUNAY. — *La médecine populaire dans le Maine à la fin de l'Ancien Régime. La médecine illégale, les charlatans*, Liber memorialis du premier Congrès de l'Histoire de l'art de guérir. Anvers, 7-12 août 1920, in-8°, p. 79-93 et Anvers, Impr. de Vlijt, 1921, 15 p. in-8, p. 13-14.



Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, la place était confiée à Charles Levasseur, lequel, sentant ses forces décliner, demanda en 1715 à MM. du Bureau « de recevoir Monsieur son fils en sa place ». Et le Bureau, en considération des « grands services » que le requérant avait rendus « aux pauvres de cette maison », et soucieux de « marquer la considération qu'il a[vait] pour l'un et l'autre », accorda la survivance à M. Levasseur le fils, « aux appointements ordinaires. » (1)

Le vieux Levasseur mourut au Mans le 25 septembre 1722, et Charles Levasseur hérita des fonctions paternelles. Quand il eut atteint l'âge de 67 ans, il proposa aux administrateurs une sorte de contrat viager, tant sur sa tête que sur celle de sa gouvernante, afin d'assurer à sa vieillesse quelques rentes et à ses dernières volontés une exécution convenable (2). L'hôpital était assez coutumier de ces sortes de spéculations, et les conditions du docteur furent adoptées.

Levasseur touchait primitivement 45 # d'honoraires annuels. Le 31 décembre 1735, on lui accorda un supplément de 20 # par an, à dater de la Toussaint précédente, ce qui portait à 65 # le total de ses émoluments (3).

Charles Levasseur fut inhumé le 11 septembre 1759 dans l'Eglise des Cordeliers. Jean Livré lui succéda au service des pauvres, ce fut d'ailleurs pour peu de temps : le 5 mars 1763, Jean René François Livré, docteur de Montpellier, était reçu « en survivance de M<sup>r</sup> son père pour médecin de cet hôpital et dépendances » (4).

Le mode de rétribution du médecin avait changé depuis M. Levasseur : un texte de 1768, confirme au D<sup>r</sup> Livré comme à « ses prédécesseurs » la jouissance du lieu de la Larderie, plus 20 # d'argent « dont il fait remise ». Il est vrai que le bordage, au dire d'un des administrateurs, « vaudrait 70 # au moins s'il était publié ».

J. R. F. Livré, mourut le 20 septembre 1785, léguant aux pau-

(1) A. H. M., F<sup>o</sup> 9/4, f<sup>o</sup> 77, v<sup>o</sup> 24 août, 1715.

(2) A. H. M. F 9/11, f<sup>o</sup> 171 v<sup>o</sup> 172 r<sup>o</sup> 28 mai 1751 — et F 9/12, f<sup>o</sup> 92, v<sup>o</sup> 93 r<sup>o</sup>, 24 avril 1756.

(3) A. H. M., F 9/9, f<sup>o</sup> 43.

(4) A. H. M. F 9/13, f<sup>o</sup> 39.



vres de l'Hôtel-Dieu une somme de 400 # en échange d'un service pour le repos de son âme précédé des Vigiles et du grand office des morts. Le 1<sup>er</sup> octobre le Bureau de l'Hôpital fixa la solennité au lundi suivant, et pria M. le Cellier de Saint-Vincent, l'un de ses membres, de bien vouloir la célébrer, ce qui fut fait (1).

Avec Livré, disparut le système de favoritisme ou de népotisme qui, dès l'origine avait régi le recrutement des médecins de l'Hôtel-Dieu. Depuis longtemps, MM. du Collège de médecine déplo- raient cet état de choses. En 1768, ils avaient offert au Bureau « de nommer alternativement, quelqu'un d'entre eux pour faire gratuitement tant à l'Hôpital qu'à l'Hôtel-Dieu, les visites des pauvres malades. » Mais, tout considéré, les administrateurs déci- dèrent, le 17 décembre 1768 « de se réserver constamment le choix et la nomination des médecins », et, continuant à Livré ses pouvoirs de médecin en chef, ils se bornèrent à lui adjoindre Lehoux fils, comme suppléant (2).

La mort de Livré rouvrit le débat, et le Collège de médecine réitéra sa démarche. Comme on était alors au temps des vacances, la solution fut ajournée: MM. les administrateurs n'en délibérè- rent que le 5 novembre, mais, cette fois, ils se rendirent aux rai- sons de nos docteurs. Ils cassèrent la décision du 17 décembre 1768, et, louant « le zèle qui [l']anime toujours pour le bien public, et l'envie d'exercer [ses] soins charitables envers la por- tion la plus malheureuse de l'humanité », déclarèrent « applaudir au désir que le collège de médecine a [voit] témoigné... de se charger de porter ses secours aux pauvres des deux maisons ». Le Dr Lehoux, père, doyen du Collège, fut donc invité à faire « nommer alternativement par trimestre deux médecins qui conti- nuent le service des deux maisons avec cette exactitude dont ils [étaient] tous capables, et sur laquelle le public [sçavait leur] rendre la justice [qu'ils] mérit[aient] ».

« Vous sentés, MM., écrivaient quelques jours plus tard nos administrateurs, que nous avons été vivement balancés par la reconnaissance que les deux maisons doivent à M. Lehoux, fils. Il

(1) A. H. M., F 9 bis/18, f° 229, r° 1<sup>er</sup> octobre 1785.

(2) A. H. M., F 9/14, f° 20 r° et v°, et 21 r°.



ne fallait pas moins que le vœu général du corps dont il a l'honneur d'être membre pour déterminer le Bureau à suivre le plan que vous avez vous-même tracé. »

A la demande des administrateurs, les médecins se mirent en devoir d'élaborer un règlement pour le service hospitalier. « Convaincu d'avance que ces moyens ser[aient] toujours d'accord avec les vues d'économie qui doivent diriger [ses] opérations », le Bureau se déclarait prêt à maintenir « toujours de son autorité les réglemens » proposés par ces Messieurs. En attendant, MM. Le Prince et Chesneau allèrent prier le D<sup>r</sup> Lehoux fils de continuer provisoirement le service.

Le 16 décembre 1785, la compagnie des médecins rédigeait et adressait les statuts demandés aux administrateurs; le 22 décembre ceux-ci se confondaient en remerciements. « Ce règlement, disaient-ils, nous a paru réunir tous les objets qui peuvent tendre au bien-être des pauvres, et mérite d'être observé dans tous ses points... Vous pouvez compter, Messieurs, sur notre ardeur à seconder votre zelle et vigilance pour le soulagement des malheureux confiés aux soins de notre administration ». Et, pour finir, MM. Duperrier, Chesneau-Desportes, Le Prince, Le Pelletier de Feumusson, Trotté de la Bouverie et Boissard de la Fuye se déclarèrent « avec respect », « très humbles et très obéissants serviteurs » de la Faculté (1).

Le Règlement fut transcrit le jour même sur le Registre des délibérations, pour entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1786.

Ses articles concernent successivement l'hygiène et le balayage des salles de malades; la désinfection des locaux (par les fumigations de vinaigre ou de baies de genièvre) et celle de la literie; l'habillement et le régime des hospitalisés; l'organisation du service médical et pharmaceutique; la pratique des autopsies, etc. Le Collège promettait de dresser incessamment « un formulaire ou cahier d'ordonnances des remèdes les plus ordinaires pour le traitement des maladies auquel la sœur officière de la pharmacie se conformera[it] » (2).

(1) A. H. M., F 9 bis/18, f<sup>o</sup> 240-242, 22 décembre 1785. — F 10/1, f<sup>o</sup> 49-50.

(2) Cf. ci-dessous, pièces justificatives.



Chaque médecin désigné à tour de rôle par le Collège, devait assurer le service pendant un trimestre, mais, dès lors, à titre gratuit.

On fit à M. Lehoux fils, précédemment médecin suppléant, l'honneur d'inaugurer le roulement, que MM. Chesneau, Champion, Mallet, et Pavet de Courteille se chargèrent d'assurer conjointement avec lui ; un peu avant la Révolution, deux nouveaux venus, MM. Foulon de Boisnicol et Liberge vinrent leur apporter une collaboration non moins désintéressée (1).

### B. *Le service chirurgical et les chirurgiens.*

Les lettres patentes créant au Mans un hôpital général, données à Fontainebleau au mois de septembre 1658, et vérifiées en Parlement le 7 septembre 1658, avaient prévu la nomination d'un compagnon chirurgical auquel six années de services auprès des pauvres vaudraient selon la coutume la maîtrise en son art (2). Le Bureau fit choix du sieur Gervais Pérou, qui, le 25 octobre 1659, fut admis pour six ans comme gagnant-maîtrise, « sans aucuns salaire ny recompense » fors la nourriture et le logement (3).

Les chirurgiens manceaux virent d'un mauvais œil l'arrivée de cet intrus, auquel ses fonctions permettaient de devenir leur égal,

(1) Il convient de remarquer que dans le même temps, on adopta à l'Hôtel-Dieu d'Angers, une solution inverse ; le service était assuré par la Faculté de médecine qui déléguait pour le service des pauvres un de ses docteurs, renouvelé chaque mois, et sans rétribution. Les administrateurs y souhaitèrent voir plus de stabilité, et demandèrent à la Faculté de désigner deux médecins à titre permanent (1784). L'intendant décida le 11 juillet 1787 que les malades de l'Hôtel-Dieu recevraient les soins de deux praticiens appointés : l'un breveté du Roi, l'autre nommé par la Faculté. — (Uzureau, *A l'Hôtel-Dieu d'Angers*, 1784, in Archives médicales d'Angers, 20 juin 1915, p. 88-96).

(2) Voulons que les compagnons de mestiers qui apprendront leur mestier aux enfans du dit hospital général, les compagnons apothiquaires et chirurgiens qui y seront gratuitement servy l'espace de six ans ayant acquis après le dit temps maistrise en leurs corps et rapportant par eux un certificat et attestation du service par eux rendu signé des dicts directeurs ils seront receus maistres sans que pour ce ils ayent besoin de faire aucun chef d'œuvre ny prendre Lettres de maistrise de nous dont le nombre sera réglé pour en empescher l'abus ». (A. H. M., F 9/1, f<sup>o</sup>s 8-9).

(3) Délib., 25 oct., 1659. A. H. M., F 9/1, f<sup>o</sup>s 103 v<sup>o</sup>.



à bien moindres frais ; aussi ne tardèrent-ils point à lui chercher noise.

Le 29 mai 1660, les administrateurs durent prendre fait et cause pour leur gagnant-maîtrise, et même, usant de représailles délibérèrent de renoncer aux services de Mathurin Loyseau, leur chirurgien, de lui supprimer ses appointements, et de ne plus se servir désormais que « dud. Perou seulement » (1).

De leur côté, les chirurgiens présentèrent requête à la cour le 12 juillet 1663, offrant de servir les pauvres à tour de rôle et gratuitement, et demandant à être reçus opposants à l'arrêt d'enregistrement des Lettres patentes de 1658, afin que nul compagnon ne gagnât plus la maîtrise sans passer par les épreuves ordinaires (2).

Le 29 janvier 1664, la Cour rendit un arrêt, enjoignant à la Communauté de commettre incessamment deux maîtres pour assurer, gratuitement et régulièrement le service des pauvres, faute de quoi il serait loisible aux administrateurs d'employer un compagnon chirurgien, conformément aux Lettres patentes ; elle décida qu'au surplus, et sans tirer à conséquence pour l'avenir, Perou achèverait ses six ans d'exercice, pour être finalement reçu maître sans chef-d'œuvre ni dépens (3).

Ces dissensions brouillèrent la Communauté des chirurgiens avec le Bureau de l'Hôpital qui conserva Perou, devenu maître (en 1665) comme chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu). Perou profita même de la situation pour se faire adjuger, à titre d'émoluments, sur les domaines de la maison, le lieu dit de la Petite Mue, en Saint-Pavace, dont le rapport se montait à 40 # par an (4). Tout alla bien jusqu'au jour où un administrateur méticuleux objecta que le cadeau fait à Perou n'était point régulier.

Le 13 avril 1684, Perou dut accepter de continuer son office deux ou trois ans encore « sans aucuns salaires » ; d'abandonner

(1) Délib., 29 mai 1660. A. H. M., F 9/1, f° 115 v°.

(2) Cf. Délib. 22 sept. 1663, A. H. M., F 9/1, f° 167.

(3) Délib. 23 février 1664, A. H. M., F 9/1 f° 173, v°. Et Extr. analyt. des délib., 1659-1780, en date du 23 fév. 1664, A. H. M., F 9 ter.

(4) A. H. M., F 9/1, f° 264 v°. Délib. du 19 nov. 1667.



à la Toussaint suivante la jouissance de la Petite Mue, et même de restituer 20 # sur les produits qu'il en devait retirer jusque là; décision que le Bureau jugea bon de confirmer le 14 juin 1685 (1),

A la mort de Perou, qui survint en 1692, la Communauté des chirurgiens chercha de nouveau à s'introduire dans la place. Le 26 juin 1692, dit le Registre des délibérations de l'Hôpital.

« Les maîtres chirurgiens de cette ville es personnes de Joseph Le Masson et Mathurin Goutard députés par les dits chirurgiens par leur délibération du 18 de ce mois attesté par M<sup>e</sup> Anthoine Joly notaire se sont présentés au Bureau et remontré qu'après le décès du S. Gervais Perou l'un d'eux, leur communauté s'est assemblée et nommé Robert Crié et Joseph La Brosse... pour servir les pauvres de l'Hôtel-Dieu et hôpital général suivant l'arrêt du 29 janvier 1664 et offert de trois mois en trois mois en nommer deux, l'un du nombre des plus antiens et l'autre des plus jeunes en sorte que l'un d'eux assistera journellement à penser les malades et en cas d'opération de conséquence les deux maîtres seront présens (2) ».

Cette fois, les administrateurs acquiescèrent; il fut entendu que les chirurgiens nommeraient « deux d'entre eux agréables au Bureau pour servir de leur art les pauvres, officiers et serviteurs de l'Hôpital et Hôtel-Dieu, même pour faire le poil à ceux des officiers, serviteurs et pauvres qui en aur[aient] besoin; que le service des deux maîtres chirurgiens ser[ait] gratuit et assidu pendant quatre mois; que les pauvres [seraient] achevés de panser à neuf heures, et au plus tard à neuf heures et demie; que les Maîtres... nommés ser[aient] présentés au Bureau huit jours auparavant; que les deux maîtres, ou l'un d'eux tout au moins se trouver[aient] tous les jours à l'Hôtel-Dieu »; enfin, que le Sieur Denis Plessis ayant « été nourri et élevé à l'Hôpital », et quelque peu initié à la chirurgie « par une longue assiduité », « les Maîtres chirurgiens le laisser[aient] travailler sous eux à l'Hôpital et Hôtel-Dieu, aussi bien que le fils du feu sieur Perou à la mémoire duquel [MM. du Bureau étaient] obligés, sans que ce

(1) A. H. M., F/1 bis, f<sup>os</sup> 277 et 322.

(2) A. H. M., F 9/2, f<sup>o</sup> 20, v<sup>o</sup>.



qu'ils fer[aient] pût tirer à conséquence [pour] la maîtrise, ni qu'ils [pûssent] lever aucun appareil en l'absence des Maîtres. »

Au fond, le Bureau de l'Hôpital ne se résignait qu'à grand peine à ce concordat; son intention était de posséder un chirurgien de son choix, et à sa dévotion, à l'exclusion de tous autres. Pour ce, il tenait en réserve un candidat, en la personne de Denis Plessis, qui avait su plaire aux Sœurs; et son plan consistait à prendre les chirurgiens par quartier en flagrant délit de négligence, de façon à pouvoir revenir au gagnant maîtrise, selon l'arrêt du 29 janvier 1664. La combinaison réussit.

Le 7 avril 1693, à trois heures de relevée, par devant M<sup>e</sup> Jacques Le Vayer, écuyer, conseiller du Roi, lieutenant général en la sénéchaussée et présidial du Mans, assisté du greffier Michel Léonard, M<sup>e</sup> Daniel Bichon, avocat, administrateur de l'Hôpital général, exposa qu'en dépit de l'arrêt contradictoire condamnant les chirurgiens à nommer tous les trois mois deux d'entre eux pour se rendre à l'Hôtel-Dieu, chaque matin à 9 heures, afin de visiter et panser les malades, les gens de Saint-Côme négligeaient fortement le service depuis le 1<sup>er</sup> mars; et que le Bureau n'avait reçu d'eux aucun avis de nomination pour le trimestre en cours. Pour complément d'informations, Le Vayer se rendit en personne à l'Hôtel-Dieu, où les Sœurs déclarèrent que, depuis le 1<sup>er</sup> mars, le sieur Chaumont était venu environ quatre fois, Crié quatre ou cinq fois, Charpentier deux ou trois fois; qu'à deux reprises seulement, les chirurgiens s'étaient trouvés ensemble en sorte que les opérations faites isolément se prolongeaient outre mesure, troublant ainsi l'heure du dîner, et l'ordre de la maison.

C'est pourquoi, le 20 avril, à la requête des administrateurs, les chirurgiens furent sommés de déposer à l'Hôpital dans le plus bref délai, l'acte de nomination de deux maîtres pour le service du quartier en cours.

Le 23 janvier 1698, les chirurgiens donnèrent occasion à M. le Lieutenant général de dresser de leur négligence un procès-verbal itératif et l'on mit en lumière, à cette occasion, le zèle du sieur Plessis qui venait assidûment, et parfois à deux reprises, panser les pauvres.

Le 18 juillet 1701, troisième procès-verbal, rédigé, comme pré-



cédemment, sans avis préalable à la Communauté et aux deux maîtres accusés. Aussi, le 30 juillet 1701, la Compagnie des chirurgiens vint-elle reprocher aux administrateurs l'irrégularité de leur procédé. Elle protesta de son bon vouloir et de son exactitude, ajoutant que ses délégués avaient rempli leurs fonctions, la veille même de la descente du Lieutenant général, et qu'ils étaient prêts à s'y consacrer encore; que leur absence, au jour incriminé, tenait à ce qu'il ne se trouvait qu'un seul malade, atteint d'ulcère de jambe, qu'ils avaient eux-mêmes confié aux soins de Plessis; et que celui-ci avait profité, pour les faire prendre en défaut, d'une occasion qu'il avait lui-même provoquée.

Mais les administrateurs, décidés à rompre avec les chirurgiens, présentèrent requête au Lieutenant général, et firent assigner la Communauté de Saint-Côme, « pour voir dire » que le Concordat du 26 juin 1692 serait abrogé, et que Plessis serait reçu maître sans chef-d'œuvre, comme ayant, aux termes de l'art. 16 des Lettres patentes de 1658, servi les pauvres six années durant (1). Des factums furent imprimés de part et d'autre (2).

Le 16 août 1703, une sentence contradictoire ordonna l'admission de Plessis à la maîtrise, déchargea la Communauté des chirurgiens du service des pauvres, et la condamna au coût du jugement seulement.

En dépit de cette sentence, Plessis ne fut jamais reçu à la maîtrise. Il s'en consola en demeurant attaché au service de l'hôpital, désormais soustrait aux gens de Saint-Côme. Les émotions du procès l'avaient sans doute rendu malade, car, dès le mois de décembre, on lui adjoignait un coadjuteur en la personne de Michel Gilles; et mention en fut faite au Registre des délibérations :

« Michel Gilles, Chirurgien de cette ville, est entré au bureau et fait offre de servir les pauvres tant de l'hôpital que de l'Hostel Dieu pour toujours pendant la maladie du sieur Plessis, chirurgien de l'Hôpital et pendant qu'il aura besoin d'estre aidé en des

(1) A. H. M., F 9/2, 19 novembre 1701, f° 435, v°.

(2) Le 11 août 1703, le Bureau de l'Hôpital vote une somme de 18 # « pour l'impression du mémoire contre la Communauté des M<sup>rs</sup> chirurgiens ». (A. H. M., F 9/3.)



opérations de conséquence, à la charge et non autrement que ledit Plessis mènera avec luy Nicolas Hanry Gilles, son neveu pour luy aprendre à saigner et panser les malades tant dudit Hostel-Dieu que dudit hôpital général et que messieurs les administrateurs vouderont bien permettre audit Nicolas Hanry Gilles venir chez luy deux ou trois fois la sepmaine pour prendre des leçons de chirurgie; quelle proposition le bureau ayant examinée et trouvée raisonnable et avantageuse pour lesd. pauvres à icelle agréée et acceptée. — M. Gilles (1) ».

Denis Plessis finit ses jours au service de l'Hôpital; et c'est à la maison qu'il confia ses intérêts matériels et l'exécution de ses dernières volontés; l'une des clauses comportait, comme on va le voir, un hommage aux saints patrons de la chirurgie.

« M. Plessis, maître chirurgien de cette maison, offre donner aux pauvres à fond perdu la somme de trois mil cinq cent quatre-vingt-six livres aux conditions d'une rente viagère de cinquante livres pendant sa vie, qu'il luy sera laissé la chambre qu'il occupe actuellement, qu'il sera gouverné sein et malade et luy sera fourny ce dont il aura besoin; *qu'il sera dit tous les ans un service solennel le jour de Saint Cosme et de Saint Damien à perpétuité auquel seront invités les deux maitres chirurgiens jurés lors en charge...*, et pour cet effet leur sera donné autant de la présente délibération sous le sing du secrétaire du bureau, il sera dit aussy à perpétuité une oraison le jour de Saint Damien avec la bénédiction du très Saint Sacrement et recommandation de son âme; de recevoir en cette maison Louis et Marie Plessis ses cousins afin de leur donner une éducation convenable et lorsqu'ils sortiront de cette maison il leur sera donné à chacun quinze livres par chacun an leur vie durant; la proposition a été acceptée aux conditions cy-dessus et ladite somme de trois mil cinq cent quatre-vingt-six livres receuë et mise au Cofrefort et sera deslivré autant de la présente délibération audit sieur Plessis et à la communauté des maitres chirurgiens sous le sing du secrétaire (2) ».

(1) A. H. M., F 9/3, f° 17, r°, 13 décembre 1703.

(2) A. H. M., F 9/15, 10 août 1720, f° 116, v° 117 r°.

Plessis mourut le 10 mai 1721, à l'Hôpital. M. Papin, commissaire en mois, fut chargé de faire l'inventaire de sa succession; il se trouva 630 # en billets de banque, et une somme de 434 # 4 d., qu'on déposa au trésor; le reste des



Plessis décédé, les administrateurs de l'hôpital, toujours brouillés avec les chirurgiens, continuèrent à se passer de leur assistance. Le 17 mai 1721, le fils d'un chirurgien de Beaufay, Pascal François Le Maçon, dit La Quinte, auquel Plessis avait donné quelques notions de son art, se présenta au Bureau, et lui proposa ses services, en qualité de compagnon chirurgien.

La chose « mise en délibération, et oùy le témoignage des sœurs, qui ont rapporté que depuis plusieurs années ledit Le Maçon rend bon service aux pauvres, et mesme avec beaucoup d'affection, et veu le certificat dudit deffunct sieur Plessis », Messieurs décident que « ledit Le Maçon demeura (*sic*) reçu pour servir les deux maisons... gratuitement, et y estre logé et nourry » (1). On convint aussi, le 14 mars 1722, de lui payer 12 # par an « pour le repassage de ses lancettes et razors » (2). Enfin, de temps en temps, quand le Bureau était en veine de générosité, on lui accordait... un chapeau! (3)

objets mobiliers demeura confié à la garde de la Sœur Terrault. — Les héritiers de Plessis réclamèrent leur part; l'hôpital chargea M. Lefebvre de prendre conseil de l'avocat Bondonnet de Parence, et, le 12 décembre 1721, l'affaire fut réglée par voie de transaction. On abandonna aux héritiers 1° les effets du défunt inscrits à l'inventaire, sauf « les ustancilles et instruments de chirurgie et des livres de médecine et de chirurgie qui restent aux pauvres avec tous les linges et habits et vaiselles qui luy avoient esté fournis par l'hôpital »; 2° la moitié des espèces sonnantes en caisse; 3° Une somme de 281 # 5 s. pour amortissement d'une rente de 12 # 10 s., quartier d'une rente annuelle de 25 # due au défunt par l'hôpital; 4° moitié des arrérages de ladite rente; 5° moitié des arrérages d'une autre rente, viagère, de 50 #, due au défunt par l'Hôpital; 6° 16 # 5 s., moitié du prix de quelques meubles dont la Sœur Terrault avait disposé. (A. H. M., F 9/5, f° 157 v°, 160 r° et v°, 182, 192.)

L'administration prit également au sérieux les obligations qu'elle avait assumées à l'égard des jeunes cousins de feu Plessis : « Marie Plessis estant malade, sa mère est venue au bureau la demander pour six semaines pour la faire gouverner. Luy a esté représenté que le Bureau est chargé de la Nourriture et Education de cet enfant, et qu'elle sera mieux gouvernée en cette maison que chez elle, nonobstant quoy elle a persisté à demander son enfant ce qui luy a esté accordé avec permission de revenir quand bon luy semblera, et luy sera donné deux chemises et du linge qu'elle rapportera quand elle reviendra ». (A. H. M., F 9/5, f° 224, v°, 13 juin 1722.)

(1) A. H. M., F 9/5, f° 160 r° et v°.

(2) A. H. M., F 9/5, f° 209 v° et 227, r° et v°.

(3) « Sera donné un chapeau au S<sup>r</sup> de la Quinte (!) à la discrétion de M. le Commissaire » (A. H. M., F 9/5, f° 228, r°, 4 juillet 1722).

« A été accordé au S<sup>r</sup> Laquinte, Chirurgien de cette maison, un chapeau de la somme de 6 # (F 9/5, f° 290, r°, 17 juill. 1723).

« Sera donné à M. Laquinte, chirurgien de cette maison, un chapeau de 6 # qui sera pris chez le S<sup>r</sup> Barbet. » (F 9/6, f° 408, 15 oct. 1726.)



Ayant terminé ses six années d'exercice, au mois de juin 1727, La Quinte sollicita de la compagnie des chirurgiens sa réception à la maîtrise, conformément aux lettres patentes de 1658, exhibant à cet effet un certificat du chirurgien Perou, auquel l'Hôpital s'adressait dans les cas difficiles, et un autre du D<sup>r</sup> Levasseur, médecin de la maison.

Les chirurgiens objectèrent que La Quinte n'avait point observé les formalités requises, par l'édit de septembre 1723, qui imposait provisoirement aux Communautés chirurgicales du Royaume les statuts des chirurgiens de Versailles, et les Lettres patentes de septembre 1724, défendant l'exercice de l'art aux Frères de la Charité et à toutes personnes non autorisées. La question regardant l'honneur et la police de la profession, ils invoquèrent même, en ces conjonctures, l'appui du Collège des Médecins du Mans. La Faculté fut d'avis de soutenir une réclamation qui paraissait conforme aux récentes dispositions légales; et Levasseur fut même blâmé d'avoir délivré à La Quinte un certificat un peu imprudent. D'ailleurs, l'affaire n'eut pas de suite; le malheureux La Quinte tomba malade, et abandonna ses projets de maîtrise. Il mourut au mois de juin 1728. Le 26 juin, deux candidats, Soteau et Jacquin dit La Barre, venaient demander sa succession. Mais le Bureau perplexe, ajourna sa décision à un mois (1).

Après mûre réflexion, il délibéra de rentrer dans la légalité: et le sieur Gabriel Jacquin de la Barre, fils de feu Jean Jacquin, maître en chirurgie au Mans, fut admis à la place de La Quinte. Mais comme il ne possédait encore aucun certificat d'apprentissage, le sieur Nicolas Perou, maître en chirurgie (2), « ayant toujours eu à cœur de travailler gratuitement pour les deux maisons soit pour l'absence ou pour default de compagnons... ou dans les cas où il y avait des opérations de conséquence », proposa de « continuer assidument ses soins et services » et de faire travailler Jacquin sous ses ordres. On convint donc que, deux années durant, ce dernier compléterait son apprentissage sous l'égide de

(1) A. H. M., F. 9/6, fo 7334, ro.

(2) Nicolas Perou, fils de Gervais, était en 1700 pourvu de la charge de chirurgien juré royal. Son fils, Jean-Joseph, fut reçu maître en chirurgie au Mans, le 29 janvier 1744.



Pérou ; après quoi il serait promu aux fonctions de compagnon, pour gagner la maîtrise, au bout de six autres années d'exercice. Pérou s'engageait encore, pendant cette nouvelle période, à assister La Barre pour « toutes les opérations plus difficiles et plus considérables » (1).

La Barre ne sut point rester dans l'ombre modeste qui sied à un simple aspirant : le sieur Poussin, notaire à Brains, ayant été blessé, il l'alla visiter au mois de janvier 1730 avec le chirurgien Charpentier l'ainé, et eut l'outrecuidance de rédiger et signer le rapport avec son aîné ! Le conseiller médecin du Roi, qui était alors Vauguion, alla protester auprès du greffier du criminel contre un pareil vice de forme, et le rapport incriminé fut refusé. Charpentier dut le refaire, mais cette fois avec l'assistance et sous le contrôle du médecin du roi (2).

Jacquin de La Barre, à l'Hôpital, était « logé, nourry, traité aux dépens des pauvres... sans... autre récompense ny salaire ». Il trouva bientôt la portion un peu maigre, et, sans attendre d'avoir gagné sa maîtrise, manifesta l'intention de se retirer « pour s'établir dans la communauté des maîtres chirurgiens de cette ville, et se marier ». Le 26 juin 1731, le Bureau lui donnait acte de ses services à dater du 11 juillet 1728 (3).

Le 7 décembre 1731, René Jacques Jean Lopé fut admis à servir les pauvres comme compagnon chirurgien « pendant six années tant de jour que de nuit et sans aucun salaire » (4) autre que la nourriture et le logement. Il signa en double état l'inventaire des instruments de chirurgie qui furent mis à sa disposition, et l'arsenal, déjà fort défectueux lors du décès de La Quinte (5), fut révisé et complété (6).

(1) A. H. M., F 9/6, f<sup>o</sup> 747-749, 17 juillet 1728.

(2) Cf. Mémoires de Vauguion, § 70, in P. Delaunay, *Vieux médecins Sarthois*, 2<sup>e</sup> série, Le Mans, de Saint-Denis, et Mumer, Fleury, 1912, in-8<sup>o</sup>.

(3) A. H. M., F 9/7, f<sup>o</sup> 309, v<sup>o</sup>, 30 juin 1731.

(4) A. H. M., F 9/8, f<sup>o</sup> 43-44.

(5) « Aiant fait l'inventaire des outils de chirurgies laissés par le sieur Laquinte, il s'en est trouvé une partie qui sont rouillés et incapables de servir ; au surplus il ne s'est trouvé aucun rasoir ny aucune sonde. » (A. H. M., F 9/6, 17 juillet 1728, f<sup>o</sup> 746.)

(6) Le 31 janvier 1733, le Bureau signe une ordonnance de 58 #, à Paris, coustelier pour « fournissements d'outils de chirurgie à cette maison. » (A. H. M., F 9/8, f<sup>o</sup> 316.)



Il faut croire que Lopé ne donna point satisfaction, car dès le mois d'août 1735, on se préoccupait de lui trouver un successeur : et le Bureau, pour cette fois, tint à bien faire les choses. L'un des administrateurs, M. de Mongond, s'adressa à M. Boudou, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu de Paris, pour lui demander « un jeune homme de bonnes mœurs et bien capable d'exercer la chirurgie » (1); Boudou déclara qu'il en faisait son affaire, et leur expédia Pierre Devilliers, jeune aspirant, dont le père était maître perruquier à Paris, dans l'enclos de l'Abbaye Saint-Germain-des-Prés.

Mais il ne suffisait plus du bon vouloir du Bureau pour lui conférer l'investiture. Au mois de février 1730, Sa Majesté étendant et complétant les statuts des chirurgiens de Versailles dont l'observance était imposée depuis 1723 aux Communautés de chirurgiens du Royaume, promulgua de nouveaux statuts à l'usage de tous les chirurgiens provinciaux. Et ces statuts condamnaient définitivement les errements des administrateurs de l'Hôpital du Mans. L'art VI spécifiait que nul ne pourrait « exercer la chirurgie en aucun lieu » qu'il ne fût reçu maître. L'art. XXII portait que dans les hôpitaux non pourvus d'un chirurgien ordinaire, le lieutenant du 1<sup>er</sup> chirurgien et les prévôts de la Communauté nommeraient chaque mois deux maîtres, l'un pris dans les rangs des anciens, l'autre parmi les jeunes, pour assurer le service. Enfin, l'art. XXIII déclarait que, dans les dits hôpitaux, le compagnon gagnant maîtrise serait nommé au concours, moyennant certaines conditions d'admissibilité, et devant un jury spécialement convoqué.

De ces statuts, le lieutenant alors en charge, Paton, n'avait voulu retenir que les articles qui lui assuraient cette dignité. Le reste l'intéressait peu : il tolérait que l'hôpital n'eût point de chirurgien en titre sans toutefois réclamer pour ses confrères le droit d'y exercer alternativement ; et ceux-ci lui reprochaient de négliger de la sorte « le soulagement des pauvres... et l'avantage du Public par l'expérience et la perfection que les chirurgiens de cette ville y auraient acquis ». Mais Paton espérait bien que cette

(1) A. H. M., F 9/8, f<sup>o</sup> 721-722, 23 août 1735.



habile condescendance à l'égard de l'Hôpital lui vaudrait quelque jour « de s'y faire recevoir seul et en chef sous des honoraires dont il conviendrait avec les administrateurs ». En sorte que, sous son proconsulat, fut seul mis en vigueur, dans les statuts de 1730, l'article qui réglementait le concours du gagnant-maîtrise.

A la requête du sieur Devilliers, les administrateurs de l'Hôpital convoquèrent pour le 6 décembre 1735, à deux heures de relevée, en leur Bureau, le procureur du Roi, le doyen du Collège des médecins, le médecin de l'Hôtel-Dieu, et les maîtres en chirurgie. Au jour dit, en présence de MM. Roger, du Ponceau, Cailleau d'Eporcé, Dutartre, et Chesneau, administrateurs, du procureur du Roi, au présidial, du docteur Levasseur, Devilliers comparut devant les sieurs Louis Paton, lieutenant du premier chirurgien, Louis Charpentier, le jeune, son greffier, et Julien Goutard, prévôt de la Communauté de Saint-Côme « lesquels, dit le procès-verbal, ont trouvé ses réponses pretinentes (*sic*) et l'ont jugé capable de servir les pauvres des hôpitaux en qualité de compagnon ehirurgien pendant six années pour parvenir à la maîtrise en cette ville ». Le candidat ayant en outre « fait apparoir ses certificats de vie et mœurs et services dans l'Hôtel-Dieu de Paris d'un tems competant », le Bureau ratifia la sentence du jury. Le greffier du premier chirurgien inscrivit le procès-verbal de réception au « registre des apprentifs, garçons de veuves et aspirants de la Communauté ». Les chirurgiens examinateurs le contresignèrent, à l'exclusion du médecin et copie en fut portée au registre des délibérations de l'hôpital (1).

Devilliers, au début, annonçait de grands desseins. Dédaigneux de la barbarie, il entendait se consacrer exclusivement à la chirurgie (2), et le modeste arsenal chirurgical de l'Hôtel-Dieu ne suffisait point à ses ambitions opératoires. Le 17 décembre 1735, le Bureau décide que « M. Dutartre fera ordonnance au sieur Devilliers, de cent livres huit sols, neuf deniers pour les instruments de chirurgie qu'il a fait venir de Paris y compris le port » (3).

(1) A. H. M., F 9/9, f<sup>o</sup> 31-33, 14.

(2) A. H. M., F 9/9, f<sup>o</sup> 5.

(3) A. H. M., F 9/9, f<sup>o</sup> 36.



Le 29 septembre 1736, ordonnance itérative au sieur de Villiers « de la somme de douze # pour le repassage de ses instrumens et de 3 # 10 s. pour de nouveaux litotomes qu'il a achepté pour la taille. » (1) Le gagnant maîtrise a même des prétentions didactiques et vers la même époque inaugure à l'hôpital des démonstrations d'anatomie, à l'usage des aspirants. Tout à coup, — je ne sais pour quel motif — les affaires se gâtent : le 22 juin 1737, M. Badin, l'un des administrateurs, « est prié de se tirer avec honneur de l'engagement contracté avec le sieur Boudou, chirurg.-major de l'Hôtel-Dieu de Paris », sans doute à l'égard de Devilliers, lequel est, le jour même, gratifié du restant de ses émoluments, soit 25 #, plus 9 # pour le « repassage de ses instrumens, et mis à la porte (2) ». L'expulsé, qui n'avait point encore gagné sa maîtrise, prit le parti de se faire recevoir à ses frais, passa ses examens, fit sa semaine d'anatomie en décembre 1738, et fut admis à la maîtrise le 16 avril 1739.

Un peu déçu, sans doute, l'hôpital porta son choix sur un sujet moins entreprenant, mais peut-être plus docile. Il adopta, le 22 juin 1737, un vieux compagnon chirurgien, Jacques Marigné, qui vint abriter là sa pénurie. On convint qu'il serait « noury blanchy, entretenu et logé ». La table était-elle bonne ? J'en doute : car le pauvre homme se vit, par décision du Bureau retrancher le « pain molet », et attribuer du « pain michard » (3). On soignait un peu mieux son esthétique : il fut gratifié, certain jour d'une belle perruque de 12 # (4). Quant à sa bourse, elle était maigre : il attrapait bien par-ci, par là, une légère rétribution : tantôt 6 #, tantôt 12 # (5) ; mais il n'avait sans doute fait

(1) A. H. M., F 9/9, f° 157.

(2) A. H. M., F 9/9 f° 255-256.

(3) Le 17 août 1748, le Bureau décide que « le pain molet ne sera donné aux sœurs, officiers et pensionnaires de l'hôpital général que dans le seul cas de maladie actuelle. » — « A l'égard du pain michard moitié seigle et froment ne sera donné dans les deux hôpitaux qu'aux sœurs, officiers, pensionnaires et chirurgien. » — Les autres auront le pain michard de deuxième catégorie ou pain des pauvres. (A. H., M, F 9/11, f° 20, v°. — 17 août 1748.)

(4) A. H. M., F 9/11, f° 1-4 mai 1748.

(5) Le 16 juillet 1740, le Bureau accorde à Marigné une gratification de 12 #, et 8 # pour l'entretien de ses instrumens. (A. H. M., F. 9/9, f° 634.)

Le 1<sup>er</sup> juillet 1741, on lui accorde 6 # de gratification, et 12 # « pour l'entretien de ses instrumens ». (A. H. M., F 9/10, f° 9. v°).

Le 12 octobre 1743, M. Desportes fait « ordonnance à la sœur Terrault de la



fortune, ni au service des pauvres, ni ailleurs, car nous le voyons, le 4 décembre 1748, prier « Messieurs les administrateurs de le recevoir à vie », d'ailleurs sans succès (1). En le congédiant le 17 mai 1749, le Bureau décide qu'il « luy sera payé par commiseration et bonté la somme de soixante livres une fois payé, et en outre payé la somme de quatre livres à son acquit à la veuve Barbier, de la paroisse de Saint-Nicolas pour une paire de souliers qu'elle lui a livré » (2).

Marigné pouvait encore s'estimer heureux d'avoir trouvé là, douze années durant, le vivre et le couvert. Sa situation avait été un moment menacée par l'intrusion, dans l'hôpital, d'un protégé de Paton, Pierre Salien, qui, sans traité régulier d'apprentissage, « résidoit aux hôpitaux de cette ville pour y faire, [lui aussi], les pansemens des pauvres malades. » Il fallut une protestation de la communauté des chirurgiens contre l'illicite présence de Salien pour que les administrateurs l'évinçassent, et que Paton l'admit à un apprentissage en bonne et due forme par brevet du 4 octobre 1744 devant le notaire Chasseray.

Ce n'était là, d'ailleurs, qu'un épisode de la lutte sans cesse renaissante entre la Communauté des chirurgiens, toujours désireuse de reprendre pied à l'hôpital ; et les administrateurs, qui cherchaient tous les moyens de se soustraire à cette emprise, avec la complicité plus ou moins déguisée de Paton.

Nommé lieutenant du premier chirurgien, le 24 décembre 1726, Paton avait dû abandonner la place en juin 1730, devant l'hostilité de la corporation.

Mais l'ayant reconquise le 12 septembre 1735, il s'y était maintenu depuis lors contre le vœu de ses confrères, et profitait de sa situation pour user de représailles et faire échec à leurs demandes. Ainsi s'abstint-il de faire faire à l'hôpital par les prévôts de la Communauté, les visites d'inspection prévus par l'art. 79 des statuts de 1730. Et lorsqu'en vertu de l'article 22 des mêmes statuts, les 'maitres en chirurgie décidèrent, le 5 octobre 1744, de

somme de 83 # 12 s. pour pareille somme qu'elle a payée pour l'entretien des Monsieur Marigné chirurgien de cette maison depuis deux ans », (A. H. M., F 9/10, f° 133, r°.

(1) A. H. M., F 9/11, f° 48.

(2) A. H. M., F 9/11, f° 72.



désigner mensuellement l'un d'entre eux pour assister chaque jour aux pansements des pauvres, ajoutant même qu'en cas d'opération grave le maître en mois ne pourrait intervenir qu'avec l'assistance et présence de tous ses confrères, Paton refusa de s'associer au vote.

La Communauté adressa alors à la juridiction de police une double requête : la première pour imposer à Paton d'obéir à la loi commune, c'est-à-dire de visiter les pauvres à son rang, pendant un mois ; et frapper son refus d'une amende de 50 # au profit de la Communauté ; la seconde demandait pour les prévôts confirmation de leur droit de visite à l'hôpital, et, pour tous les maîtres de la Communauté, la faculté d'y exercer à tour de rôle durant un mois (1).

Une sentence du 21 mai 1745 dispensa Paton de s'associer à ses confrères pour le service hospitalier. Quant à l'inspection prévôtale, les administrateurs s'y soumirent et laissèrent, le 8 octobre 1744, le prévôt faire la visite des deux maisons, où d'ailleurs il ne trouva rien « dans les pansements des pauvres que de conforme à la pratique de l'art. » Sur le deuxième chef, ils acceptèrent que la visite des pauvres fut faite chaque jour gratuitement par deux maîtres, un ancien et un jeune, pourvu qu'elle fût terminée à neuf heures ; que les deux chirurgiens obéissent en outre à chaque réquisition, tant pour le service de pauvres que pour celui des sœurs, officiers, serviteurs et pensionnaires de l'Hôtel-Dieu et hôpital général ; enfin qu'ils fissent, au surplus, « le poil et la barbe » aux pauvres, officiers et serviteurs des deux maisons.

Dans un long mémoire imprimé(2), les chirurgiens objectèrent qu'aucun texte légal ne leur imposait d'heure fixe par le service des pauvres ; que l'extension de la gratuité des soins aux sœurs, officiers, domestiques et pensionnaires était abusive ; ils donnèrent toutefois à entendre qu'ils seraient « charmés en toutes occasions de rendre le service de leur art à tous ceux des deux maisons qui les en requère [raient] dans le besoin », enfin, ils

(1) A. S., Fonds munic., 113.

(2) *Mémoire pour les maîtres chirurgiens jurés de la ville du Mans... contre le sieur Louis Paton... Et les Sieurs administrateurs de l'Hôpital*, Paris, 1745, in-4. (Bibl. munic. du Mans, cote Sciences et Arts, 1047, pièce 3.)



ajoutèrent que la déclaration royale du 23 avril 1743 les dispensait de l'exercice de la Barberie, « profession inférieure et étrangère à l'Art libéral et sçavant de la Chirurgie ».

Tels furent les termes de la cause soumise, en d'innombrables audiences, à la sagacité de M. le lieutenant général de police Rouxelin d'Arcy. Je ne sais quelle en fut l'issue, et les délibérations du bureau de l'hôpital ne font, chose curieuse, aucune mention de cette affaire. Il est probable que les gens de Saint-Côme gagnèrent leur cause contre l'hôpital ; mais ils ne surent point jouir sagement des fruits de leur victoire ; leurs disputes mirent tant de trouble dans la maison que, le Bureau prit un beau jour, le parti d'évincer les perturbateurs, au profit des ambitions, si longtemps inassouvies de Paton.

« En considération du désordre qui arrive continuellement à l'Hôtel-Dieu au sujet du droit de faire les opérations de chirurgie, que certains M<sup>rs</sup> Chirurgiens veulent saroger et ce par le défaut que le bureau ne s'est pas munit suivant l'article 22 des statuts de 1730 d'un chirurgien ordinaire titré à cet effet...

« Ayant oui le rapport de Monsieur [Barbeu] Dubourg... chargé du bureau de s'informer de la querelle qui se passa dernièrement à l'Hôtel-Dieu à l'occasion d'une fistule à l'anus entre plusieurs maîtres chirurgiens de cette ville, l'un voulant opérer, l'autre ne le voulant pas, ce qui y mit le trouple, allongeat le manuel de l'opération, allarma les pauvres. »

« Pour remédier à de pareils abus et aux disputes mesme des M<sup>rs</sup> Chirurgiens de cette ville, ledit sieur commissaire a remontré qu'il seroit nécessaire et pour le bon ordre de s'assurer d'un chirurgien habille et expérimenté, que pour cela il croyait que l'on ne pouvait mieux faire de profiter de la bonne volonté du Sieur Louis Paton, lieutenant de M. le premier chirurgien du roy en cette ville qui depuis plusieurs années a prêté et s'offre de prêter ses secours lorsqu'il en sera requis aux pauvres, sœurs et domestiques des hôpitaux ».

Sur ce « pour exercer gratuitement la chirurgie en chef dans nos hôpitaux, pour cela ne pouvant faire un meilleur choix, nous nommons et établissons par cette présente délibération le Sieur Louis Paton lieutenant de Monsieur le 1<sup>er</sup> chirurgien du Roy en



cette ville pour exercer gratuitement en chef la chirurgie dans nos hôpitaux pendant l'espace de cinq années entières et consécutives à commencer de ce jour et ce conformément aux lettres patentes du mois de septembre 1724, dont nous avons pris lecture et pour y faire toutes les opérations privativement à tout maître en chirurgie, même au garçon demeurant à l'Hôtel-Dieu lequel sera obligé d'obéir audit M<sup>e</sup> en chef et de le regarder comme son supérieur en l'art conformément auxdittes lettres patentes (1) ».

Le chirurgien chef devait visiter les malades de l'Hôtel Dieu « au moins trois fois la semaine », et ceux de l'Hôpital-Général quand il en serait requis ; toutes les opérations lui incombaient, « à la réserve et exception des seules saignées », qu'il pouvait abandonner au compagnons chirurgien.

La même délibération avait prévu, en principe, la nomination d'un substitut ou chirurgien suppléant, « pour soulager ledit Sieur Paton vu son peu de santé. » Mais il n'y fut point donné suite et Paton se contenta, comme acolyte, du Sieur Jean François Laroche, ancien infirmier de la maison, que René de La Barre, en ville, puis Marigné à l'Hôpital, avaient initié aux rudiments de la chirurgie, et qui avait succédé à Marigné, le 17 mai 1749, aux appointements de 150 # par an (2).

Tout alla bien pendant le règne de Paton ; et le Bureau s'applaudissait enfin du calme qui régnait dans le service chirurgical, lorsque, les temps étant révolus, l'on vit entrer, le 22 mars 1755, les chirurgiens Salien et Devilliers. Ils représentèrent à MM. les

(1) A. H. M., F 9/11, f<sup>o</sup> 118, v<sup>o</sup> 119, r<sup>o</sup> et v<sup>o</sup>, 14 mars 1750.

(2) « Le S<sup>r</sup> Jean La Roche cy devant infirmier travaillant néanmoins du métier de chirurgien sous le S<sup>r</sup> Marigné lors chirurgien de ces deux hôpitaux a été receu par le Bureau pour y remplir les fonctions par la retraite dudit Marigné pour la somme de cent cinquante livres par an payable par quarte aux charges par luy qu'il ne saignera et ne fera aucunes des deux fonctions ailleurs que dans ces deux hôpitaux, le Bureau lui a accordé la chambre qu'occupet ledit S<sup>r</sup> Marigné et au moyen de ladite somme de cent cinquante livres ledit La Roche s'entretiendra de tous habillement et linge à son usage et entretiendra en bon état et fera repasser les lancettes et tous autres instruments de chirurgie excepté cette première fois cy qu'il luy sera mis en bon état aux frays de la maison desquels instrument il demeurera chargé suivant l'inventaire qui en sera fait avec luy dont luy sera donné un double l'autre demeurant à la maison sous sa signature et luy sera payé par avance la somme de trente et sept livres dix sol pour un quart desd. appointement. Signé : Jean LA ROCHE ». (A. H. M., F 9/11, f<sup>o</sup> 72, v<sup>o</sup>, 17 mai 1749).



administrateurs que Paton, ayant fini son exercice quinquennal, « ils étoient en droit, conformément à leurs statuts, de demander qu'un autre d'entre eux rendit le même service aux pauvres... et pût en même temps avoir occasion de devenir plus expérimenté dans sa profession. »

Le Bureau, en ayant délibéré, et considérant « les services que mondit sieur Paton a[voit] rendu aux pauvres et qu'il [étoit] capable de leur rendre non seulement par sa grande capacité et connoissance, dans son art, mais par son attention et exactitude journalière à les penser » crut « devoir l'engager de continuer son même service. » Cette décision fut signifiée fort poliment à Salien et à son compère, avec beaucoup d'éloges pour « leur zelle et l'envie qu'ils avoient de rendre service aux pauvres malades (1). »

Ces beaux compliments ne désarmèrent point les sollicitateurs qui, par exploit du 9 mai 1755, firent assigner le Bureau de l'Hôpital devant le Lieutenant général de police, pour s'entendre condamner à confier le service hospitalier à deux maîtres, un ancien et un jeune, conformément à l'art. XXII des Statuts de 1730. Mais une sentence contradictoire du 30 mai 1755 les débouta de leur demande, et le Bureau se vit confirmé dans son droit d'élire un chirurgien ordinaire (2). Il ne manqua point de consigner cette victoire au registre de ses délibérations, et d'y stigmatiser le faux zèle de Devilliers et de Salien, « zèle qui n'est fondé que sur l'envie et la jalousie qu'ils portent au sieur Paton ». Le mandat de ce dernier fut prorogé « pour tant et si long temps qu'il conviendra[it] au bureau et au dit sieur Paton » (3).

Dans le même temps, le Bureau compléta son état-major chirurgical en élevant Laroche à la dignité de gagnant-maîtrise. Au mois de juin 1754, les administrateurs lui avaient permis d'aller perfectionner son apprentissage à Paris, où il suivit les cours publics des Ecoles de Saint-Côme, et notamment ceux de Disdier. Rentré au Mans en avril 1755, il reprit ses fonctions de garçon chirurgien, et, le 16 mai, fit supplique au Bureau pour devenir compagnon. Les administrateurs convoquèrent donc pour le

(1) A. H. M., F 9/12, fo 60, r<sup>o</sup> et v<sup>o</sup>, 22 mars 1755.

(2) A. S., fonds munic., 113.

(3) A. H. M., F 9/12, fo 68, r<sup>o</sup> et v<sup>o</sup>, 22 mai 1755.



22 mai Paton, lieutenant du premier chirurgien, et Salien, prévôt en charge, afin de procéder à l'examen du postulant. M. le Procureur du Roi en la Sénéchaussée, MM. Livré, médecin de l'Hôtel-Dieu, et Champion, doyen des médecins, furent également invités.

La veille de la cérémonie, le prévôt Salien fit signifier au Bureau, au nom de la Communauté des chirurgiens, une opposition audit examen. Cet acte n'était d'ailleurs appuyé d'aucune ordonnance judiciaire, il ne fournissait aucun argument valable, promettant seulement d'en déduire cause et moyen « en temps et lieu et devant juge compétent. » Les administrateurs s'indignèrent d'« une voye aussi extraordinaire » dans une affaire où l'intérêt des pauvres était seul en jeu, et décidèrent de passer outre. Le procureur au présidial opina dans le même sens ; et Paton, qui s'était rendu à l'appel du Bureau, procéda seul à l'interrogatoire de Laroche, « pendant cinq quardheures sur toutes les espèces dengorgement et thumeurs. » Après quoi, et avec l'approbation des D<sup>rs</sup> Champion et Livré, le candidat fut déclaré « capable de penser les malades dudit hôpital pendant six années à l'effait d'acquérir maitrise dans laditte communauté des chirurgiens » (1).

Laroche parvint probablement sans autre incident à la maîtrise, car il est porté, sur l'*Almanach* du Maine au tableau des chirurgiens manceaux avec rang du 9 juin 1761. Ainsi put-il succéder comme chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu à Paton, qui était devenu infirme et se faisait vieux.

Laroche ne bornait point l'exercice de son art à l'enceinte de l'Hôpital ; il opérait au dehors et faisait de l'équitation : le 14 novembre 1767, il « supplie MM. les administrateurs... de vouloir bien luy accorder la permission de loger son cheval dans une chambre adjassante à celle qui sert d'étable à la vache dudit Hôtel-Dieu, cette chambre étant absolument inutile... et en outre... qu'on luy permette de faire bâtir à ses frais un apenty au bout de la treille du grand jardin adossé au mur de séparation d'avec MM. de la Mission, et de se servir pour luy aider à ladite construction de différentes piesses de bois qui sont épars dans les cours

(1) A. H. M., F 9/12, f<sup>o</sup> 65, v<sup>o</sup> 66 r<sup>o</sup> et v<sup>o</sup>.



de l'une et l'autre desdites maisons, inutile pour autres constructions que de cette espèce, aux offres de nourrir son cheval à ses frais. » Cette requête fut exaucée, réserve faite de « l'inspection de M. le Supérieur » (1).

Cette autorisation allait devenir bientôt caduque : des lettres patentes du Roi, données à Versailles en avril 1765, avaient approuvé la translation et la reconstruction de l'Hôtel-Dieu sur le bord de la Sarthe, auprès de l'Hôpital général ; et les travaux devaient incessamment prendre fin. Laroche jugea dès lors inutile de faire des frais pour loger sa monture à Coëffort. Il s'avisa encore que l'air de ces vieux bâtiments ne convenait point à son hygiène personnelle : c'est pourquoi, le 9 janvier 1768, ayant remontré à MM. du Bureau « que le mauvais logement qu'il occup[ait] actuellement dans l'ancien Hôtel-Dieu contribu[ait] beaucoup à sa mauvaise santé ; ainsi que la nourriture qu'on lui donn[ait], » il sollicita la faveur de s'établir dans la maison ci-devant occupée près le nouvel Hôtel-Dieu par le sieur Brunet, avec jouissance des caves et jardin du feu sieur Langlois, jusqu'à ce que l'administration lui eût assigné une demeure convenable. Il demandait en outre qu'on lui laissât la jouissance de la chambre qu'il habitait à l'Ancien Hôtel-Dieu, afin de pouvoir « s'en servir lorsque quelque opération ou autre cas particulier l'obligera[it] de rester à l'Hôtel-Dieu, et pour servir de chambre à manger et de cabinet d'étude à son élève ». Enfin, pour satisfaire les exigences diététiques de son estomac, il demandait à recevoir sa ration alimentaire en argent et non plus en nature (2).

Le Bureau acquiesça, et la situation matérielle de Laroche en devint presque enviable. Jusque-là, il était logé, nourri à l'Hôtel-Dieu, et payé 150 # par an. Le nouveau traité lui accordait la maison et le jardin qu'il convoitait, avec appropriation aux frais de l'hôpital ; 500 # d'émoluments annuels, comme gages et indemnité de nourriture, payables en deux termes, à dater du 17 janvier 1768 ; « 4 chartées de bois de toise, » et 200 fagots par an ; le blanchissage, le linge de lit et de table lui étaient continués comme ci-devant pour lui et pour sa gouvernante. Enfin, on lui

(1) A. H. M., F 9/13, f° 211, r°.

(2) A. H. M., F 9/13, f° 220, v° 221 r° et v°.



conservait le droit de se faire servir à déjeuner à l'ancien Hôtel-Dieu lorsque les besoins du service le requéreraient. En 1768, le Bureau évaluait le total de ces faveurs à 862 # environ par an. **En échange**, le chirurgien en chef, logé près de l'Hôpital, y pouvait faire sa visite en robe de chambre, sans grande gêne ; l'inspection de quarante ou cinquante malades à l'Hôtel-Dieu, d'un ou deux malades à l'Hôpital Général, lui imposait d'une demi-heure à une heure de travail journalier. Ajoutez à cela que Laroche était pourvu d'un suppléant, Thibault des Bois, nommé en second le 17 décembre 1768 pour servir gratuitement les pauvres en son absence ; qu'il avait un apprenti, couché, éclairé, chauffé, nourri, voire désaltéré par la maison, — (l'administration remarquait avec quelque amertume qu'il ne buvait que du vin) — (1) pour l'aider ou le suppléer dans son service, et même dans sa clientèle personnelle, ce qui représentait un supplément d'allocation de 300 # au bas-mot. Et le Bureau en concluait que l'Hôtel-Dieu du Mans était, à la fois le moins riche de tous les hôpitaux de la région, et celui qui rétribuait le mieux son chirurgien, encore que « M. La Roche [eût] été élevé dans l'Hôpital à qui il [devait] son état et sa fortune » (2).

Ces avantages pécuniaires n'empêchèrent point le bénéficiaire d'avoir maille à partir avec quelques créanciers : le 9 septembre 1769, le Bureau décide qu'il « sera opposé à l'enlèvement des meubles saisis chez M. La Roche attendu qu'ils appartiennent à l'hôpital ». Et le 7 avril 1770, on reçoit encore une assignation « au sujet du sieur La Roche » (3).

C'est la dernière mention concernant Laroche qui soit portée aux délibérations, sauf une autre décision du 8 juin 1771, transférant au chapelain de l'Hôpital, la juridiction spirituelle sur le corps chirurgical (4) antérieurement soumis au curé de la Cou-

(1) A. H. M., F 9/14, f° 21 r°.

(2) A. H. M., Enquête de 1768, pièce non cotée ni classée.

(3) A. H. M., F 9/14, f° 51 et 74.

(4) Ce règlement, rectifiant les conventions arrêtées le 30 décembre 1716 entre le curé de la Couture et le chapelain de l'Hôtel-Dieu, fut promulgué le 22 mars 1771 par l'évêque L. A. de Grimaldi, à la demande des administrateurs. En voici les principales dispositions.

Art. 2. — Les deux maisons adjacentes aux dits hôpital et Hôtel-Dieu occu-



ture. Et jusqu'à la Révolution, le chirurgien Laroche, comme les peuples heureux, n'eût pas d'histoire.

Ces documents donneront sans doute une idée suffisante de ce que fut, à l'Hôtel-Dieu du Mans, le service médico-chirurgical pendant le cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, les choses s'y passaient en quelque sorte en famille : une fois admis aux fonctions de médecin ou chirurgien, on faisait partie de la maison ; et l'Administration était, pour ses officiers, une sorte d'institution de prévoyance et de retraite ; elle recevait leur bien à viage, leur en constituait la rente exécutait leurs dernières volontés, priait pour le repos de leur âme, veillait comme tutrice sur ceux qu'ils avaient confiés à sa garde, entretenait leurs servantes... vieilles ou jeunes, quand elles avaient mérité des libéralités posthumes. A ce régime paternel, notre ère de bureaucratie a substitué le régime administratif.

### *C. Les élèves en chirurgie.*

De nombreux apprentis fréquentaient l'hôpital et prenaient part au service. Aux termes du règlement de 1785, un élève en chirurgie devait suivre la visite médicale pour tenir le cahier des prescriptions et régimes et exécuter les ordres doctoraux. D'autre part, ces jeunes gens prêtaient leur concours au chirurgien et au gagnant-maîtrise. Encore que l'hôpital du Mans n'eût point le privilège de leur conférer, à l'égal des hôpitaux de Paris, une réduction de stage, il offrait du moins à ceux que le défaut de pécune empêchait de s'expatrier l'avantage d'une pratique plus active que celle de la boutique. Les uns, élè-

pés par le chapelain dudit Hôtel-Dieu et par le chirurgien... ne seront plus à l'avenir soumises à la juridiction des dits sieurs curés de la Couture...

Art. 3. — Les chapelains des dits hôpital et Hôtel-Dieu administreront à l'exclusion des sieurs curés de la Couture les sacrements de pénitence, d'Eucharistie et d'extrême-onction à eux respectivement, à leurs domestiques, aux sœurs, aux pauvres, aux chirurgiens, leurs femmes, enfans, compagnons, apprentifs et domestiques... tous habitans les Hôpital et Hôtel-Dieu.

Art. 4. — Ne sont compris au précédent article, mais resteront entièrement soumis à la juridiction des sieurs curés de la Couture tous les pensionnaires, pères, mères, frères, sœurs et autres personnes que pourraient avoir chez eux les dits chapelains, chirurgiens, procureurs et receveurs. »

Ne pourront être baptisés aux fonds baptismaux de la chapelle de l'hôpital que les enfans exposés, ceux des femmes pauvres reçues dans l'hôpital, « ainsy que les enfans des femmes des dits chirurgiens. »



ves externes, ne paraissaient qu'aux heures de service, « pour... saigner et penser les malades », et en profitaient, parfois, pour quêter à l'office quelque croûton ou verre de vin. Un administrateur scrupuleux s'émut un jour de libéralités si contraires au bon ordre, et le chirurgien en chef Perou dut s'engager, en 1684, à ne plus solliciter pour ses garçons et apprentifs de semblables allocations.

L'hôpital admettait aussi des élèves internes ; mais ils devaient passer, pour leur gîte et couvert, un traité en bonne forme avec MM. du Bureau.

Le 29 janvier 1718, une des religieuses de l'Hôtel-Dieu, la sœur Louin, ayant « proposé au Bureau de recevoir son neveu dans cette maison pour y apprendre l'art de chirurgie, et offert de donner cent vingt livres pour deux années de pension, la proposition [est] acceptée en considération des bons services qu'elle a rendus et rend à cette maison, et il sera mis en la chambre des garçons et nourri comme les serviteurs à la table donze heures (1). »

De même, en 1761, « le fils de Monsieur Le Noir, orfèvre de cette ville [est] reçu... en qualité d'apprentif en l'art de chirurgie sous Monsieur de la Roche, chirurgien de cette maison, en payant par pension 150 # par an... et... logé à l'Hôtel-Dieu en se fournissant d'un lit (2). »

En 1764, Laroche propose « Pierre Robidas pour être reçu en qualité de garçon ». Le Bureau, généreux, non seulement ne lui demande rien, mais encore consent à « luy donner trois livres par mois et sa nourriture » (3).

En 1768, Pierre Lescot, fils d'un chirurgien de Ballon, fut admis comme élève à l'Hôtel-Dieu, au prix de 200 # de pension annuelle, payable par trimestre, « sans pouvoir rien répéter en cas de mort seulement dudit jeune homme. » A ces conditions, il devait être « nourri, logé, chauffé, etc., tout ainsy que l'est le sieur Dubois autre élève du sieur La Roche, à la charge... de se com-

(1) Le 30 avril 1718, la sœur Louin versa au Bureau 60 # pour la première année de pension de son neveu. Le 23 juin 1719, elle verse encore 60 #. (A. H. M., F 9/14, f° 309 v°).

(2) A. H. M., F 9/13, 21 novembre 1761, f° 5.

(3) A. H. M., F 9/13, f° 70, v° 5, mai 1764.



porter sagement, et de *coucher dans la salle des hommes*, ce que le dit sieur Lescot père a accepté par une obligation solidaire avec son épouse en datte du 27 juin dernier remise au receveur (1) ».

La promiscuité de la salle commune ne rendait pas ce poste particulièrement agréable, et comportait même quelques dangers, dont le moindre était d'attraper la gale (2). Mais cette perspective ne paraît point avoir découragé les postulants, et en 1787, le Bureau n'accordait une de ces places au neveu du chapelain Rigault qu'à titre de faveur particulière (3).

Dr P. DELAUNAY.

*(Fin au prochain numéro)*

(1) A. H. M., F 9/13, f° 246, v°, 2 juillet 1768.

(2) « Messieurs sont priez de faire attention d'une espèce de contagion qui se communique dans cette maison. Il n'y a pas une chambre où il n'y ait une quantité de galleux à qui il survient à la plupart des dépôts d'humeurs dans les jambes ou autres parties de leurs corps. On peut présumer que cela vient de ce que les pauvres ne sont pas nourris comme à l'ordinaire ce qui leur corrompt la masse du sang ; de ce que la maison n'ayant pas de linge suffisant pour les changer, soit par les playes continuelles qui ne permettent pas qu'on seiche les laissives ils sont obligez de porter leurs chemises quinze jours ou trois semaines et enfin de ce qu'ils couchent cinq ensemble ». (A H. M., F 9/6, f° 279, v° 23 février 1726.)

(3) « En considération particulière des longs et bons services de M. Rigault Chaplain de cette maison le Bureau a permis que le nepveu dudit sieur Rigault que M. La Roche a aggréé pour élève soit nourri dans la maison à dîner et souper seulement ainsi qu'il l'a demandé et avec l'Elève ordinaire du chirurgien a raison de cent vingt livres seulement par an sans tirer à conséquence pour la somme et sans qu'on puisse se prévaloir pour la suite et en faveur de tous autres de ce que le Bureau a bien voulu faire pour témoigner sa satisfaction à M. Rigault » (A. H. M., F 9/17, f° 78, 10 novembre 1787.)



---

# LA CROIX BLANCHE

(COMMUNE DE VION)

SARTHE.

---

Il existe à Vion, à environ trois cents mètres à l'ouest du bourg, au carrefour formé par la route de La Chapelle du Chêne et les chemins reliant la route de Louailles au chemin des Petites Ganteries, une vieille croix de pierre appelée « la Croix Blanche ».

Elle appartient à un type qui semble avoir été fort répandu dans la région à une certaine époque. Dans la commune même, on voit, au cimetière de Vion, une croix à peu près semblable, mais un peu plus ornée, qui, autrefois, devait se dresser dans le cimetière autour de l'ancienne église; elle a dû être transportée dans le nouveau lors des travaux qui, en 1870, changèrent la physionomie du bourg, et elle semble postérieure à la Croix Blanche.

D'autres croix du même type se rencontrent aux environs, notamment dans le cimetière de Tassé et à Solesmes. Les gens du pays leur donnent souvent, avec la prononciation qui leur est propre, le nom de « Croix boessée » où « bouessée » c'est-à-dire « buissée » (étym : buis); ce vocable vient, on le sait, de ce qu'on avait coutume, autrefois, à certains jours de l'année, de les orner ou de les enguirlander de rameaux de buis.

Dans son *Dictionnaire topographique et historique de la Sarthe*, Pesche, à l'article Vion, cite déjà comme remarquable la Croix Blanche. Il la décrit en ces termes : « Une croix en pierre qui se trouve à l'entrée occidentale du bourg, au haut de laquelle (comme à celle du cimetière de Tassé) on a sculpté divers ornements, tels qu'une couronne d'épines à jour, et les figures du Christ et de la Vierge, travail qui n'est pas sans difficulté. »

L'antique croix se dresse toujours au seuil du village, effritée par le temps et patinée par la rouille des siècles. Récemment encore, entre les pierres disjointes de l'autel qui la supporte, croissaient les gramens légers, les délicates capillaires, et fleuraient les blanches houppes de « l'herbe à la Vierge » ; les



mousses et les lichens mettaient sur ces pierres leurs taches mordorées ou verdâtres. Cette parure, certes, était pleine de grâce et de poésie : mais la vieille croix menaçait ruine, et, aux mauvais jours, on la voyait osciller au souffle du vent.



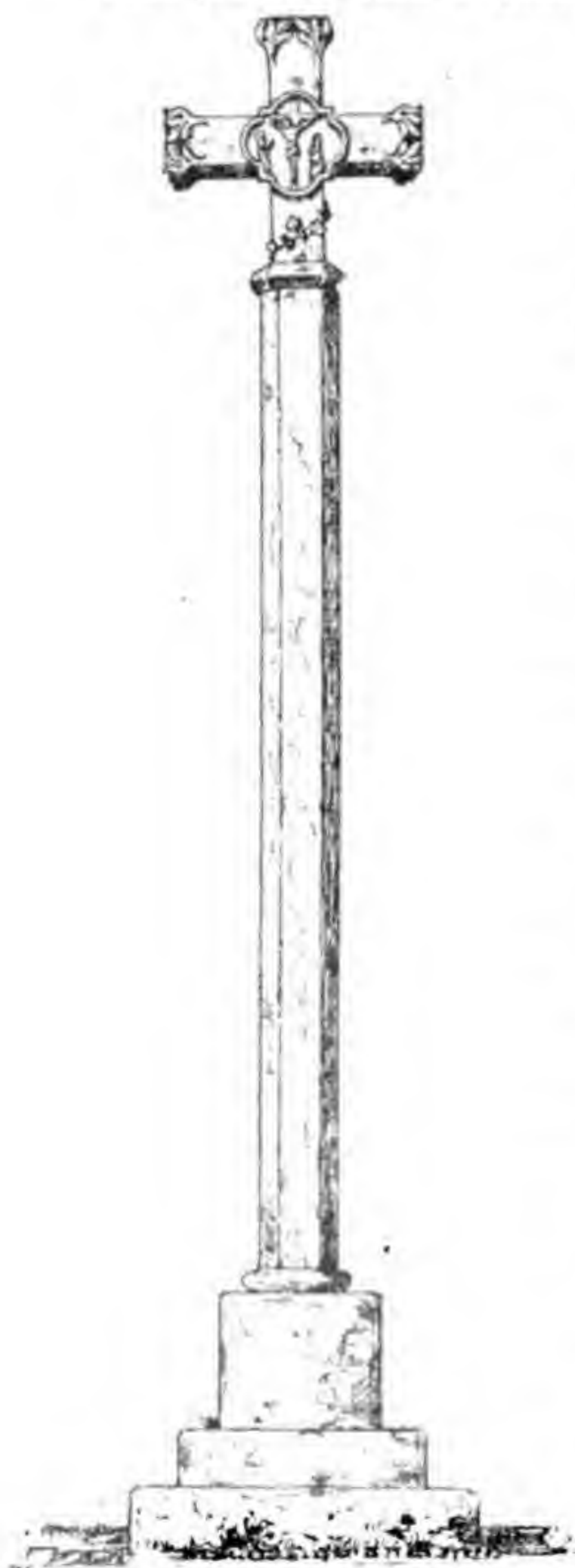
LA CROIX BLANCHE, A VION  
(Dessin de M. A. LANGERON).

Nous voudrions pouvoir la sauver, et c'est pourquoi nous ne croyons pas devoir attendre davantage pour signaler son intérêt.

Tournée vers le nord, la Croix Blanche se dresse sur une sorte d'autel dont la table se compose de deux pierres à peu près carrées. Posé moitié sur l'autel, moitié sur un massif de maçonnerie, le socle a ses quatre angles abattus et sa partie supérieure, de



forme octogonale, ornée d'une moulure ; il soutient le fût, constitué par une colonne cylindrique.



CROIX DU CIMETIÈRE DE DOUILLET

Le haut de la croix, délicatement sculpté, présente du côté nord, au centre d'un quatre-feuilles à jour (et non d'une couronne d'épines comme le disait Pesche), la Vierge couronnée, portant l'Enfant-Jésus sur le bras gauche avec ce mouvement de déhanchement très particulier qui permet d'assigner une date à beaucoup d'œuvres du même genre : la tête de l'Enfant et un quart environ du quatre-feuilles sont brisés. Du côté sud est représenté le Christ en croix ; une grande partie de la tête et la moitié du médaillon sont également brisés ; les bras, démesurément longs, ne sont pas symétriques ; le bras droit est légèrement plié, le gauche très tendu, la tête du Christ penchant à droite et le poids du corps portant de ce côté.

Les bras de la croix se terminent par des feuilles frisées : leurs bouts, carrés, sont ornés d'un dessin à quatre lobes. Le bras droit a été cassé, le morceau remplacé et maintenu à l'aide d'un crampon de fer ; la réparation semble fort ancienne.

Tel est l'état actuel de la Croix Blanche. Elle offre une grande analogie avec la croix de l'ancien cimetière de Douillet, près Fresnay, que M. Robert Triger a fait jadis connaître, et elle doit, comme elle, dater du xv<sup>e</sup> siècle (1).

(1) Robert TRIGER. — *Étude historique sur Douillet-le-Joly*, Mamers 1884.



Son intérêt est si bien reconnu que dès 1912, l'administration supérieure des Beaux-Arts demandait *proprio motu*, à M. L'Hermitte, conservateur départemental des Beaux-Arts, de provoquer l'avis de la municipalité sur l'opportunité du « classement » de cette Croix de chemin de la commune de Vion, et que l'année suivante, dans son rapport au Conseil général, M. L'Hermitte émettait le vœu que ce classement fût prononcé de préférence à celui d'un édifice moderne.

Tant par son caractère poétique que par son intérêt archéologique, il est vrai, la vieille Croix Blanche, à l'entrée du bourg de Vion, est digne d'attirer l'attention des artistes, des archéologues et plus généralement de tous ceux qui sont sensibles à la voix émouvante du passé. Ses sculptures, cependant, continuent à s'effriter ; des morceaux s'en détachent, et ce monument élevé par la piété des « pères du village » ; ce monument qui a vu tant de générations ; devant lequel se sont arrêtés tant de passants prosternés dans la joie ou la douleur : qu'ont fleuri tant de mains gracieuses ou ridées, aux jours des Rogations ; cette croix qui rappelle tant de souvenirs, serait peut-être déjà tombée, si, au mois de septembre dernier, M. le maire de Vion n'avait bien voulu, sur notre demande, faire au moins rejointoyer les pierres de l'autel.

Dans sa session d'août, le Conseil municipal de Vion avait pris lui-même une délibération sollicitant le classement de la Croix Blanche et la délibération est actuellement transmise à l'administration des Beaux-Arts avec avis très favorable de M. le Préfet de la Sarthe.

Nous souhaitons que la demande soit prise en considération le plus tôt possible, convaincu de répondre ainsi aux vœux de tous les membres de la Société historique archéologique du Maine.

(Décembre 1922).

A. LANGERON,  
*Instituteur à Vion.*

---



---

# NOTE SUR LA CONSERVATION DES ANCIENNES CROIX DE CIMETIÈRES OU DE CHEMINS

---

L'intéressant article de M. Langeron, récemment encore instituteur à Vion, ne nous autorise pas seulement à le remercier, ainsi que M. le Maire et le Conseil municipal de Vion, de l'intelligente sollicitude qu'ils viennent de témoigner à la vieille Croix Blanche. Il rappelle bien opportunément l'attention sur la question de la conservation des anciennes croix de cimetières ou de chemins qui offrent un caractère archéologique ou qui évoquent des souvenirs historiques.

Ces croix sont nombreuses encore dans le département de la Sarthe. Au seul courant de la plume, et sous réserve de vérifications pour quelques-unes, on peut déjà en citer plus de trente, telles que les croix de cimetières d'Yvré-l'Evêque, d'Aigné, de Teillé, de Degré, de Tassillé, de Neuvillalais, de Saint-Denis-d'Orques, de Pezé-le-Robert, de Maresché, de Douillet-le-Joly, de Tassé, de Solesmes, de Vion, etc. (xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles), de Lavardin, de Saint-Vincent-des-Prés, de Marollette, de Moncé-en-Sonnais, de Contilly (xvii<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècles); les croix de chemins de la Mare, à Mont-Saint-Jean (xvii<sup>e</sup>), des Aulnays, à Saint-Georges-du-Rosay (xvi<sup>e</sup>), de la Buffardière, à Monhoudou (xvi<sup>e</sup>), de Beauvais, à Assé-le-Boisne, de la Barre, du Chesnay et des Petits-Champs, à Sougé-le-Ganelon, la Croix Blanche, à Vion, etc.

Le nombre de toutes celles qui méritent attention doit être relativement très élevé, car les vieilles croix de cimetières et de chemins peuvent, en général, offrir de l'intérêt à trois points de vue différents. Les unes, un intérêt artistique, lorsqu'elles présentent des motifs sculptés. Les autres, un intérêt historique, en



rappelant par leurs inscriptions, ou même par leurs seuls noms, des personnages ou des faits mémorables pour l'histoire de la localité. D'autres enfin, si simples qu'elles soient, sont de précieux jalons topographiques pour l'étude des anciens chemins et des limites des anciennes circonscriptions.

Or, si de premières propositions ont été faites pour les croix d'Yvré-l'Evêque, de Tassillé et de Vion, le département de la Haute-Marne compte déjà, dans la liste officielle des Monuments historiques classés avant la promulgation de la loi du 31 décembre 1913, 15 croix de cimetières ou de chemins ; la Seine-Inférieure 17, le Puy-de-Dôme 20, les Vosges 47 !

Dans les années qui ont suivi la Séparation, il a fallu, il est vrai, s'occuper tout d'abord des églises. La guerre, ensuite, a forcément retardé les classements. Depuis la paix, on les réserve de préférence et avec raison, aux églises des pays dévastés.

Peut-être, cependant, serait-il temps de songer à la préservation de nos vieilles croix de campagne, trop souvent abandonnées à l'ignorance ou à l'incurie des municipalités.

Cette préservation, d'ailleurs, est le plus souvent facile et peu dispendieuse.

A défaut d'un classement en règle, toujours long et d'autant plus difficile à obtenir qu'il comporte des subventions dont l'Etat est contraint en ce moment de se montrer avare, l'administration des Beaux-Arts nous offre, depuis la fin de 1920, un moyen d'empêcher au moins les destructions par surprise ou inconscience.

Elle mentionne expressément, en effet, les croix de cimetières ou de chemins parmi les monuments à inscrire dans l'inventaire supplémentaire, prescrit par l'art. 2 de la loi du 31 décembre 1913, « de tous les édifices ou parties d'édifices publics ou privés » qui, sans justifier une demande de classement immédiat, « sentent un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation. » L'inscription dans cet inventaire ne donne pas droit à une subvention, mais elle entraîne l'interdiction, pour les communes ou les particuliers, de détruire ou déplacer la croix sans entente préalable avec l'autorité préfectorale. C'est toujours une garantie contre les surprises de l'ignorance, et il semble qu'il y



ait ainsi avantage à faire inscrire, sur la liste supplémentaire prévue par la loi de 1913, toutes les vieilles croix de notre région qui offrent un intérêt quelconque (1).

Le Bureau de la Société accueillera donc avec gratitude les renseignements qu'on voudra bien lui communiquer à leur sujet, et il se fera un devoir de les transmettre à la Conservation des Beaux-Arts pour compléter ses dossiers.

Les renseignements doivent comprendre spécialement :

1° La désignation et la situation très précises de la croix.

2° Sa description sommaire, ses dimensions, les caractéristiques essentielles de son histoire et l'indication de l'époque à laquelle l'attribuent les traditions locales.

3° Un croquis ou une carte postale illustrée de la croix, et autant que possible, une photographie.

Il serait à désirer que ces derniers documents, — carte illustrée ou épreuve photographique, — puissent être envoyées en double, l'un des exemplaires devant être transmis à l'administration des Beaux-Arts.

---

(1) Il est assurément bien préférable de les conserver sur place. Lorsqu'elles sont transportées dans un Musée, comme la croix de l'ancien cimetière de Saint-Léonard de Louplande (xv<sup>e</sup> ou xvi<sup>e</sup> siècle), jadis recueillie au Musée archéologique du Mans, leur origine ou leur signification sont trop souvent oubliées.



---

# CHRONIQUE

---

La liste complète des membres et sociétés correspondantes de la Société comprenant plus de 360 noms, le Bureau a décidé, pour alléger la Revue déjà trop réduite par les prix actuels, que cette liste ne serait réimprimée que tous les deux ans.

Nous nous bornerons donc, cette année, à faire connaître les nouveaux membres dont les noms ne figurent pas sur les listes précédentes, et à mentionner quelques changements de situations.

Le Bureau, tout d'abord, se fait l'interprète de la Société entière pour prier S. E. le Cardinal CHAROST de daigner agréer l'hommage de ses très respectueuses félicitations. C'est avec une vive et unanime gratitude, nous osons le dire, que la Société historique et archéologique du Maine a salué le choix du Souverain Pontife, doublement justifié par de si éminents services rendus à l'Eglise et à la Patrie. C'est assurément un grand et rare honneur pour l'histoire contemporaine du Maine de pouvoir ainsi inscrire désormais deux Cardinaux manceaux, S. E. le Cardinal-archevêque de Paris, et S. E. le Cardinal-archevêque de Rennes, dans la liste déjà si flatteuse des prélats originaires du diocèse.

Ont été admis comme membres de la Société depuis la publication de la dernière liste d'admission :

M<sup>lle</sup> DE L'ESTOILE, rue Dubignon, 25, au Mans.

MM. FONTEIX, rue Pasteur, 43, au Mans.

SINGHER (Serge), rue Chanzy, 37, au Mans.

M<sup>me</sup> DE WARESQUIEL (Comtesse), 7 bis, place du Palais-Bourbon, Paris, VII<sup>e</sup> et chemin de Poligné (Mayenne).

MM. GUITTET (Albert), rue Victor-Hugo, 52, au Mans.

DU GUERNY (René), rue Bruyère, 8, au Mans.

HEUZARD (Gaston), place de la Préfecture, 1, au Mans.

LAGARDE (Colonel) ✱, C. ✱, commandant le 117<sup>e</sup> d'Infant., rue Robert-Garnier, 15, au Mans.

JOLY (L<sup>i</sup>-colonel) ✱ C. ✱, rue Erpell, 9, au Mans.



MM. DE SAINT DENIS (Albert), rue de Bel-Air, 38, au Mans  
TÉZÉ (Henri), rue Auvray, 30, au Mans.  
SINAN (docteur), rue Erpell, 10, au Mans.  
CHAMAILLARD (René), rue de l'Ancien Évêché, 7, au Mans.  
CHAUVEAU (Edmond), rue des Chanoines, 3, au Mans.  
DÉAN-LAPORTE (Louis), rue Victor-Hugo, 44, au Mans.  
M<sup>mes</sup> CHARTIER, rue des Minimes, 23, au Mans.  
DE RUDEVAL (Vicomtesse), La Fontaine-Saint-Martin (S.).  
THORÉ (Stéphane), rue Montauban, 9, au Mans.  
DE VERCLY, rue Victor-Hugo, 32, au Mans.

Les adresses suivantes sont, en outre, à rectifier ainsi :

MM. DES CARS (duc) ✱, ✱ C, avenue d'Iéna, 45, Paris, XVI<sup>e</sup>, et  
au château de Sourches (Sarthe).  
BRACONNOT (abbé), curé de Verron (Sarthe).  
GIRARD (chanoine), avenue Léon-Bollée, 158, au Mans.  
LANGERON (A.), instituteur à Précigné (Sarthe).  
MAILLET (Joseph), square du Tunnel, 12, au Mans.  
PATARD (abbé), chapelain épiscopal, à La Flèche.  
RIALLAND (Georges) ✱, rue Saint-Dominique, 13, au Mans.  
RONCIN (Georges), rue de la Barillerie, 7, au Mans.

Au cours de l'année 1922, la Société a eu par contre, le très grand regret de perdre M<sup>lle</sup> Henriette THORÉ et M. SÉGUIN, décédés avant la publication de la liste de l'année ; M<sup>me</sup> la marquise DE COURCIVAL, le commandant Baron DE L'ESTOILE, MM. A. ROMET, R. GAULIER, Comte DE CHARENCEY, S. THORÉ, A. DE SAINT-PIERRE ; depuis le commencement de l'année courante, MM. A. SURMONT, Chanoine LE PARC, X. DE VERCLY, et V. GUILLOTIN, qui, tous, comptaient au nombre de ses membres les plus anciens et les plus fidèles.

Elle a fait, en outre, une perte particulièrement sensible en la personne du R<sup>me</sup> P. dom GUILLOREAU, abbé des Bénédictins de Sainte-Madeleine, depuis peu réinstallés à l'abbaye de Haute-combe, en Savoie. Originaire de Saint Rémy-du-Plain (Sarthe), et ancien moine de Solesmes, le R<sup>me</sup> P. dom GUILLOREAU était non seulement, depuis de longues années, un ami profondément sincère et bienveillant de notre Société ; il était l'un de ses colla-



borateurs les plus érudits et les plus appréciés. Sa mort, si imprévue le 14 novembre dernier, est pour nous une perte irréparable et nous laisse une amère tristesse, comme celle de plusieurs des excellents amis cités plus haut.

Tous les membres de la Société qui ont pris part à l'excursion de 1922 seront heureux d'apprendre que le vœu qu'ils ont émis le 8 juin, au pied du château de Ballon, vient de recevoir pleine satisfaction.

Sur la proposition de M. Vorin, architecte en chef des monuments historiques, qui avait bien voulu donner suite à ce vœu, un arrêté ministériel, en date du 9 février 1923, a enfin prononcé le classement des restes du vieux château.

L'exposition industrielle, commerciale et artistique du Mans, au mois de mai prochain, doit, comme on le sait, comprendre une section d'art rétrospectif à laquelle est réservée une partie du rez-de-chaussée de l'ancien évêché de Tessé.

L'art religieux sera plus spécialement groupé dans l'ancienne chapelle, mise par le Comité de direction de l'Exposition à la disposition de Mgr l'Evêque du Mans, qui veut bien accorder son haut patronage à la section de l'art religieux.

Dès maintenant, les sous-commissions de l'art rétrospectif et religieux se sont mises activement à l'œuvre. Elle sont ainsi composées : *Président* : M. Robert Triger, président de la Commission des Beaux-Arts de l'Exposition ; *Membres* : Mgr Mignon, MM. J. Chappée, P. Cordonnier-Détrie, Déan-Laporte, docteur Delaunay, Denis du Paty, A. Gentil, chanoine Lefebvre, chanoine Ledru, A. L'Eleu, A. Leroux, J. L'Hermitte, conservateur départemental des Beaux-Arts, R. de Linière, Monziès, conservateur des musées de la ville du Mans.

Depuis la publication, dans le dernier numéro de cette revue, de notre travail sur l'ancien Hôtel de Tessé, M. le chanoine Didion, curé-doyen de Fresnay, a bien voulu nous signaler, dans le jardin de son presbytère, un important fragment de l'inscription funéraire sur marbre de René Mans I, comte de Tessé.



D'après cette inscription, qui doit provenir de Vernie et dont les premières lignes sont incomplètes, René Mans I aurait eu trois fils, morts avant lui : le marquis de Tessé, mort à Pragues, le 23 août 1742 : Elisabeth René, chevalier profès de l'Ordre de Malte, « mort dans les bras de son père au château de Vernie, le 28 mai 1744 » ; René François, mort de ses blessures, sous les murs de Plaisance, le 3 juillet (et non le 16 juin) 1746.

L'inscription se termine par ces mots :

« Le comte de Tessé, déjà faible et languissant, ne put survivre longtemps à des pertes si douloureuses. Caché dans sa province, il déposa au pied de la Croix ses gémissements et ses larmes, et mourut avec les espérances de la Foy, le 22 septembre 1746, dans la 65<sup>e</sup> année de son âge. Il a ordonné que ses cendres fussent réunies dans ce tombeau à celles de son père, de son oncle, de son frère et de son fils.

« Ce monument a été fait par les soins de très haute et très puissante Dame Marie Charlotte de Béthune-Charost, dame du Palais de la Dauphine, veuve de René-Marie, sire de Froullay, marquis de Tessé, grand d'Espagne de 1<sup>re</sup> classe, brigadier des armées du Roi, colonel du Régiment de la Reine-infanterie, son grand écuyer. « *Requiescat in pace* ».

Au bas de l'inscription, sont gravées les armes de Tessé, avec ces mots : « *Durat cum sanguine virtus avorum.* »

Le dernier numéro de la *Province du Maine* consacre quelques lignes à la *Maison dite d'Adam et Eve*, Grande-Rue, 69, au Mans, dont nous sommes propriétaire depuis 1911, et rappelle l'interprétation mythologique que M. Léon Palustre donnait jadis du bas-relief placé au-dessus de la porte, dans son grand ouvrage « *La Renaissance en France* ». L'article se termine par ces mots : « Vraisemblablement, il faut s'en tenir à cette opinion. En tout cas, jamais Adam n'a présenté à Eve la pomme au bout d'un bâton. On aurait dû y penser plus tôt. »

Or, il sera permis au propriétaire de la maison de faire remarquer, que, lui, au moins a pensé depuis bien longtemps à l'interprétation de M. Palustre et y a fait penser bien d'autres.

Dès 1903, nous écrivions dans la *Revue historique et archéolo-*



*gique du Maine* (tome LIV., 1903, 2<sup>e</sup> semestre, p. 159), en renvoyant au livre de M. Palustre : « Comme tous ses confrères du temps, Jehan de l'Espine était quelque peu astrologue. De là, les signes cabalistiques dont il a orné la façade de son logis, et la savante *scène mythologique* dans laquelle le bon peuple du Mans a cru tout simplement reconnaître ses premiers parents. »

En 1914, dans un article publié par la *Revue de l'Ouest* du 1<sup>er</sup> mars, nous étions plus affirmatif encore : La profession de Jehan de l'Espine, disions-nous, explique pourquoi l'intéressant bas-relief, qui surmonte la porte, ne représente pas Adam et Eve en contemplation devant leur célèbre pomme, comme le prétend la tradition populaire, mais l'une de ces scènes mythologiques, si en faveur au xvi<sup>e</sup> siècle : « Bacchus apprenant à l'humanité comment féconder la terre », au dire de Léon Palustre ».

Depuis plus de vingt ans, en outre, nous n'avons cessé de donner cette explication, au cours des nombreuses excursions ou conférences dans lesquelles nous avons eu l'occasion de présenter l'intéressante maison que nous avons conservée à la ville du Mans. Cela nous a même valu d'un très haut personnage ecclésiastique une bien jolie riposte.

Un jour, qu'en sa présence, nous soutenions l'opinion de M. Palustre, en faisant remarquer que la prétendue pomme ne s'expliquait pas au haut du bâton, et surtout que, pour une pomme, elle était vraiment trop grosse, notre éminent interlocuteur, dans son désir de défendre l'interprétation traditionnelle du peuple chrétien, reprit vivement : « Mais, Monsieur, il n'y a pas lieu de s'étonner que la pomme d'Adam et Eve ait été si grosse : tout le genre humain en a goûté ! »

Les nombreux auditeurs n'ont certes pas oublié cette spirituelle boutade.

Ajoutons que l'article de M. Hucher sur la maison d'Adam, vieux de plus de 70 ans, demande à être complété sur bien des points, ce que nous ferons, d'accord avec le service des monuments historiques, lorsque nous le jugerons opportun.

En attendant, nous faisons remettre en état, sous la direction de M. Vorin, architecte en chef des monuments historiques, et avec le concours de MM. Vérité et Blanc-Plot, la façade de la maison contiguë n° 67, tombée en ruine pendant la guerre.



Cette façade, en effet, est indispensable pour appuyer le pignon nord de la maison historique et la relier, de ce côté, aux autres maisons qui se soutiennent réciproquement et s'écrouleraient comme des châteaux de cartes si on en supprimait une.

Nous sommes heureux de l'occasion pour remercier M. le maire et le service de la voirie des facilités qu'ils veulent bien nous donner pour l'exécution de ce travail. Nous tenons, dans l'intérêt même de la ville, à le terminer avant la prochaine exposition qui attirera de nombreux étrangers.

### BIBLIOGRAPHIE : LIVRES NOUVEAUX

La Revue a le regret d'arriver un peu tard déjà pour parler du très intéressant ouvrage que vient de publier S. G. Mgr Grente, évêque du Mans : « *Une mission dans le Levant*, Paris, Beauchesne, 1922 ». C'est, tous nos confrères le savent, le compte-rendu pour ainsi dire officiel et en même temps très vivant, de la mission diplomatique que le gouvernement français avait confiée, en 1920, à S. E. le cardinal Dubois, assisté de Mgr Grente et de Mgr de Llobet. Il ne nous appartient pas, après tant d'écrivains éminents et si autorisés, de faire l'éloge d'un livre dont le grand succès s'est affirmé dès la première heure. Nous nous permettrons seulement de dire qu'il nous apporte un récit extrêmement attrayant, où se succèdent, sous une forme aussi agréable qu'instructive, de grands souvenirs historiques, d'importants aperçus sur la situation religieuse en Orient, des descriptions de cérémonies émouvantes, et les pittoresques détails d'un voyage dans des contrées qui font toujours vibrer les cœurs chrétiens. Cette page d'histoire générale contemporaine, de si haute portée au triple point de vue religieux, patriotique et diplomatique, apporte en particulier un grand honneur au département de la Sarthe, justement fier du rôle rempli par S. E. le cardinal Dubois et Mgr l'évêque du Mans avec tant de distinction, d'habileté et de patriotisme.

Après avoir donné en 1921, sous le titre : « *Dans les champs de Meuse* » un premier chapitre de souvenirs de guerre d'un vif intérêt et déjà bien émouvants, M. le capitaine de Mazenod a publié tout récemment un second volume intitulé : « *Les Etapes*



*du Sacrifice* (Paris, Plon) ». Du mois d'avril 1915 au mois de juillet 1917, il nous conduit, cette fois, des Épargnes et de la tranchée de Calonne en Alsace, en Champagne, en Lorraine, à Verdun, dans la Somme, devant Saint-Dié et au Chemin des Dames. C'est dire quelle part active et trop sanglante, hélas, la 29<sup>e</sup> batterie du 44<sup>e</sup> et son sympathique commandant ont prise à la lutte pendant les deux premières années de la guerre ; combien est justifié ce titre : *Les Étapes du Sacrifice*. Toutes les qualités dominantes et caractéristiques qui avaient fait le succès du premier volume se retrouvent dans celui-ci, plus accentuées, plus remarquables encore, s'il se peut : la simplicité, l'exactitude et la vivacité du récit, qui peint, dans un style alerte et précis, aussi bien la vie journalière que les épisodes tragiques ; une note très française où se révèle, par de spirituelles saillies, une connaissance profonde du soldat ; un attachement profond de l'officier pour ses camarades et pour ses hommes, qui savent le reconnaître par de délicates attentions ; un merveilleux moral, où le dédain absolu du danger et un haut sentiment du devoir n'excluent jamais la sensibilité et n'atténuent point l'amertume des sanglants sacrifices. Un tel livre ne s'analyse pas, il faut le lire d'un bout à l'autre. Il laisse une plus grande admiration encore pour ces héroïques soldats de 1914-1918, qu'il contribue à faire si bien connaître, en mettant en relief avec une intensité poignante leur esprit d'abnégation et de dévouement.

Plusieurs membres de la Société auront peut-être eu, comme nous, quelque peine à se procurer l'histoire généalogique de la *Maison de Maillé* publiée en 1895 par MM. A. Ledru et L.-J. Denis (Paris, Lemerre, 3 vol. in-8). Nous croyons, dès lors, leur rendre service en les informant qu'ils peuvent encore se procurer l'ouvrage chez l'éditeur au prix d'avant-guerre, 35 francs. L'histoire de la Maison de Maillé n'est pas seulement intéressante, comme généalogie d'une grande famille originaire de Touraine, très répandue en Anjou et dans le Maine : elle contient les quelques documents connus sur la Bienheureuse Jeanne-Marie de Maillé, cette ancienne châtelaine de Sillé-le-Guillaume dont le souvenir est resté en vénération dans notre région.



Notre confrère, M. Eugène Vallée, vient d'avoir l'heureuse pensée de réunir dans un volume, édité avec le goût typographique qu'on lui connaît, ses études sur les seigneurs de Bouloire, parues de 1902 à 1922 dans la *Province du Maine*, celle de M. l'abbé Froger, sur la paroisse de Bouloire, publiée en 1903 par notre revue, et d'y joindre le texte d'un important aveu de 1529. Nous lui devons ainsi, sous le titre d'*Études sur Bouloire religieux et féodal* (Paris, A. Picard, 1922), un travail d'ensemble, très documenté, qui sera consulté avec le plus grand profit par tous ceux qu'intéresse l'histoire du canton de Bouloire.

En terminant, il nous sera permis de faire une courte échappée en dehors de notre domaine ordinaire, pour signaler le troisième et dernier volume des œuvres poétiques de notre jeune et regretté compatriote René Bardet. Enlevé à la fleur de l'âge, en juin 1913, René Bardet avait un très réel talent, et, dès 1910, son premier volume « *La Vieille Maison* » avait obtenu le prix Sully-Prudhomme. Celui qui vient de paraître est intitulé « *Dernier Bouquet* » (Paris, Lemerre, 1922). Plusieurs des charmantes poésies qu'il contient nous intéressent particulièrement par ce qu'elles ont la Ville du Mans pour sujet. Citons, entre autres, les deux jolies pièces : « *Réverie de la Reine Bérengère* », et « *Dernière Bonne Œuvre et Trépas de la Reine Bérengère* », qu'une obligeante communication nous avait permis de publier, pour la première fois, en 1913, dans la revue.

Enfin, puisque par exception, nous entrons dans le domaine de la littérature, on ne s'étonnera pas que nous joignons nos amicales félicitations à celles si nombreuses déjà qu'a reçues M. Emile Baumann, professeur au Lycée du Mans, qui vient d'obtenir le prix Balzac pour son dernier roman, *Job le prédestiné*. Elles sont d'autant mieux justifiées ici, que ce roman a pour théâtre la ville du Mans, et qu'il a contribué à mettre le nom de notre ville en honneur dans le monde littéraire.

Robert TRIGER.

---



---

# LA PLACE DES JACOBINS

## AU MANS

### AVANT LA RÉVOLUTION

---

L'emplacement de la future place au moyen âge. — Siège de 1425 : les grosses bombardes anglaises dans les Jacobins. — Première ébauche de place, 1490-1539 ; les sermons du Cordelier Olivier Maillard et le mystère du *Miracle de Théophile*. — Fortifications du maréchal de Bois-Dauphin. — Création définitive d'une Place des Jacobins, 1687-1689. — Son histoire au XVIII<sup>e</sup> siècle.

---

Depuis le XIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à la Révolution — il importe de le faire remarquer tout d'abord — la partie actuelle de la place et des promenades des Jacobins, située, quand on regarde la cathédrale, *en deça* de la chaussée pavée qui forme le prolongement de la rue de Tessé, restera toujours comprise dans les enclos des couvents des Jacobins et des Cordeliers, bâtis vers 1225 en avant des remparts de la cité.

Jusqu'en 1792, le nom de place des Jacobins ne pourra donc s'appliquer qu'à la partie située *au delà* de la chaussée, entre les couvents et le mur de ville, c'est-à-dire à la bande de terrain d'environ 70 mètres de largeur, qu'occupent aujourd'hui les squares de l'entrée du tunnel et le marché aux chevaux (1).

(1) Le présent article, nous tenons à le dire pour prendre date comme il convient, n'est qu'un développement mis au point d'après de nouveaux documents du chapitre que nous avons consacré, *dès 1896*, à la place des Jacobins, dans notre étude « *Les travaux publics au Mans à l'époque de la Révolution et l'ingénieur Bruyère* », un vol. in-8<sup>o</sup> (aujourd'hui épuisé). Il sera complété, dans le tirage à part, par deux chapitres retraçant l'historique de la place et des promenades depuis 1789 jusqu'à nos jours.



Pendant tout le moyen âge, cet emplacement lui-même ne forme pas encore une place.

Au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, il est, en grande partie, recouvert de maisons construites en bordure de la rue Héraud, très vieille rue qui contourne les murs de ville à l'extérieur — de la poterne de Saint-Pierre la Cour à la Grosse Tour du Château — et qui passe devant les couvents des Jacobins et des Cordeliers, en suivant la direction actuelle des rues des Filles-Dieu, de Tessé et de l'Ancien Evêché. Si, au début de la guerre de Cent ans, un certain nombre de maisons de la rue Héraud disparaissent, ce n'est que pour permettre de creuser au pied des murs de ville un large fossé (1).

A ce moment, la brèche ouverte dans le mur romain depuis 1217 pour la construction du nouveau chœur de la cathédrale n'est fermée que par des talus et des palissades. De 1354 à 1356, il faut que le Chapitre élève en toute hâte, en face de l'abside, la Tour Neuve, dite plus tard Tour du Forgeur, dont la base subsiste toujours, et qui forme alors le saillant d'une nouvelle enceinte destinée à protéger la Cathédrale et l'Evêché (2).

Cette partie n'en reste pas moins le point faible des remparts, et cela vaut bientôt à l'emplacement de la future place des Jacobins d'être le théâtre d'un épisode célèbre d'histoire militaire.

On nous excusera d'autant mieux de donner quelques détails nouveaux sur cet épisode, qu'à notre époque même, il provoquera, sur la place actuelle, un contraste bien imprévu et bien original.

Depuis un certain temps déjà maîtres des environs, les Anglais se préparent, au printemps de 1425, à s'emparer du Mans et à terminer ainsi la conquête du Maine.

Ils font dans ce but un effort exceptionnel, « mobilisant », pour « tenir les champs », sous les ordres de Thomas de Montagu,

(1) G. DE LESTANG. — *Documents topographiques sur la ville du Mans aux <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles*, dans le *Bulletin de la Société d'Agriculture, Science et Arts de la Sarthe*, tome XVI, 1861-62, p. 180 et 237.

(2) V. notre travail en préparation « *Les enceintes de l'Evêché et du Château*. — Il semble qu'antérieurement à 1350 et pour renforcer la clôture provisoire de la Cathédrale, un fossé ait existé en avant de la rue Héraud. Telle est, du moins, l'interprétation que nous croyons devoir donner à l'acte de 1373 qui mentionne la vente aux Jacobins d'un ancien fossé « de la clouaison de la ville » qui traverse les jardins du couvent et est alors abandonné. *Archives du Cognier*, H. p. 301.



comte de Salisbury, un corps spécial de 400 lances avec le nombre réglementaire d'archers (environ 2400 hommes), qu'ils renforceront encore de détachements « de marche » prélevés sur toutes les garnisons de Normandie (1). A lui seul, Salisbury a dans sa « retenue », suivant l'expression du temps, cent lances et trois cents archers. Quatre cents lances, en outre, restent affectées à la garde de la Normandie; quatre cents à celle du pays de France (2). Dès le 9 novembre 1424, des lettres patentes du roi d'Angleterre ont ordonné de lever, pour payer ces 1200 lances, une somme de 80.000 livres tournois « sur les bourgeois, manans et habitants du duché de Normandie et pays de conquête (3). »

Or, le 27 mai 1425, nous apprend un curieux document inédit, le comte de Salisbury charge un de ses « serviteurs » de confiance et de « bonne dilligence », de réquisitionner en Normandie, « ou « autre part, soixante ou quatre-vingts gros bœufs pour tirer, mener « et charier les gros canons ou engins et abillemens de guerre « nécessaires pour le siège qui doit être mis prochainement devant « la ville du Mans ». Le mot réquisitionner est ici rigoureusement exact, car les lettres de Salisbury ajoutent que « le dit serviteur « prendra les dits bœufs là ou il pourra les trouver, de par le Roy, à « prix juste et raisonnable, appelés ung ou deux officiers des lieux, « sergens ou autres, pour faire la prisée et mettre prix raison- « nable, duquel les marchans doivent être païés et contempnés (4) ».

Le détail ne montre pas seulement, une fois de plus, la parfaite organisation de l'armée anglaise, déjà semblable en certains points à celle des armées modernes; il emprunte un intérêt particulier à ce fait que c'est une des premières fois qu'on emploiera de grosses bombardes au siège d'une ville, et qu'il nous fait connaître leur mode de transport (5).

L'intendant improvisé répondit pleinement à la confiance de son général. Le 19 juin, rien qu'à Falaise, il a déjà trouvé quatorze

(1) La lance comprend généralement six hommes : l'homme d'armes, trois archers et deux servants.

(2) Bibl. Nationale, Fonds français, 4485 et 4491.

(3) Bibl. nat., Fonds français, 26047 ; 26048.

(4) Bibl. nat., Fonds français, 26048.

(5) Avant le siège du Mans, l'artillerie « à feu » n'est mentionnée qu'à celui de Meaux, en 1421.



gros bœufs. Grâce à lui, les gros canons, venant sans doute de Caen, arriveront devant Le Mans au milieu du mois de juillet et il seront installés sur l'emplacement actuel de la place des Jacobins, le plus près possible des remparts.

Pendant ce temps, les messagers anglais ne cessent de courir les chemins pour porter les ordres relatifs au siège (1), et on forme, à Caen aussi, un gros convoi d'argent.

Le 3 juillet, on paie à une lingère de cette ville, Jehannette La Torte, « onze aulnes de toile de canevas pour convertir en sacs à mettre l'argent », et au tonnelier Jehan Fossette, quatre poinçons qu'on lui fait relier et enfoncer, « esquelx est mise certaine grosse « somme pour le paiement des gens d'armes et de trait ordonnés « au siège devant Le Mans. » Sacs et poinçons sont ensuite chargés sur quatre charrettes qui sont dirigées sur Alençon, et gardées la nuit par quatre sergens » (2).

De leur côté, les Français ne restent pas inactifs et le vaillant capitaine Beaudoin de Tucé organise une vigoureuse résistance. Le roi Charles VII lui-même s'émeut, malgré son découragement. Par lettres datées de Poitiers, le 17 juillet, il fera payer seize cents livres à un escuier du nom de Girard, capitaine de gens d'armes, « qu'afin de pourveoir hastivement à la garde et à la seurté de la « ville du Mans », il a envoyé, avec soixante-huit hommes d'armes de sa compagnie, « soy mettre dedans ladite ville pour résister à « l'entreprise desdiz Anglais et leur faire guerre et grevance par « toutes les manières que faire se pourra (3) ».

L'escuier Girard et sa compagnie de renfort arrivèrent-ils à temps ? Il est permis d'en douter. Dès le 12 juillet, Salisbury a mis le siège devant Beaumont. Le 20, il investit la ville du Mans, où, le lendemain 21, il reçoit de Rouen, par le hérault « *Maine* », des lettres-closes du Régent (4).

Nous n'avons pas, après bien d'autres, à raconter les péripéties du siège (5). Le seul fait que nous ayons à retenir ici, c'est que

(1) Bibl. nat., Fonds français, 4491.

(2) Bibl. nat., Fonds français, 4491.

(3) Bibl. nat., Fonds français, 20684.

(4) Arch. nat., K. 62, 1817. — Bibl. nat., Fonds français, 4491.

(5) CHARLES et FROGER. — *L'invasion anglaise dans le Maine de 1417 à 1428*, Mamers, 1889; VALLET DE VIRIVILLE. — *Histoire de Charles VII*, tome II.



le chef de l'armée anglaise dirige sa principale attaque contre les remparts situés en face des Jacobins, du côté de « la maison de l'Évêque », ; qu'il met en batterie, dans l'enclos même des Jacobins, les gros canons, « espèces de machines de guerre très peu connues jusqu'alors en France », dont le tir est dirigé par John Harbotell, grand maître de l'artillerie du Régent.

La poudre a été expédiée de Paris, et à courte distance, les énormes pierres lancées par les bombardes anglaises font de tels ravages dans les remparts que la ville est contrainte de capituler le 10 août.

La capitulation sera signée au couvent même des Jacobins, et dès le mercredi 8 août, la nouvelle, apportée à Paris par le premier président du Parlement, Phelippe de Morvillier, est enregistrée par le greffier, Clément de Fauquembergue, dans des termes qu'aucun historien manceau n'a cités complètement jusqu'ici (1).

Après avoir raconté que la ville du Mans doit se rendre le 10 août, à midi, si elle n'a pas reçu de secours d'ici là, Clément de Fauquembergue ajoute :

« Et pour occasion de ce furent, lendemain, ordonnées et faictes processions générales à Paris, de l'Église de Paris à Sainte-Katherine-du-Val-des-Ecoliers, et cedit jour de lendemain, se leva la court des plaidoieries tantost après viii heures, pour aler esdictes processions générales. »

Certes, ces processions si solennelles, auxquelles assiste le Parlement, révèlent toute l'importance que le parti anglais de Paris attachait à la prise du Mans. Pour plus de vingt ans, il est vrai, les grosses bombardes de Salisbury venaient de décider, dans l'enclos des Jacobins, du sort de la ville du Mans qui ne redeviendra française qu'en 1447.

Plusieurs des chroniqueurs contemporains parlèrent de ces grosses bombardes du siège du Mans, sorte d'obusiers à boulets de pierre, d'un diamètre et d'une puissance explosive inusités.

Un historien anglais, entre autres, dit que « les citoyens du

(1) Il y a quarante ans déjà, nous avons relevé cet intéressant passage dans les *Registres du Parlement de Paris*, Arch. nat., X 1<sup>er</sup>, 1480. Depuis, il a été publié par M. A. Tuetey dans le *Journal de Clément de Fauquembergue*, tome II, 1909 (Soc. de l'hist. de France).



Mans furent *très émerveillés* de ces nouvelles machines » (1).

Elles leur produisirent, semble-t-il, un effet moral comparable à celui de l'artillerie lourde de nos jours.

Cruellement éprouvés par la guerre de Cent ans, les habitants du Mans demeurent, plus d'un demi-siècle encore, blottis derrière leurs murailles.

C'est en 1490 seulement, qu'un événement d'ordre pour ainsi dire religieux et social entraîne la création, au moins provisoire, devant l'église des Jacobins, de ce qu'on peut appeler une première place. Le célèbre cordelier breton, Olivier Maillard, doit venir prêcher au Mans, et il attirera de telles foules que, suivant l'usage du temps, il lui faudra parler en plein air. Pour lui offrir le vaste emplacement qu'exige une prédication dont la ville est très fière, les échevins font combler le fossé « devant les remparts, en face des Jacobins », travail qui s'exécute aux frais du budget municipal et lui coûte IIII sols (2).

Nous pouvons aujourd'hui préciser la date du passage au Mans d'Olivier Maillard. Il y prêcha, notamment, le samedi 17 juillet 1490, jour où les chanoines de Saint-Pierre-la-Cour désertèrent leur chapitre pour aller l'entendre, « à l'issue des matines » (3).

Le terre-plein, ainsi obtenu entre le couvent des Jacobins et le mur de ville étant, par le fait, une première ébauche de place publique, on peut dire que la place des Jacobins fut inaugurée... par un sermon !

Les sermons du cordelier Olivier Maillard, il est vrai, n'avaient rien de banal. D'une parole ardente et audacieuse, d'une énergie fouguese, Olivier Maillard était moins un prédicateur qu'un tribun populaire à la verve mordante et impitoyable.

« Sa vie, dit un de ses biographes, fut un combat incessant, acharné, contre les vices de son temps. Il n'épargnait personne, mais il frappait de préférence sur les rangs plus élevés, dont la responsabilité est plus grande, les devoirs plus étroits. Tout passait sous sa verge, sans en excepter les rois ». A Louis XI lui-

(1) *Grafton's Chronicle*. I, p. 558.

(2) Arch. de la Sarthe, Fonds municipal : *Comptes de l'Hôtel de Ville du Mans, Compte de Jean Cosnard* (mai 1490).

(3) Arch. de la Sarthe, G. 481 : *Registres du Chapitre de Saint-Pierre-la-Cour*.



même, qui, au lendemain de la création des postes, l'avait fait menacer de le faire jeter à l'eau cousu dans un sac, pour quelques paroles trop audacieuses, Olivier Maillard avait fait répondre : « Allez dire à votre maître que j'arriverai plutôt en Paradis par eau qu'il n'y arrivera avec ses chevaux de poste ! »

Il est vraiment dommage que les échos de la place des Jacobins n'aient pu répéter jusqu'à nous les leçons sociales d'un tel prédicateur : de nos jours encore, elles feraient sans doute quelque tapage (1).

Toujours est-il que, pendant plus de soixante ans, le terre-plein créé pour la prédication d'Olivier Maillard semble rester à la disposition du « public ».

Le dimanche 7 et le lundi 8 septembre 1539, veille et jour de la fête de la Nativité, en effet, on représente encore sur la place située devant l'église des Jacobins, le fameux mystère du *Miracle de Théophile*.

Cette fois, c'est un événement doublement mémorable, un grand événement religieux et littéraire, dont notre savant et regretté ami, M. Marius Sepet, étudiait jadis les intéressants détails (2). Bornons-nous à rappeler que l'histoire du clerc Théophile, qui avait vendu son âme au diable et qui fut sauvé par la Sainte Vierge, demeurerait depuis des siècles l'une des légendes les plus populaires ; elle est représentée dans un très grand nombre de vitraux, et on la retrouve aujourd'hui encore à la Cathédrale du Mans, dans l'une des belles verrières de la chapelle de la Sainte-Vierge, côté de l'Épître, 5<sup>e</sup> lancette.

La représentation donnée en 1539, sur la place des Jacobins, paraît avoir eu un succès considérable. Elle fut donnée, d'ailleurs, avec le plus bienveillant concours des chanoines de Saint Julien qui firent même suspendre le son des cloches pour ne pas troubler les acteurs, et contribuèrent aux frais de l'entreprise par un don spécial de six livres tournois.

(1) A. DE LA BORDERIE, *Œuvres françaises d'Olivier Maillard*. A. LEDRU. *Le Cordelier Olivier Maillard au Mans et à Laval, dans la Province du Maine*, janvier 1893, Bibl. du Mans, Théologie, 3674-3678, *Sermons d'Olivier Maillard* 1497, 1498, 1500-1526, 6 volumes.

(2) MARIUS SEPET. — *Le Miracle de Théophile*, Paris, Retaux, 1894, ext. de la *Revue hist. et arch. du Maine*.



Depuis longtemps, les *Mystères*, ces premiers essais de l'art dramatique religieux du moyen âge, étaient très en faveur au Mans, où avaient vécu Simon et Arnoul Greban, les célèbres auteurs des *Mystères de la Passion* et des *Actes des Apôtres*. Dès 1476, on y avait joué le *Mystère de Saint-Jehan l'Évangéliste* ; en 1495, le *Mystère de Saint-Eustache* ; en 1515, le *Mystère des actes des Apôtres* (1).

Le Chapitre ayant prescrit de tenir la sonnerie courte pendant les quatre journées de la représentation du *Mystère de Saint-Eustache*, il est permis de se demander si, comme le *Mystère de Théophile*, il n'avait pas déjà été représenté, en 1495, sur le terre-plein aménagé pour la prédication d'Olivier Maillard.

En tout cas, il paraît bien probable que la représentation de 1539 ne fut pas la première du genre sur la place située devant l'église des Jacobins, et on se trouve dès lors amené à constater que le sol lui-même a parfois ses prédestinations, tout au moins qu'il se prête à de curieux rapprochements. Si ce n'est sur la partie même de la place des Jacobins où furent joués les premiers mystères, c'est tout au moins en bordure de cet emplacement que s'élèvera, en 1775, la première « Salle de Comédie », le premier théâtre du Mans !

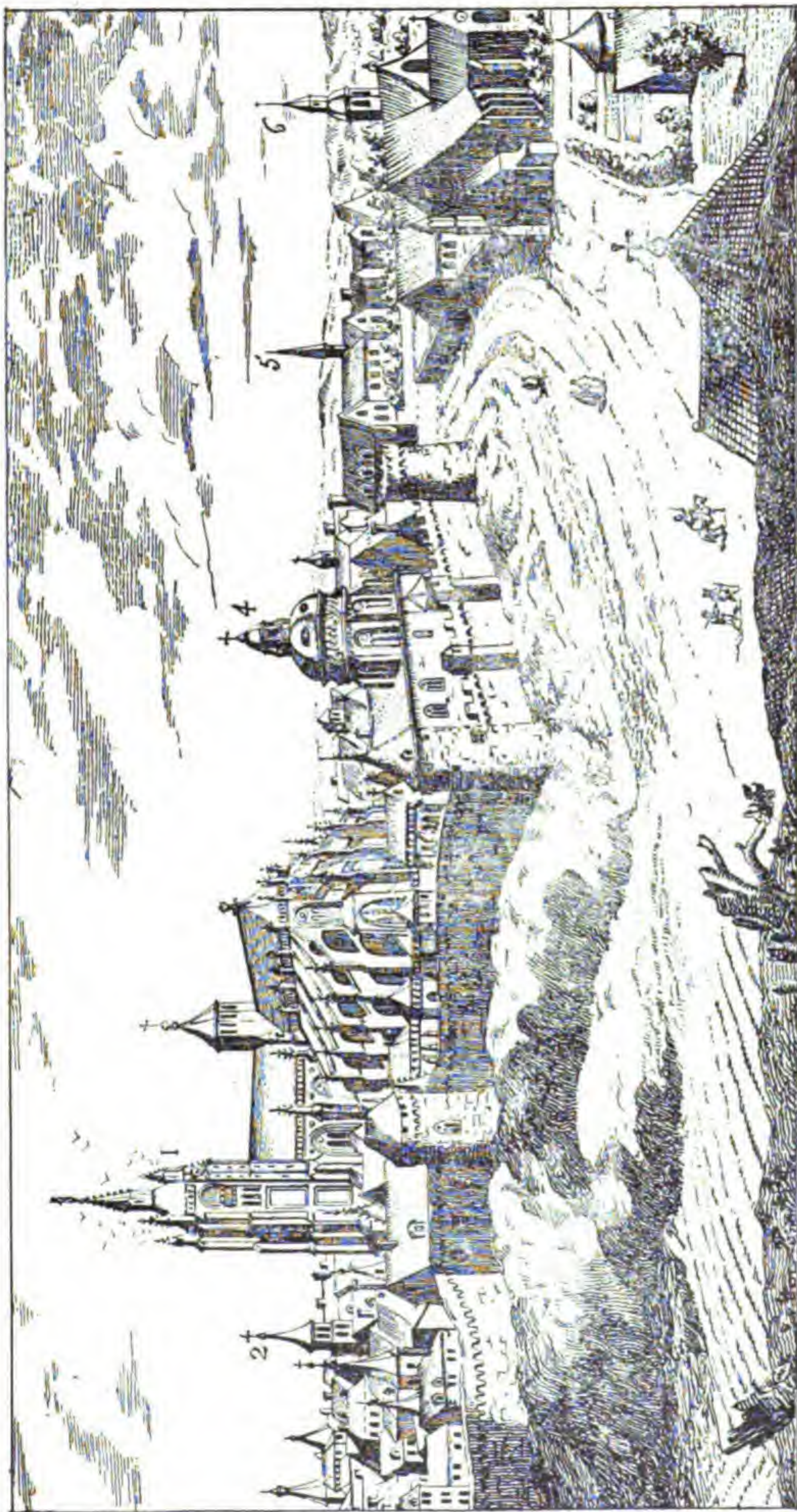
Dans la seconde moitié du *xvi<sup>e</sup>* siècle, malheureusement, la situation politique redevient bien troublée au Mans. Au fécond relèvement qui a suivi la guerre de Cent ans, aux fêtes et aux élégances de la Renaissance, succède l'ère néfaste des guerres de religion. En 1562, le couvent des Jacobins est détruit, celui des Cordeliers incendié. Dès lors, les Manceaux ne songent qu'à se fortifier. En 1589, surtout, le futur maréchal Urbain de Laval-Boris-Dauphin, s'étant emparé du Mans au nom de la Ligue, fait exécuter des travaux considérables pour renforcer les fortifications et remettre la ville en meilleur état de défense (2).

Sur le front oriental de l'enceinte, principalement en face des Jacobins, il fait creuser un nouveau fossé et protéger le pied des

(1) H. CHARDON. — *Les Greban et les Mystères dans le Maine*, 1879, in-8 ; Dom PIOLIN. *Le Théâtre Chrétien dans le Maine*, 1892, in-8. Extr. de la *Revue hist. et arch. du Maine*, etc.

(2) A. LEDRU. — *Urbain de Laval-Bois-Dauphin, marquis de Sablé, maréchal de France (1557-1629)*, un vol. in-8, 1878, extr. de la *Revue hist. et arch. du Maine*.





# LE MANS AVANT LA CRÉATION DE LA PLACE DES JACOBINS

A Paris, chez CHEREAU, « Au Grand Saint Rémy ». Reproduction gravée par G. Toudouze.

1. La Cathédrale. — 4. Chapelle de l'Évêché. — 6. — Les Cordeliers.



remparts par une levée en terre, par ce qu'on appelle alors un plat de forme.

C'est une première application au Mans du système de la fortification en terre imposé par l'emploi de l'artillerie. Le travail, à cet égard, n'est pas sans intérêt, mais il entraîne forcément la suppression de la place créée en 1490, dont le sol se trouve par là même bouleversé.

Le fossé et le plat de forme de Bois-Dauphin subsisteront bien plus longtemps, certes, que les nécessités de la défense ne l'exigeront. Tout au plus, en 1620, quelques particuliers obtiendront-ils l'autorisation d'établir un jeu de paume dans une partie du fossé, et la très intéressante vue du Mans au xvii<sup>e</sup> siècle, éditée à Paris, chez Chereau, maintes fois reproduite dans ces dernières années, montre encore au pied des remparts, en face des Jacobins et des Cordeliers, des talus et des levées de terre plus ou moins éboulés (1).

En 1687, enfin, surgit le projet qui doit amener la création définitive de la place des Jacobins.

Le Corps de Ville propose de transférer le marché de la place Saint-Pierre sur la contrescarpe du fossé, entre le Pont-Neuf et le couvent des Pères Jacobins, vis-à-vis la maison des Filles-Dieu, c'est-à-dire exactement sur l'emplacement actuel de la salle des Concerts. En cet endroit, les fossés et contrescarpe ont treize toises de largeur, au dire du sieur Poilvin, ingénieur, architecte des bâtiments du Roi. Dès le 24 juin, un arrêt du Conseil d'Etat autorise le transfert ; le 7 novembre, une première assemblée générale des habitants en demande l'exécution (2).

Mais, des réclamations s'élèvent, et il faut que, le 5 juin 1688, le marquis de Nointel, « maître des Requestes, départy par Sa Majesté pour l'exécution de ses ordres en la généralité de Tours »,

(1) La gravure originale à l'eau-forte, éditée « Chez Chereau, à Paris, rue Saint-Jacques, au Grand Saint-Rémy » a été tout d'abord, on le sait, reproduite par M. E. Hucher (*Etudes sur les Monuments de la Sarthe*), mais plusieurs des renvois de la légende sont erronés et à rectifier. Elle semble avoir été composée d'après « le profil de la Ville du Mans, vue du costé de Pont-Levé, sur le chemin de Paris », qui se trouve dans les portefeuilles de Gaignières.

(2) Arch. de la Sarthe, Fonds municipal, 234. *Reg. des Délibérations de l'Hôtel de Ville* ; *Ibid.*, 187 ; 21. *Mémoires de Maulny*.



procède à ce qu'on appelle maintenant une enquête « de comodo et incommodo ».

Le Présidial surtout, craignant « le bruit et les mauvaises odeurs », proteste vivement contre le transfert du marché entre le Pont-Neuf et les Jacobins. L'Hôtel de Ville répond que le marché sera clos et couvert, qu'on prendra soin d'y faire jeter quantité d'eau pour y entretenir la propreté ; qu'il serait trop coûteux de reporter les nouvelles boucheries et la poissonnerie du côté de l'éperon, comme le propose le Présidial.

Le projet municipal, cependant, est approuvé par l'intendant et prend même de l'extension.

Le 30 août de l'année suivante (1688), le marquis de Fervaques, gouverneur de la ville du Mans, envoie de Paris aux échevins l'autorisation « de faire raser, dans toute sa longueur, le plat de forme « qui est au-devant des couvents des Jacobins et des Cordeliers, « d'unir le fossé pour y faire un marché et place publique, comme « aussi d'ayder à Monsieur l'Evesque du Mans et de faciliter tout « ce qu'il aura besoin » (1).

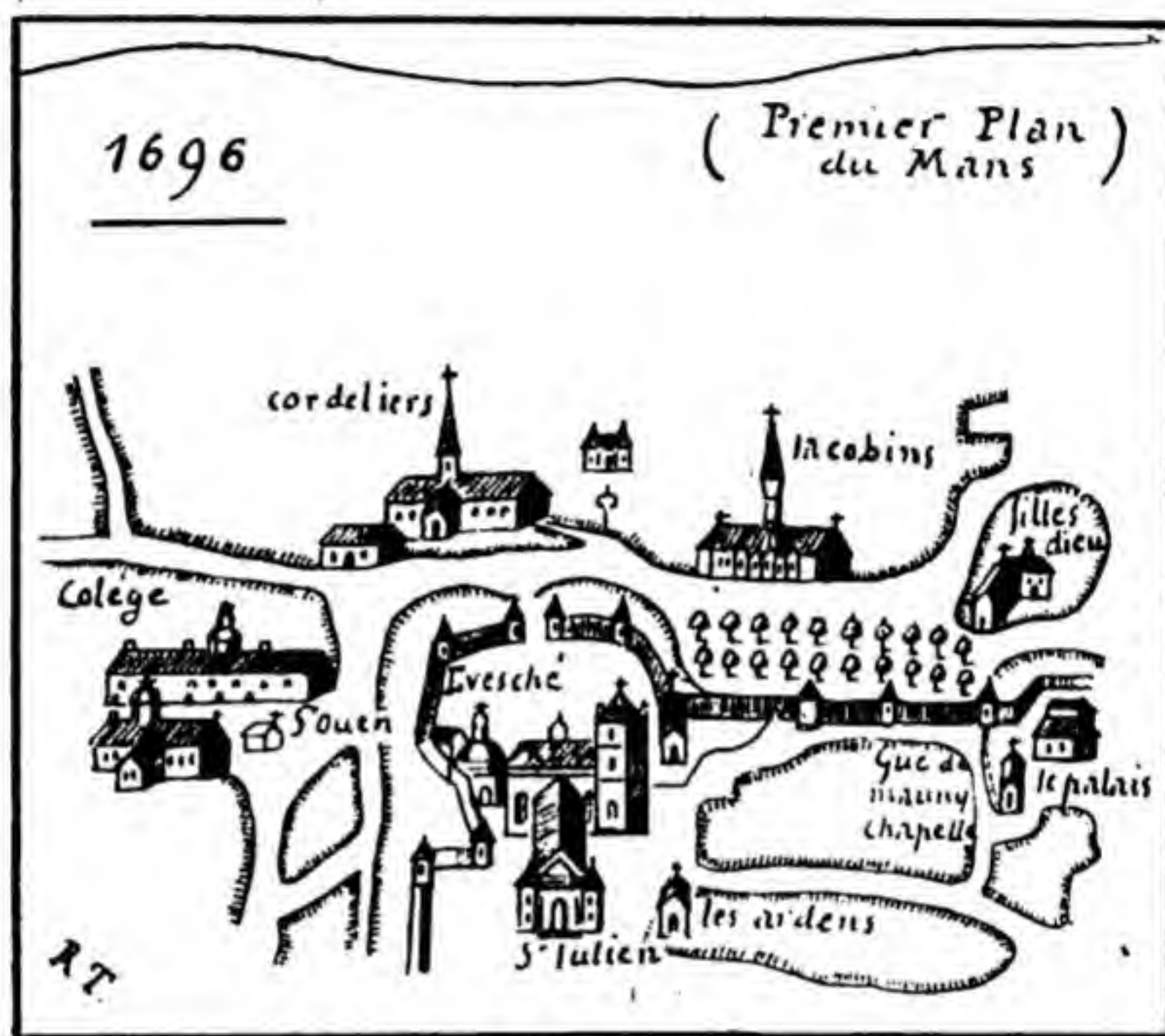
Comme pour tous les travaux importants, les plans et devis définitifs sont soumis le 4 mars 1689 à une nouvelle assemblée générale des habitants. Ce « Conseil général », qui tient lieu de Conseil municipal, se compose, suivant l'usage du temps, du lieutenant-général faisant fonctions de maire, de l'avocat du roi, des quatre échevins, du procureur de ville, de M. du Boismotté, « grand-vicaire et député de M. le Révérend Evesque du Mans », de MM. de Réveillon et Fay, députés du Chapitre, du bailli de la Prévosté, de M. Caillau, conseiller au Présidial, de M. Bonnet, élu, de dix anciens officiers de ville et de seize députés représentant chacune des seize paroisses de la ville.

La population, on le voit, est représentée alors dans les affaires de la ville d'une manière plus effective qu'on ne pourrait le croire à cette époque de pouvoir absolu. Il faut même reconnaître que, d'après la qualité et le degré d'instruction de la plupart des membres de l'assemblée, elle est représentée avec plus de compétence et d'autorité que par certains Conseils municipaux de l'époque contemporaine.

(1) Arch. de la Sarthe, Fonds municipal, 234, page 295.



Quoiqu'il en soit l'assemblée approuve sans difficultés les plans et devis qui lui sont présentés. Toutefois, le transfert du marché sera ajourné; bientôt même abandonné, par suite sans doute de l'opposition du Présidial, car on n'exécute, en cette année 1689, que la partie du projet qui consiste à combler les fossés et à établir sur leur emplacement une place publique (1).



La place des Jacobins, vue de la vieille ville, d'après un plan de 1696.

Les travaux sont aussitôt adjugés au sieur Hiérosme Poirier; ils s'exécutent au cours de l'été (2), et on les complètera en plantant sur le terrain, ainsi aplani, quatre rangs d'ormeaux donnés gracieusement à la ville par l'évêque Mgr de La Vergne de Tressan.

Autorisé par un brevet du Roi du 28 février, ce dernier fait, en outre, baisser jusqu'à hauteur d'appui la muraille de ville qui

(1) Arch. de la Sarthe, *Ibid.* — Les nouvelles boucheries de l'Eperon seront construites un peu plus tard, en 1693.

(2) Au 6 septembre 1689, l'échevin Cureau traite avec des ouvriers pour mettre en toises les pierres de construction « trouvées sous les terres qui on été depuis peu transportées dans les fossés », Fonds municipal, 234.



enclôt le Palais épiscopal, ouvrir une porte cochère et remplir le fossé en face des Cordeliers (1).

La nouvelle place « des Fossés », comme on l'appelle alors, ou mieux le nouveau mail s'étend ainsi depuis les maisons en bordure du Pont-Neuf jusqu'à la porte neuve de l'Evêché, à la hauteur de l'église des Cordeliers.

Ce mail, de 220 mètres environ de longueur, est dominé dans toute sa longueur par la ligne des remparts, flanqués de distance en distance de tours encore élevées. En face du chœur de la Cathédrale, l'enceinte forme, comme aujourd'hui, un saillant à l'angle duquel s'élève la vieille tour du Forgeur, ou tour Souty, dont la base s'est conservée jusqu'à nos jours et que surmonte alors une toiture pyramidale en forme de poivrière (2). Un talus a été laissé au pied de la face méridionale du saillant ; il se transformera bientôt, sous prétexte de régulariser cette partie de la place, en un petit jardin enclos de murs qui dépendra de la maison dite de Saint Bertrand, bâtie sur la crête du rempart (3). Enfin, on descendra de la vieille ville sur la nouvelle place par un escalier, construit, en 1691, à l'extrémité de la rue du Doyenné.

Malgré la faveur dont elle jouit comme toute amélioration nouvelle, la place des Jacobins ne semble pas un séjour bien enchanteur pendant les premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle.

On y dépose sans scrupules des matériaux, des fumiers, des décombres de toutes sortes. Les mœurs provinciales sont encore d'une telle naïveté, d'une simplicité si champêtre, qu'un matin du 30 juin 1714, les graves magistrats du Présidial, « les gens du Roi », sont forcés de lever l'audience et de prendre la fuite au plus vite, en robes et perruques, tellement ils sont « incommodés » par les odeurs qui s'exhalent de « certaine fosse de

(1) Arch. de la Sarthe, Fonds mun. 187 et 234. *Reg. des Délibérations de l'Hôtel de Ville*, p. 328, 345, 346, 347, 348. V. dans le même registre des détails sur un curieux conflit au sujet de ces travaux entre la municipalité et l'Evêque, « qui avait abattu une longueur de mur plus grande qu'il n'était convenu ».

(2) La tour du Forgeur avait été construite de 1354 à 1356. En 1537, on l'avait percée aux dépens de l'Eglise et on y avait fait des « barbecquanes » pour les fortifications. Arch. de la Sarthe, Fonds mun. 187. — V. notre travail « *Les anciennes enceintes de l'Evêché et du Château* ».

(3) Arch. de la Sarthe, Fonds municipal, 187.



latrines » creusée sous les fenêtres mêmes de la « chambre du Conseil ! » (1).

Un peu après, à l'autre bout de la place, les écoliers du collège de l'Oratoire achètent des pommes à une vieille femme logée avec son frère dans la tour du Forgeur. Seulement, comme il n'y a pas de porte à la tour du côté du mail, le commerce se fait par la fenêtre ou par la lucarne. La vieille, défiante et revêche, descend avec une corde un panier vide. Les écoliers y déposent à l'avance six blancs, soit deux sous et demi : après quoi, le panier remonte, puis redescend avec la marchandise (2).

Quant aux promeneurs, s'il y en a, menacés déjà d'être asphyxiés ou bombardés de pommes, ils courent en plus les risques d'être écrasés par quelque pierre tombée des tours et des remparts dont la partie supérieure est totalement en ruines !

Mais, à mesure que les années s'écoulent, la place des Jacobins commence à ressentir les bienfaits de la civilisation. Les gens du Roi, par peur de la contagion, font combler la fosse de latrines et prononcent 150 livres d'amende contre quiconque à l'avenir « incommodera la compagnie et le publicq » (3). Les plantations sont rectifiées et protégées du côté de la rue de Tessé par une ligne de pierres debout. Avec la permission de Mgr le Secrétaire d'État, comte de Saint-Florentin, les tours et les pans de murs les plus

(1) *Procès-verbal du 30 juin 1714*. Fonds mun. 614. — L'épisode, absolument authentique, est des plus gais... mais difficile à raconter dans ses détails réalistes. Il se termina par une vive altercation entre les honorables magistrats et les coupables, un maçon nommé Joseph Georget et sa femme, lesquels finalement furent appréhendés au corps par les huissiers du Présidial et constitués prisonniers.

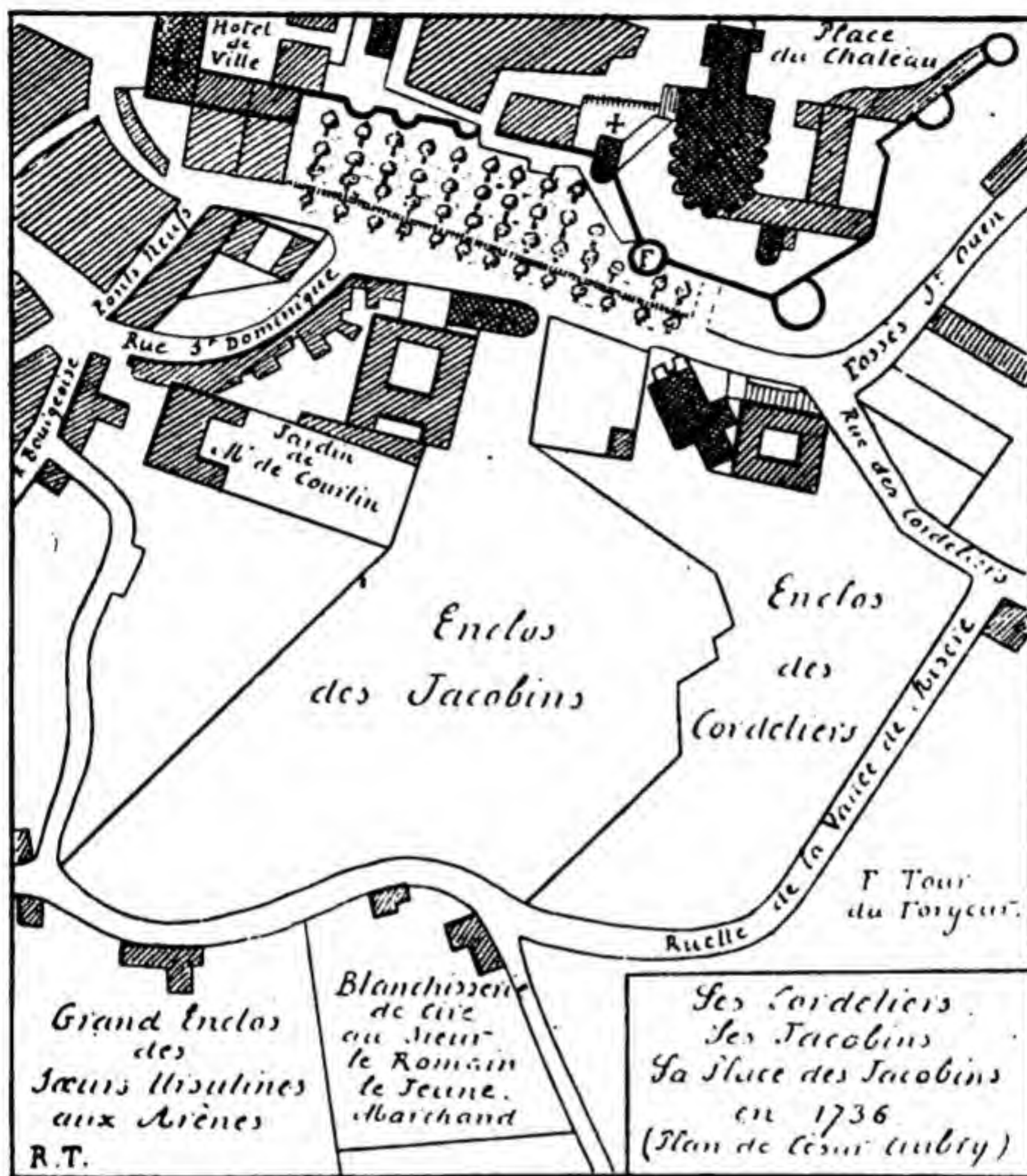
(2) *Lettre de M. Tournesac à M. d'Espaulart*, en date du 9 juin 1861, Fs. m. 21. La marchande de pommes était la sœur d'un pauvre prêtre du bas-chœur de Saint-Julien et de la confrérie de Saint-Michel, nommé Souty, qui habitait la tour en 1741 et lui a donné son nom. Plus tard il semble qu'une porte ait été ouverte dans la tour du côté des Jacobins, mais elle ne tarda pas à être murée.

Ce joli trait de mœurs, extrait de notre étude sur *Les travaux publics au Mans à l'époque de la Révolution* (1896), a inspiré en 1901 à M. A. Le Feuvre le pittoresque dessin du programme des fêtes du cinquantième du Lycée du Mans, et a été cité d'après notre travail, par M. Léon Beck dans sa grande conférence du 7 juillet au théâtre municipal.

(3) Les habitants du Mans se vengèrent cruellement. Le 5 mai 1733, le lieutenant-général de la sénéchaussée, Alexandre-Paul-Louis-François de Samson, seigneur de Lorchère, dut prendre une Ordonnance défendant « à toutes sortes de personnes de laisser vaguer leurs enfants dans la salle du Palais et y faire leurs besoins ! ». *Imprimé*, placard in-4. Arch. mun. 614.



dangereux sont rasés. On refait un escalier plus spacieux et on donne des tuteurs aux jeunes arbres (1). En 1752 même, la ville s'accorde, moyennant 53 livres par an, le luxe tout moderne



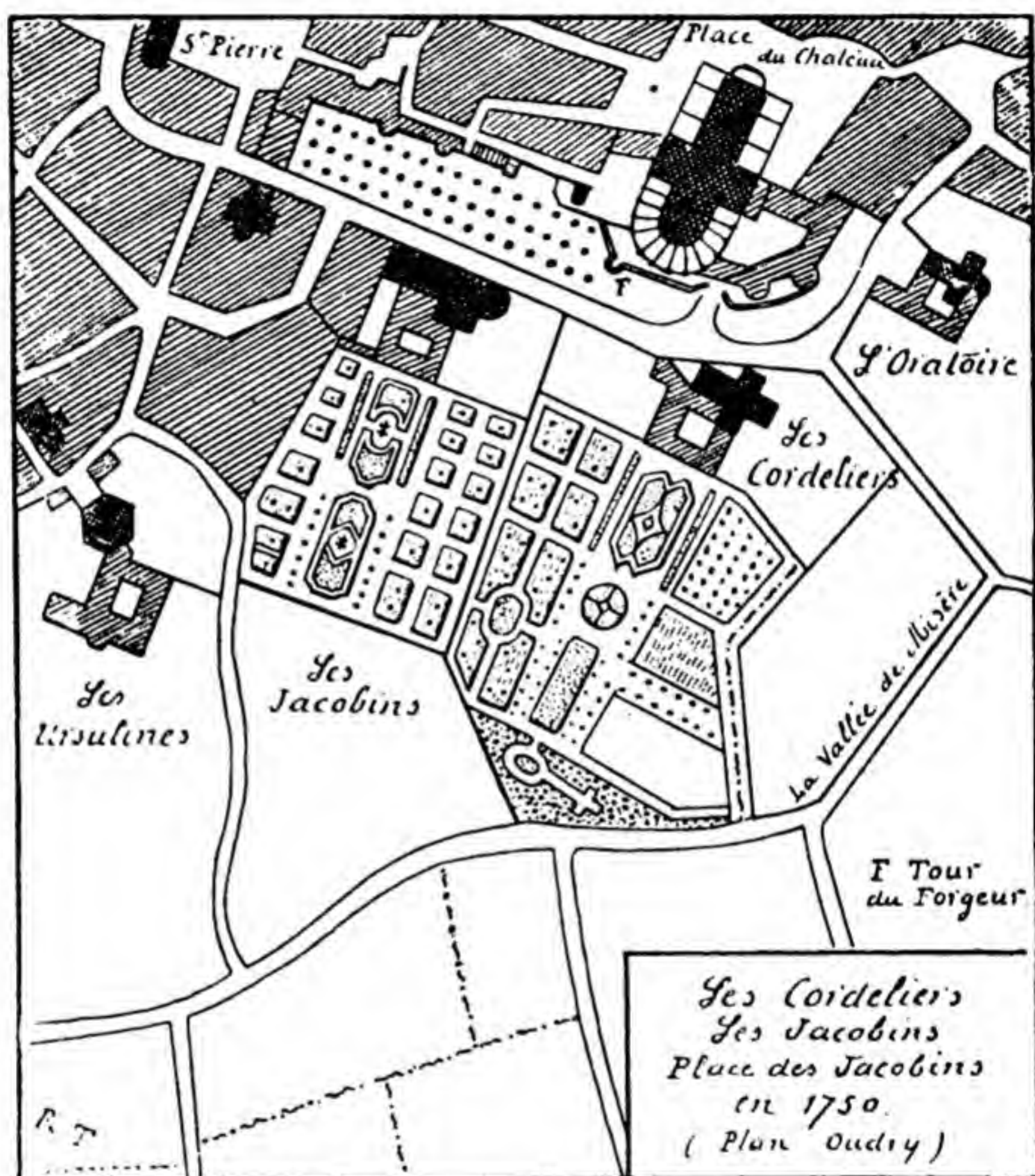
d'un jardinier « chargé de l'entretien des arbres des places publiques ! »(2).

(1) Sur les travaux faits à la place des Jacobins, pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle et en particulier sur les démolitions de tours et de murailles en 1745, 1751 et 1778, V. Fonds mun. 218, 222, 243, 447, 608, 615, etc., etc.

(2) Au 25 novembre de cette année, le receveur de la ville paie à Pierre Marseuil, jardinier, 80 livres pour une année d'entretien des arbres des places publiques, plus 3 livres « pour fournissement des arbres plantés sur la place des Jacobins et trois journées employées à abattre quelques arbres sur ladite place ». Pierre Marseuil étant décédé, l'entretien des arbres plantés sur les places publiques fut adjugé au rabais, le 24 mars 1753, à Mathurin Gandon, jardinier de la paroisse Saint-Vincent, pour 53 livres. — Fonds mun. 222.



Mieux encore, dès 1741, on a émis l'idée de prolonger le « boulevard des Jacobins » sur les fossés des Pères de l'Oratoire, depuis les Cordeliers « jusqu'au bord de la colline qui fait face à



la Sarthe et à la campagne (1) ». Cette idée, heureuse, eût entraîné le dégagement de l'enceinte du château et doté le front nord de la cité d'un véritable boulevard extérieur (2); il est regrettable qu'elle n'ait pas été réalisée.

(1) Fonds municipal, 21. *Mémoires de Maulny*.

(2) Ce boulevard extérieur sera remplacé, en 1788, par la rue actuelle de l'Ancien Evêché.



De même, quelques années plus tard, en 1749, on commence à se préoccuper de l'amélioration des communications entre la place des Halles et la place des Jacobins, et on étudie le tracé d'une rue directe du carrefour de la Sirène aux Jacobins. Cette fois encore, le projet n'aboutit pas ; on se bornera, en 1766, à un élargissement insuffisant de la rue Saint-Dominique (1), et, l'année suivante, à concevoir la première idée d'une rue conduisant de cette dernière à la Grande-Rue (2).

Pendant ce temps, en 1765 et 1766, on poursuit l'abaissement des murs de ville qui dominant la place des Jacobins. Dès le 23 juillet 1751, un arrêt du Conseil d'Etat avait autorisé le maire et les échevins à faire abaisser une partie de ces murs jusqu'à une hauteur de quatre pieds au-dessus du sol, et démolir « deux tourelles joignant la porte et l'escalier de la place des Jacobins. « L'une était lézardée de haut en bas, l'autre ne valait guère « mieux, et il était à craindre que leur chute n'écrasât quel- « qu'un des habitants de la ville, l'escalier de ladite place des « Jacobins étant un des passages les plus fréquentés » (3). On avait, semble-t-il, pris goût à ces démolitions, car, en 1765 et 1766, on les continue le long de la rue d'Angoulfer, et Maulny s'extasie sur le résultat : « Cette démolition, écrit-il dans ses *Mémoires*, « sera avantageuse au public en ce que cela fera par la suite une « sorte de terrasse et une rue par laquelle ses voitures pourront pas- « ser... On ne peut trop se prêter à contribuer d'embellir la place « des Jacobins qui est la seule promenade de la ville du Mans... « Cette opération était réservée à des administrateurs zélés pour « l'embellissement de la ville, et procure un grand avantage aux « maisons du Doyenné qui, auparavant, n'avaient aucunes « issues » (4).

Après cent cinquante ans, il ne nous appartient, sans doute, de contester ni l'urgence, peut-être très réelle, de ces démolitions au point de vue de la sécurité publique, ni leurs avantages pratiques pour les habitants de la rue du Doyenné, mais il est permis de ne

(1) *Mémoires de Maulny*. — Bibl. du Mans, Maine, 1874.

(2) Fonds municipal, 243.

(3) Fonds municipal, 447.

(4) *Mémoires de Maulny*, II, p. 200, 206, etc.



pas partager l'avis de Maulny sur l'embellissement qu'elles apportèrent à la place des Jacobins. La silhouette pittoresque des vieux remparts et de leurs vieilles tours formait assurément à cette place, entre la cathédrale et l'hôtel de ville, un fond de décor bien autrement artistique qu'aujourd'hui « l'hôtel Juteau » et la maison peinte en jaune de la rue du Rempart ! L'abaissement, en fait, n'était désirable qu'en face de la cathédrale, pour dégager le magnifique chœur.

Il ne fut entièrement effectué qu'en face de la rue du Doyenné. En 1772, de cette rue à l'angle du Palais, le mur de ville présentera encore une hauteur de 30 pieds, « non compris les parapets de 6 pieds de haut, saillants sur des corbeaux de grès et percés de meurtrières pour les canonniers ». Deux tours y seront encore adhérentes, mais le tout sera « en très mauvais état » (1).

Les démolitions de 1752 à 1778 nous vaudront, au moins, des découvertes archéologiques d'un réel intérêt : fragments d'édifices antérieurs aux invasions, inscriptions romaines, médailles, etc. (2).

Elles amèneront, en outre, la municipalité à s'intéresser davantage à la place des Jacobins. En 1772, par exemple, une ordonnance interdira de passer à cheval sur la promenade. En 1774, on nettoiera et on déblaiera soigneusement le pied des murs ; on projettera près du Palais l'établissement d'un perron — presque monumental — d'autant plus utile alors qu'une communication facile entre la vieille ville et les Jacobins s'impose de plus en plus (3).

Du 5 juin 1775 au 27 mai 1776, en effet, se bâtit à l'extrémité de la place, à côté du Palais, la nouvelle « salle de Comédie » depuis si longtemps désirée, que l'initiative d'une société « tontinière » par actions vient enfin de donner aux habitants du

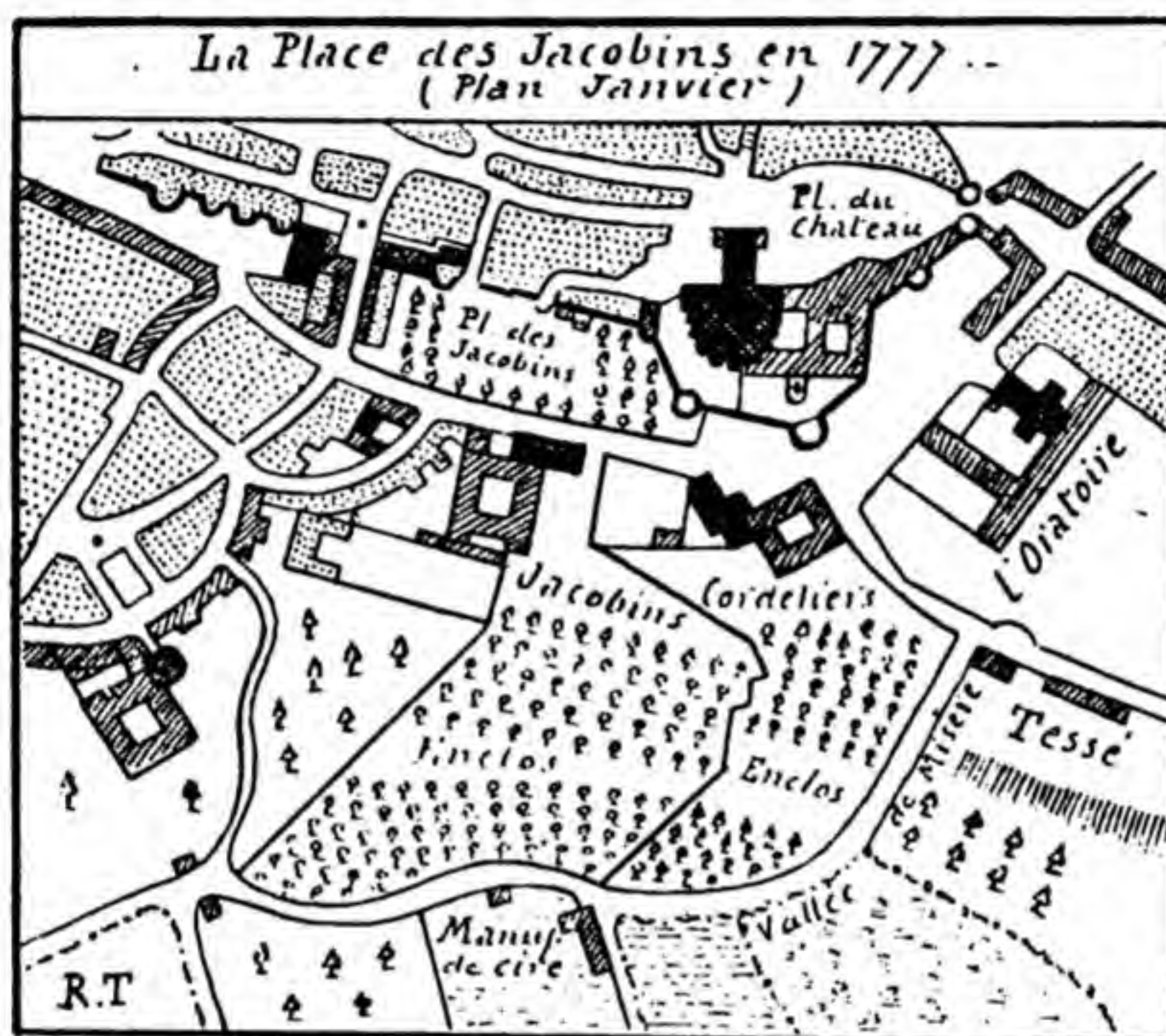
(1) *Procès-verbal de visite et estimation des murs de ville du Mans*, 1772. Arch. de la Sarthe, B. 911.

(2) En 1752, sous l'hôtel Juteau, Legeay. *Les rues du Mans*, p. 125. — En 1778, sous la base d'une tour, très curieuse inscription votive, érigée par un vétéran... aux frais de la troisième cohorte. Abbé Robert-Charles, *Le Vieux Mans*, p. 87 ; C<sup>t</sup> Mowat ; *Congrès arch. du Mans*, 1878, p. 231 ; Voisin, *Les Cénomans*, p. 106, Pesche, *Dictionnaire*, III, 730 ; *Mémoires de Maulny*.

(3) *Ibid.* 238, *Reg. des délibérations de l'Hôtel de Ville*, p. 66 et 187. plans.



Mans (1). Si le bâtiment neuf raccourcit un peu le mail primitif de 1689, il ne lui enlève rien en agrément, les ormeaux plantés sur son emplacement ayant été arrachés depuis plusieurs années. D'autre part, la construction de la salle est immédiatement suivie de l'ouverture de la rue de la Comédie, projetée dès 1767, qui



assure — bien mieux qu'un perron même monumental — la communication de la place des Jacobins avec la ville haute (2).

Jusqu'à la Révolution, la salle de Comédie restera un centre mondain très animé, où les représentations théâtrales, les bals costumés, les redoutes, les concerts se succéderont très brillants. D'après les mémoires du temps, on peut même ajouter que la

(1) L. HUBLIN. — *Notice sur le théâtre et les anciennes Salles de spectacle du Mans*, 1885; Robert Deschamps la Rivière, *Le Théâtre au Mans au XVIII<sup>e</sup> siècle*, 1900, un vol in-8, extrait de *Revue hist. et arch. du Maine*.

(2) Instantment réclamée dès le 9 juin 1775 par une lettre de M. de Seillac, intendant des domaines et finances de Monsieur, pour faciliter l'approche des matériaux nécessaires à la reconstruction des prisons; retardée par les formalités administratives de la démolition de trois maisons, l'ouverture de la rue de la Comédie ne pourra avoir lieu qu'en 1776. Fonds mun., 238. *Reg. des délibérations de l'Hôtel de Ville*, p. 66, 77, etc.



société mancelle du XVIII<sup>e</sup> siècle s'y épanouira dans toute son élégance, dans tout son amour du plaisir, et dans toute la légèreté de ses mœurs; les murs heureusement ont été discrets (1).

La place des Jacobins profite de ce brillant voisinage. A maintes reprises, alors surtout que Le Mans possède un régiment de cavalerie, elle devient le théâtre de fêtes de nuit mémorables, « où il y a un réverbère à chaque arbre, pour éclairer le peuple » et les dragons qui dansent au son des violons (2) ».

A la fin de juillet 1789, la scène change brusquement : au lieu des joyeuses danses populaires, ce sont les premières émeutes et les rassemblements tumultueux des milices citoyennes (3). Le spectacle est beaucoup moins gai, mais la vieille place y gagne en importance. En temps de révolutions, c'est souvent sur la place publique que se joue le sort d'une cité.

Robert TRIGER.

---

(1) *Mémoires de Népveu de la Manouillère* ; *Mémoires de Tilly* ; R. Deschamps la Rivière, *Le Théâtre au Mans* ; *Les Affiches du Mans*, etc.

(2) *Mémoires de Népveu de la Manouillère*.

(3) V. notre livre, *L'Année 1789 au Mans*, un vol. in-8, 1889.



---

# LE SERVICE MÉDICAL

## DANS LES HOPITAUX DU HAUT-MAINE

### SOUS L'ANCIEN RÉGIME

*(suite et fin)*

---

#### § 2. — *Le Service médico-chirurgical des hôpitaux de La Flèche, Saint-Calais, La Ferté-Bernard, Château-du-Loir et Sablé.*

Il peut être intéressant de comparer le régime en vigueur à l'Hôtel-Dieu du Mans avec celui des autres hôpitaux de la région. Lorsqu'on voulut transférer la maison de Coëffort au bord de la Sarthe, Messieurs du Bureau pensèrent à introduire, dans le nouvel établissement, quelques réformes, et ouvrirent une enquête auprès des administrations hospitalières des localités ou provinces voisines. M. de la Sallenne, l'un des directeurs de l'HÔPITAL DE LA FLÈCHE, leur transmit le 5 novembre 1768 les renseignements suivants :

Les malades fléchois recevaient les soins de quatre médecins (1), nommés par l'Hôtel de Ville et les administrateurs et chargés chacun par trimestre de visiter les pauvres une ou deux fois par jour, selon le besoin. Ces fonctions étaient gratuites; elles conféraient seulement l'exemption de la corvée et du logement des gens de guerre. L'hôpital payait aussi pour ses médecins la taille, si elle était supérieure à vingt sols, et la capitation à proportion de la taille.

Les quatre chirurgiens de la ville (2) portaient également leur secours, par roulement, une ou deux fois le jour, à heure fixe,

(1) En 1743, c'étaient les Dr<sup>s</sup> Gallois, Le Royer, Binéteau et Le Jau. — En 1755, Le Jau père, Le Jau fils, Le Royer de la Touche et Micault de la Renardière. — En 1775, il n'y en a plus que trois : Micault, Leleu, Pessault de la Tour.

(2) A. S., H 1945, f<sup>o</sup> 50.



aux hospitalisés : « C'est eux, dit l'épistolier, qui les seignent, les font purger sans y appeler les médecins, ne prenants pas bien avec ces messieurs, ce qui n'empesche pas la guérison des malades. Dans les grandes opérations, ils font quelques fois avertir Messieurs les médecins qui y assistent s'ils le jugent à propos. » La besogne était assez lourde, la maison recevant annuellement plus de 500 personnes.

Le premier chirurgien, c'est-à-dire le plus ancien en fonctions, était pourvu, sa vie durant, des revenus d'une closerie dite « les Courbes brûlées », jointe au domaine nosocomial, et rapportant environ cinquante écus par an ; à charge de l'entretenir, et réparer « en bon père de famille » (1).

Le chirurgien en second recevait seulement 15 # d'honoraires annuels, sur la caisse du receveur. Les deux autres n'avaient rien, que l'exemption de la taille, capitation et logement des gens de guerre, comme les médecins. — En outre, le chirurgien en chef pouvait loger dans l'Hôpital un élève, auquel le receveur allouait, le 1<sup>er</sup> janvier, 12 # d'étrennes lorsqu'on avait été content de ses services (2).

Nous ne saurions clore ce paragraphe sans signaler que l'Hôtel-Dieu de La Flèche vit alors se succéder une série de chirurgiens fort distingués (3); Augustin I Farcy, François Chanevas, Augustin II Farcy, Drouault et C.-P.-A. Boucher, auquel l'Académie de Chirurgie décerna le 31 mars 1789 le titre honorable de correspondant (4).

A SAINT-CALAIS, l'antique Maison-Dieu (mentionnée dès l'an 1300), possédait en 1639 son état-major sanitaire. « Les honoraires du médecin et du chirurgien, joints aux gages du gardien attaché à l'hôpital, absorbaient chaque année 300 # ». Cette maison fut d'ailleurs abandonnée lorsque M<sup>e</sup> René Le Sueur,

(1) En 1753, le premier chirurgien Chenevas n'ayant point de garçon, le garçon du second chirurgien réclama des étrennes au Bureau, lequel lui accorda les étrennes et exemptions habituellement octroyées au premier compagnon tant que « le premier chirurgien dudit Hôtel-Dieu n'aura [it] point de garçon. » (A. S., H 1945, f<sup>o</sup> 31 r<sup>o</sup> et v<sup>o</sup>.)

(2) Cf. P. DELAUNAY. — *La Communauté des chirurgiens de La Flèche*, Goupil, Laval, 1919, 61 p. in-8°, p. 38-45.

(3) Procès-verbaux de l'Acad. de Chirurgie, Reg. IX, 31 mars 1789, f<sup>o</sup> 100, Mss. de l'Académie de médecine de Paris, n<sup>o</sup> 26.

(4) En 1775, trois seulement : Farcy, Lespine et Boucher.



prêtre, fonda en 1656 la Maison de la Charité, laquelle ne fut autorisée que par lettres patentes de 1685, tardivement enregistrées au parlement le 30 juin 1692. Le 25 juin 1700, en vertu de la déclaration royale du 12 décembre 1698, la tutelle de l'établissement fut enlevée à la compagnie de charité et confiée à un Bureau de direction, sous la présidence du maire perpétuel investi par le Roi. La nomination du chirurgien fut désormais dévolue aux directeurs (1). Je ne sais si le poste de médecin de l'hôpital fut maintenu, Saint-Calais n'ayant possédé de docteurs que par intermittences.

A LA FERTÉ-BERNARD, le service hospitalier était confié à un médecin, et à plusieurs chirurgiens. De même qu'à La Flèche, Saint-Luc était brouillé avec Saint-Côme. En 1788, lorsqu'il fallut donner un successeur à feu M. de la Croix, médecin de l'Hôtel-Dieu, le choix des administrateurs se porta sur M. Verdier du Clos qui, jadis chirurgien en cette ville, était allé conquérir en 1785, à la Faculté de Nancy, le grade de docteur en médecine. Mais le S<sup>r</sup> Laurent avait déclaré, au nom des chirurgiens, que ses collègues et lui refusaient d'opérer sous les ordres de leur ancien confrère, devenu leur supérieur. C'est pourquoi le D<sup>r</sup> Verdier proposa, « dans le cas où les chirurgiens ne voudraient pas travailler avec luy audit Hôtel-Dieu de faire et faire savoir la haute chirurgie par luy-même ou en cas d'absence par une personne de l'art, et la petite chirurgie par un élève ».

Le général des habitants, convoqué pour en délibérer le 18 mai 1788, observa « qu'il étoit d'usage que cet Hôtel-Dieu fût pourvu d'un médecin, que d'ailleurs il le regardoit comme nécessaire, pour quoy il auroit à la pluralité de voye nommé ledit S<sup>r</sup> Verdier pour médecin dudit Hôtel-Dieu... aux charges par luy de suppléer comme dessus toutes les fonctions chirurgicales dans le cas où lesdits chirurgiens refuseroient de continuer d'être attachés audit Hôtel-Dieu, et d'y exercer leurs fonctions ainsy qu'ils y sont tenus (2). »

(1) Cf. L. FROGER. — *Les établissements de Charité à Saint-Calais*, Mamers, Fleury-Dangin, 1878, 40 p. in-8°, p. 36.

(2) *Registre des Bureaux ordinaires et extraordinaires*, années 1751-93, f<sup>o</sup> 265 v<sup>o</sup>, 266 r<sup>o</sup>. Arch. de l'Hôpital de la Ferté-Bernard.

Cf. P. DELAUNAY. — *Vieux médecins Sarthois*, 2<sup>e</sup> série. Un édile fertois, le D<sup>r</sup> Verdier du Clos, p. 279-280.



A la Ferté, les fonctions de médecin de l'hôpital ne comportaient point, comme à La Flèche, exemption de loger les gens de guerre. En 1789, Verdier sollicita vainement, à cet effet, la bienveillance de l'Intendant, qui renvoya sa requête au bon plaisir du Corps de ville.

A CHATEAU-DU-LOIR, en 1788, les médecins, assistés d'un chirurgien, desservent l'hôpital « tour à tour et gratuitement », en raison de la pénurie de la maison; ils n'ont d'autre compensation de leur peine que la dispense de l'hébergement des gens de guerre, concédée, dès 1712, au D<sup>r</sup> Chevalier, pour la même considération (1).

Ces praticiens sont chargés non seulement de soigner les malades, mais encore de les expulser... à l'occasion. En 1746, M<sup>e</sup> Etienne Marchais, prieur de Dissay-sous-Courcillon, s'étant avisé d'expédier à l'Hôtel-Dieu sans crier gare tous impotents à sa fantaisie, sous prétexte que l'établissement jouissait d'une dixmerie dans sa paroisse, l'administrateur porta plainte à la Sénéchaussée, en faisant observer que les dix-huit lits de la maison suffisaient à peine « pour les pauvres affligés de maladies ordinaires et non pour ceux atteints de maladies incurables ou contagieuses ». En raison de quoi le magistrat édicta, le 10 septembre 1746, que nul patient ne serait admis sans « un certificat du médecin ou du chirurgien dudit Hôtel-Dieu portant que la personne proposée pour y entrer est recevable » (2).

Au reste, le corps médical de l'établissement apparaît très dépendant des religieuses, et plus soucieux des désirs de l'Administration que des intérêts généraux de la profession. En dépit des règlements, et en particulier de la déclaration royale du 25 avril 1777, les sœurs débitent aux acheteurs du dehors les remèdes par elles préparés.

Le D<sup>r</sup> Bodin, médecin, et Bourgoïn, chirurgien de l'hôpital, les soutiennent ouvertement contre une nouvelle assignation lancée en 1788 par les apothicaires castelloriens, et il ne faut rien moins que l'intervention de l'inspecteur général Colombier et l'avis

(1) A. N. F<sup>15</sup>, 228<sup>2</sup>.

(2) A. S., II 1159.



formel de l'Intendant d'Aine pour réfréner les prétentions des délinquantes (1).

L'HÔPITAL DE SABLÉ (2) possède, dès l'origine, un service médico-chirurgical ; le 31 mai 1716, lors d'une visite du marquis de Torcy (3), on décide que les malades ne seront reçus que sur billet du médecin de l'établissement, à l'exclusion d' « aucuns pauvres malades de mal caduc, canser, scrofules, maux vénériens et autres maladies incurables et contagieuses. » Nous ignorons d'ailleurs l'organisation du service, et le règlement local de 1730, refondu pour conformité au règlement général du 12 décembre 1698 sur les hôpitaux, ne donne aucune précision sur ce point. On ne saurait douter cependant qu'il fût surveillé d'assez près, car en 1718, François-Louis de Courcelles, docteur en médecine, était l'un des administrateurs.

En 1749, le médecin de l'Hôtel-Dieu est M<sup>e</sup> Jean Hamon (4). Les Colbert de Croissy étaient maîtres de la place, et rien ne s'y faisait qu'avec leur agrément. C'est pourquoi, le 2 novembre 1766, « Madame la marquise (5) [ayant] proposé M. de la Faverie pour médecin conjointement avec M. Hamon pour médecin de cette maison », le Bureau s'empresse de l'accepter (6).

Chenon de la Faverie garda son poste jusqu'en 1785. Le 2 janvier 1785, le Bureau lui adresse des « remerciements d'honnêteté... des services par luy rendus aux pauvres de cet Hôtel-Dieu et sur sa démission eût égard à ses infirmités, et en même temps [prie] M. Pavé de la Clémencière, nouveau médecin établi en cette dite ville de faire les visites ordinaires au lieu et place de Mond. S. de la Faverie ce qu'il a très librement et volontiers accepté, et même

(1) Cf. P. DELAUNAY. — *La Médecine populaire dans le Maine*, p. 13-14.

(2) Cf. L. LEGLUDIC. — *L'Hôtel-Dieu de Sablé*, Arch. médicales d'Angers, 20 août, 20 septembre 1902, p. 347-348.

(3) Jean-Baptiste Colbert, marquis de Torcy, ministre secrétaire d'Etat, surintendant général des postes, époux de Catherine-Félicité Arnauld de Pomponne, mort en 1746.

(4) Jean Hamon de la Touche, avait étudié la philosophie à Angers, la médecine à Paris et à Montpellier. Voy. sur lui P. Delaunay, *Ceux qui soignaient nos pères, médecins manceaux d'autrefois*. Laval, Goupil, 1921, 98 p. in-8°, p. 20.

(5) Henriette Bibiane Franquetot de Coigny, épouse de J.-B. Jouchim Colbert, marquis de Croissy et Sablé.

(6) Chenon de la Faverie, médecin à Sablé, dont il fut élu échevin en 1768. — Il vivait encore en 1786.



Mond. S. de la Faverie par une suite de bonne volonté a promis d'exercer en l'absence dudit sieur Pavé » (1).

En 1745, le chirurgien était Blanche. Le 4 avril de cette année, le Bureau considérant qu'il « visite depuis longtemps assiduellement les malades de cet Hôtel-Dieu, les soulage par ses soins, et a fait un grand [nombre] d'opérations dignes du plus grand maître sans en avoir eu aucun salaire, que des soins si utiles méritent une reconnaissance, pourquoy a requis qu'il fût assigné audit sieur Blanche sur les revenus dudit Hôtel-Dieu, cinquante livres qui luy seront payées par chacun an par le Receveur à commencer du premier du présent mois et, pour ses services passés connus par tous Messieurs du Bureau qu'il luy soit accordé cinquante livres par forme de gratification » (2).

Le zèle du chirurgien, une fois récompensé, se relâcha-t-il ? Ou bien, à Sablé comme ailleurs, y avait-il quelque secrète antipathie entre disciples de Saint-Luc et gens de Saint-Côme ? Le 7 juin 1750, le Bureau s'avise que certains convalescents prolongent leur séjour dans les salles plus que de raison, ce qui paraît provenir « d'une sorte d'inadvertance de la part du médecin et du chirurgien de la maison pour ne se pas réciproquement rendre compte de l'état de la maladie » ; et il ordonne que « le chirurgien... ne pourra penser les malades ordinaires qu'à six heures du matin en été et à huit heures en hiver, afin que le médecin puisse se rencontrer avec luy », régler les sorties, et éviter des admissions contraires aux statuts (3).

En 1765, Blanche, sans doute malade, se fit remplacer par son confrère Autin. Fatigué, lui aussi, Autin présenta son gendre Girard, aux suffrages du Bureau. Sur l'avis favorable de ce dernier, Girard fut nommé chirurgien de la maison, le 6 juillet 1766, aux appointements de 50 # par an, Autin s'engageant d'ailleurs à une éventuelle collaboration « aux vœux de Monseigneur, et Madame et de Messieurs du Bureau » (4).

(1) Arch. hosp. de Sablé, Reg. 2, 2 janv. 1785, f° 220, v°. — Pavet de la Clémentière fut commis en 1788 par l'Intendant pour combattre une épidémie dans la région Fléchoise, comme étant de ceux dont « les talens sont connus ».

(2) Arch. hosp. de Sablé, Délib., Reg. 2, f° 22, r° et v°.

(3) Arch. hosp. de Sablé, Délib., Reg. 2, 7 juin 1750, f° 58 v°.

(4) *Ibid.*, f° 148, r° et v°.



Le 7 juillet 1776, Girard exposa aux administrateurs qu'étant seul chargé du service, il en pourrait « résulter des événemens fâcheux qu'il se reprocherait le reste de ses jours », et sollicita la nomination d'un coadjuteur. Le Bureau acquiesça, à condition « que MM. les chirurgiens qui ser[aient] nommés agir[aient] de concert avec l'humanité » ; et porta son choix sur Gilles Balthazar Larrieux. Gratifiés chacun de 50 # par an, les deux maîtres devaient prendre le service alternativement par trimestre, se remplacer au besoin, ou s'entr'aider dans les opérations difficiles ; on leur imposait une visite quotidienne, voire deux si besoin. La maison leur fournissait les drogues, mais ils devaient se pourvoir d'instruments à leurs dépens (1).

Nous avons signalé que, par une exception unique à cette époque dans notre région, l'hôpital de Sablé était pourvu d'une Maternité. Les Colbert de Croissy firent les frais de l'apprentissage de Marie Chamaret, femme de René Poulain, laquelle alla trois mois durant, s'initier à l'art obstétrical à l'Office des accouchées de l'Hôtel-Dieu de Paris, dont la célèbre M<sup>me</sup> Dugès venait de prendre la direction comme maîtresse sage-femme (2). Elle en rapporta un certificat des Maîtres gouverneurs et administrateurs en date du 10 mai 1775, et prit possession de son poste le 7 juillet 1776.

Le 1<sup>er</sup> mars 1789, la sage-femme, trop âgée pour passer les nuits sur une chaise, supplia le Bureau de lui faire dresser un lit dans la salle des Commères. Et le sieur Bleslin fut chargé de cet achat (3).

La Maternité fonctionnait encore en 1792 : en juillet 1792, dit Legludic, on trouva un enfant abandonné suspendu, dans un panier de foin, au loquet du portail ; l'administrateur Crosnier de la Marsolière le fit porter à la salle de Gésine où la femme Hervé, l'une des commères, se chargea de l'allaiter.

(1) Arch. hosp. de Sablé, Délib., Reg. 2, f<sup>o</sup> 183 v<sup>o</sup>, 184 r<sup>o</sup>.

(2) Cf. H. CARRIER. — *Origines de la Maternité de Paris, Les maîtresses sages-femmes et l'office des accouchées de l'Ancien Hôtel-Dieu*, Paris, Steinheil, 1888, XVIII-272 p. in-8<sup>o</sup>, ch. V.

(3) Arch. hosp. de Sablé, Délib., Reg. 2, f<sup>o</sup> 179 v<sup>o</sup>, 183 r<sup>o</sup> et v<sup>o</sup>, et Reg. 3, f<sup>o</sup> 16, v<sup>o</sup>.



### III

#### HOPITAUX A PERSONNEL TECHNIQUE INCOMPLET

##### *Mamers, Sillé-le-Guillaume, Ballon.*

A la fin de l'Ancien Régime, l'hôpital de MAMERS (1) compte à tout le moins un chirurgien. Il est chargé de donner ses soins non seulement aux malades, mais encore au personnel ; ce qui lui vaut d'être mêlé, malgré lui, aux conflits administratifs. En 1780, le maire de la ville, Péliisson de Gennes, voulant expulser une hospitalière — qui s'y refuse — vu son « deffaut de compatibilité avec les autres sœurs », obtient du chirurgien une attestation comportant que « cette fille est d'une très mauvaise santé, qu'elle a l'halaine mauvaise, contraire à la préparation des remèdes, et devant causer de la répugnance aux malades et aux personnes obligées de vivre avec elle » (2).

A l'origine, l'hôpital de SILLÉ-LE-GUILLAUME (3) ne possède pas de service médico-chirurgical. Le soin des malades est assuré par les dames de charité, plus tard par les sœurs ; et l'on ne fait appel aux compétences qu'en cas spécial. Le 25 mai 1704, le receveur paye « à M<sup>e</sup> Robidas, chirurgien, pour avoir traité et médicamenté un petit Michalon de plusieurs cicatrices à la teste dix huit sols et trois sols six deniers pour sa noriture pendant trois jours, le tout faisant vingt un sols six deniers » (4). Plus tard, le service fut sans doute mieux organisé ; le médecin et le chirurgien donnaient leurs soins pour l'amour de Dieu, car les comptes du receveur ne portent aucune mention de leurs émoluments. On rembourse pourtant au chirurgien le prix des drogues : le receveur solde à Bourgine de l'Etang, le 5 juillet 1782, la somme de 31 # « pour prix des remèdes par luy fournis aux pauvres malades dudit hôpital » (5).

De même, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'hôpital de BALLON ignore

(1) De fondation très ancienne ; relevé de sa décadence par arrêt du Conseil du 9 mars 1696 y réunissant les biens de la Maladrerie et ceux de la Maison de charité.

(2) A. N. F<sup>15</sup>, 228<sup>2</sup>.

(3) Succède en 1703 à la maison de charité créée après 1685 par la Confrérie de la Charité.

(4) Arch. hosp. de Sillé, A<sup>1</sup>.

(5) *Ibid.*, E<sup>15</sup>, 2/20.



les gens de l'art. Deux sœurs (en 1721 les sœurs Egon et Chapron) se chargent de médicamenter, « gouverner et administrer les pauvres malades ». Ce n'est que le 4 septembre 1723 que le Bureau passe contrat avec un chirurgien : « A été convenu avec Marin Quinnet, maître chirurgien qu'à commencer de ce jour pendant le cours d'un an ledit sieur Quinnet aura soin d'aller visiter les mallades qu'on proposera pour estre reçeus à l'hôpital, d'en donner son raport pour sur icelluy estre réglé par le Bureau ce qu'il apartiendra, de visiter journellement les pauvres malades qui résideront audit hôpital, de fournir tous les remèdes qui seront nécessaires pour la guérison des malades, de raccommoder les fractures, penser les playes, fournir les remèdes nécessaires, donner son raport de l'état des playes et maladies, et de ceux qui seront en estat de sortir de l'hôpital, pour raison de quoy sera payé audit sieur Quinnet la somme de trente livres pour une année (1). »

Ce traité n'était, comme on voit, valable que pour une année, et la suite des registres de délibérations ne marque point qu'il ait été renouvelé. Le règlement intérieur du 2 juin 1739, le règlement imposé aux sœurs le 8 mars 1740 ne font aucune mention de personnel médical (2), à moins qu'un pensionnaire ne mande l'homme de l'art, à ses frais (3). Les sœurs font tout, et l'hôpital de Ballon retombe finalement dans la catégorie des établissements à personnel empirique qu'il nous reste à étudier.

## VI

### HÔPITAUX SANS PERSONNEL TECHNIQUE.

#### *Fresnay, La Chartre, Savigné-l'Évêque, Montfort*

A FRESNAY (4), le soin des malades est encore, initialement, confié aux Sœurs hospitalières ; si le règlement approuvé par le

(1) Arch. de l'hôpital de Ballon, Délib., E<sup>2</sup>, f<sup>o</sup> 11 r<sup>o</sup> et v<sup>o</sup>, 4 sept. 1723.

(2) *Ibid.*, E<sup>3</sup>.

(3) « Charrier sera reçu à la maison pour estre gouverné dans sa maladie, à condition qu'il payera à ses frais le chirurgien qui le pensera ». (*Ibid.*, Délib., E<sup>3</sup>, 4 octobre 1740).

(4) « L'hôpital, léproserie, aumosnerie et charité de la Ville de Fresnay » fut créé par déclaration royale du 12 décembre 1698, enregistrée en Parlement le 19 décembre 1698, et à Fresnay le 24 janvier 1699.



roi le 12 décembre 1698 ne fait aucune mention du personnel médical, par contre, le contrat de mars 1692 appelant dans l'établissement deux religieuses de Saint-Lazare, stipule qu'elles « feront les saignées », prépareront et administreront les médicaments (1).

Pour faire face à leurs obligations thérapeutiques, elles achètent des manuels et formulaires : « *Apothicaire charitable*, 1 # 10 s. — *Médecin des pauvres*, 1 #. — *Madame Fouquet* 1 #. 7 s. — *Remède expérimenté*, 1 #. » — « plus un étuy de chirurgie garny et deux étuy garny de chacun trois lancette et une serainque, 22 # » (2). Un chirurgien fut-il chargé, plus tard, de surveiller ou réfréner les ambitions opératoires de ces dames ? Aucun des documents que nous avons pu consulter n'élucide cette question.

Il en va de même pour l'hôpital de LA CHARTRE-SUR-LE-LOIR (3), régi par deux Sœurs de la Chapelle-au-Riboul, dont les libéralités de dame Catherine de Courtoux assurent l'entretien (fond. du 25 mai, 1751). Une troisième sœur pensionnée par le prieur curé de Lhomme, est spécialement chargée des malades de cette paroisse. Ces hospitalières assistent les pensionnaires « de ce qui leur [est]ourny par l'administration pour le gouvernement et assistance desdits malades. » soulagent en outre « par des remèdes fournis par ledit hôpital ceux de la campagne », et tiennent enfin les petites écoles. L'inventaire de leur bibliothèque dressé en 1753 nous assure qu'elles ajoutent à la méditation de Rodriguez et d'Abély la lecture assidue du *Médecin des Pauvres* et des *Remèdes de M<sup>me</sup> Fouquet*.

(1) Arch. hosp. de Fresnay.

(2) *Ibid.* liasse non cotée. — *L'apothicaire charitable*, par le D<sup>r</sup> Ph. GUTBERT, in toutes les œuvres charitables de Philibert Guibert, Paris, J. Jost, 1636, 832 p. in-12. — *Le médecin des pauvres qui enseigne le moyen de guérir les maladies par des remèdes faciles à trouver dans le pais et préparer à peu de frais par toutes sortes de personnes*, (par Dubé), Paris, Couterot, 1669, in-12 et nomb. éd. postérieures. — *Recueil de remèdes faciles et domestiques... recueillis par les ordres charitables d'une illustre et pieuse dame* (Madame Fouquet), livre célèbre de médecine populaire, réédité nombre de fois. — Quant au *Remède expérimenté*, peut-être s'agit-il des *Remèdes souverains et secrets expérimentés* de M. le Chevalier Digby, Paris, Cavelier, 1684, in-12.

(3) Créé par arrêt du Conseil du 18 décembre 1699. Cf. L. J. Denis, *Histoire de la ville et du château de La Chartre-sur-le-Loir*, La Chartre, J. Moire, 1901, VII-238 p. in-8, p. 150-155.



Là encore, la collaboration légale des gens de l'art semble dédaignée

Même silence sur le compte de ces derniers à SAVIGNÉ-L'ÉVÊQUE.

Il est probable que les deux religieuses de Sillé-le-Guillaume appelées à succéder en cette paroisse à des gouvernantes semi-laïques par le curé Nepveu (fondation du 18 octobre 1754) exercent, là comme ailleurs, en toute liberté, leurs talents médico-chirurgicaux. Au reste, l'activité nosocomiale paraît fort restreinte; en 1760 comme en 1721, les comptes de l'administrateur en charge ne mentionnent aucun médicament; rien que des denrées, miche, pain mollet, lait, farine, œufs, fruits, fromage, voire sabots ou toile à ensevelir, pour les pensionnaires de l'hôpital, les indigents du dehors et autres: « le milicier » de la paroisse, Bonhomet, est porté en 1758 sur les états de distribution (1).

Quant à l'hôpital de PONT-DE-GENNES et MONTFORT, son dossier est plus riche de factums de procédure que de documents médicaux.

A partir de 1561, dit Bellée, « le personnel administratif de l'hôpital se compose essentiellement de trois personnes: un maître ou administrateur nommé par le château..., puis deux commissaires nommés par les habitants et chargés à titre gratuit de... l'administration.

Il n'y avait ni médecins, ni infirmiers... mais seulement un gardien qui n'était autre chose, en réalité, qu'un simple portier. Cette absence de tout agent de service intérieur amène à penser que les pauvres, à l'exception de quelques passants, ne devaient pas être reçus dans l'hospice » dont les revenus étaient employés en secours à domicile pour les pauvres de Pont-de-Gennes et Montfort (2).

En réalité les établissements dont nous venons de parler étaient la plupart du temps des hôpitaux sans malades, demeurés au

(1) Arch. de l'hôpital, mairie de Savigné-l'Évêque.

(2) Cf. PESCHEZ. — *Dictionnaire topog. hist. et statist. de la Sarthe*, t. IV. Le Mans et Paris 1836 in-8, art. Pont-de-Gesnes, p. 482-483, et Montfort-le-Rotrou, p. 160. — A. BELLÉE. *Maître Julien Bigot curé de Montfort et l'hôpital de Montfort et Pont-de-Gennes*, Bull. Soc. Agr. Sc et Arts de la Sarthe, t. XXI, 1871-72, p. 358-380, p. 364.

Cet hôpital existe dès le début du XIII<sup>e</sup> siècle.



rang des *aumôneries* de jadis ; à la fois maisons de refuge, asiles de nuit, dispensaires, asiles d'incurables et de vieillards pensionnaires ou indigents, fourneaux économiques, bureaux de bienfaisance et de secours à domicile. L'aumône y était plus en honneur que la thérapeutique ; les administrateurs, et les sœurs y font tout, le personnel technique en est absent ; et l'on ne recourait probablement au chirurgien du lieu qu'en cas d'accident grave et d'absolue nécessité.

## PIÈCE JUSTIFICATIVE

RÈGLEMENT PROPOSÉ ET ARRÊTÉ PAR LE COLLÈGE DES  
MÉDECINS DE LA VILLE DU MANS POUR CE QUI CON-  
CERNE L'ADMINISTRATION MÉDICALE DES HÔPITAUX.

### Propreté.

#### ARTICLE PREMIER

Les salles seront balayées deux fois par jour, le matin avant la visite, et le soir après le souper des malades. On renouvellera l'air par l'ouverture d'une ou plusieurs croisées aussi souvent qu'on le pourra et que les circonstances l'exigeront.

#### ART. 2.

On exposera à l'air, les dedans de lit de tems en tems et suivant l'ordonnance du médecin on substituera aux lits de plumes et de laines les paillasses et ballières.

#### ART. 3.

On fera régulièrement tous les matins une fumigation avec les bayes de genièvre ou le vinaigre et on la répétera suivant l'exigence des cas dirigée par le médecin.

#### ART. 4.

Les vêtements des malades aussitôt leur entrée seront déposés au magasin pour ne leur être rendus que lors de leur sortie et il sera donné à chaque malade en état de se promener une robe de la maison pour éviter les abus qui peuvent résulter de leur sortie sans permission, et pour pouvoir réussir à faire reconnaître plus aisément ceux qui sont en contravention.



## Régime.

### ARTICLE PREMIER.

La portion entière sera composée d'une livre et demie de pain par jour, les trois quarts de la portion de dix-huit onces, la demie portion de douze onces, le quart de la portion de six onces y comprise la quantité nécessaire pour les soupes.

### ART. 2.

Les malades à la portion entière auront par jour au dîner et au souper six onces de viande cuite, ceux aux trois quarts, quatre onces, ceux à la demie, trois onces, ceux au quart n'auront point de viande, il sera permis aux officiers de santé d'ordonner dans les cas de besoin des pruneaux cuits, des œufs frais, du riz ou quelques légumes.

### ART. 3.

Les malades à la portion entière et aux trois quarts auront chaque jour une chopine de vin en deux fois ou une pinte de cidre selon l'approvisionnement de la maison, ceux à la demie portion un septier de vin, pourront néanmoins les officiers de santé ordonner un septier de vin à un malade qui n'étant qu'au quart de la portion ou à la soupe en aurait besoin.

### ART. 4.

Les malades à la diette seront réduits au bouillon, dont la quantité sera prescrite chaque jour par le médecin.

### ART. 5.

Au moyen de la nourriture cy-dessus il ne sera permis de donner au malade aucuns autres aliments de quelques nature qu'ils soient ny en dose différente de celle cydessus à l'exception du lait quine sera prescrit que comme remède, à moins que les officiers de santé ne jugent à propos de mettre absolument les malades à ce régime, auquel cas la viande et le vin leur seroient interdits.



ART 6.

Pour l'exécution des articles cydessus il sera expressément deffendu de laisser entrer dans les salles aucuns aliments du dehors, ceux qui en apporteront seront sur le champ chassés de la maison et l'entrée de l'hôpital leur sera en même tems interdite. Il sera également deffendu aux malades de vendre ou acheter leurs aliments sous peine d'exclusion.

ART. 7.

Le médecin goûtera les aliments quand bon luy semblera ; il fera ses représentations à l'administration sur leur mauvaise qualité qui doit en interdire l'usage.

**Visite du médecin et son exécution.**

ARTICLE PREMIER.

Le médecin en commençant son trimestre fixera l'heure de sa visite, la sœur de chacune des salles s'y trouvera pour luy rendre compte de l'état des malades, ainsy qu'un élève de M. le chirurgien pour écrire les ordonnances et exécuter ce qui tiendra au ministère de chacun.

ART. 2.

Il sera fourny deux cahiers de papier commun pour chaque salle, sur lesquels seront écrites les ordonnances et le régime de chaque jour, ces cahiers seront renouvelés à chaque trimestre.

ART. 3.

Les aliments comme les médicaments seront toujours prescrits à chaque visite du médecin sur un de ces cahiers où l'on désignera chaque objet par les signes ci-après : portion *p* ; trois quarts de portion  $\frac{3}{4}$  ; la deuxième portion  $\frac{1}{2}$  ; le quart de portion  $\frac{1}{4}$  ; la soupe *s* ; les œufs *œ* ; le riz *r* ; les pruneaux *pr* ; les légumes *h*. Quant aux autres ordonnances, la saignée du bras sera indiquée par une *m* ; celle du pied par *m. s.*, les autres remèdes seront indiqués par les mots *potion*, *poudre*, *opiat*, *pillules*, etc., du numéro ou autres indications expliquées dans le formulaire.



ART. 4.

Il ne sera donné aucun remède sous quelque prétexte que ce soit que par l'ordonnance du médecin, excepté dans les cas d'accident qui peuvent arriver pendant la nuit et qui exigeroient des secours trop urgents, dans lesquels cas Monsieur le Chirurgien résidant pourra seul suppléer le médecin

ART. 5.

Les ordonnances prescrites sur le cahyer de visite seront exécutées avec tout le soin et la précision possibles et les sœurs s'y conformeront exactement. C'est un des articles les plus essentiels pour le succès de la médecine.

ART. 6.

Dans les cas de maladies extraordinaires ou épidémiques, il sera procédé sur la demande du médecin à l'ouverture du cadavre par le chirurgien de la maison.

NOTA. — Il sera incessamment dressé par le Collège un formulaire ou cahyer d'ordonnances des remèdes les plus ordinaires pour le traitement des maladies, auquel la sœur officière de la pharmacie se conformera.

Arrêté par le Collège des médecins du Mans, assemblés à cet effet, le seize décembre mille sept cent quatre-vingt-cinq, signés :  
Le Houx, père, doyen, Chesneau D. M., Champion, Mallet M. D. ;  
Le Houx fils D. M. et Pavet de Courteille D. M. (1).

D<sup>r</sup> P. DELAUNAY.

---

(1) (A. H. M., F. 9<sup>bis</sup>/18, f<sup>os</sup> 241, r<sup>o</sup> et v<sup>o</sup>; 242 r<sup>o</sup>). Délibération du Bureau de l'Hôpital Général, 22 déc. 1785.



---

# LE RÉGIME FÉODAL ET LES CLASSES RURALES

## DANS LE MAINE AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

D'APRÈS UN RÉCENT OUVRAGE DE M. JEAN DE LA MONNERAYE

---

Notre compatriote M. Jean de la Monneraye, archiviste paléographe, vient de publier un important travail : *Le Régime féodal et les classes rurales dans le Maine au XVIII<sup>e</sup> siècle* (1).

Ce travail très documenté et qui se réfère aux meilleures sources, intéressait trop l'histoire du droit de notre province pour que la Société historique et archéologique du Maine n'ait pas demandé à l'auteur de résumer ce travail si important, d'en extraire de larges passages et d'en faire bénéficier ainsi les lecteurs de cette Revue.

Il a bien voulu nous donner toutes autorisations à ce sujet et nous sommes heureux, en le remerciant très vivement de sa grande complaisance, de féliciter M. Jean de la Monneraye d'avoir fixé, on peut le dire, définitivement l'histoire du régime féodal et des classes rurales dans le Maine, à l'époque qui marqua la fin de l'ancien régime.

Dans une Introduction de quelques pages, M. de la Monneraye fait un tableau très fidèle de la physionomie de notre ancienne province, de ses diverses régions, des différences géologiques et culturelles, ainsi que de la situation matérielle des paysans qui exploitent ce sol ; il signale les réactions du sol sur le régime féodal et de ce dernier sur l'agriculture et la condition des paysans.

La province du Maine, qui sert de cadre à cette étude, était à peu près calquée sur le diocèse du Mans et avait une superficie considérable, qu'on évaluait, au XVIII<sup>e</sup> siècle, à 400 lieues carrées. Sa population dépassait 400.000 habitants.

(1) Extrait de la *Revue historique de droit français*. T. XLV-VI, 1921-22. — Librairie de la Société du Recueil Sirey, Léon Tenin, directeur, 22, rue Soufflot, Paris, 1922, in 16, 152 pages.



Le Maine est resté dans son ensemble, au XVIII<sup>e</sup> siècle, un pays essentiellement agricole, malgré la prospérité de nombreuses industries, surtout rurales d'ailleurs. On n'y trouve pas de grandes villes. Le Mans, sa capitale, comptait seulement 16.000 habitants, au début du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Cette province comprise dans la généralité de Tours, était divisée en cinq élections (1) dont certaines englobaient une partie des provinces limitrophes. Un grand enchevêtrement existait entre les bailliages et les autres circonscriptions judiciaires.

Cependant tous les tribunaux nouveaux relevaient du Parlement de Paris, d'où une certaine unité dans la jurisprudence et l'application des droits seigneuriaux.

La vie particulière du Maine avait disparu peu à peu par suite du renforcement progressif du pouvoir central.

Les Etats provinciaux de 1787 y firent l'effet d'une résurrection, presque d'une nouveauté, témoin ce conflit qui s'éleva entre l'Anjou et le Maine sur les districts à englober dans chacune de ces provinces. Le pouvoir royal exerçait une action de plus en plus intense, à laquelle ne venait plus s'opposer dans la province aucun grand corps constitué.

## PREMIÈRE PARTIE

### **Les Bases de l'Exploitation Seigneuriale.**

#### *La Propriété foncière et le Régime féodal.*

Le régime féodal avait subi au cours des siècles de notables diminutions, qui apparaissent irrémédiables à la fin de l'ancienne monarchie.

Mais si la féodalité, fait politique, n'est plus guère qu'un souvenir, son existence, comme fait économique, a résisté à l'usure du temps. C'est toujours la France féodale qui, d'une manière active

(1) Elections du Mans, de Laval, de Mayenne, de Château-du-Loir et de La Flèche. Le chef-lieu et le tiers des paroisses de cette dernière étaient angevins.



ou passive, sert de base aux services et aux droits qui constituent ce régime.

Quatre espèces de tenure participent toutes, quoique d'une façon différente, des caractères et des avantages de la propriété.

Ce sont les francs-alleux, les fiefs, les terres hommages et les censives.

Le franc-alleu représente en principe la propriété pleine et entière. La terre allodiale se trouve comme en dehors du système féodal et ne doit de redevance à aucune seigneurie supérieure.

Les rois ont prétendu à la suzeraineté éminente sur toutes les terres de France et la coutume du Maine, si elle reconnaît le franc-alleu, n'empêche pas que la maxime est admise qu'il n'existe « nulle terre sans seigneur ».

Dans les cas les plus favorables, le propriétaire d'une terre allodiale doit comparaître au moins une fois dans sa vie aux assises de son seigneur et « répondre de bouche qu'il avoue tenir sa terre en franc-alleu et s'en aller ».

Le fief est la tenure noble par excellence, à laquelle sont réunis des droits plus ou moins importants, selon la place qu'il occupe dans la hiérarchie féodale.

A lui se trouvent rattaché un ensemble de droits publics et privés, sortes d'attributs de la seigneurie, tels que justice, banalité, chasse, péages, etc.. — N'importe quel fief, si infime soit-il, en possède quelques-uns.

Chaque fief relève d'un autre fief plus élevé en dignité ; à leur tour, différentes terres en dépendent ; ce sont d'autres fiefs, des terres hommages ou des censives.

Les terres hommages participent des caractères de la propriété noble, mais elles n'ont au-dessous d'elles ni terres, ni sujets.

Les terres censives représentent la propriété roturière et le dernier échelon de la hiérarchie. Elles forment la majorité des propriétés paysannes.

Normalement, le fief comprend deux parties très distinctes ; de l'une le seigneur est vraiment propriétaire, c'est le « domaine », sur l'autre, formée de terres concédées, il exerce seulement l'autorité de chef d'un groupement féodal, c'est la « mouvance ».

Les bois, étangs et landes appartiennent généralement aux



privilégiés. Mais au xviii<sup>e</sup> siècle les propriétaires manceaux cherchent de plus en plus à obtenir un meilleur rendement de leurs terres et à accenser les landes.

La composition des domaines et des mouvances varie à l'infini, mais dans la plupart des cas, l'étendue de la mouvance l'emporte de beaucoup sur celle du domaine. Les revenus de ce dernier assuraient le plus souvent au seigneur de fief des avantages beaucoup plus nets que ceux qu'il tire de son pouvoir direct sur la mouvance.

Les revenus du domaine ont tendance à augmenter beaucoup plus rapidement que ceux de la mouvance, ces derniers restant pour ainsi dire immuables, tandis que la hausse des fermages est un des phénomènes les plus caractéristiques de l'économie rurale mancelle dans la seconde moitié du xviii<sup>e</sup> siècle.

Certaines seigneuries étendent leurs suzerainetés sur des territoires considérables; il en est de même pour les terres ecclésiastiques. L'évêché du Mans, le chapitre de Saint-Julien et certaines abbayes ont une importance féodale considérable et jouissent de gros revenus.

Une troisième classe de privilégiés est celle des bourgeois enrichis par le commerce; elle exerce son influence dans les environs du Mans, de Laval et de Mayenne.

Il y eut ainsi au xviii<sup>e</sup> siècle un large transfert des biens de la petite noblesse aux mains de la classe moyenne mancelle.

Cependant le caractère dominant du régime foncier manceau reste la grande propriété privilégiée. La noblesse du Maine n'a jamais eu l'importance numérique de la noblesse bretonne par exemple.

L'intendant Miromesnil notait, en 1697, 600 gentilshommes dans le Maine; 217 gentilshommes seulement étaient présents à l'assemblée électorale de leur Ordre en 1789, et le nombre total des nobles ne s'élevait pas alors à plus de 458.

La coutume se montrait favorable au maintien des fortunes des privilégiés. L'aîné des familles nobles mancelles recevait dans les partages des avantages considérables. Les puînés étaient privés de la totalité du mobilier et réduits au tiers des immeubles.

On constate, dans le Maine, une haute noblesse fort riche, et au



contraire une petite noblesse rurale, dont la situation matérielle est médiocre, sinon fort difficile, et qui est peu à peu chassée de ses terres par les bourgeois enrichis.

### **Les Justices seigneuriales.**

La plus importante manifestation du pouvoir seigneurial reste au XVIII<sup>e</sup> siècle encore, le droit de justice du Seigneur : bien que battu en brèche par l'autorité royale, il n'en subsiste pas moins.

Le droit de justice se rattache dans le Maine à chaque fief. On distingue les justices hautes, moyennes et basses.

Toutes ces justices, principalement les basses et moyennes, n'ont conservé que la compétence foncière, ou plus exactement domaniale, ce qui permet au seigneur de contrôler le système féodal si compliqué, de faire rendre aveux et déclarations et de contraindre les censitaires au paiement de leurs redevances.

Presque tous les seigneurs n'ont conservé que cette compétence foncière, l'exercice de la juridiction contentieuse étant trop onéreuse.

Cependant on évalue encore à 125 dans toute la province le nombre des hautes justices et des seigneuries titrées. On peut comparer la compétence des juges seigneuriaux en matière civile à celle que possèdent actuellement les juges de paix.

Les sièges royaux cherchent depuis des siècles à réduire les attributions des tribunaux seigneuriaux. Tout le XVIII<sup>e</sup> siècle est rempli des luttes des juges du roi et des officiers des grandes seigneuries mancelles.

Les juges seigneuriaux s'acquittent en général assez mal de leurs fonctions, et pour diminuer les frais d'instruction laissent souvent impunis crimes et délits. Les juges seigneuriaux trouvent plus simple d'abandonner leurs droits aux juges royaux.

Le ressort des diverses juridictions seigneuriales varie beaucoup : 120 paroisses relèvent de la barre ducale de Mayenne, 30 de la justice du marquisat de Montfort, 36 de l'abbaye de la Couture : bien plus nombreuses sont celles dont le ressort ne s'exerce que sur 2 ou 3 paroisses, ou même moins.

Le seigneur ne peut rendre la justice en personne. Ce soin est



confié à un officier qu'on appelle le bailli, qui cumule tous les pouvoirs et les attributions de police administrative, en qualité de « juge civil, criminel et de police. » Il se fait quelquefois assister d'un lieutenant.

Le procureur fiscal remplit les fonctions de ministère public et dirige l'instruction.

Viennent ensuite les officiers subalternes, sergents ou huissiers et le greffier.

Le personnel des justices seigneuriales comportait encore des avocats, et souvent des notaires, distincts des notaires royaux dont la compétence est plus étendue.

Le seigneur nommait les officiers de sa justice qui devaient être agréés par le siège royal. Leurs gages étaient ordinairement médiocres. Dans les seigneuries importantes les charges de judicature, par le système de la paulette, devenaient véritablement patrimoniales.

Chaque justice avait son prétoire : les seigneurs hauts justiciers avaient leurs fourches patibulaires, leur bourreau, et devaient construire les prisons.

Mais comme les obligations de la justice criminelle étaient lourdes, les seigneurs cherchaient au XVIII<sup>e</sup> siècle à échapper à ces obligations onéreuses, et souvent au détriment de l'ordre public.

On s'étonnera moins que les justices seigneuriales aient fait dans le Maine au XVIII<sup>e</sup> siècle l'objet de critiques vives et fondées. Les cahiers des paroisses mettaient leur réforme et leur suppression en tête de leurs revendications touchant le régime féodal.

L'enchevêtrement des fiefs, des justices, l'éloignement des lieux, rendent bien difficile, compliquée et onéreuse, l'organisation de la justice. Mais la plus lourde charge réside dans le grand nombre des divers degrés de juridiction et dans la multiplicité des procédures qui éternisent les procès.

Les juges mal payés, besogneux, favorisent ces procédés nuisibles aux justiciables, et sont mal vus, souvent discrédités.

De plus en plus l'opinion leur devient réellement hostile.

★



### **L'Administration seigneuriale.**

De même que, dans le Maine, justice et fief restent jusqu'au bout unis, la justice et l'administration seigneuriales s'y pénètrent réciproquement. Les officiers du tribunal seigneurial sont en même temps des agents domaniaux. C'est un système économique qui facilite la perception des droits du seigneur.

Les pouvoirs de police de ce dernier sont encore assez étendus ; il possède, entre autres, le droit de sceaux et de tabellionage, celui de donner des mesures à blé et à vin, d'édicter des règlements concernant la voirie, la tenue des marchés, l'heure de fermeture des cabarets, de fixer les bans des vendanges.

Les villes de Laval et de Mayenne se sont affranchies de la dépendance de leurs seigneurs, et jouissent d'une administration municipale indépendante.

Le rôle des agents seigneuriaux se manifeste dans la tenue des assises de la seigneurie. On y remarque la confusion des pouvoirs : on y administre et on y prend des décisions de justice.

Les assises se tiennent en général dans la maison seigneuriale, en pratique, dans la résidence d'un des agents subalternes.

Le seigneur convoque vassaux et censitaires, qui sont tenus d'obéir à son ordre. Les condamnations et amendes des coupables y sont prononcées sans recours.

Il n'y a pas de période fixe pour la réunion de ce tribunal.

En général, dans le Maine, les assises se tiennent irrégulièrement et souvent à de longs intervalles d'années.

Le registre des « remembrances » contient le résultat de ces sessions de justice domaniale.

Le plus souvent le seigneur confie à ses agents seigneuriaux, l'entière administration de ses domaines.

Les grands seigneurs ont délaissé les campagnes pour les grandes villes, Le Mans, Versailles ou Paris. Ils ne viennent dans leurs propriétés mancelles qu'à de rares intervalles et n'aiment pas la vie simple et rude que l'on y mène.

Le propriétaire confie donc généralement le soin de gérer son



domaine à un régisseur ou intendant. Souvent des seigneuries très importantes sont affermées à un seul individu.

L'intendant seigneurial avait intérêt à rester en bons termes avec les paysans qui vivaient auprès de lui, surtout dans les pays de métayage, régime foncier d'une partie de la province.

Ces fermiers généraux s'enrichissent rapidement, souvent aux dépens du paysan.

## DEUXIÈME PARTIE

### Les reconnaissances féodales.

Il n'est pas exagéré de dire qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle le possesseur d'un fief ou d'une censive en est le véritable propriétaire. Dans certaines circonstances, le seigneur peut se saisir de la terre inférieure.

Pour la tenure noble, l'acte de foi et hommage a pour but d'éviter cette saisie et de renouer le lien féodal. Le vassal y est tenu, de même qu'il doit faire l'aveu et le dénombrement de chaque fief. Cet acte est écrit, passé devant notaire, et reçu aux assises de la justice.

Les censitaires doivent une déclaration analogue et peuvent encourir la confiscation, mais avec de plus grandes garanties.

Une seule reconnaissance est due dans leur vie par les vassaux et censitaires ; l'hommage seul est obligatoire en cas de mutation du seigneur.

La prescription des rentes foncières et cens n'a lieu qu'après trente ans, mais un seigneur peut demander au roi des « lettres à terrier ». Ces rénovations de terriers devinrent très fréquentes dans le Maine à la fin de l'ancien régime et augmentèrent considérablement les charges des sujets ; cependant chacun des frais de ces actes n'était pas fort élevé, mais l'abus était dans leur multiplicité. Aussi cette formalité gênante n'était pas acceptée de très bonne grâce par les paysans manceaux, qui se sentaient complètement chez eux, bien qu'ils dussent demander périodiquement à leur seigneur, une sorte de concession qui paraissait bien inutile.



### **Les rentes et les devoirs seigneuriaux.**

Les fiels et les terres hommagées acquittent des droits annuels appelés des services. Ceux-ci sont peu élevés et la redevance est généralement abonnée.

Les tenures roturières paient un droit, appelé le cens, qui consiste en une rente en argent. Par suite de l'avilissement de la valeur de la monnaie, le cens en argent est devenu extrêmement faible. Aussi dans les accensements de la fin de l'ancien régime, le cens en argent est remplacé par une redevance en nature, mais c'est l'exception dans le Maine, où le cens en argent domine.

Le champart ou terrage et la dîme inféodée existent dans le Maine à l'état sporadique. L'abonnement leur est quelquefois substitué.

Exceptionnellement la taille est due par quelques tenures nobles et les terres roturières n'y sont pas soumises : « Vilain, dit le proverbe, ne sait ce que valent éperons ».

Le droit de garde, dû en théorie, n'est plus exigé. Le droit de gîte semble avoir, lui aussi, presque complètement disparu.

Les corvées, par contre, ont une réalité plus nette ; mais elles paraissent assez légères, au XVIII<sup>e</sup> siècle, pour les cultivateurs qui y sont rarement astreints et seulement pour une ou deux annuellement. L'abonnement en argent les remplace souvent.

Quelques cahiers en réclament la suppression, principalement dans le Bas-Maine, où les seigneurs sont plus besogneux et moins disposés à les abandonner. D'autres droits anciens étaient tombés en désuétude.

### **Perception des Rentes.**

La coutume et l'usage établissent les conditions de perception de ces redevances variées. « Le cens emporte et dénote seigneurie directe : il est solidaire et indivisible, rendable et non requérable. Il est imprescriptible entre le seigneur et le sujet ».

Les rentes seigneuriales s'acquittent à diverses époques : elles sont amendables, en cas de retard dans le paiement.

Ces diverses obligations entraînent pour les paysans une gêne sérieuse qui rend parfois assez lourde une charge légère en soi.



La solidarité des rentes est en usage un peu partout dans les *frèches* ou *fraraches* qui constituent des parties de fief, mais cela engendre contestations et procès.

L'inégalité des poids et mesures facilite les fraudes, aussi beaucoup de paysans refusent le paiement des rentes. Celles-ci ne sont quelquefois réclamées par le seigneur qu'après vingt-neuf ans et en bloc : ce qui est une preuve de relâchement dans l'administration seigneuriale, mais gêne momentanément le censitaire.

On constate que les rentes seigneuriales n'ont pas augmenté dans les dernières années de l'ancien régime et sont souvent restées ce qu'elles étaient au xv<sup>e</sup> siècle.

### Les Droits de Mutation.

A l'occasion des mutations de propriétés, les seigneurs perçoivent des droits casuels dont les plus importants sont les *lots et ventes* et le *rachat*. Le premier représente le consentement à l'aliénation de la tenure, le second témoigne du caractère viager et précaire de la concession féodale.

Le droit est fixé au douzième par la coutume, mais est ordinairement adouci dans des proportions assez grandes, ce qui est l'intérêt bien entendu du seigneur en favorisant les mutations plus fréquentes et la plus grande exactitude du paiement.

Le droit de lots et rentes n'en reste pas moins assez lourd pour les acquéreurs, mais il est très lucratif pour le seigneur qui punit les fraudes par une amende, possède sur le bien une hypothèque tacite et peut la confisquer au moyen de la saisie féodale.

Le droit de rachat ne concerne que les terres hommées et les biens nobles. Il est dû en cas de donation ou de succession non rapprochée.

Il se monte à environ une année de revenus du bien, mais est souvent remis en partie ou abandonné. Si le droit de rachat est plus élevé que celui de lots et ventes, il est moins fréquent, et par suite est notablement moins lucratif pour le seigneur.

Nous citerons encore l'assujettissement au paiement de chevaux de service, qui ne peut être qu'exceptionnellement exigé et est de minime importance, par suite d'abonnements constants.



Le relief ou doublage est un droit de mutation d'une importance presque nulle et ne paraît presque jamais exigé, non plus que le déport de minorité.

Le droit d'aubaine a cessé d'être un droit féodal. Celui de recueillir les biens des bâtards mourant sans postérité, les biens vacants des successions en déshérence et les épaves ne représente qu'un faible produit.

Lorsqu'une vente a lieu le seigneur peut refuser l'investiture à l'acquéreur et se substituer à lui : c'est l'opération qui constitue le retrait féodal et peut être cédée à un tiers ; ce qui constitue un véritable abus et est très préjudiciables aux possesseurs de biens. Le retrait lignager s'exerce dans le cas de parenté entre le seigneur et le vendeur.

## TROISIÈME PARTIE

### Les Monopoles.

Les propriétaires de fiefs jouissent d'un véritable monopole : droit de banvin leur permettant de vendre seuls certains produits, à certaines époques ; droit de chasse, à l'exclusion de tous ; droit de colombier ; droit de foires et marchés, péages et surtout banalités pour les moulins, les fours et les pressoirs. La coutume du Maine fixe les modalités de ces banalités et protège les censitaires.

Tout fief de quelque importance possède ses moulins à blé qui peuvent être exploités directement, donnés à rentes ou à cens, ou même constitués en fief.

Le revenu des moulins entre pour une bonne part dans le revenu des seigneuries mancelles et a beaucoup progressé au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Certains moulins, mal établis, ne sont d'aucun profit.

Les meuniers excitent souvent les plaintes des usagers et abusent du monopole dont ils jouissent, en volant de mille façons.

Le manque de liberté pour une chose de première nécessité pèse lourdement et mécontente les paysans qui sont aussi astreints au trainage des meules.



Les moulins à drap sont peu répandus.

Les fours banaux ont plus d'importance, sont généralement affermés et rapportent d'assez gros revenus.

La banalité du pressoir à vin constitue dans la province un droit assez récent ; celle du pressoir à cidre est fort rare.

Le droit de banvin constitue pendant quarante jours le monopole de vendre du vin au profit du seigneur, généralement haut justicier.

L'opinion publique à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle est unanimement hostile au maintien des banalités qui constituent pour le peuple un fardeau considérable.

### **Les Péages.**

Depuis le haut moyen âge, un assez grand nombre de seigneurs perçoivent des droits de péage sur certaines catégories de personnes ou de marchandises qui circulent dans le territoire de leur fief. Seuls les châtelains ou seigneurs supérieurs peuvent le posséder.

L'autorité royale a fini par en régler l'usage : ils sont presque tous reconnus d'utilité publique. Dans le Maine ils portent généralement le nom de billettes. Des pancartes doivent énumérer les tarifs, qui n'ont pas été modifiés depuis des siècles.

Les marchandises remontant ou descendant des rivières, peuvent être soumises à un droit de péage : de même à l'entrée d'un pont ou pour l'utilisation de bacs. Ces droits sont souvent affermés.

Les frais d'entretien dépassent souvent les recettes, certains seigneurs préfèrent abandonner leurs privilèges. Beaucoup ont ainsi disparu.

Les Cahiers du Bas-Maine se plaignent de l'incurie des seigneurs péagers ; la suppression complète des péages seigneuriaux tant désirée du pouvoir central n'aurait pas tardé à être un fait accompli.

### **Les Droits de Foires et de Marchés.**

C'est dans les marchés, ordinairement hebdomadaires, et dans les foires saisonnières que se font les principaux échanges entre citadins et campagnards.



Les marchés sont institutions seigneuriales, mais doivent être autorisés par patentes royales.

Les poids et mesures variaient à l'infini suivant la seigneurie.

Les divers produits vendus étaient soumis à certains droits d'étalage, de halles, de marché.

Le droit de minage intéressait la vente du blé et apparaît comme le plus important des droits de marché.

Les paysans trouvent ces droits onéreux et arbitraires ; ils sont certainement gênants pour le public, et nuisent au commerce dont ils restreignent la liberté. Le public réclame l'unification des poids et mesures. Mais les tentatives de Turgot, en 1775, pour supprimer les entraves à la circulation des grains ne peuvent aboutir.

### **Chasse, Pêche, Colombier.**

Les nobles et les propriétaires de terres nobles peuvent, en vertu des règles coutumières, user du droit de chasse non seulement sur leur domaine, mais encore dans toute l'étendue des mouvances qui relèvent directement d'eux. La chasse demeure au XVIII<sup>e</sup> siècle rigoureusement interdite en droit à tout paysan propriétaire de terres roturières.

Les paysans supportent mal l'interdiction qui les frappe et le braconnage paraît commun dans le Maine. Ceux qui sont pris subissent des condamnations rigoureuses.

Les sangliers, les cerfs, les loups, occasionnent des dégâts considérables et cependant des peines sévères empêchent les paysans de les détruire.

Le droit de chasse entraîne des dégâts dans les cultures et suscite de nombreuses plaintes, ainsi que la multiplication du gibier.

Le droit de chasse ne peut s'affermir ; le droit de pêche semble ordinairement donné à ferme et procure des revenus assez importants.

Le droit de colombier est appliqué suivant la coutume de Paris et est accordé à tout seigneur propriétaire de 50 arpens, aussi les cultivateurs se plaignent des déprédations des pigeons et de leur multiplicité.



## QUATRIÈME PARTIE

### **La Portée du régime féodal.**

#### *Poids des redevances seigneuriales.*

Par l'examen détaillé que nous venons de faire de l'exploitation seigneuriale dans le Maine, on peut se rendre compte que celle-ci revêtait des caractères très différents suivant les lieux les temps, l'état de l'agriculture, voire l'inégalité d'humeur des paysans et des seigneurs.

M. de la Monneraye donne dans ce chapitre une opinion d'ensemble sur la portée du régime féodal. Nous ne retiendrons que les constatations très générales et très nettes qui peuvent être faites.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, il n'y a plus aucune trace de servitude personnelle : très rares sont les vieux droits bizarres et souvent vexatoires. Les sujets possèdent dans sa plénitude la vie civile et cela depuis de longs siècles. Seules des amendes les rappellent au manquement de leurs obligations féodales.

La terre reste emprisonnée dans les vieux cadres féodaux. Supérieure ou inférieure, noble ou roturière, elle fait partie d'une hiérarchie. Elle commande ou elle obéit véritablement.

La terre qui doit obéissance est en réalité possédée par les paysans, aussi supportent-ils presque seuls les redevances et les droits seigneuriaux.

Ces droits sont plus ou moins lourds, mais ils sont surtout gênants. Il en est de même des monopoles seigneuriaux dont beaucoup sont tombés en désuétude.

Ce sont surtout les droits de chasse, de pêche et de colombier dont le seigneur s'est réservé l'exercice, qui irritent les cultivateurs manceaux dans leurs instincts de braconniers, autant que le gibier cause à leurs champs de véritables dommages.

Les justices seigneuriales végètent encore assez nombreuses au XVIII<sup>e</sup> siècle. Elles donnent aux droits énumérés plus haut une vigueur dont ils ont quelque peu besoin, pour subsister en face des réductions que les agents du pouvoir central et les sujets eux-mêmes s'efforcent par tous les moyens de leur faire subir.



Ces justices n'en voient pas moins chaque jour diminuer leur compétence et paraissent en profonde décadence à la fin de l'ancien régime.

Elles se maintiennent toutefois et autorisent maints abus, dont leurs officiers profitent au détriment du paysan. Ces abus sont trop fréquents et parfois criants.

Les mauvaises méthodes d'administration s'ajoutent à cela. Aussi le paysan manceau ne conçoit plus l'utilité, ni même la raison de tous ces désagréments.

Ainsi s'expliquent la plupart des revendications et des plaintes contre les seigneurs et surtout leurs agents.

Mais les cahiers qui, en 1789, traduisent ces plaintes, dénoncent encore davantage les inconvénients des impôts royal et ecclésiastique.

L'impôt royal est de beaucoup la plus lourde charge qu'aient à supporter les paysans du Maine. La dîme est très impopulaire et se lève normalement à la 11<sup>e</sup> ou à la 13<sup>e</sup> gerbe.

Il est difficile de préciser la part exacte du revenu des paysans qui est prélevée par le seigneur, car cette part est essentiellement variable.

En résumé, le poids du régime féodal dans le Maine, d'ailleurs très inégalement réparti, n'est certainement pas négligeable même en valeur absolue et exception faite des nombreux abus. Il est bien moins lourd qu'en Bretagne, mais d'autres provinces sont plus allégées.

### **De l'aggravation du régime féodal à la fin de l'ancien régime.**

Les seigneurs avaient conservé, grâce à la règle coutumière mancelle, leurs droits avec facilité, et avaient atténué souvent le régime féodal. Mais l'action des agents du pouvoir central effritait peu à peu ce qui reste du bloc féodal.

Cependant une réaction seigneuriale s'exerce sous le règne de Louis XVI ; à cette époque s'opère une réfection générale des terriers, qui fut souvent accompagnée d'abus. Cette réfection doit être obtenue par des lettres patentes.



Ces terriers ont été confectionnés avec un soin extrême et occasionnaient des frais considérables, dont une partie était à la charge des cultivateurs. Cela constituait un véritable impôt supplémentaire, sans compter que la révision des papiers seigneuriaux amena une résurrection de droits méconnus depuis longtemps.

Les seigneurs cherchent à user plus strictement de leurs droits et à augmenter ainsi leurs revenus.

Le renouvellement d'un terrier est souvent un signal de désordre entre le seigneur et ses sujets, car le travail des commissaires à terrier en mettant en ordre les papiers seigneuriaux cause la résurrection de droits méconnus depuis longtemps, au grand scandale des paysans.

Ce ne fut pas la seule importante manifestation d'une réaction féodale à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Les livres de comptes seigneuriaux sont mieux tenus qu'auparavant, les revenus des propriétaires nobles augmentent sensiblement.

Les droits d'usage ont repris dans certaines régions françaises; mais dans le Maine où les terrains vagues représentaient une superficie considérable, ils étaient le plus souvent abandonnés aux sujets de la seigneurie qui pouvaient même dans certaines conditions les ensemercer.

Les paysans admettent mal la restriction des droits d'usage.

Il n'y avait donc pas aggravation du régime féodal dans le Maine à la veille de la Révolution. Ici réaction réelle certes, mais là diminution et atténuation, décadence surtout presque partout, mais décadence insuffisante pour atténuer complètement les effets d'un régime, qui, s'il n'est plus très lourd, en portée absolue, demeure encore fort gênant.

### **Les paysans et les seigneurs.**

M. de la Monneraye fait un tableau très intéressant de la noblesse mancelle, au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. Les mœurs de la société française se sont policées et la noblesse du Maine ne paraît



pas avoir conservé ses rudes manières d'autrefois : elle vit généralement tranquille.

Les seigneurs sont courtois et corrects dans leurs manières.

Ils se montrent secourables aux paysans et les philanthropes ne manquent pas.

Beaucoup de paroisses reconnaissent les libéralités de leurs seigneurs.

On trouve, même à l'époque révolutionnaire, de nombreux témoignages de l'affection que les cultivateurs manceaux portent à la majorité de leurs seigneurs.

Mais le paysan se sent politiquement très indépendant de son seigneur ; il se dit que l'existence serait plus facile pour lui sans le maintien du système féodal dans lequel il ne voit qu'une institution onéreuse qui ne rend plus aucun service apparent.

Il se rend compte que le seigneur, même s'il occupe un rang élevé, a désormais perdu tout pouvoir effectif, et que les distributeurs des bienfaits administratifs sont l'intendant ou ses subdélégués.

Le vœu général est de voir abolir les droits seigneuriaux et aussi de voir disparaître les privilèges des seigneurs en matière fiscale.

Le manceau ne pousse pas cependant trop loin cet instinct d'égalité et les cahiers n'élèvent pas de plaintes contre les droits honorifiques dont jouissent les nobles dans chaque paroisse, en qualité de hauts justiciers ou de patrons fondateurs de l'église, car ces satisfactions d'amour-propre ne coûtent rien au paysan.

Si le maître s'éloigne et réside de moins en moins, il deviendra peu à peu étranger aux paysans, il ne leur paraîtra plus qu'un collecteur d'impôts.

Dans le cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, les rapports entre nobles et paysans furent assez cordiaux, mais les premiers événements de la Révolution provoquèrent une réaction parfois violente et même sanglante contre la féodalité, principalement dans le Bas-Maine, où les charges féodales, paraissaient plus lourdes à des cultivateurs plus misérables. Pour se libérer définitivement du joug féodal, ils se portèrent à l'assaut du château, dont ils brûlèrent le chartrier et cela souvent sans haine contre les personnes.



Leur geste ne fut guère qu'une consécration anticipée de la ruine d'un système économique en profonde décadence et à la destruction duquel tout conspirait.

## CONCLUSION

L'auteur fait apparaître le régime féodal manceau, à la fin de l'ancien régime, comme essentiellement agricole.

Les villes ont échappé depuis longtemps à l'action et à l'influence des seigneurs. Mais le régime s'est maintenu vivace dans les campagnes.

Les différences que l'on constate dans les manifestations du système féodal proviennent des variétés du sol, du climat ou des conditions agricoles. La façon dont le régime féodal est appliqué est une autre cause de ces différences.

Si le régime féodal est resté dans la province assez gênant, il est rarement très lourd. Mais les paysans manceaux ne sont pas résignés à en supporter les charges.

Le système dont ils vivent est comme en l'air dans l'organisation de la France. Les principes sur lesquels repose l'institution féodale perdent peu à peu toute vigueur, et n'agissent plus qu'en vertu d'un vieil usage.

La disparition du régime, en 1789, améliorera certainement la situation économique des paysans manceaux sans la transformer essentiellement.

La révolution ne fera, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, qu'achever le travail d'un long passé.

R. DE LINIÈRE.

---



# CHRONIQUE

---

Par arrêté de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, en date du 19 mai 1923, M. Robert-Triger, président de la Société historique et archéologique du Maine, a été nommé *membre non résidant du Comité des Travaux historiques et scientifiques*, « en témoignage, ajoute la lettre ministérielle, du prix « attaché aux services qu'il a rendus au Département de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. »

Le Comité des Travaux historiques et scientifiques, près le ministère de l'Instruction publique, a été créé en 1834 par M. Guizot, Il est divisé en plusieurs sections — sections d'histoire, d'archéologie, des sciences, de géographie, etc. Il comprend, sans la présidence du ministre lui-même, des membres titulaires, d'une haute notoriété, habitant Paris, et des membres non résidents, choisis parmi les correspondants de province dont les travaux sont les plus connus. Dans la Sarthe, ce titre de membre non résidant du Comité des Travaux historiques et scientifiques avait été décerné, en 1872, à M. Eugène Hucher, le savant archéologue manceau.

Tous nos confrères apprendront avec satisfaction une distinction qui apporte à notre dévoué président la récompense d'une carrière de plus de quarante ans de labeur et qui honore la Société tout entière.

*L'un des secrétaires : Xavier GASNOS.*

---

Après avoir cruellement décimé déjà notre Société au début de l'année, la mort vient encore de lui enlever deux de ses membres les plus anciens et les plus fidèles : M. Gaston Galpin, député de la Sarthe, décédé le 20 mai dernier, dans sa 83<sup>e</sup> année, et M. Georges Branchu, président de la Fédération industrielle, décédé au Mans, le 21 du même mois.

Nous ne pouvons, en quelques lignes, rappeler convenablement les multiples services et les carrières si activement remplies de ces deux hommes dont la disparition est, dans chacune de leurs sphères, une perte irréparable. Nous avons au moins le devoir de rappeler ici que M. Gaston Galpin a été pendant de longues années, au Conseil Général de la Sarthe, un appui très influent pour la



Société historique et archéologique du Maine, qu'il lui a toujours conservé une vive sympathie et qu'il n'a cessé de témoigner à son président les encouragements, très appréciés, de sa vieille amitié.

Comme les innombrables habitants de la Sarthe auxquels M. Gaston Galpin a rendu tant de services, avec une si inépuisable obligeance, nous garderons au regretté député un souvenir de profonde gratitude.

---

Le 9 mars dernier, au lendemain même de la publication de la précédente livraison de cette revue, a eu lieu, à la Maison de la Reine Bérengère, la première réunion périodique de la Société pour l'année courante.

Malgré un temps très défavorable, plus de quatre-vingts personnes — dont beaucoup de dames — étaient venues de nouveau écouter et applaudir le distingué conférencier, M. L'Eleu. Sa curieuse et spirituelle communication, « *La vie romanesque du marquis de Lassay* », n'a pas obtenu moins de succès que celle de 1921, sur la marquise de Courcelles. Nous espérons pouvoir ultérieurement en donner au moins une analyse.

D'autre part, pendant que s'imprime cette chronique, s'organise l'excursion annuelle, dont l'itinéraire comporte la visite de l'église, du château et de la poterie de Malicorne, des châteaux de Pesche-reul et de Moulin-Vieux, et de l'église de Pirmil. Nous en rendrons compte dans la prochaine livraison.

---

Au moment où l'Exposition qui vient de s'ouvrir au Mans va attirer dans la ville des étrangers plus nombreux encore que de coutume, la Société historique et archéologique du Maine doit dégager sa responsabilité en protestant de nouveau contre le malencontreux panneau-affiche « Crème Eclipse » qui déshonore le site si pittoresque du Vieux-Mans, vu des bords de la Sarthe.

Bien que l'administration municipale se soit, dès le principe, préoccupée de la question et ait entamé des pourparlers pour son enlèvement, elle n'a pu, jusqu'ici, aboutir à un résultat, faute de pouvoirs administratifs suffisants.

Nous le regrettons d'autant plus que l'envahissement, désormais trop fréquent, de ces panneaux-affiches dans des sites particulièrement intéressants et respectables, apparaît de véritables actes de vandalisme.

---



L'Exposition du Mans n'étant ouverte que depuis trois semaines, il est encore un peu tôt pour parler de l'Exposition des Beaux-Arts, qui seule, par le fait, rentre dans le cadre de cette revue.

Toutefois, on nous permettra de constater, sans plus tarder, que de l'avis général, les sections d'art religieux et d'art rétrospectif sont jugées très réussies et très intéressantes. Avec plusieurs objets d'une valeur et d'une importance vraiment exceptionnelles, elles présentent un ensemble varié où se mélangent des œuvres artistiques de premier ordre et des souvenirs curieux d'histoire locale. Depuis quelque temps déjà, le catalogue méthodique est terminé, et nous espérons qu'il sera imprimé intégralement, « le catalogue officiel » ne contenant que les noms des exposants.

Ajoutons, dès maintenant, que parmi les principaux exposants de l'art religieux et de l'art rétrospectif se trouvent bon nombre de membres de notre Société : S. G. Mgr Grente, Mme la Comtesse d'Angély-Sérillac, Mlle de Beaumont, MM. Beillard, Blétry, Bodin, l'abbé Braconnot, Mme la Marquise de Broc, M. l'abbé Calendini, MM. Cordonnier-Détrie, Déan-Laporte, Docteur Delaunay, X. Gasnos, Comte de Gastines, Vicomte E. de Gastines, du Guerny, Guilloreau, Colonel Labiche, Lajus, président du Tribunal, Comte de la Touanne, Docteur Latron, Chanoine Lefebvre, de Linière, de Lorière, Comte Meunier du Houssoy, Vicomte de Monhoudou, Ch. Monnoyer, Marquis de Montesson, Comte de Nicolay, Vicomte de Noailles, Mme de Saint-Rémy, Colonel Savare, Mlle Seyert, MM. Singher, Marquis de Talhouët, R. Trigger, de Vaissière, Mmes de Vaublanc et de Vauguyon, M. P. Verdier, Mme la Comtesse de Waresquiel, la Bibliothèque du Mans et les Archives de la Sarthe.

Nous devons en outre mentionner dès aujourd'hui, pour leurs envois exceptionnels, M. J. Chappée, M. le Marquis et Mme la Marquise d'Argence, Mme la Marquise de Mailly, Mme la Marquise de Torcy et Mme la Vicomtesse de Vannoise.

A tous, comme aux autres exposants étrangers à la Société et à M. le Chanoine Ledru, chargé spécialement de l'art religieux, le président de la commission des Beaux-Arts est heureux d'adresser, sans attendre davantage, ses plus sincères remerciements pour un généreux et obligeant concours dont il demeure très reconnaissant.

R. T.



---

# LA VIE ROMANESQUE

DU MARQUIS DE LASSAY

---

*Conférence du 9 Mars 1923, à la Maison de la Reine Bérengère*

---

J'ai quelque remords d'avoir, voici deux ans (1), fait subir à ce grave décor et à vos respectables oreilles une manière de profanation, en évoquant en termes insuffisamment austères et sous l'égide d'une critique trop indulgente une héroïne charmante, sans doute, mais dont la fleur d'oranger symbolique se mêla fâcheusement aux pommes de l'arbre du Bien et du Mal. Sidonia, nom fatal, dont l'initiale sinueuse a les enlacements du serpent biblique! — Il ne faudrait pas que pareil scandale se renouvelât, et comme je suis convaincu qu'aucun de ceux qui m'ont fait l'honneur de revenir m'entendre ne m'a consenti cette nouvelle audience dans le secret espoir d'une récidive, je veux prendre en cette réunion tout le contrepied de naguère. En rachat de cette Eve captieuse et vagabonde, c'est d'un homme qu'il va s'agir ici, qui vivra quatre-vingt-six ans, et, marié trois fois, manifestera au cours comme aux alentours de ces unions successives une âme éperdument conjugale. Vous ne vous refuserez certainement pas à étendre le cercle ordinaire de vos préoccupations pour observer à l'ombre d'un clocher du Bas-Maine un phénomène aussi rare (2).

(1) Conférence sur Sidonia de Lénoncourt, marquise de Courcelles, faite à la « Maison de la Reine Bérengère », le 26 février 1921.

(2) Sources : Recueil de différentes choses, par M. le Marquis de Lassay (Lausanne, Marc Michel Bousquet, 1756). — Mémoires de Saint-Simon. — Sainte-Beuve, Lundis des 21 et 28 novembre 1853. — Histoire de la terre seigneuriale du Boisfroust en Niort (*Bulletin de la Commission Historique et Archéologique de la Mayenne*, 1922-23), par M. le Marquis de Beauchesne, propriétaire du château de Lassay, à qui j'adresse ici mes bien vifs remerciements pour ses précieuses communications.



C'est du clocher de Lassay, ou pour mieux dire, de ses châteaux, que je veux parler : « Lassay où vous trouvez trois admirables châteaux dans le même tas », a écrit Victor Hugo de passage en 1836; et, dans une autre lettre : « Lassay, charmante petite ville demi-sauvage, plantée tout au beau milieu des chemins de traverse, qui a trois vieux châteaux dont deux admirables que j'ai dessinés; le troisième n'a plus que quelques ruines situées au milieu des arbres les plus beaux et les plus farouches du monde ». Le Bois-Thibault, le Bois-Froust, Lassay, trois hautes images aux confins des trois provinces du Maine, de Bretagne et de Normandie, qui, dans un paysage de haies touffues, de landes et d'étangs, sortent, comme un cauchemar, du fond confus du moyen âge. Lassay, surtout, forteresse féodale, bâtie sur le roc, dont les masses granitiques ont vu succéder aux assauts de la guerre de Cent Ans les massacres des guerres religieuses. En 1589 encore, le seigneur du Bois-Thibault à la tête des ligueurs de Mayenne surprend en prières et tue dans sa chapelle le seigneur du Bois-Froust, gouverneur de Lassay pour le Roi. Et c'est de ce crime que va naître, un demi-siècle après, le galant héros de notre récit. Après Shakespeare, Molière. Hâtons-nous d'aborder Lassay au moment où sur ces cadavres tragiques, la Royauté, affermie, étend la grande paix de son manteau.

## I

En 1590, Judith de Chauvigné, veuve du gouverneur assassiné, avait apporté en secondes noces à Jean de Madaillan, capitaine de deux cents hommes d'armes, divers domaines dans le Maine et l'Anjou, parmi lesquels le château du Bois-Froust.

Les Madaillan sont une ancienne famille de Guyenne, dont le premier connu, Guillaume, rendit hommage en 1202 à Philippe-Auguste pour sa baronnie en Agénois. Puissants dans leur province à travers les âges, les alliances dont se greffe leur arbre généalogique s'appellent Pons, Durfort, Armagnac, Rochouart. Une branche cadette a acquis en 1460, près Paris, le marquisat de Montataire dont elle s'est titrée. Le hasard l'a faite protestante juste à temps... pour s'attacher, avec le Jean dont



nous venons de parler, à la fortune d'Henri IV; l'abjuration du roi ramène ces féaux sujets au catholicisme avec Isaac de Madaillan, fils de Jean et de Judith, qui, fixé dans le pays de sa mère, y complète en 1639 son domaine par l'achat du château de Lassay et l'érection de son fief en marquisat en 1647.

Vers 1660, la branche cadette des Madaillan était représentée par son fils Louis, marquis de Montataire. Maréchal de camp à vingt-deux ans, titulaire d'une pension du Roi pour ses hauts faits, il avait pris part à toutes les guerres étrangères et civiles, et son bras estropié portait le témoignage des trois blessures qu'il reçut à la journée de Lens. Pourquoi faut-il que Saint-Simon ait parlé de lui? et Saint-Simon est un terrible commentateur des éloges généalogiques. « Grand menteur de son métier », n'a pas craint d'écrire le duc, de sa plume à l'emporte-pièce; et voilà qui nous gâte les cicatrices de M. de Montataire.

Ce fallacieux guerrier, d'ailleurs cousu de dettes, avait épousé une Vipart, « très petite damoiselle de Normandie », ajoute Saint-Simon de son ton le plus duc et pair. Au juste, Suzanne Vipart de Sainte-Croix, d'une famille que l'histoire ignore, mais dont le contrat de mariage conservé indique qu'elle fut abondamment pourvue des avantages substantiels. M. de Montataire avait assurément fait le gros mariage, et si la marquise n'avait rien ajouté aux armoiries sur lesquelles son œil clignait quand elle montait en carrosse, tout au moins pouvait-elle prétendre en avoir payé la peinture.

Ce couple si bien assorti ne connut pas la disgrâce de devoir lotir une fortune si heureusement assemblée, puisque les desseins de la Providence ne le pourvurent que d'un fils, Armand, né le 28 mai 1652 et titré marquis de Lassay, qui va devenir le personnage essentiel de ce récit.

Aide de camp du prince de Condé à vingt-ans, guidon des gendarmes du Roi à vingt et un, sorti, l'année suivante, de Senef avec deux chevaux tués sous lui et trois blessures, enseigne des gendarmes en 1675, héros, à cette occasion, d'un duel avec le marquis de Pompadour, où, touché lui-même une fois, il en frappa son adversaire trois de plus, ce nouveau Madaillan, dès la plus tendre jeunesse, s'annonça digne du nom chevaleresque qu'il por-



tait. Pourvu à son tour par la prudence de ses parents d'une modeste mais lucrative épouse, en la personne d'une « très petite damoiselle » Sibour, en 1674, tout faisait présager que l'effort successif du courage, du calcul et de l'industrie des générations allaient enfin rétablir cette ancienne maison au rang de sa splendeur primitive. Mais le marquis et la marquise de Montataire avaient à leur insu infusé aux veines de leur fils le sang le plus romanesque, c'est-à-dire le plus inconstant et déraisonnable, et le moins propre, par suite, à réaliser une aussi longue ambition. C'est pourquoi il fut beaucoup plus tourmenté et malchanceux, mais aussi beaucoup plus intéressant à la postérité qui l'observe, que tous ses pères et prédécesseurs.

Nous avons hâte de le voir libre au milieu de ses aimables chimères; notons donc pour mémoire qu'il fut veuf au bout de onze mois à peine, par la mort de Marie Marthe Sibour arrivée dès janvier 1675. Première union, pour prendre date, et qui marque peu. Il ne restait de ce foyer éphémère à Armand de Lassay qu'une fille au berceau et l'usufruit de 180.000 livres de dot. Mais, peu soucieux de ces réalités, le voici qui commence sa vie sentimentale, et se tourne sans perdre de temps vers un nouveau mariage, dont l'héroïne singulière doit nous retenir plus longtemps.

Treize ans en ça, en 1662, les échos de la Cour, toute neuve alors et magnifique, avaient retenti de la rumeur d'un véritable conte de fées. Un prince bizarre et suranné, le duc Charles IV de Lorraine, séjournait alors à Paris, auquel les ministres du Roi s'efforçaient d'arracher par des négociations subtiles l'héritage de ses duchés. Le duc, qui était d'humeur débonnaire, se reposait de ces passes d'armes diplomatiques au Luxembourg, chez sa sœur qui avait épousé en secondes noces l'oncle du Roi, Gaston d'Orléans. Il y remarqua une femme de chambre, fille d'un apothicaire de la maison, Marianne Pajot, dont les manières nobles et les qualités aimables le touchèrent. Il s'aperçut bientôt que ce n'était pas une conquête aisée, et il l'estima assez pour la vouloir faire duchesse de Lorraine; il lui dit donc qu'il voulait l'épouser.

Il faut dire, pour atténuer l'invraisemblance de cet épisode, que ce prince ainsi fêru de Cendrillon, et d'ailleurs âgé de cin-



quante-huit ans, n'en était pas à sa première aventure. Marié jadis à une cousine dont il n'avait point eu d'enfants, il avait, sans attendre son veuvage, contracté une seconde union secrète et féconde. Pour épouser publiquement sa maîtresse, il avait proclamé faussement la mort de sa femme ; et puis, il avait quitté la maîtresse ainsi épousée. Tel, il se présentait devant Marianne ; et sa vieillesse scandaleuse devait être pleine du fracas de ses liaisons entrechoquées. Une telle vie fait comprendre le geste auquel nous nous arrêtons, mais elle n'enlève rien à celui qui lui répondit, et dont il faut laisser la narration au plus fervent des contemporains :

« On peut aisément imaginer l'effet que fit une telle proposition sur une jeune personne dont l'âme était noble et élevée. Elle regarda un honneur si surprenant avec modestie, mais elle n'en fut point éblouie au point de s'en croire indigne. M. de Lorraine parla à ses parents de ses intentions, et la chose alla si loin qu'il y eut un contrat de mariage fait dans toutes les formes, que les bans furent publiés, et le jour pris pour faire le mariage.

« Comme tout cela ne se fit pas avec un grand mystère, Madame, sœur de M. de Lorraine, en étant avertie, fit tout ce qu'elle put auprès de lui pour l'empêcher de faire un mariage si inégal ; mais voyant que tout ce qu'elle pouvait lui dire était inutile, elle eut recours au Roi et à la Reine mère, et les supplia d'empêcher ce mariage.

« M. Le Tellier, qui avait fait avec M. de Lorraine le traité par lequel il cédait ses Etats, vint trouver le Roi, et lui dit qu'il se présentait l'occasion du monde la plus favorable pour finir cette affaire... qu'il fallait aller trouver Mlle Marianne, et lui dire que, si elle voulait obliger M. de Lorraine à exécuter le traité, le Roi la reconnaîtrait duchesse de Lorraine, et que si elle ne lui obéissait pas, elle serait mise dans un couvent. La proposition ayant été agréée par le Roi, M. Le Tellier lui dit qu'il n'y avait pas un moment à perdre, parce que le mariage se devait faire la nuit même ; qu'il eut donc la bonté de lui donner un officier avec trente de ses gardes... Il trouva Mlle Marianne à table avec M. de Lorraine et sa famille, qui était assemblée chez un de ses oncles où se faisait le festin de noces, en attendant minuit pour s'aller marier.



« ...La surprise fut grande de voir arriver M. Le Tellier, qui demanda à parler en particulier à la mariée, et remplit son ordre en homme qui avait fort envie de réussir.

Marianne ne balança pas un moment, et elle répondit à M. Le Tellier qu'elle aimait beaucoup mieux demeurer Marianne que d'être duchesse de Lorraine aux conditions qu'il lui proposait. Puis elle rentra prendre congé, et, donnant la main à M. Le Tellier, laissant la chambre toute remplie de pleurs, elle monta sans verser une larme dans le carrosse du Roi qui la conduisait au couvent. »

C'est ainsi que la belle Marianne, qui eût pu devenir souveraine, et belle-sœur de la belle-sœur du Roi, resta femme de chambre, admirée, mais dédaignée; et l'Histoire, qui s'attarde à M<sup>me</sup> de Montespan, néglige la grandeur de cette modestie héroïque. Sur le fait, pourtant, quelques belles âmes s'en émurent. Armand de Lassay avait dix ans quand Marianne jouait ainsi au naturel les héroïnes de Corneille; à quinze, il la rencontra et en devint amoureux. C'est lui qui racontait plus tard ce sacrifice magnanime en termes si simples et si pleins qu'on regrette de devoir par souci de brièveté y retrancher quelque chose. Il l'aimait sans doute encore quand ses parents lui firent épouser Marthe Sibour; à peine libre par la mort de celle-ci, il reprit le rêve de son adolescence en demandant à Marianne d'être sa femme.

Elle songea qu'à ce nouveau futur elle n'avait pas de sacrifice à demander, et c'est pourquoi elle lui répondit oui. Or, l'ironie du sort déçoit les plus généreux élans de nos pauvres âmes abusées, et il n'est point rare de voir tourner à leur confusion les plus méritoires vertus. La renonciation du duc Charles n'eût point eu d'effet, sans doute, parce qu'en politique les écrits sont des chiffons de papier, et que d'ailleurs ce furent ses neveux et non ses enfants qui succédèrent au duché; en revanche, le simple gentilhomme qu'était Armand de Lassay fut entraîné à compromettre toute sa vie par son convol avec une femme qui pensait lui être généreuse et qui ne lui demandait rien.

Et d'abord, pour être tout à son nouveau bonheur, et aussi peut-être parce que ses pairs fronçaient le sourcil à sa mésalliance, il quitta, à vingt-trois ans, le service où sa carrière



s'annonçait brillante, et il attira de ce fait sur lui la mauvaise humeur royale. Il eut beau déclarer en s'en allant qu'à toutes les guerres, — et Dieu sait s'il y en eût ! — il reviendrait en volontaire, comme de fait il revint. Il eut beau pousser la bonne volonté jusqu'à, en campagne, se faire de nouveau blesser. Le Roi n'aimait pas les gens qui n'étaient pas tout à lui, et Lassay pendant tout le temps qui s'écoula de 1675 à 1715, c'est-à-dire pendant toute sa vie utile, eut des occasions renouvelées de sentir s'appesantir cette disgrâce, qui ne désarma point.

D'autre part, aux premiers feux de sa lune de miel, un adversaire inattendu se révéla à lui en la personne de son père. La marquise de Montataire, née Vipart, était morte peu après sa bru ; on n'a pas oublié que toute la fortune du ménage était de son côté ; or, de cette fortune, Lassay, fils unique, héritait. Le marquis de Montataire, qui n'avait pas dédaigné la fortune chez sa femme, la trouva beaucoup moins plaisante chez son fils, du moment où de toutes ses rentes passées il ne lui devait demeurer que des dettes ; et, puisque tel était l'effet du sort et des lois, il jugea l'occasion des velléités amoureuses de son fils excellente pour en réparer l'injustice : Lassay, âgé seulement de vingt-quatre ans, ne pouvait contracter d'alliance régulière sans le consentement de son père, et le mariage secret auquel il avait d'abord eu recours ne contentait pas la fière pudeur de Marianne. De père à fils, on négocia. M. de Montataire représenta à son fils que les 250.000 livres de dettes dont il était chargé engageaient sa communauté, et que les poursuites des créanciers allaient bientôt consommer leur ruine à tous deux, s'ils ne s'accommodaient par un arrangement dont le père saurait reconnaître l'avantage en consentant à son fils le mariage si ardemment souhaité. Lassay, était jeune, amoureux, pressé d'aboutir ; M. de Montataire, on le sait, « grand menteur de son métier ». C'est pourquoi, suivant traité du 30 mars 1676, le fils abandonna au père, non seulement le bien qui lui avait été donné à son premier mariage, c'est-à-dire 11.500 livres de rente, mais encore 25 à 26.000 livres de rente formant l'héritage de sa mère, héritage ne devant rien à personne, quoi qu'en eût pu dire faussement M. de Montataire.

En échange de ces donations, M. de Montataire remettait à son



fil en tout et pour tout la terre de Lassay : piètre cadeau si l'on compte qu'elle était affermée moins de 13.000 livres, et que par l'acte même qui l'abandonnait, M. de Montataire la chargeait de rentes et de douaires pour plus de 11.700. Ainsi, à la place de 30.000 livres de rente, M. de Montataire constituait à son fils exactement rien du tout. Quelques années plus tard, M<sup>me</sup> de Sainte-Croix la mère écrivait à son grand menteur de gendre : « Votre malheureux fils peut plutôt se dire fermier que propriétaire de Lassay, étant chargé de presque autant qu'il reçoit... Pensez que nous ne savons à quelle heure il nous faudra rendre compte devant Dieu, et que les transactions et les traités ne nous excuseront pas si nous avons surpris la jeunesse docile et peu entendue ». M. de Montataire sourit dans sa barbe de ces invectives, et n'en palpa que plus joyeusement ses écus; ce vétéran des guerres espagnoles ne redoutait pas la vallée de Josaphat. Disons, pour nous en débarrasser, qu'ainsi chargé des dépouilles de son fils, il contracta à cinquante-trois ans une nouvelle union avec une toute jeune fille, Marie de Rabutin, fille du fameux Bussy, qu'il enrichit des biens des Sainte-Croix. Nous ne savons de ce second ménage qu'un trait, qui nous console un peu : « Le mari et la femme, raconte Saint-Simon, étaient tous deux grands parleurs, et on disait grands chicaneurs. Ils allèrent à l'audience du premier Président (Harlay). Le mari voulut prendre la parole, la femme la lui coupa et se mit à expliquer son affaire. Le premier Président écouta quelque temps, puis l'interrompant : « Monsieur, dit-il au mari, est-ce là Madame votre femme? — Oui, Monsieur, répondit Montataire fort étonné de la question. — Que je vous plains, Monsieur! répliqua le premier Président haussant les épaules d'un air de compassion; et leur tourna le dos. Tout ce qui l'entendit ne put s'empêcher de rire, et ils s'en retournèrent outrés, confondus ».

Voici donc Armand de Madaillan libre de ses actions et tout entier adonné à la femme qu'il aime depuis si longtemps. Le sort et son abnégation lui ont aplani tous les obstacles : plus de carrière, qui assujettit; plus de famille, qui encombre; plus même de fortune, dont la gestion préoccupe. Avec quoi allaient-ils vivre? Il le faut avouer tout bas : avec le revenu du bien de la



première femme de Lassay, bien dont leur fille avait hérité, mais qui, en sa minorité, supportait l'usufruit de son père. Ainsi, tandis que le second ménage Montataire vivait des rentes du premier aux dépens du fils, il en était de même à la génération suivante, et la symétrie était parfaite. Seulement, ce qui est intolérable chez les premiers se passe avec un sourire à un ménage sympathique, et c'est, quand on y pense, une preuve de l'effrayante précarité de nos jugements.

Armand de Madaillan avait alors vingt-trois ans; Marianne, qu'il aimait depuis l'âge de quinze ans, touchait à trente-quatre; c'eût été le plus dangereux des mariages d'amour si le destin, qui les frappait de disgrâce, n'eût ménagé au jeune couple cette fortune de le contraindre à s'exiler. Loin de la cour, de ses tentations et de ses parades, ils s'en vinrent cacher au Bois-Froust, parmi ces futaies dans lesquelles le grand chef romantique n'a plus vu, deux cents ans après, que des ombres farouches, mais dont le mystère ordonné en allées régulières s'adoucissait alors des fontaines les plus aimables du monde. La porte aux bossages vermiculés s'ouvre encore entre les ruines et la route, par où Marianne entra dans cette Thébaïde en appuyant un bras presque maternel à l'épaule de son jeune époux, et une cavité circulaire, toujours apparente au milieu de l'ancienne cour d'honneur devenue verger, indique que jadis, en cette place, un jet d'eau chantait.

Quel plus bel endroit à un jeune esprit amoureux pour faire galamment le sacrifice de sa vie! Six ans s'y passèrent, sans doute délicieusement monotones, marqués, d'ailleurs, par la naissance d'un fils. Et, si heureux fût-il, Armand de Madaillan savait, quand il le fallait, quitter sa retraite pour reprendre entre ses camarades le rang auquel sa promesse l'obligeait. Ceci nous vaut, par lettre, le récit d'un épisode pittoresque : On vient de prendre Valenciennes d'une manière si extraordinaire qu'il faut avoir recours aux romans pour trouver des exemples d'une pareille aventure. La postérité ne pourra pas croire qu'on ait pris d'assaut, en plein jour, sans surprise et sans trahison, une ville dont la profondeur des fossés, la rapidité de l'eau qui coule dedans, la hauteur des remparts, font seulement peur à regarder... « Quand je me suis trouvé dans la ville, accompagné seule-



ment de dix à douze personnes, ma première pensée a été qu'au lieu d'avoir pris la ville, c'était la ville qui nous avait pris... »

Ainsi, gaieté, bravoure, amour, confiance; au plus lumineux apogée du grand règne, tous les attributs de la bouillante jeunesse; et, brusquement, tout change. Lassay a sacrifié à Marianne sa carrière, sa famille, sa fortune; voici qu'après six ans de ménage, Marianne meurt dans les bras de son mari (19 octobre 1681). Par la porte aux bossages vermiculés, vers le cloître des religieuses Bénédictines de Lassay, on l'emporte. Pauvre Marianne, jamais duchesse, marquise si peu, mais dont la noblesse native se révèle par le refus qu'elle opposa, si jeune, à un somptueux calice! Les généalogies la mentionnent à peine, nous ignorons la date de sa naissance et celle de son mariage, nous ne connaissons que depuis peu celle de sa mort; mais, si vague, elle se présente à nous avec le prestige d'une belle légende. Et tant mieux qu'elle n'ait pour ainsi dire pas eu de nom de famille, puisque cela nous vaut de la voir comme une belle créature naturelle, nimbée de la fraîcheur de son prénom : Marianne, en un mot, comme la mode en a passé, mais comme l'arborèrent la Marianne de Marivaux cent ans plus tard, la Marianne de Musset deux siècles après : et ce sont là d'assez beaux titres à notre imagination.

A vingt-neuf ans, voici Lassay veuf pour la seconde fois; rien ne dépasse en force et en sincérité la douleur qui le saisit au moment où il perd, riche encore de tant de promesses, la maîtresse de son cœur :

« Dieu a rompu la seule chaîne qui m'attachait au monde; je n'ai plus rien à y faire qu'à mourir. »

« La plus aimable personne du monde n'est plus, une personne qui ne vivait que pour moi, que la perte de la vie n'a pu occuper un moment en mourant, et qui n'a senti que la douleur de me quitter. A quinze ans, je l'ai connue, et à quinze ans, j'ai commencé à l'aimer; depuis, cette passion a toujours réglé ma vie, et il n'y a rien que je ne lui aie sacrifié...

« .. Je passe la plus grande partie de la nuit sans pouvoir fermer les yeux, à attendre le jour, espérant qu'il dissipera l'horreur des ténèbres qui ajoute encore à mes maux. Mais j'ai beau



faire, je ne saurais perdre de vue l'objet de mon tourment. En m'éveillant, il vient se saisir de moi, et me serre le cœur avant que ma raison soit éveillée... Hélas ! je ne vis plus que pour les maux, je n'ai plus de sentiment que pour la douleur ! »

C'est dans cette exaltation douloureuse que Lassay qui avait tout quitté, jadis, pour Marianne, consumma pour l'amour d'elle un dernier sacrifice : « Les hommes ne se consolent point des douleurs comme la mienne, il n'y a que Dieu seul qui le puisse, et c'est Dieu seul aussi que je veux chercher. Dieu s'était servi d'une créature pour me détourner du monde, j'avais tout quitté pour elle, et Dieu veut que je la quitte pour lui ».

Avec la même sincérité qu'il avait naguère quitté sa carrière pour être tout à sa femme, Lassay, énivré de tristesse, rompit donc ses derniers liens mondains, et se retira au fond du faubourg Saint-Germain, près de l'hospice des Incurables, dans une sorte d'ermitage où il mena la plus austère des vies. Le temps était fort, il est vrai, à cette sorte de pénitence ; le deuil, le repentir, la lassitude, portaient aisément les astres les plus brillants du siècle à s'éclipser avant la nuit dans l'ombre de quelque monastère : et les carrousels de la Cour s'encadrent entre les figures pareillement prosternées de M<sup>me</sup> de la Vallière aux Carmélites et des illustres solitaires de Port Royal. Lassay suivit donc tant de fameux exemples, tout en obéissant à l'impulsion de ses sentiments les plus personnels. Il vécut ainsi quelques années, « dans une retraite charmante », dit l'ironique Saint-Simon ; et quand la voix du siècle l'interrompait, il refusait de se laisser consoler.

« Je sais, écrit-il à un ami, ce que vous me faites l'honneur de me dire, que le temps adoucit les douleurs les plus vives, mais les grandes afflictions font le même effet sur l'âme que les grandes maladies font sur le corps ; quoique l'on en guérisse, le tempérament est attaqué ; on vit, mais on ne jouit plus d'une santé parfaite. Il en est de même de l'âme, elle ne peut plus jamais sentir une joie pure. J'ai perdu tout ce qui me faisait aimer la vie, elle m'est devenue insupportable ; que faire sur la terre, puisque je n'y peux plus voir ma chère Marianne ! »

Ainsi, Lassay, si jeune, se détournait de la lumière terrestre



pour se draper hautainement dans son affliction ; il n'est point de sentiment plus respectable, à la condition qu'on y persévère. Epousez, marquis, la fille d'un apothicaire ; fermez violemment la porte de votre maison au monde ; veuf, faites-vous une Thébàïde au cœur de Paris ; mais, du moins, dans chacun de ces théâtres élus par votre arbitraire, demeurez : où le monde que vous aviez étonné prendra sa revanche en se moquant de vous. Telle fut la destinée de l'inconstant Lassay : « Il avait mené quelques années une vie fort édifiante, reprend Saint-Simon ; à la fin, il s'en ennuya. Il s'aperçut qu'il n'était qu'affligé et que la dévotion passait avec la douleur. Il avait beaucoup d'esprit, mais c'était tout. Il chercha à rentrer dans le monde, et bientôt il se trouva tout au milieu ».

Tel, le pizzicato ironique dont s'accompagne en sourdine la sérénade amoureuse de don Juan. Mais ce qu'il y a de pis que ces petites phrases impertinentes, c'est la gêne de Lassay lui-même, obligé d'avouer cette nouvelle métamorphose. Dans une lettre de cette époque à la maréchale de Schomberg, il parle encore de Marianne et de sa tristesse ; le thème est le même, mais ce n'est plus la même musique : « La personne que j'ai perdue est aussi présente à mes yeux que le premier jour, et la vie aussi insupportable sans elle. J'ai vécu longtemps seul, j'ai connu que c'était une chimère d'espérer d'y pouvoir vivre toujours. J'ai cherché quelque amusement et j'ai vu du monde ; j'ai été désapprouvé, et je n'ai pas été moins malheureux. »

Cet homme d'esprit se rendit compte du ridicule que lui donnait un bel effort qui s'était révélé vain. Pour nous qui le voyons à distance et savons qu'il a à peine trente ans, nous n'éprouvons que de la tristesse à voir finir si platement, si naturellement, hélas, cette histoire qui s'annonçait comme un geste de trouvère ; mais le monde, dans lequel il ne sut pas ne pas rentrer, lui fut moins indulgent. On parla couramment de folie, et Lassay sentit sa situation si difficile qu'une absence prolongée lui parut indispensable : « Demeurer aux Incurables sans dévotion, être à Paris sans voir le Roi, porter une épée au côté sans aller à la guerre, passer ma vie avec des femmes sans être amoureux d'aucune, était une vie qui me rendait trop ridicule à mes yeux pour que je



la pusse supporter plus longtemps. De plus, si vous saviez combien je suis malheureux, je crois que vous me pardonneriez d'aller chercher ou la fin de mes maux, ou du moins quelque distraction à ma douleur... On traitera encore ce voyage ici de folie, on dira qu'il ressemble au reste de ma vie, mais je serai bien loin là, et je n'entendrai point les discours du monde. »

## II

Cette vie d'un jeune romanesque, c'est la lanterne magique, qui, sur le drap tendu fait passer en un instant les tableaux les plus divers. Les vingt ans à l'armée, l'idylle dérobée, l'ermitage du veuf, à peine tout cela a-t-il pris contour sur la toile, que l'image en disparaît, et voici une scène nouvelle : la guerre contre les Turcs, et les galopades dans la plaine hongroise parmi les escadrons de hussards.

Après avoir hésité un instant sur le théâtre où il lui sera donné d'« acquérir le plus de gloire », Lassay s'est décidé à suivre sur les bords du Danube les deux jeunes princes de Conti : trente et un et trente-quatre ans, le sang des Condé dans les veines, et l'impatience au cœur de consommer dans le désœuvrement une ardeur que le Roi suspecte depuis la Fronde. Armand et François de Conti, qui s'ennuient à la Cour, vont courir contre les Turcs, qui, l'an passé, ont failli enlever Vienne, et ont fait frémir la chrétienté, la belle aventure ! Et, sans prendre garde que cette équipée, dont ils n'ont pas demandé la permission, contrarie le Roi, et que s'associer à ces augustes chevaliers errants, c'est s'enfoncer encore un peu plus bas dans la disgrâce, Lassay les suit chez l'Empereur.

Et cela nous vaut, en une vingtaine de lettres, une relation pittoresque, où nous voyons défiler toute la campagne. Voici d'abord l'armée qui s'est rangée sous la Croix, et où, comme aux temps lointains de la Palestine, s'assemblent les combattants les plus divers : Lorraine, Hanovre, Wurtemberg, Brunswik, Lunebourg, troupes de l'Empereur et troupes des Cercles ; des princes danois, des princes français, « une si grande quantité de princes que je ne crois pas qu'on en ait jamais tant vu ailleurs, hors dans les



romans » ; les soldats ont autant de fermeté que les nôtres, la pesanteur naturelle des Allemands y contribue, mais ils ont peu d'officiers, et on ne voit point dans ceux qu'ils ont un certain désir de gloire qui est dans les officiers français. Leur cavalerie est meilleure que l'infanterie. — En regard, voici les Turcs, cavaliers audacieux, mais sans fermeté. Ils escarmouchent comme on joue aux barres, attaquent hardiment et à grand bruit, mais, si on ne se laisse point étonner, ils fuient plus vite qu'on ne peut les suivre. La campagne commence, suivant l'habitude, par des sièges : l'armée impériale investit Neuhausel, place forte sur le Danube, où les Turcs se sont retranchés ; un vieux pacha fort estimé y gouverne, et tandis qu'on creuse des parallèles, et que pour mettre les défenses à sec, on saigne les fossés, les têtes coupées des prisonniers sont plantées en épouvantail sur les bastions et les palanques. Une diversion prolonge le siège : voici qu'à son tour, non loin de là, une armée turque investit la place impériale de Cran. Un renfort tiré des troupes qui sont devant Neuhausel vole à son secours. Les Turcs font volte face, et voici la bataille en rase campagne. Les Impériaux se sont massés en ordre sans intervalle, les escadrons flanqués de bataillons devant lesquels il y a des petites pièces de canon, et le second rang des escadrons si fort approché du premier que les têtes des chevaux sont entre les croupes des autres. L'artillerie et les janissaires turcs tirent, mais de trop loin ; leur cavalerie charge, mais est reçue par le feu prodigieux des bataillons et des petites pièces de canon. « On leur vit faire un mouvement quasi pareil à celui que fait le blé qui est agité par le vent et ensuite ils tournèrent... toute notre ligne s'ébranla pour les suivre.

Et c'est la poursuite, les housards allant bon train sur leurs petits chevaux maigres, ayant sur le dos des peaux de loups auxquelles ceux qui ont fait quelque belle action joignent des ailes d'aigle. Les Turcs galopent devant : « leurs chevaux vont devant ceux des Allemands comme des lévriers devant des mâtins ». Quand ils ont attiré les housards bien loin du canon, ils font volte face et rechargent à leur tour. Les housards reviennent sous l'abri de l'artillerie, et cela recommence trois fois. Pourtant, au bout des trois charges, l'armée turque décampe sans retour,



c'est la victoire. Un capucin qui passe pour faire des miracles dit la messe dans une tente magnifique devant tous les généraux et princes en beaux habits, le *Te Deum* est chanté au bruit de toutes les timbales et trompettes de l'armée, et par la plaine déserte mais fleurie, on revient en diligence devant Neuhausel, juste à point pour y entrer sur les ruines des fortifications, enfin rasées à coups de canon, et pour y assister « au plus horrible spectacle du monde. Les troupes de l'Empereur étant entrées dans cette malheureuse ville, y tuèrent hommes, femmes, enfants, et il n'y resta rien de vivant que peut-être une centaine de femmes et d'enfants qu'on arracha avec peine à leur fureur et dont la plupart étaient percés de coups ».

De la lumière, du bruit, du mouvement, dans l'étrangeté des mœurs asiatiques, voilà, n'est-il pas vrai, pas mal de « couleur locale ». Et, sans aller jusqu'à parler des Orientales, cette tuerie de Neuhausel au sortir de ce *Te Deum*, ce mélange de sang et d'encens, cela rappelle la phrase du prince de Ligne, cent ans plus tard, sur le sac de cette petite ville turque, où « cela sentait le brûlé et les roses ».

Mais le vent de la puszta balaie les cendres, la campagne finit. Les princes de Conti rentrent en France. Lassay, moins hâtif, prend le chemin des écoliers; il passe à Rome l'hiver de 1686; et maintenant, sans mélange, ce n'est plus que le parfum des roses : « Lettre à une princesse romaine qui m'avait prêté sa maison pour y aller coucher en partant de Rome... Je suis arrivé une heure avant le jour à Banyaye, où j'ai trouvé un Palais enchanté; une femme est venue au-devant de moi, et m'a conduit dans la chambre de la plus belle princesse d'Italie, à une heure où l'on n'entre guère chez les dames que pour être heureux... (ici, une coupure s'impose)... Vous ne m'avez point dit assez de bien de Banyaye, Madame, c'est le plus aimable lieu que j'aie jamais vu; on y trouve en même temps une belle vue, de grands arbres aussi verts qu'en France, et des quantités de fontaines qui n'attendent que vos ordres pour jeter des torrents de la plus belle eau du monde. « Là-dessus, M. de Lassay, dont le goût meubla naguère, pour la pénitence, « une retraite charmante », de conseiller à la maîtresse de cet hospitalier logis maints embellis-



sements : abaisser des fenêtres, abattre une muraille, remplir de fleurs d'oranger la petite allée qui est à droite en entrant. « Tout ce que je vous propose, Madame, ne coûterait pas 300 pistoles, et ne laisserait rien souhaiter au plus aimable lieu d'Italie; il m'a fait souvenir des vers de Chapelle :

Hélas! que l'on serait heureux,  
Dans ce beau lieu digne d'envie,  
Si, toujours aimé de Silvie,  
On pouvait, toujours amoureux,  
Avec elle passer sa vie ».

« Si Chapelle avait connu la maîtresse de Banyaye, il aurait supprimé le quatrième vers, jugeant ce souhait fort inutile. »

Et cela continue ainsi pendant des pages; et les lettres qui se succèdent, et que Lassay qualifie lui-même de « lettres d'intrigues », ne paraissent même pas adressées à la même personne. Princesses romaines, princesses étrangères, l'ont dit même une future tête couronnée, ont accueilli tour à tour, en son étape entre la guerre et Paris, les déclarations de ce brillant cavalier. Marianne, qu'en dites-vous? et sentez vous la souffrance de cet abandon dans le cimetière déserté où plane, en attendant la résurrection, votre ombre nostalgique?

(*A suivre*).

A. L'ELEU.



---

# NOTES D'HISTOIRE & D'ARCHÉOLOGIE

## MALICORNE, CHATEAU DE PESCHESSEUL, CHATEAU DE MOULIN-VIEUX, ÉGLISE DE PIRMIL

(EXCURSION DU 19 JUIN 1923).

---

L'excursion annuelle de la Société a eu lieu le mardi 19 juin, par un temps superbe, dans la partie sud-ouest du département. Près de quatre-vingts personnes y ont pris part et ont écouté avec intérêt les causeries très documentées de notre aimable Président.

L'itinéraire comprenait la visite de l'église, du château et d'une des faïenceries de Malicorne, des châteaux de Pescheseul en Avoise et de Moulin-Vieux en Asnières, et le retour par l'église de Pirmil.

A Malicorne, le curé-doyen, M. l'abbé Baglan, voulut bien lui-même recevoir à l'église les membres de la Société. M. le marquis de Vesins, qu'une circonstance imprévue retenait à Paris, leur avait fait ouvrir bien grandes les portes de son château, ce dont M. Robert Triger le remercia, en rappelant le généreux et patriotique dévouement de ce vaillant français. Très aimablement aussi, M<sup>me</sup> Pouplard-Béatrix, en l'absence de son mari, accueillit les excursionnistes dans sa faïencerie. Quelques instants plus tard, un déjeuner organisé par le dévoué vice-président, M. de Linière, et servi par l'hôtel du *Cheval-Blanc*, les réunissait dans la vaste salle du patronage obligeamment prêtée par M. l'abbé Baglan.

Le château de Pescheseul, l'ancienne forteresse de la grande Maison de Champagne, évoque d'innombrables souvenirs. Après avoir résumé les plus intéressants, le Président rend hommage à



la noble conduite, en 1870-71, du marquis de Lentilhac, commandant d'un bataillon des mobiles de la Sarthe, et aux multiples bienfaits de la marquise de Lentilhac. Par sa gracieuse réception, leur nièce, M<sup>me</sup> la comtesse de Breuil se révèle, une fois de plus, la fidèle continuatrice de leurs traditions. En lui exprimant, au départ, la gratitude de ses hôtes et en la félicitant de la restauration de son château qu'elle a fait faire avant la guerre, M. de Linière salue encore, dans M<sup>me</sup> la comtesse de Breuil, la généreuse bienfaitrice de Parcé et d'Avoise.

A Moulin-Vieux, M. de Lorière, notre secrétaire général, veut bien esquisser lui-même l'historique de son château et de cette commune d'Asnières dont il s'est fait l'érudit historien. La Société y trouve un accueil que la vieille amitié de M. de Lorière rend particulièrement affectueux, ainsi qu'un goûter auquel les arbres séculaires du « tapis-vert » ajoutent un charme pittoresque. Dans une dernière allocution de remerciements, M. Robert Triger fait ressortir les beaux exemples d'attachement à la terre familiale donnés par les châtelains de Moulin-Vieux et leur fidélité aux traditions qui, de tout temps, ont fait la force et la grandeur de la France.

A la porte de l'église de Pirmil, enfin, la Société est reçue par le curé, M. l'abbé Chardon, avec un sympathique empressement dont elle lui gardera une vive gratitude.

Les pages suivantes, trop succinct résumé, quant à l'histoire, des conférences de MM. Robert Triger et de Lorière, montreront que cette agréable excursion ne fut pas sans profit au point de vue historique et archéologique.

Ont pris part à l'excursion, en outre de M<sup>me</sup> la comtesse de Breuil, de M. et M<sup>me</sup> de Lorière, membres de la Société : M<sup>mes</sup> de Vauguion, Lecomte, douairière de la Court d'Onsenoort, Drouin, Fouchard, Gazeau, Latron, Lebrun, de la Poterie, Rialand, Roncin, vicomtesse de Rudeval, vicomtesse de Saint-Exupéry, de Saint-Rémy, Sinan et A. de Vaublanc ; Colonel Debains et M<sup>me</sup>, colonel Joly et M<sup>me</sup>, capitaine de Mazenod et M<sup>me</sup>, M<sup>rs</sup> et M<sup>mes</sup> A. Beillard, F. Beillard, Cordonnier-Détrie, L'Eleu, M. de Fromont, Girard, Le Cornu, Le Fauchaux, de Linière, Plaisant, Potel, de Wailly, M<sup>lles</sup> M. Beillard, Chesnel, de Courdoux, Dagues de la Hellerie, Debains, Guérin, Latron, L'Eleu, S. Leroux, Maillet, Potel, de Saint-Exupéry ; MM. l'abbé Braconnot, l'abbé de la Croix, de Courdoux, Edeline, François, X. Gasnos, Janvier, Leroux, de Linière, Monnoyer, Morançais, Nivert, Robert Triger, docteur Vincent, Vétillard, procureur de la République.



## MALICORNE

Délicieuse bourgade que Malicorne avec son église pittoresque, ses maisons aux hauts pignons, ses poteries paysannes, ses environs pleins de repos, et son château surtout, si rempli de souvenirs du xvii<sup>e</sup> siècle, qu'embaument encore les réunions principales d'une merveilleuse et noble société qui se plaisait au milieu des belles choses, des élégances raffinées et des beautés de l'admirable langue du grand siècle.

De quelque côté que l'on arrive, il faut descendre vers Malicorne, par ce qui reste de la célèbre forêt du Mans.

Le nom primitif de cette bourgade, d'origine fort ancienne, fut *Condé*, *Condete*, qui signifie confluent.

Dès 1020, une famille Gaudin, surnommée « Malicornant », habite le château, donjon bâti au coude même de la Sarthe. A la fin du xii<sup>e</sup> siècle, la localité et son château prennent définitivement le nom de *Malicorne* (1).

L'ÉOLISE. — L'Eglise, qui semble remonter à la fin du xi<sup>e</sup> siècle, époque de la fondation du prieuré Saint-Sylvestre, dépendant de l'abbaye Saint-Aubin d'Angers, présente toutes les dispositions de la période romane. La nef est rectangulaire, le transept surmonté d'une tour carrée à baies cintrées, l'abside en hémicycle ; de larges contreforts s'appuient à la façade où s'ouvrent une baie et un porche romans avec des oculi.

A l'intérieur, la nef est éclairée par de petites fenêtres en plein cintre ; les croisillons du transept sont formés par deux chapelles de construction postérieure, où se trouvent, à gauche (côté Évangile), une Piéta en terre cuite du xvi<sup>e</sup> siècle, de facture gauche, classée monument historique, et à droite (côté Epître), une

(1) Le mot Corne étant employé souvent jadis pour désigner une pointe de terre entourée d'eau, l'étymologie la plus simple du nom de Malicorne paraît être *Malecornu*, *Malicornant*, la mauvaise Corne, expression doublement justifiée par les difficultés de navigation qu'offrait la rivière en cet endroit, et par l'obligation pour les bateaux de payer un droit de passage à la garnison du donjon. » Robert Triger. Note mss.



sainte Anne et la Vierge enfant, en terre cuite également, du xvi<sup>e</sup> siècle et classée.

La chapelle Sainte-Anne fut fondée en 1511, et la chapelle des Seigneurs fut rebâtie par la famille de Beaumanoir. Les voûtes de l'une des chapelles abritent un remarquable tombeau en pierre de la fin du xv<sup>e</sup> siècle, celui d'un Sire de Chaources, sans doute celui de Guy I de Chaources, que Martial d'Auvergne cite comme l'un des plus vaillants guerriers qui, de 1448 à 1450, reprirent, avec Charles VII, la Normandie aux Anglais, et qui vivait encore en 1476.



C'est une belle œuvre : le chevalier repose, la tête appuyée sur un coussin, les mains jointes en prière ; le visage rasé, mais les cheveux coupés à hauteur des oreilles, les yeux ouverts, le nez en bec d'oiseau de proie, les lèvres minces et amères, les muscles très marqués, tout le masque du seigneur reflètent une volonté de fer, une énergie farouche. Un dais orné en pierre abrite sa tête, et sur les côtés du tombeau de petits personnages, malheureusement cachés par une grille sans style, représentent des pleureurs. Ce tombeau a été retrouvé en 1828, et classé monument historique en 1902. La Société historique et archéologique émet le vœu que ses abords soient, autant que possible, dégagés.

Le rétable du chœur, en bois peint et marbre des xvii-xviii<sup>e</sup> siècles, est également monument historique, avec ses statues de Saint Pierre, de Saint Paul et de Saint Sylvestre, avec son tableau « *la Résurrection* », qu'un peintre de Malicorne, Pierre Besnard, a signé et « donné pour une place de banc à perpétuité en 17.7. » Pesche fait provenir ce rétable du château



de Varenne à Epineu-le-Chevreuil, d'où le comte de la Châtre, devenu seigneur de Malicorne, l'aurait fait transporter.

**LE CHATEAU.** — Dès le <sup>x</sup><sup>e</sup> siècle, nous l'avons vu, il existe à Malicorne un premier château, un donjon bâti sur les bords de la rivière, et que possède la famille Gaudin surnommée Malicornant.

En 1071, Gaudin II fut fait prisonnier sous les murs du château de Sillé.

Au début du <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle, Gaudin III Malicornant et son château prennent part aux luttes d'Hélie de la Flèche, comte du Maine, contre Guillaume Le Roux. Le mariage de sa fille Agnès avec Payen de Chaources fait ensuite passer le château aux mains de la puissante famille de Chources qui se distinguera pendant la guerre contre les Anglais. Ceux-ci occupent le château en 1425. Peu après, en 1427, il est repris par Ambroise de Loré.

Sans doute ruinés pendant l'occupation anglaise, l'ancien donjon et ses fortifications sont remplacés à la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle par un nouveau château construit par les seigneurs de Sourches. Ceux-ci s'y succèdent jusqu'en 1545, année où Marguerite de Chources, s'alliant à Charles de Beaumanoir, fait entrer le château dans cette nouvelle famille de Beaumanoir de Lavardin qui recevra à Malicorne, en 1614, le jeune roi Louis XIII et sa mère Marie de Médicis.

Henri II de Beaumanoir, marquis de Lavardin, neveu de Charles de Beaumanoir et frère du futur évêque Philibert-Emmanuel de Beaumanoir, épouse en 1642 Marguerite-Renée de Rostaing. Veuve dès 1644, la nouvelle marquise de Lavardin choisit Malicorne comme résidence et l'habitera jusqu'en 1694. Elle embellit merveilleusement son château, et en fait « une demeure pleine d'enchantements ». C'est, il est vrai, un charmant séjour que ce palais entouré d'eaux vives, aux façades élancées, aux tours puissantes, qu'a peut-être reconstruit le fameux architecte Simon Hayeneufve, et que représente un dessin de Gaignières de 1695 (1).

(1) Dessin dont la Bibliothèque du Mans (Maine 2614) possède une reproduction que nous avons pu copier, grâce à l'obligeance de M. J. L'Hermitte.



Marguerite-Renée de Rostaing, marquise de Lavardin, élevée au château de Bury, en Blaisois, au milieu d'œuvres d'art et de livres précieux, femme de haute vertu et de parfaite économie, reçoit en son château la plus noble et la plus élégante société qui apporte en cette délicieuse et reposante fraîcheur de Malicorne comme « un écho lointain de l'Hôtel de Rambouillet ».

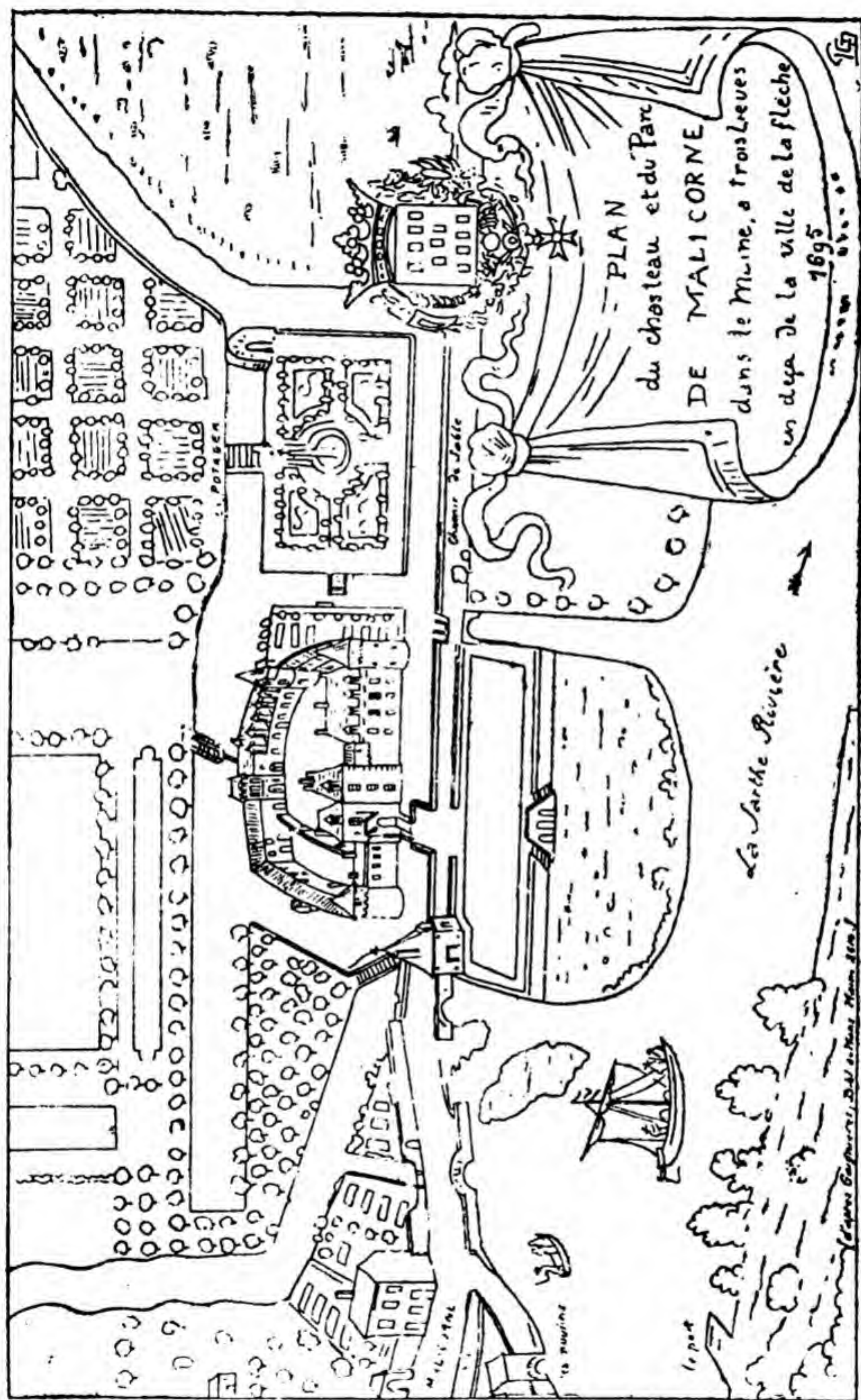
Mgr Philibert-Emmanuel de Beaumanoir, évêque du Mans depuis 1648 ; Madeleine de Beaumanoir mariée à René de Froulay, comte de Tessé ; un ami de Voiture, Pierre Costar ; l'abbé de Coulanges et M<sup>me</sup> de Sévigné, se succèdent à maintes reprises auprès de cette « femme d'un bon et solide esprit », qui a su « rassembler toutes ses amies sous son aile ».

Plusieurs lettres de M<sup>me</sup> de Sévigné à M<sup>ms</sup> de Grignan sont datées de Malicorne et vantent l'agréable maison.

En 1703, Emmanuel-Henri de Beaumanoir, arrière-petit-fils de Marguerite de Rostaing, est tué à Spire ; le château de Malicorne passe alors aux mains de son beau-frère, le marquis de la Châtre, qui avait épousé Anne-Charlotte de Beaumanoir. Vers la fin du siècle, l'un de ses descendants, colonel du régiment de dragons de Monsieur, fait renaître pour le vieux château des jours brillants ; mais après bien des fêtes prodigues et des réunions où se pressent les plus nobles familles du Maine, et où « l'on se dépêche de vivre », la famille de la Châtre se trouve à demi-ruinée. Avant même la Révolution, elle vend le château au comte de Choiseul-Praslin, dont l'intendant fait démolir la plupart des bâtiments par mesure d'économie. M. Lemonnier, maire de Malicorne, achète la propriété sous la Restauration, et la revend dès 1822 à M. Chérouvrier, de Sablé. Ce dernier remet en état les bâtiments que l'on voit aujourd'hui et qui consistent, au milieu d'un parc merveilleux, en une vieille tour isolée, dernier reste du château du xvii<sup>e</sup> siècle, et en anciens communs aménagés luxueusement en habitation moderne.

M. Perron, gendre du maréchal Oudinot, succéda à M. Chérouvrier. Sa femme, M<sup>me</sup> Perron, recueillit pieusement dans ce nouveau château de précieux souvenirs du Maréchal, — entre autres le traîneau qui lui aurait servi pendant la campagne de Russie, — et à sa mort, en 1896, laissa à son neveu le marquis





LE CHATEAU DE MALICORNE EN 1695  
D'APRÈS UN DESSIN DE LA COLLECTION GAIGNIÈRES  
*Reproduit par M. Cordonnier-Délie*



de Vésins ce qui subsiste du château historique de l'illustre amie de M<sup>me</sup> de Sévigné (1).

**LES FAÏENCERIES.** — Les faïences et poteries de Malicorne sont loin d'avoir une aussi grande notoriété et une origine aussi ancienne que celles de Ligron qui remontent jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle.

La première faïencerie de Malicorne, la faïencerie Pouplard-Béatrix, que la Société a visitée au cours de son excursion, n'a été fondée qu'en 1757, par M. Loiseau, ancien capitaine au long cours et ancien planteur à Saint-Domingue. Achetée en 1829 par M. Cador, elle est restée depuis cette date dans la même famille : Béatrix-Cador et Pouplard-Béatrix.

Dès l'an X, les faïences de Malicorne sont réputées dans la région ; en 1806 elles paraissent pour la première fois à Paris, à l'Exposition de l'Industrie. En 1831, on signale à Malicorne deux poteries et deux faïenceries très actives ; les produits de ces dernières sont déjà renommés pour leur qualité et la blancheur éclatante de leur émail.

La faïence de Malicorne remplace aujourd'hui celle de Ligron ; elle se vend dans tous les départements de l'Ouest et pénètre même en Angleterre et jusqu'en Amérique. M. Pouplard-Béatrix se spécialise, entre autres, dans l'imitation du vieux Rouen, du vieux Quimper, du Moustiers et du Copenhague et réalise de jolis objets appréciés des touristes des villes d'eaux et des plages du littoral. Mais ne serait-il pas à souhaiter qu'au lieu de se limiter à des imitations, si intéressantes et si louables soient-elles, les fabricants de Malicorne laissent plus libre cours au goût et à l'initiative des artistes qu'ils emploient, pour créer, comme leurs prédécesseurs de Ligron, un art régional qui ajouterait encore à leur réputation ?

(1) Sur Malicorne et son château, cf. entre autres : G. DE LESTANG, *La Châtellenie et les premiers seigneurs de Malicorne aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles* (1890) ; R. GRAFFIN, *M<sup>me</sup> de Sévigné au pays du Maine* (1900) ; BARON DE LA BOUILLE-RIE, *Le théâtre du château de Malicorne en 1777* (1890), articles publiés dans la *Revue hist. et arch. du Maine*. — F. LEGEAY, *Recherches historiques sur Malicorne*, Le Mans, Monnoyer, 1886, in-8°. — BARON DE WISMES, *Le Maine et l'Anjou*. — H. CHARDON, *Nouveaux documents sur les Comédiens de campagne et la vie de Molière*, 1886, in-8° ; etc.



## CHATEAU DE PESCHESEUL

Le château de Pescheseul, caché au milieu de grands bois dans un coude de la Sarthe, est situé sur le territoire d'Avoise, et, de fait, plus rapproché de Parcé.

Pescheseul apparaît dans l'histoire aux <sup>xiii</sup>e et <sup>xiv</sup>e siècles, possédé alors par une des plus illustres et des plus puissantes familles de notre Maine, la maison de Champagne (1). Ses seigneurs prirent part aux Croisades, puis s'attachèrent à la maison d'Anjou, appelée au trône de Naples, ce qui leur vaudra le titre de comtes d'Aquila, dans les Abruzzes, en 1265, et plus tard celui de princes de Montorio, en Sicile (1433), tout en gardant le titre de princes de Pescheseul.

En 1250 Guillaume de Champagne est tué à la Massoure.

En 1346, Jean I<sup>er</sup> de Champagne combat à Crécy ; en 1370, Jean II de Champagne lutte dans le Maine aux côtés de Du Guesclin, pendant que les bandes anglaises de Robert Knoles ravagent le château de Pescheseul et l'église de Saint-Pierre de Parcé. Brandelys de Champagne, fils de Jean II, rend aveu en 1393 à Marie de Blois, veuve de Louis I<sup>er</sup> d'Anjou, et porte dès lors le titre de seigneur de Pescheseul.

En 1424, Jean III de Champagne et ses neuf fils prennent part à la désastreuse bataille de Verneuil contre l'armée anglaise. Ils y couvrent leur nom de gloire, mais sept d'entre eux sont tués.

(1) L'histoire de la maison de Champagne est si brillante et si compliquée qu'elle demanderait une étude spéciale et approfondie. Ne pouvant l'entreprendre ici, nous nous bornons à citer les documents suivants dont M. DE LORIERE possède des copies dans ses archives :

*Mémoires curieux servant à la connaissance de la noble et illustre maison de Champagne et des droits principaux et privilèges de leur terre et principauté de Pescheseul, tirés des archives des églises de Saint-Pierre et de Saint-Martin de Parcé* [Ms. dit *Chronique de Parcé*].

*Généalogie ms. de la maison de Champagne*, 8 p. in-8° ms. du <sup>xvii</sup>e siècle.

*Généalogie de la maison de Champagne*. Ms. 4950 de la Biblioth. de l'Arsenal, à Paris.

*Histoire générale de la maison de Champagne*, Arch. de la Sarthe, fonds municipal, 151, ms.

*Recueil de pièces et documents sur la maison de Champagne*, Bibl. Nat. fonds Français 18668.



En 1439, l'un des survivants, Pierre de Champagne, rend aveu à René d'Anjou pour « la place et mesure du chastel de ladite seigneurie de Pescheseul ».

Comme partout ailleurs dans le Maine, le château en effet, avait été rasé par les Anglais, et il faut qu'en 1477, René d'Anjou autorise Mgr Pierre de Champagne, maréchal de son royaume à relever son château « avec canons et armes de toute espèce ».

La *Chronique de Parcé* nous apprend que les travaux commencèrent en 1483, mais en 1549 seulement, Jean V de Champagne fait élever le grand corps de logis sur le modèle du château du Puy du Fou ; Jean Masneret et René Guitton en sont les architectes.

En 1550, le roi Henri II est reçu à Pescheseul avec magnificence.

Au mois de novembre 1571, Charles IX et Catherine de Médicis, à leur tour, reçoivent l'hospitalité de Jean V.

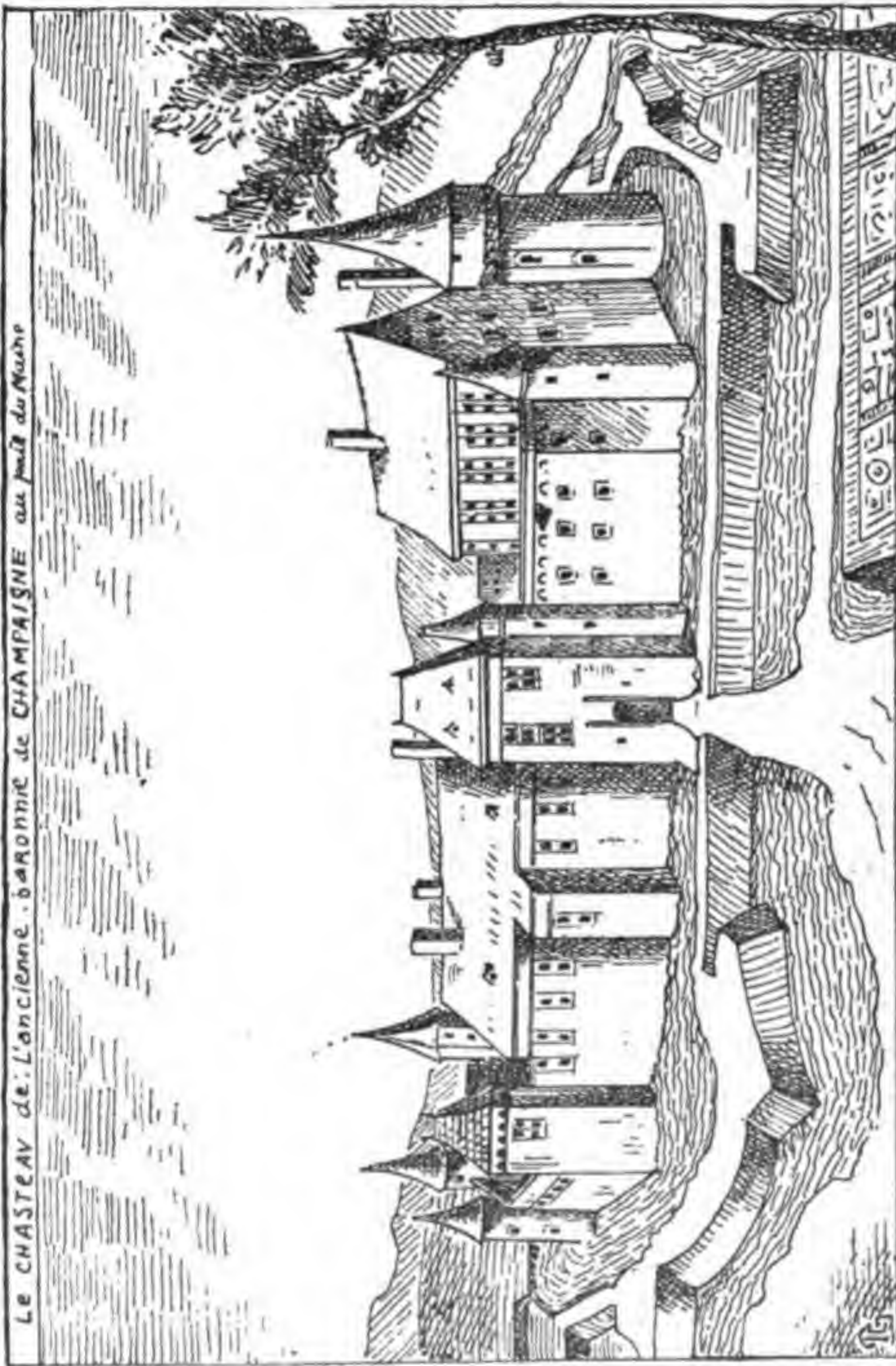
En 1575, enfin, la chapelle est bénite sous le vocable de Saint-Michel.

Jean V de Champagne joua un rôle important dans notre province. Tantôt catholique, tantôt protestant et toujours un peu brigand, il s'est surtout rendu célèbre, à l'époque des guerres de religion, sous le nom de « Grand Godet » en faisant noyer bon nombre de gens dans la Sarthe (1). Il avait la plaisanterie amère. Charles IX, lors de son séjour à Pescheseul, lui ayant posé cette question quelque peu indiscrete : « Mon cousin, combien avez-vous fait boire de gens à votre grand godet ? » le seigneur de Pescheseul répondit : « A mauvais meubles on ne tient pas d'inventaire. » A quelques jours de là, le roi, après avoir failli se noyer dans une promenade aventureuse sur la Sarthe, demanda de nouveau à son hôte ce qu'il eut dit s'il l'avait vu en un tel danger. « Sire, reprit le terrible seigneur, j'aurais crié : le roi boit ! »

A la mort de Jean V, le château de Pescheseul passe à sa petite fille qui épouse, en 1581, Gilbert baron du Puy du Fou. En

(1) De nombreux articles lui ont été consacrés, l'un, entre autres, par M. de Loria, dans la Revue, en 1901.





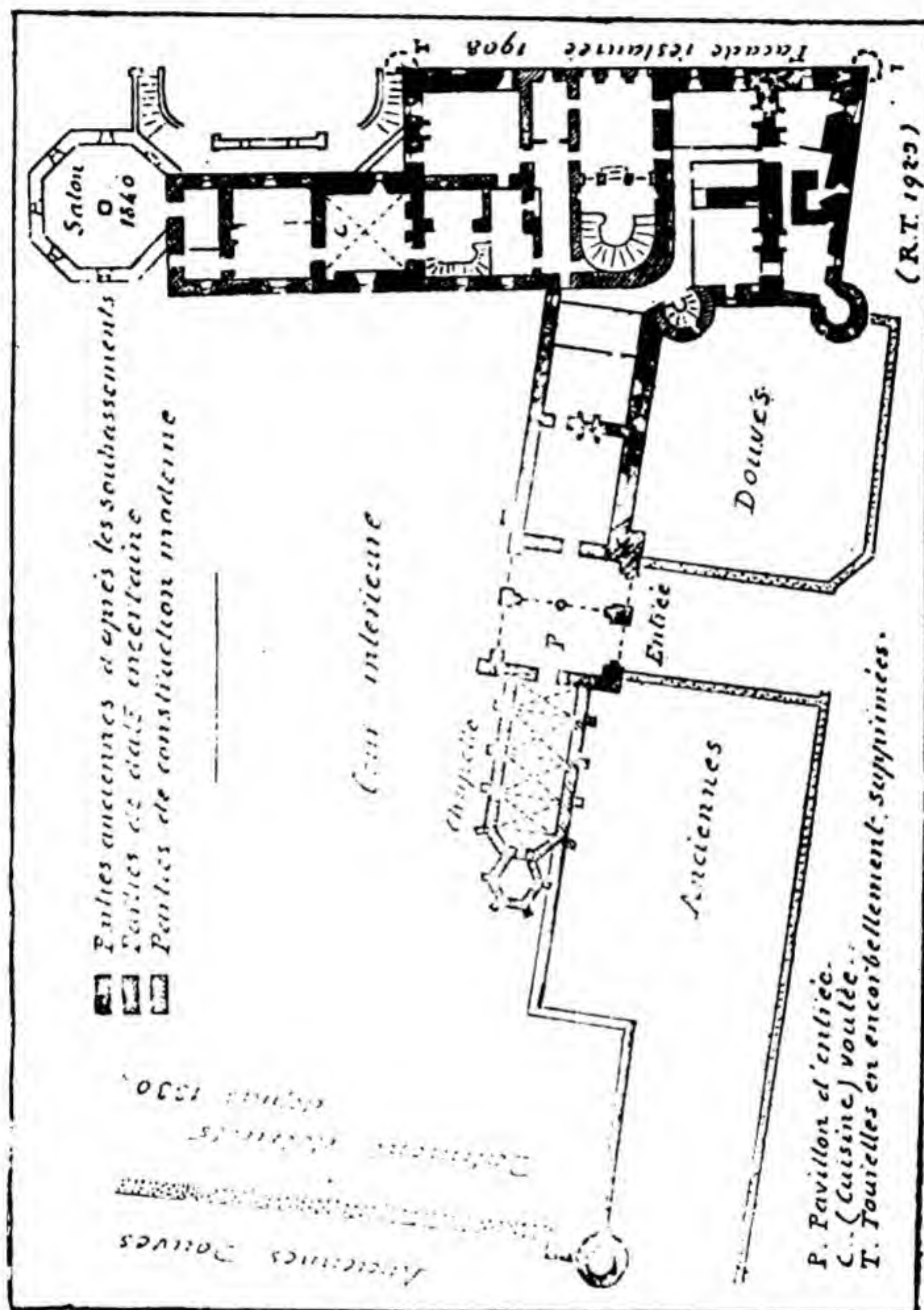
Le CHASTEAV de L'ancienne baronnie de CHAMPAISNE au puits du Mueuse

LE CHATEAU DE PESCHEUL AU XVI<sup>e</sup> SIECLE

D'APRÈS UN DESSIN DU CABINET DES ESTAMPES

(Copie de M. P. Cordonnier-Détric)



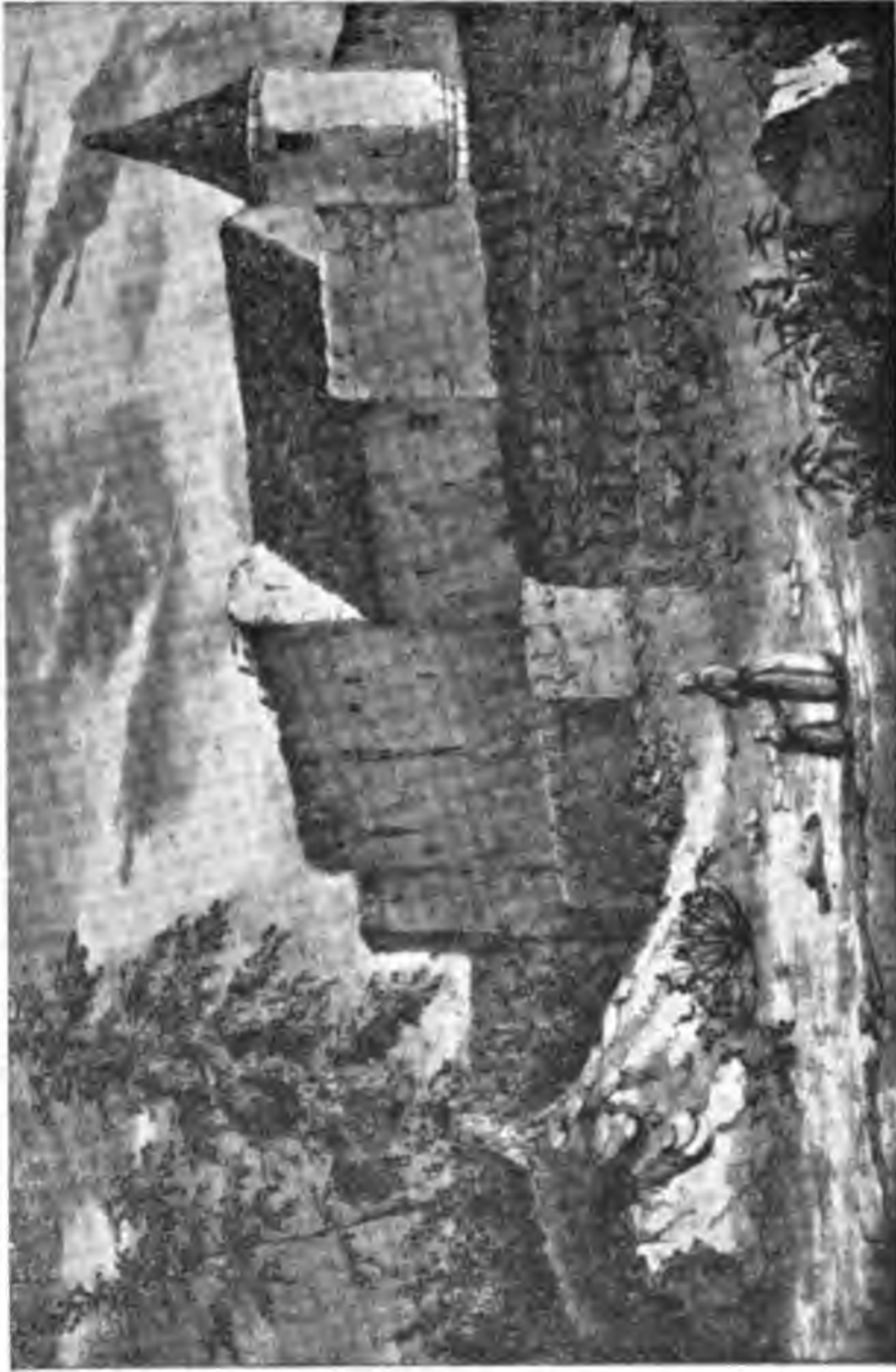


# PLAN DU CHATEAU DE PESCHEUL

RECONSTITUÉ PAR M. ROBERT TRIGER, D'APRÈS LES RELEVÉS DE M. PASCAL VÉRITÉ, EN 1908

Obligamment communiqués par son fils, M. Pierre Vérité.





CHATEAU DE PESCHEUL

FRONT NORD, D'APRÈS RICHELET. *Voyage pittoresque dans la Sarthe*



1657, à la suite d'un nouveau mariage, il entre dans la famille de Levis Mirepoix.

Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, Pescheseul est vendu à Jacques Barrin de la Galissonnière, président de Chambre au Parlement de Paris. Ce serait, selon Pesche, le comte de la Galissonnière, député aux Etats généraux, puis à l'Assemblée constituante et au Corps législatif, lieutenant-général en 1814, mort en 1828, qui aurait achevé de faire démolir le château du XVI<sup>e</sup> siècle.

M. Tessier de la Motte, acquéreur de Pescheseul en 1833, en commence la reconstruction sur les plans de l'architecte Moutier, dans le style déplorable de l'époque romantique compliqué d'influences italiennes. M. André Leroy d'Angers dessine le parc.

De nos jours, le marquis et la marquise de Lentilhac succèdent à la famille Tessier de la Motte.

En 1907, enfin, Pescheseul devient la propriété de leur nièce, M<sup>me</sup> la comtesse de Brenil, qui, dès 1908, répare les erreurs architecturales de 1840, en commençant, sur les plans de l'architecte Pascal Vérité, la restauration du château dans le style du XVI<sup>e</sup> siècle.

Après tant de remaniements, le château du XVI<sup>e</sup> siècle n'est plus connu aujourd'hui que par un dessin conservé au cabinet des Estampes, à la Bibliothèque Nationale et reproduit ci-contre : Richelet a donné, en outre, dans son *Voyage pittoresque dans le département de la Sarthe*, publié en 1829-30, une lithographie plus ou moins exacte des bâtiments du nord, depuis longtemps détruits.

Des anciennes constructions, il ne subsiste, en réalité, que la jolie tourelle d'angle, visible sur cette lithographie et actuellement isolée au bord des fossés. le pavillon d'entrée avec les rainures du pont-levis, et les murs de la façade ouest. La façade sud transformée en 1908 ne conserve plus que ses soubassements datant du XVI<sup>e</sup>, qui permettent au moins de tenter une reconstitution de cette partie du château. Le grand salon octogonal, seul, rappelle ce que fut la reconstruction de 1840. S'il présente à l'extérieur un contraste peu avantageux avec les restaurations récentes, il faut reconnaître, qu'à l'intérieur, ses dispositions originales en font un très agréable appartement de réception.



En tout cas, le Pescheseul moderne avec ses riches façades dans le style du xvi<sup>e</sup> siècle et sa charmante chapelle, avec son majestueux décor de hautes futaies et de grandes pelouses entourées par la Sarthe, garde un aspect imposant, bien digne de son illustre passé.

## ASNIÈRES ET LE CHATEAU DE MOULIN-VIEUX

Asnières, à 39 kilomètres du Mans, est assis sur la jolie rivière de la Vègre, qui descend des hauteurs de la forêt de Sillé-le-Guillaume pour venir se perdre dans la Sarthe entre Avoise et Juigné, en formant l'une des plus délicieuses vallées de notre département.

Enfoui au milieu d'une verdure resplendissante, le bourg laisse apparaître au-dessus de ses vieux toits la tour romane de son église, petite église à nef unique qui remplace un sanctuaire primitif, fondé, dit-on, par saint Thuribe.

Sous l'épiscopat de saint Hadouin (623-654), Alanus, seigneur de Sablé, donne des terres d'Asnières au Chapitre de Saint-Julien du Mans.

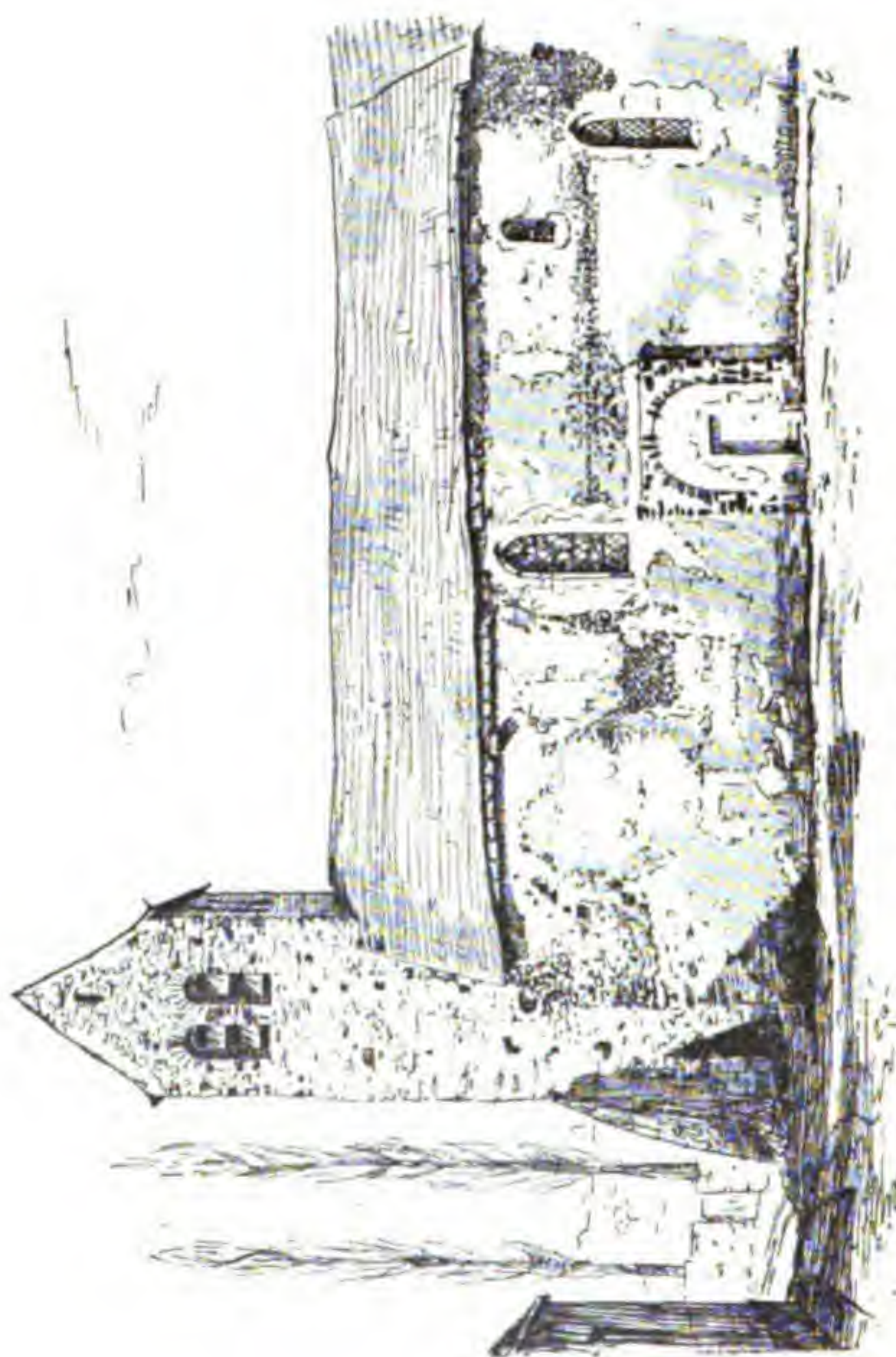
Saint Aldric plus tard y exécute des travaux d'irrigation et améliore la culture du pays; le souvenir de ces bienfaits est gardé par le nom de Saint Aldric donné à la fontaine du bourg.

Après les terreurs de l'an mil, Salomon de Sablé construit l'église d'Asnières que le Chapitre du Mans achète en 1067. Les chanoines, par cette acquisition, deviennent « curés primitifs » d'Asnières, ce qui donne naissance à de multiples procès, car les desservants, vicaires perpétuels, n'ont qu'une part réduite des revenus.

Aux environs de 1270 les chanoines, à leur tour, font construire « la Cour » *Curia*, superbe bâtiment, au sud de l'église, encore debout avec sa tourelle et ses jolies fenêtres. Ils y établissent le siège de leur baronnie, mais dès 1404, ils ne possèdent plus l'édifice. La Cour appartient alors à Jean de Pierres, puis aux de Baubigné, de Torchard, de Boisjourdan, d'Andigné.

Au xv<sup>e</sup> siècle, Asnières est ravagé par les Anglais. Après le





L'ÉGLISE D'ASNIÈRES

(DESSIN DE M. G. DE CORDOUE)



départ, en 1447, de leurs bandes de pillards, le chanoine Jean Oriart, originaire d'Asnières, fait élever à ses frais en 1473 le chœur actuel de l'église, et fonde l'office de sacriste, « lequel sera prêtre et instruira les enfants. »

La place nous étant très mesurée, nous ne pouvons énoncer les nombreux et piquants détails que renferme l'histoire contemporaine et révolutionnaire d'Asnières sur les exploits de l'ineffable et grotesque maire Campanet. M. de Lorianne les donne très complets dans son excellente monographie d'Asnières (1).

Rappelons seulement que l'église actuelle d'Asnières dédiée à saint Hilaire offre un réel intérêt archéologique. La nef, bâtie en petit appareil de grès roussard, date du XI<sup>e</sup> siècle et garde sous le badigeon de ses murs des traces apparentes de peintures murales. En avant de la façade s'élève une tour carrée, couverte d'un toit en bâtière. Le chœur, construit à la fin du XV<sup>e</sup> siècle seulement, est à chevet droit, percé, suivant le style de l'époque, d'une large fenêtre gothique. L'ensemble constitue un intéressant spécimen de nos anciennes églises rurales du Maine.

**CHATEAU DE MOULIN-VEUX.** — Situé sur la rive gauche de la Vègre, Moulin-Vieux apparaît comme un délicieux manoir dont les tapis verts et le parc descendent jusqu'aux bords ombragés de la rivière.

Cette terre relevait de la baronnie ecclésiastique d'Asnières et appartint d'abord, aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, à une famille de Moulin-Vieux ; puis à la famille de la Roussardière dont Marguerite, dame de Moulin-Vieux, épouse Pierre de Valloger le 14 mars 1471. Jean de Valloger lui succède, et Pierre, son fils, curé d'Avoise, vend le domaine le 8 décembre 1563 à François de Gibot. Moulin-Vieux reste dans cette famille jusqu'en 1708, année où Pierre de Thory en devient possesseur pour le revendre aussitôt à Claude, marquis de Scepeaux, lieutenant-colonel du régiment de La Lande-Dragons.

En même temps que Moulin-Vieux, le marquis de Scépeaux

(1) E. DE LORIANNE, *Asnières-sur-Vègre et ses anciens fiefs*, Mamers, Imp. Fleury, 1906, un vol. in-8°.



achète de Pierre de Thory un ancien manoir, tout voisin, sur le bord de la Vègre, l'Onglée-Renault, qui appartenait au xv<sup>e</sup> siècle à une famille de ce nom et dont le propriétaire acquiert au siècle suivant une notoriété inattendue. En 1453, en effet, Agnès de l'Onglée épousait Jean de Ségusson, seigneur de la Ségussonnière, en Ségrie, et leur petit-fils, Pierre de Ségusson, après avoir occupé de hautes fonctions auprès du Roi, devient, au xvi<sup>e</sup> siècle, ambassadeur de France à la Cour de Madrid. Il meurt sans enfants en 1598. L'Onglée-Renault passe alors successivement aux familles de Trouvé, de la Haie, de la Jaille et de Thory.

Mais ses jours brillants devaient finir au xviii<sup>e</sup> siècle.

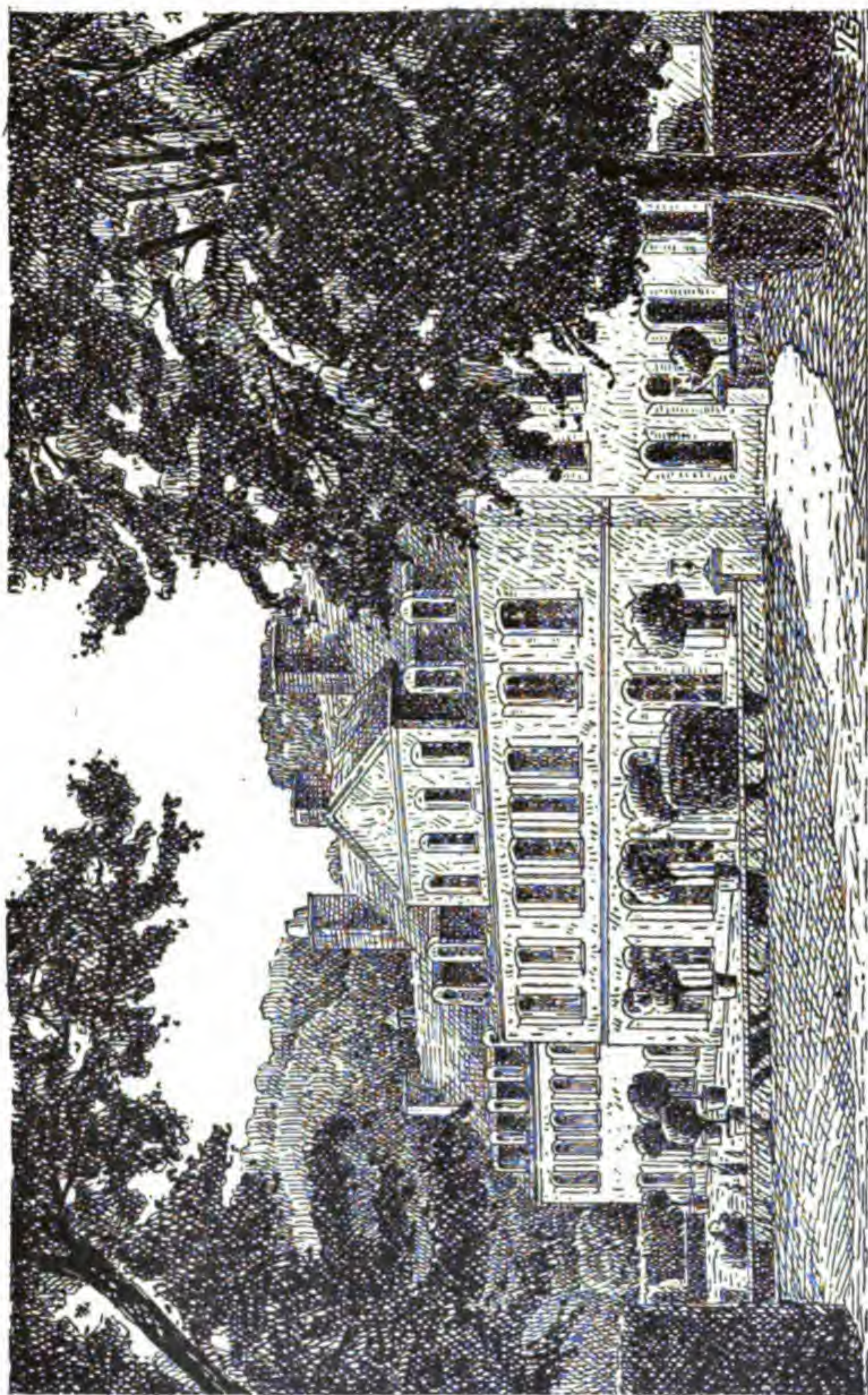
Pour créer son nouveau parc de Moulin-Vieux, le marquis de Scépeaux n'hésite pas à démolir entièrement le vieux manoir; il n'en conserve que la fuie. Il dispose sur son emplacement un délicieux bosquet connu aujourd'hui sous le nom d'*Ile d'Amour* et dont les charmilles, si bien dans le goût du xviii<sup>e</sup> siècle, forment sur les bords de la Vègre l'un des coins les plus charmants de Moulin-Vieux.

Après d'autres embellissements au château lui-même, le marquis de Scépeaux le laisse, tel qu'on le voit aujourd'hui, à son fils Pierre-Joseph-Henri, lieutenant-général des armées du Roi, qui y passe paisiblement toute la période révolutionnaire et y meurt en janvier 1802.

Sa fille, la comtesse de Roussy de Salles, vend alors Moulin-Vieux à la famille de Lorian. Celle-ci y perpétue les plus nobles traditions, et, fait bien rare, depuis plus de cent ans, les châtelains de Moulin-Vieux sont, de père en fils, maires de la commune d'Asnières.

Le 19 juin 1923, le château de Moulin-Vieux devait laisser aux membres de la Société historique et archéologique du Maine l'impression toute particulière d'une vieille demeure seigneuriale du xviii<sup>e</sup> siècle restée simple et bien intacte, au milieu de ses jardins à la Française, des grands arbres de son « tapis vert » et des charmilles de l'*Ile d'Amour* où semblent encore revivre les souvenirs très doux du lointain passé.

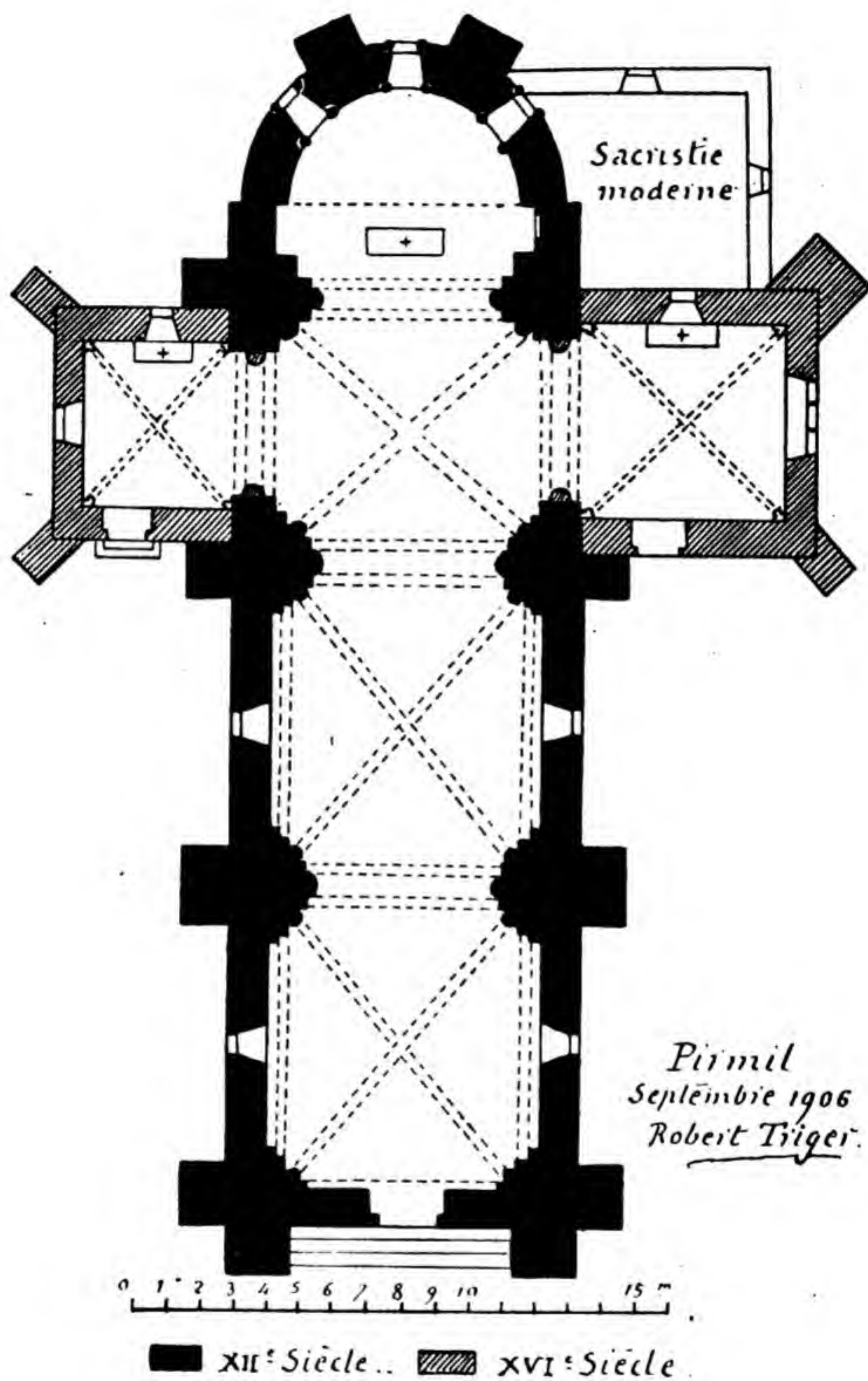




CHATEAU DE MOULIN-VIEUX

(DESSIN DE M. P. CORDONNIER-DÉTRIE).







## L'ÉGLISE DE PIRMIL.

A 28 kilomètres du Mans, Pirmil dresse des maisons des xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles, à hauts pignons, à tourelles et fenêtres à croisées, et son église du xii<sup>e</sup> siècle, au sommet d'un escarpement abrupt auquel est accolée une motte féodale artificielle où se perchait jadis un château-fort détruit au xv<sup>e</sup> siècle par les Anglais.

La paroisse de Pirmil se constitua avant le xi<sup>e</sup> siècle (1). A la fin de ce siècle, les moines de l'abbaye Saint-Vincent du Mans y établissent un Prieuré. La construction de la charmante église aux lignes si harmonieuses s'est ressentie certainement de leur influence.

Bâti au centre du bourg, l'édifice se compose d'une nef et d'un chœur du xii<sup>e</sup> siècle, et de deux chapelles du xvi<sup>e</sup> formant les bras du transept.

La nef a deux travées voûtées d'ogives de style angevin, qui s'appuient sur des faisceaux de colonnes et colonnettes à chapiteaux remarquables. Les sculpteurs de ces chapiteaux, très ouvragés et d'une richesse parfois exubérante, se sont inspirés de la flore indigène et de scènes légendaires ou symboliques ; des feuillages d'un galbe exquis s'allient à des figurines d'une verve charmante : évêques, prêtres, diables ou simples figures grotesques.

Sur les tailloirs carrés, des statues en haut relief ornent encore le départ des voussures.

Cinq baies en plein cintre, dont une dans la façade, éclairent les deux travées.

A l'intertransept, une voûte également du xii<sup>e</sup> siècle devait porter la tour carrée classique que remplace bien pauvrement le maigre clocheton moderne. Deux arcades à plein-cintre ont été percées dans les murs latéraux pour donner accès aux chapelles des croisillons du transept. Des colonnes Renaissance for-

(1) *La Paroisse de Pirmil*, par MM. le chan. FROGER et l'abbé H. DEVAUX. *Rev. hist. et Archéol. du Maine*, tome LXXV, 1914. Nous ne pouvons que renvoyer à ce travail récent et très complet pour tous les détails de l'histoire de la paroisse.



ment la transition. Celle de gauche (côté Évangile) renferme une niche à coquille abritant la statue en bois du xvi<sup>e</sup> siècle de sainte Emerencienne.

Le chœur, précédé d'une petite travée droite en berceau, est voûté en cul de four avec pierres de grand appareil.

Les croisillons du transept, comme dans beaucoup de nos églises rurales, ont été ajoutés au xvi<sup>e</sup> siècle.

La chapelle de droite (côté Épître) date de 1534 (1); elle est dédiée à la Sainte Vierge. Le rétable, de style xvii<sup>e</sup>, est orné d'une toile signée de M<sup>e</sup> Christofle Bellanger, prêtre, représentant l'*Assomption*. On y voit, encastree dans le mur, une inscription sur pierre du seigneur Christofle de Launay, datée de 1578, avec armes : d'or à deux aigles de sable; une statue de Saint Julien et un Saint Michel.

La chapelle de gauche (côté Évangile) n'a eu ses voûtes terminées qu'en 1548 et est dédiée à Sainte Anne. Le rétable a comme toile un « *Martyre de Sainte Catherine* » signé « Beaudoux, pinxit 1640 », avec les armes des de Launay. On y voit aussi un Saint Sébastien et une Sainte Barbe, terres cuites du xvi<sup>e</sup>, une statue de Saint Jouin, patron de l'église, en terre cuite, du xvi<sup>e</sup> siècle.

La porte de cette chapelle est du xvi<sup>e</sup> siècle et porte une inscription tirée d'une Épître de Saint Paul (2).

A l'extérieur de l'église, de larges contreforts contreboutent la poussée des voûtes.

L'église de Pirmil a été classée comme monument historique en décembre 1912 (3).

Dans son ensemble et grâce à ses sculptures, l'église de Pirmil mérite de compter parmi les églises romanes les plus intéressantes des campagnes de la Sarthe.

Paul CORDONNIER-DÉTRIE.

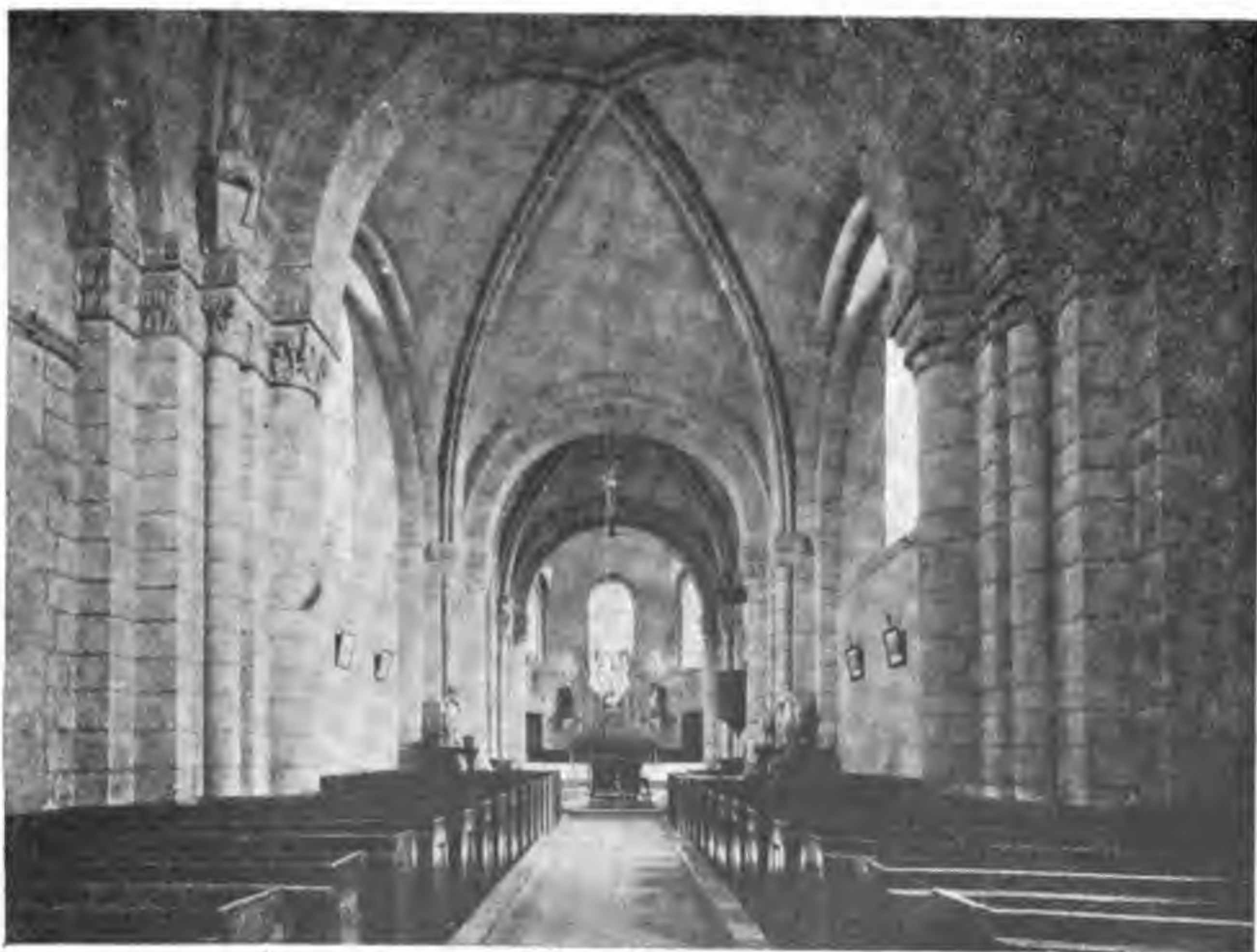
---

(1) Cf. les très intéressants Comptes et Archives de fabrique.

(2) Épître à Timothée : « *Soli Deo honor et gloria. Thi. I. 17* ».

(3) Robert. TRIGER, *Rapports archéologiques. mss. sur les Églises de la Sarthe*, 1906.





L'ÉGLISE DE PIRMIL

*Clichés P. Giraud.*











ANCIENNE CHAPELLE



*Cliché Cordonnier-Détré.*

*Demoulin, grav.*

TAPISSERIE XVII<sup>e</sup> SIÈCLE : « LE SACRIFICE D'ABRAHAM »

VIERGE-MÈRE, STATUE BOIS, XIII<sup>e</sup> SIÈCLE

VITRINE DE CROSES ET ÉMAUX, XII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> SIÈCLES



---

# L'EXPOSITION D'ART RÉTROSPECTIF

A L'HOTEL DE TESSÉ, AU MANS

MAI - OCTOBRE 1923

---

L'exposition d'art rétrospectif, comprise au programme de « l'Exposition internationale » du Mans en 1923, ajoute, après seize années de délaissement, une page intéressante à l'histoire de l'édifice qui remplace depuis 1842 l'ancien Hôtel de Tessé.

Pour bien des motifs, cependant, cette exposition ne pouvait avoir une aussi grande importance que la Rétrospective de 1880, la dernière en date, organisée sur la place des Jacobins par la Municipalité elle-même.

Non seulement la plupart des collectionneurs manceaux de cette époque avaient disparu, mais les complications provenant des nouvelles attributions et du classement de beaucoup d'objets d'art religieux, les risques et l'élévation des frais de transport, sensiblement accrus depuis la guerre, l'exiguité relative des salons affectés à l'art ancien, imposaient des limites plus étroites.

Avec raison, certes, l'administration des Beaux-Arts n'autorise plus l'exposition des objets « classés » dans des pavillons en bois. L'art rétrospectif avait donc dû partager avec l'art contemporain le seul rez-de-chaussée de l'Hôtel de Tessé (1).

Il avait fallu, en outre, maintenir à un chiffre justement proportionné le montant des assurances.

Cette question des assurances devait même dominer, à certains égards, l'organisation de l'exposition d'art ancien. Soucieux de ses responsabilités, le Comité de direction avait pris, à l'égard de

(1) Président général de la Commission des Beaux-Arts, nous nous étions fait scrupule, lors de la répartition des locaux, de trop demander pour les sections d'art rétrospectif dont nous nous occupions plus personnellement, et nous avons cru devoir laisser le grand salon central à l'art contemporain.



l'Etat, des Communes et des particuliers, l'engagement d'assurer tous les objets exposés, et il n'avait pu traiter avec les Compagnies d'assurances qu'à un taux fort onéreux. Or, l'exposition de 1923 n'étant — à la différence de celle de 1880 — qu'une entreprise privée, montée par actions et de résultat financier forcément incertain, le président de la Commission des Beaux-Arts estimait avoir le devoir, vis-à-vis des actionnaires, de restreindre les dépenses au strict nécessaire; en un mot, d'obtenir une exposition rétrospective intéressante au moins de frais possible. Il est heureux d'y être arrivé en se tenant notablement au-dessous du chiffre tout d'abord prévu et concédé pour les assurances des Beaux-Arts.

Pour un motif de sage économie aussi, la Commission avait résolu de recourir de préférence aux collections de la ville et des châteaux des environs du Mans. De même, elle s'était résignée, non sans regrets, à ne pas provoquer le déplacement d'objets d'une valeur exceptionnelle, tels que l'Email de Geoffroy Plantagenet, les magnifiques tapisseries de Saint-Julien et de Saint-Gervais, la célèbre Vierge de Germain-Pilon et les beaux tableaux de maîtres de l'église de la Couture.

Les très bienveillantes autorisations de l'administration des Beaux-Arts, de M. le Maire et de la Municipalité, le haut patronage accordé par Mgr Grente, évêque du Mans, à la section d'art religieux, le concours dévoué des membres de la Commission et le généreux accueil fait à nos demandes par bon nombre d'amis personnels, n'ont pas moins permis d'atteindre un résultat aussi satisfaisant qu'on pouvait l'espérer dans les conditions peu favorables d'après guerre.

L'opinion qui s'affirme chaque jour depuis quatre mois, traduite par de nombreux visiteurs, reconnaît que l'exposition rétrospective de 1923 est bien réussie et digne d'une étude sérieuse; qu'elle groupe un ensemble très varié et très instructif d'œuvres d'art... qu'on ne reverra jamais ainsi réunies.

On nous demande, dès lors, d'en conserver le souvenir. Nous le tentons dans ces quelques pages, ne serait-ce que pour remercier nos excellents collaborateurs et les nombreux amis qui ont bien voulu nous confier leurs trésors de famille, pour le seul



avantage de l'exposition et avec un désintéressement dont on ne saurait trop reconnaître le mérite.

Les notes insérées en tête du Catalogue spécial de l'Hôtel de Tessé donnent des indications suffisantes sur l'historique de cet hôtel et le dispositif général de l'exposition des Beaux-Arts. Une fois de plus, seulement, nous devons dire que le grand vestibule de l'Hôtel de Tessé ne dépend pas de la Commission que nous avons l'honneur de présider (1).

Entrons donc, sans nous arrêter, dans les salons de l'art rétrospectif, à gauche de ce vestibule, et même directement dans la chapelle, réservée à l'art religieux.

Ces notes, en effet, ne doivent pas être un Catalogue. Elles n'ont point pour but de diriger la visite détaillée d'une exposition dès maintenant à la veille de sa clôture, mais plutôt d'en faire ressortir, pour l'avenir comme pour le présent, l'intérêt historique et artistique; par suite, elles demandent à être présentées dans un ordre indépendant des numéros du Catalogue et même de la place qu'occupent les objets.

## I

### ART RELIGIEUX

La section d'Art religieux, dans l'ancienne chapelle remise pour la circonstance à la disposition de Mgr l'Evêque du Mans, a été plus spécialement aménagée, sous son haut patronage, par M. le chanoine Ledru, avec le concours actif de M. le chanoine Lefebvre, vicaire général honoraire (2).

(1) Contrairement aux premiers projets, ce vestibule a été affecté en dernier lieu aux travaux du « Centre de rééducation professionnelle de Rennes ». Bien que nous nous honorions d'une patriotique sympathie pour les mutilés de la guerre, nous n'avons pu voir sans regret que le dispositif, adopté en dehors de la Commission des Beaux-Arts, aboutissait à encadrer sans transition la porte de la section d'art rétrospectif entre deux étalages de ferblanterie et de chaussures! Trop de visiteurs s'en sont étonnés pour que nous ne précisions pas les faits sur ce point de détail.

(2) Commission d'organisation de la Section d'art religieux : M. Robert Trigger, président; Mgr Mignon, vicaire général; MM. le chanoine Lefebvre, le chanoine Ledru, directeur de la Section; J. L'Hermitte, conservateur départemental des Beaux-Arts; P. Cordonnier-Détrie.



Si les difficultés et les frais de transport les ont empêchés, à la dernière heure, de faire venir des communes les objets classés que l'administration des Beaux-Arts avait bien voulu nous accorder, ils n'en sont pas moins parvenus, avec des ressources plus restreintes, à assurer le succès de la section et à donner fort bel aspect à la chapelle.

Une grande statue de la Vierge, en bois, placée sur l'autel; deux vitrines, généreusement exposées à ses frais personnels par M. Julien Chappée, et une superbe statue, en marbre, de Chanoine à genoux, y attirent d'abord l'attention et dominent tout l'ensemble par leur intérêt très exceptionnel.

La grande Vierge en bois, placée sur l'autel, est une statue du XIII<sup>e</sup> plutôt que du XIV<sup>e</sup> siècle, croyons-nous, provenant d'une commune de la Sarthe et heureusement sauvée, il y a soixante-dix ou quatre-vingts ans, par un homme de goût, M. Veillard, d'un lamentable abandon au fond d'un jardin. C'est une Vierge-mère, assise sur un trône, la tête couronnée d'un diadème, tenant un sceptre de la main droite et, de la gauche, soutenant l'Enfant-Jésus debout sur son genoux, la main droite levée dans un geste de bénédiction. L'attitude de la Vierge, qui écrase le serpent sous ses pieds, est majestueuse et en quelque sorte triomphante; son expression d'une gravité douce et bienveillante : les plis du manteau et de la robe sont bien traités. Par contre, l'Enfant est mal proportionné, mais sa raideur excessive peut provenir de l'intention d'accentuer sa souveraineté.

Les notes que la Section a fournies pour le Catalogue ont attribué cette statue au XIV<sup>e</sup> siècle. La tradition, elle, l'attribue à un don fait par la reine Berthe à l'une des églises qu'elle aurait bâties, c'est-à-dire au XIII<sup>e</sup> siècle. La tradition n'a peut-être pas tort quant à l'époque.

D'après M. E. Mâle, le grand maître en iconographie du moyen âge, le XIII<sup>e</sup> siècle, surtout, s'est plu à représenter ainsi la Vierge « majestueusement assise sur un trône, le sceptre à la main, portant son fils avec une gravité en quelque sorte sacerdotale, et à montrer déjà dans l'Enfant, la main levée, le maître qui commande et qui enseigne ». Le XIV<sup>e</sup> représente de préférence « la Vierge debout, l'Enfant-Jésus dans ses bras, avec une expression



de tendresse plus maternelle, plus humaine pour mieux dire, exprimant entre les deux êtres une communion plus intime ».

Dans la première vitrine de M. Chappée, on voit, entre autres, un anneau de mariage carolingien portant les noms des deux époux « AGAPIVS ET FAVSTINA »; la crosse de Pierre le Vénérable, abbé de Cluny au XII<sup>e</sup> siècle; trois pyxides, une châsse émail champlévé, une navette à encens et une autre crosse du XIII<sup>e</sup> siècle; une plaque émaillée et un groupe de personnages, cuivre doré et repoussé, de la même époque, provenant de l'ancienne abbaye de Noyers; enfin la très curieuse crosse de Jean de Chanlay, évêque du Mans en 1279-1292. Tous ces objets sont d'une authenticité incontestable et d'une parfaite conservation.

Dans la deuxième vitrine, se trouve une pièce on peut dire unique, le pourpoint, tissé d'or, que portait le Bienheureux Charles de Blois à la bataille d'Auray où il fut tué, le 29 septembre 1364.

Recueilli peut être sur le champ de bataille même par un Frère prêcheur de Nantes, ce très précieux vêtement, dont le dessin présente alternativement un lion et un aigle dans des octogones, fut conservé et vénéré, jusqu'à la Révolution, au couvent des Carmes d'Angers. Il fut ensuite acheté d'un soldat en 1793, puis, après avoir passé successivement entre les mains d'un costumier de Paris, d'un antiquaire de Lyon et d'un peintre d'histoire, il échoua, en 1888, à l'Hôtel Drouot. Il y fut alors adjugé à M. Raymundo de Madrazo, qui, en 1907, le céda à M. Julien Chappée. Celui-ci, ayant bien voulu le porter à Londres, en 1921, à l'exposition de tissus du Musée de Kensington, les organisateurs, très compétents, de cette exposition, lui ont déclaré, à la suite d'un examen attentif, qu'à leur avis, l'étoffe avait dû être tissée en Perse, au XIV<sup>e</sup> siècle, sur des dessins locaux et par des ouvriers *chinois* (1).

Ce pourpoint, qu'on ne saurait trop féliciter M. Chappée d'avoir soustrait aux profanations du brocantage, n'est pas seulement une pièce rarissime d'exposition : c'est une relique, car

(1) Renseignements obligeamment fournis par M. Julien Chappée. Voir en outre deux intéressantes brochures publiées sur le pourpoint de Charles de Blois, par M. L. de Farcy.



le procès de canonisation de Charles de Blois, déjà considéré comme bienheureux, a été publié depuis la guerre et on y trouve les récits de faits miraculeux dont plusieurs sont advenus dans le Maine.

La statue de Chanoine à genoux n'est autre que cette magnifique statue du Musée archéologique du Mans dont notre regretté maître, M. de Lasteyrie, a donné une belle reproduction et fait ressortir la grande valeur artistique dans l'*Album archéologique des Musées de province*, publié en 1893 sous les auspices du ministère (1). Plus appréciée jusqu'ici à Paris qu'au Mans, cette superbe statue avait été achetée par M. E. Hucher, sans qu'il puisse en déterminer sûrement la provenance. On est réduit à présumer, avec Léon Palustre, le savant auteur de *la Renaissance en France*, qu'elle se trouvait dans l'ancienne église collégiale de Saint-Georges, au château de Vendôme.

C'est une œuvre tout à fait remarquable de la sculpture française au début du xvi<sup>e</sup> siècle, et, après la célèbre Vierge de Germain Pilon, la plus belle statue que possède la ville du Mans. Nous nous félicitons que l'exposition ait procuré l'occasion de la faire mieux connaître à nos concitoyens.

Si on passe maintenant une rapide revue des autres objets exposés, en les classant par époques, il faut, pour commencer, remonter jusqu'au iii<sup>e</sup> ou iv<sup>e</sup> siècle ! C'est au moins dans le style de cette période qu'est traité un bas-relief en marbre de Paros, rapporté de Rome par M. le colonel Savare, et qui représente une trirème remplie de soldats romains, *avec l'emblème chrétien*. Ce serait, grâce à ce détail, un objet de haute curiosité si l'authenticité pouvait en être sûrement établie.

Aucun doute, en revanche, n'est possible au sujet de la pierre trouvée dans un vieux mur de l'église de Coulans (Sarthe) et exposée par la Société historique et archéologique du Maine. On y voit, grossièrement sculpté, un Crucifix encore vêtu de la longue robe à manches, qui a été présenté comme antérieur au x<sup>e</sup> siècle ! Quoiqu'il en soit, cette image si primitive du Crucifix évoque les

(1) L'article de M. de Lasteyrie, et la belle héliogravure de la statue ont été reproduits dans la *Revue historique et archéologique du Maine*, tome 33 (1893), p. 121.



ANCIENNE CHAPELLE



CHANOINE A GENOUX

STATUE MARBRE BLANC, XVI<sup>e</sup> SIÈCLE

*(Musée archéologique du Mans)*

DESSIN DE M. PAUL VERDIER



plus lointains souvenirs de la sculpture chrétienne dans les campagnes du Maine.

Le XII<sup>e</sup> siècle, pour sa part, offre un *Evangeliaire* manuscrit, sur parchemin, avec reliure Empire en maroquin, provenant de la Cathédrale. Le XIII<sup>e</sup> siècle, en plus des objets de la vitrine de M. Chappée, deux pyxides en cuivre doré et émaillé, aussi de la Cathédrale, et, comme spécimen de son style, une très grande Vierge, en bois, de la collection Singher. Le XV<sup>e</sup> siècle, un superbe *Graduel* manuscrit, sur vélin, orné de miniatures, donné à la Cathédrale par Bertrand de Beauvau et son fils Antoine; une chape en soie verte brochée, appartenant à M. Chappée; quatre intéressants bas-reliefs en albâtre représentant des scènes de la vie de Notre-Seigneur et provenant de la collection Liger, un joli petit ange en cuivre doré portant dans un tube du cristal des reliques de saint Julien, et plusieurs primitifs : deux exposés, par M. le chanoine Lefebvre, *la Nativité* et *le Crucifiement*, et un autre *Crucifiement*, œuvre naïve d'un artiste de campagne, envoyée par M. l'abbé Branchu, curé de la Chapelle-Saint-Aubin. Dans la scène de *la Nativité*, notons un détail caractéristique de l'époque : saint Joseph y tient une chandelle allumée dont il protège la flamme avec l'autre main. D'après M. Mâle, ce détail eût été inspiré par les représentations des premiers mystères, afin de bien indiquer que l'événement s'était passé pendant la nuit.

Avec le XVI<sup>e</sup> siècle, l'exposition est déjà assez riche pour qu'il soit nécessaire de grouper les objets par genres. Comme spécimens d'orfèvrerie, par exemple, elle présente le reliquaire du doigt de saint Julien, classé par arrêté ministériel du 6 juin 1902, et une belle croix d'argent du trésor de la Cathédrale, ainsi qu'une petite statuette reliquaire en argent doré de l'église de Vouvray-sur-Loir. Comme spécimens d'émaux, une « Cène » (de La Ferté-Bernard), une « Annonciation », émail de Limoges (M. Quinton), et deux « Saints en prière » ayant appartenu au R. P. dom Guilloreau, abbé du monastère bénédictin de Haute-Combe. Comme spécimens de broderies et de dentelles, un superbe dais brodé de la Ferté-Bernard et une belle guipure d'autel appartenant à M. Déan-Laporte, à qui on doit, en outre, un chauffe-mains très original et très rare. Nombreux aussi sont les bois



ANCIENNE CHAPELLE



*Cliché Cordonnier-Detrie.*

*Demoulin, grav.*

CROSSES, EMAUX, GROUPE CUIVRE DORÉ, XII<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup> SIÈCLES  
*Vitrine de M. Julien Chappée*







sculptés : statuettes en bois peint, « Le Christ à la colonne et au jardin des Oliviers » (M<sup>m</sup> A. Lebert); panneau de coffre représentant la Cène (M. Quinton); petit ange céroféraire de l'ancienne église de Notre-Dame des Champs à Saint-Jean-d'Assé; groupe de Saint Jérôme polychromé et daté de 1573 (M. l'abbé Bignon); panneaux de meubles anciens (M. Poivet).

Toutefois il faut avouer que, pour la sculpture de la Renaissance, la Section n'a réuni que des documents bien secondaires : un moulage, dû à M. Demas, d'un petit bas-relief en albâtre « la mort de la Vierge », autrefois dans l'église de Congé-des-Guérêts; deux héliogravures des célèbres sculptures de Solesmes, dont il convenait de rappeler au moins le souvenir. Il eut été facile d'ajouter bien d'autres moulages intéressants, tels que celui de la fameuse statue de la Madeleine, mais il a semblé que le caractère de l'exposition ne le comportait pas.

La peinture du xvi<sup>e</sup> siècle, en revanche, est représentée par plusieurs œuvres très dignes d'attention. En plus d'une *Annonciation* sur bois, obligeamment prêtée par M. et M<sup>m</sup> Querville, citons une belle réplique ancienne, sur bois, de la *Visitation* de Sebastiano del Piombo (1485-1547), aujourd'hui au Musée du Louvre, et qui fait partie de la riche collection de M. le marquis d'Argeance; deux tableaux également sur bois provenant de l'église de la Couture et une toile signée du Gréco, à M. Singher.

Les tableaux de la Couture, qu'on voit mal dans leur emplacement ordinaire au-dessus de la porte de la sacristie, ont été attribués à l'École flamande et datent des premières années du xvi<sup>e</sup> siècle. Le premier représente *l'Adoration des Bergers et la Circoncision*; à l'angle gauche, Michel Bureau, évêque d'Hiérapolis et abbé de la Couture de 1496 à 1518, est à genoux, sur un prie-Dieu à ses armes, accompagné de deux moines. Le deuxième tableau est divisé en trois scènes, *l'Adoration des Mages, Saint-Roch et la Décollation de saint Jean-Baptiste*. Au sommet de la scène du milieu se voit l'écusson royal entouré du collier de l'ordre de Saint-Michel, et ayant pour supports deux porcs-épics; à l'angle supérieur de droite, la moitié du blason de Michel Bureau. Ces deux panneaux ont été classés par arrêté du 17 juin 1901.

*Le Crucifiement* du Gréco, lui, est une œuvre très recherchée



dans son genre, mais, à notre avis, plus curieuse que séduisante. D'origine grecque, Doménico Théotocopuli, surnommé le Gréco, s'était formé à Venise, à l'école du Titien ; il avait ensuite été attiré à Tolède en 1575 par Philippe II. Réputé « curieusement novateur », c'était le « cubiste » de son temps, et à ce titre sans doute, il compte aujourd'hui bon nombre d'admirateurs.

La toile de M. Singher emprunte une valeur spéciale à la signature très apparente.

Les tableaux religieux des **xvii<sup>e</sup>** et **xviii<sup>e</sup>** siècles, on doit maintenant le reconnaître, sont de moindre valeur artistique. L'un d'eux, *l'Assomption*, de Simon Guillebaut (1643-1708), a au moins le double intérêt d'être l'œuvre d'un peintre originaire du Mans et d'avoir orné jadis l'appartement de la marquise de Chavagnac, à l'hôtel de Tessé. D'autre part, une *Vierge*, envoyée par M. l'abbé Braconnot, semble se rattacher à l'École de Jean de Boulogne, et on doit de nouveau à M. le marquis d'Argence une très grande et agréable toile signée « J. Jaurat, 1749 », *la Présentation de la Vierge au Temple*, qui a conservé intact son magnifique cadre en bois sculpté.

Pour cette même époque, les terres-cuites sont assez nombreuses. Plusieurs provenant de la cathédrale (la Vierge et saint Jean, les Saintes Femmes, saint Gervais et saint Protais), ou du Musée archéologique (saint Antoine et sainte Barbe), offrent d'excellents spécimens de cette École de plastique mancelle des **xvii<sup>e</sup>** et **xviii<sup>e</sup>** siècles qui a produit tant d'œuvres charmantes, ne serait-ce que la gracieuse statuette de Notre-Dame d'Étival-en-Charnie dont le peintre décorateur Renouard nous a laissé un moulage artistement teinté.

En définitive, le **xvii<sup>e</sup>** siècle prend surtout une place honorable par la belle tapisserie « *Le Sacrifice d'Abraham* », tendue au fond de la chapelle, la superbe croix en cristal de roche, don d'Étienne Gueffier en 1626, et un riche devant d'autel en velours rouge, rehaussé d'ornements or appliqués, qui appartiennent à la Cathédrale. Deux grands reliquaires en bois sculpté, exposés par M. Ledru ; un thabor également sculpté, un Christ en ivoire et des bas-reliefs en bois peint, de provenance espagnole, à M<sup>me</sup> A. Lebert ; un grand buste en bois du Christ, très expressif, et un



Crucifix en buis (M. l'abbé Bignon) ; un petit groupe encore en bois de caractère tout à fait local, « Saint Julien faisant jaillir la source de l'Éperon » (M<sup>lle</sup> de la Haye-Montbault), achèvent de donner un aperçu de l'art religieux de ce temps, alors que des coquilles de pèlerins, recueillies par M. l'abbé P. Calendini, font songer au fameux pèlerinage de Saint-Jacques de Compostel.

L'art du XVIII<sup>e</sup> siècle se révèle, à son tour, sous des formes variées, dans une collection de chasubles et de mitres d'évêques, des chandeliers en cuivre argenté avec blasons, une crosse et un bâton de grand chantre provenant de la Cathédrale ; dans la Croix et les chandeliers de l'ancienne chapelle du château des évêques du Mans, envoyés par M. le curé d'Yvré-l'Évêque, une exposition, une Vierge et des feuillages en bois sculpté (MM. Boisseau, Quinton, Grassin), un Christ habilement restauré par M. Fournier, un reliquaire Louis XV, à M. le comte Meunier du Houssoy.

Exceptionnellement, enfin, l'époque moderne se laisse entrevoir dans quelques œuvres d'intérêt local. On lui doit, entre autres, un bon portrait de Mgr de la Myre-Mory, évêque du Mans sous la Restauration, signé « Le Barbier aîné, 1823 » ; de jolis émaux religieux du baron de la Touanne (M<sup>me</sup> Le Houx) ; deux tapisseries des religieuses de Champfleury ; le tableau, essentiellement manceau, de M. Paul Verdier, « *Le Crucifix des Rameaux à la Cathédrale du Mans* », qui a figuré au Salon de 1902 ; deux aquarelles, très remarquées, de la *Vie de Jeanne d'Arc*, présentées par M. Lionel Royer au concours des vitraux d'Orléans en 1893 et données par lui à la Société historique du Maine ; plusieurs envois, enfin, de M. de Préville, le sculpteur distingué auteur de la statue de Jeanne d'Arc, érigée à Laval sur la place Hardy de Levaré. Parmi ces envois qu'on trouvera détaillés au Catalogue, signalons au moins deux bustes de Jeanne d'Arc, toujours regardés des visiteurs, et une œuvre très opportune d'actualité, une fort jolie maquette de statue de la duchesse d'Alençon, Marguerite de Lorraine, récemment déclarée Bienheureuse.

En même temps que duchesse d'Alençon, Marguerite de Lorraine, on le sait, a été vicomtesse de Beaumont et de Fresnay, baronne de La Flèche, et nous lui avons voué un culte spécial pour la haute intelligence, l'énergie et la rare équité avec lesquelles,



veuve à 30 ans, elle a administré nos contrées (1492-1509). Nous avons donc été heureux de pouvoir comprendre dans notre exposition personnelle une très fidèle reproduction de son plus ancien portrait, dessin au lavis de la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, que possède M<sup>me</sup> la baronne de Sainte-Preuve, d'Alençon, et une copie du portrait du xvii<sup>e</sup> siècle conservé au monastère des Clarisses de cette ville, qu'a bien voulu nous confier M. le chanoine Guérin, le récent historien de Marguerite de Lorraine.

Si la place l'eut permis, nous aurions volontiers réclamé aussi une place pour l'architecture religieuse. Faute de mieux, M. le chanoine Ledru a réuni dans une vitrine une collection de dessins et de vues des églises de la Sarthe, et il a ajouté, à quatre fragments de vitraux anciens de la collection de M. Échivard, un projet de reconstruction du clocher d'Yvré-l'Évêque, par M. Ricordeau.

Il nous faut arrêter, sur ces derniers détails, cette revue déjà trop longue de la section d'art religieux. Nous ne la terminerons pas, toutefois, sans dire que l'art oriental, lui aussi, est représenté par de curieuses icônes russes appartenant à M<sup>lle</sup> Monsimier, à MM. du Guerny et de Boislaville.

## II

### ART RÉTROSPECTIF

L'art rétrospectif « profane » occupe, pour sa part, trois salons contigus à la chapelle. La Commission d'organisation eut désiré rendre cette section encore plus instructive en y répartissant les objets par époques. Un classement rigoureusement méthodique n'étant pas possible, on a réuni au moins dans la première salle toutes les œuvres antérieures à Louis XIV, dans les deux autres celles des xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles.

Ajoutons que l'organisation de la section a été comprise à deux points de vue différents : au point de vue exclusivement artistique et au point de vue des souvenirs de l'histoire locale. Il a semblé en effet, que, dans une exposition destinée à un public nombreux et très varié, il convenait de faire place non seulement à des







SALLE I



*Cliché Cordonnier-Détré.*

*Demoulin, grav.*

TAPISSERIE XV<sup>e</sup> SIÈCLE : SAINT GRÉGOIRE ET SAINT JÉRÔME  
PIERRE SCULPTÉE AUX ARMES DE LA VILLE DU MANS  
VASES EN ÉTAİN AYANT SERVI À PRÉSENTER LE VIN D'HONNEUR



œuvres d'art susceptibles d'être spécialement appréciées par les connaisseurs, mais aussi à des œuvres locales évoquant les souvenirs et les noms dont la ville du Mans est en droit de s'honorer(1).

## ÉPOQUES ANTÉRIEURES A LOUIS XIV.

(Salle I.)

La désignation « de Salle antérieure à Louis XIV » est bien justifiée, certes, pour la salle I, car les deux premiers objets qu'on y rencontre en entrant, de chaque côté de la porte, sont deux marbres grecs, une tête d'homme et une tête de femme, que leur propriétaire M. Julien Chappée, collectionneur très compétent, n'hésite pas à dater du v<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ ! Ce sont, en tout cas, deux beaux spécimens de l'art antique ; la tête d'homme, surtout, est un morceau de sculpture de premier ordre.

Nous remercions d'autant plus M. Chappée d'avoir confié ces deux pièces exceptionnelles à la section qu'elles y représentent, à elles seules, tout l'art ancien jusqu'au xiv<sup>e</sup> siècle de notre ère. Le peu de place dont on disposait ne permettait évidemment pas de donner à l'exposition l'aspect d'un musée archéologique : on ne pouvait y comprendre, comme en 1880, des collections gallo-romaines, et la plupart des objets d'art du moyen âge ayant un caractère religieux appartenaient à la Chapelle.

Ce n'est donc, à vrai dire, qu'avec le xiv<sup>e</sup> siècle que s'ouvre la section, mais ce siècle déjà y compte une charmante statue de la Vierge, en pierre, de l'ancienne église de Villedieu, près Brûlon, appartenant à M. Tézé, et exposée par exception dans la Salle I, depuis la publication du Catalogue.

Le xv<sup>e</sup> siècle offre, lui, une belle tapisserie de grand effet, « *Saint Grégoire et saint Jérôme* » provenant de la collection Liger, et un très intéressant portrait de femme, sur bois, à M<sup>me</sup> de Vauguion. Par la finesse de sa facture, la richesse et l'originalité de la coiffure, cette tête de femme est l'un des tableaux les plus appréciés des connaisseurs.

(1) Commission d'organisation : M. Robert Triger, président ; MM. J. Chappée, P. Cordonnier-Détré, secrétaire, Déan-Laporte, D<sup>r</sup> Delaunay, Denis du Paty, François, A. Gentil, A. L'Eleu, A. Leroux, J. L'Hermitte, R. de Linière, Monziès, Simon. (Adjoint pour l'accrochage A. Poignant.)



D'autre part, des panneaux de meubles, délicatement sculptés, devants de coffres ou de bahuts, donnent un aperçu de l'ornementation gothique du mobilier, à l'époque dite flamboyante. Un détail même est à noter au sujet des panneaux exposés par M. l'abbé Bignon. Plusieurs proviennent de coffres de mariage normands et offrent des motifs allégoriques d'une piquante ironie : d'abord, les deux époux, sous la forme de colombes, roucoulant dans le feuillage et buvant dans la même coupe ; puis le malin esprit, sous la forme d'un vilain serpent, venant leur souffler de mauvaises pensées et troubler la lune de miel !

Avec les premières années du xvi<sup>e</sup> siècle, reparaissent des œuvres importantes.

L'une d'elles est remarquable entre toutes. C'est un médaillon rond, peint délicieusement sur bois dans la manière de Lucas de Leyde, qui représente *la Vierge allaitant l'Enfant Jésus*. Sur l'encadrement, on lit l'inscription suivante : † AVE. REGINA CELORVM. MATER. REGIS. ANGELORVM. O. MARIA. FLOS. VIRGINVM. VELUD. ROSA. VEL. LILIUM. » Ce charmant médaillon, d'un caractère plus artistique que religieux, appartient à M<sup>me</sup> la marquise de Mailly : il avait figuré à l'exposition rétrospective de 1880 et y avait été très remarqué. La tête de la Vierge est d'une grâce exquise, les plis du voile sont merveilleusement traités.

Viennent ensuite un portrait sur bois, d'une expression caractéristique, « le Bon Chevalier Bayard, lieutenant pour le Roi en Dauphiné », trouvé au château d'Ampuis (Rhône) et appartenant encore à M<sup>me</sup> de Mailly ; puis un dernier portrait, sur bois, de Florimond Robertet, baron d'Alluye, sieur de Bury, trésorier de France et secrétaire des finances sous Charles VIII, Louis XII et François I<sup>er</sup>.

Florimond Robertet a été, dans son temps, un haut personnage et il garde une place des plus honorables dans l'histoire du Blaisois. Nous pouvons ajouter aujourd'hui qu'il appartient aussi à notre pays du Maine. Tout récemment, en effet, nous retrouvions aux Archives de la Sarthe, un acte passé devant le bailli de Blois, le 7 février 1508, par lequel « noble homme Florimond Robertet et sa femme damoiselle Michelle Gaillard, achètent de Jacques Carbonnel, du pays de Cotantin, la Chatellenie, terre et seigneurie de



*SALLE I*



*Cliché Cordonnier-Détré.*

*Demoulin, grav.*

**FLORIMOND ROBERTET**

**BARON D'ALLUYE, SIEUR DE BURY,  
SECRÉTAIRE DES FINANCES SOUS CHARLES VIII,  
LOUIS XII ET FRANÇOIS I<sup>er</sup>, MORT EN 1522  
SEIGNEUR DE LA GUIERCHE, AU MAINE (1508)**

*Portrait sur bois provenant du Château de Bury*







*SALLE I*



*Cliché Cordonnier-Détric.*

*Demoulin, grav.*

**JEAN DE VIGNOLLES**

**LIEUTENANT PARTICULIER EN LA SÉNÉCHAUSSÉE DU MAINE, EN 1550**

**CHEF DES CALVINISTES DU MANS, 1562**

*Propriétaire du « Clos de Maupertuis », où s'éleva plus tard l'Hôtel de Tessé*

**PORTRAIT PEINT A ANVERS, PAR DE ROBELAR, EN 1562**

*(Tribunal du Mans)*







la Guierche, au pays du Maine, pour la somme de 10.000 escus d'or en or au soleil et 100 escus de vin de marché (1) ».

C'était vraisemblablement un bon placement.

A cette date, le château de la Guierche, près Le Mans, qu'avait possédé au xv<sup>e</sup> siècle la famille de Tucé, s'est relevé des désastres de la guerre de Cent ans. C'est « une place bien deffensable, ceinte « de murailles et de tours, avec pont-levis, douves, maisons bien « logeables et une belle chapelle dédiée à saint Jacques et saint « Philippe ». Il restera la propriété de la veuve de Florimond Robertet jusqu'au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, époque où le mariage de leur fille Françoise Robertet, avec Tristan de Rostaing, le fera passer dans la famille de Rostaing (2).

Ce rapprochement arrive juste à point pour nous autoriser à comprendre désormais dans l'iconographie mancelle le portrait ci-dessus, qui a été retrouvé au château même de Bury et fait actuellement partie de la collection Storelli, près de Blois, d'où M<sup>me</sup> A. de Vaublanc a eu la grande obligeance de l'apporter à l'exposition du Mans.

Le tableau des *Changeurs*, sur un panneau voisin, n'est qu'une bonne copie, ancienne croyons-nous, d'un tableau célèbre longtemps attribué à Quentin Metsys (1466-1530). Nous n'en savons pas moins de gré à M. le commandant Haca d'avoir bien voulu nous accorder cette toile, imitée peut-être du peintre flamand van Roymerswall et qui traduit bien, dans les types et les costumes des personnages, le cachet de l'époque.

Toutes ces œuvres, par le fait, appartiennent à la période de transition qui précède la Renaissance. Une élégante statuette d'enfant, en bois, du Musée de la Préfecture, un bahut richement décoré, une superbe arbalète à monture en ivoire, datée de 1576, un intéressant portrait de femme dans le genre des Du Moustiers, exposés par MM. le comte Meunier du Houssoy, de Boislaville et de Vaissière, se rattachent nettement à l'art nouveau après son épanouissement.

(1) Archives de la Sarthe, E. 23.

(2) Archives de la Sarthe, E. 29. Il ressort des documents de ce dossier que la liste des seigneurs de la Guierche donnée par Pesche, *Dictionnaire de la Sarthe*, est inexacte en bien des points.



Enfin, du xvi<sup>e</sup> siècle encore datent plusieurs souvenirs locaux qui, à défaut de valeur artistique, sont d'un réel intérêt pour l'histoire du Maine.

Tels sont, en première ligne, deux grands vases en étain, aux armes primitives du Mans, dans lesquels les échevins offraient jadis le vin d'honneur aux personnages de passage. Ils accompagnent, sur la cheminée, une pierre sculptée de la collection de la Société archéologique du Maine reproduisant les armes de la ville à une époque différente(1), et, avec la belle tapisserie de Saint Grégoire qui les surmontent, donnent au panneau du fond de la salle un aspect sobre et sérieux, bien dans le ton général de cette première salle.

Tels sont, ensuite, deux volets d'un triptyque de Château l'Hermitage et un panneau peint sur bois, daté de 1547 (au regretté M. Charles de Linière), provenant de l'ancienne chapelle du château du Gros-Chesnay, qui montre au moins ce que faisaient alors nos peintres de campagne; le portrait de Guillaume le Rouillé, lieutenant-général de Beaumont et de Fresnay, premier commentateur de la coutume du Maine (1494-1550), et celui de Jean de Vignolles, lieutenant particulier en la Sénéchaussée du Maine en 1550.

Ces deux portraits étaient depuis longtemps oubliés dans la salle du Conseil du Tribunal du Mans. Nous avons eu la bonne fortune de les y retrouver à la veille même de l'ouverture de l'exposition, et le distingué président, M. Lajus, a bien voulu nous les confier.

En dépit de l'appréciation quelque peu irrévérencieuse de certains artistes délicats, le portrait de Jean de Vignolles a été accueilli avec une vive curiosité par les historiens du Maine. Jean de Vignolles, en effet, n'avait pas seulement un droit particulier à figurer dans une exposition qui se tient sur un terrain dont il a été l'un des premiers propriétaires (2); il a été, pendant toute une partie du xvi<sup>e</sup> siècle, l'un des principaux et des plus bruyants personnages du Mans. Chef ardent des Calvinistes man-

(1) Remplacée le 8 septembre par la Vierge de Villedieu.

(2) Voir notre récent travail : *L'ancien Hôtel de Tessé au Mans et ses collections artistiques*, Le Mans, Monnoyer, 1922.



ceux en 1562, il s'est même distingué par quelques fâcheux exploits qui l'ont contraint — après le pillage de la Cathédrale, — à quitter son bel hôtel du Louvre, situé près de l'Hôtel de Ville actuel, pour aller se réfugier à Anvers. Or, une mention inscrite sur la toile, nous apprend que ce fut précisément en 1562, pendant ce petit voyage forcé, qu'il fut « Pourtraict à Anvers par de Robelar ». Nous avons, dès lors, dans cette œuvre, si médiocre qu'elle soit, le portrait fidèle de Jean de Vignolles à l'époque de ses plus fougueux exploits. L'expression plus qu'énergique, dure et brutale, répond bien à ces exploits ; c'est une tête de taureau... dangereux et intelligent.

En revanche, le portrait de Jean-François de Faudoas d'Averton, seigneur de Sérillac, comte de Belin, que nous devons à une gracieuse attention de son arrière petite nièce M<sup>me</sup> la comtesse d'Angély-Sérillac, ne répond nullement, à première vue, à l'idée qu'on se fait du personnage. « Gouverneur de Ham, de Paris, de Calais et depuis de la personne de Henry de Bourbon (1599) », le comte de Belin a été célèbre au temps de la Ligue et a laissé généralement le souvenir d'un homme... peu commode. La légende même s'est emparée de lui et de son fameux cheval l'Oiseau ; elle en raconte des choses à la fois bien drôles et bien terribles. Dans son portrait, le comte de Belin se présente sous l'aspect d'un gentilhomme élégant et soigné, aux traits fins et distingués, qui assurément n'a rien de terrible (1). La légende aurait-elle tort, ou est-il vrai, une fois de plus, « qu'il ne faut pas juger les gens sur la mine ? ».

Quoiqu'il en soit, Jean-François de Faudoas eut le mérite d'être un des amis les plus dévoués du bon roi Henri IV, et à sa mort, en 1609, nous arrivons au début du xvii<sup>e</sup> siècle.

Nous y vivrons quelques instants en présence de plusieurs souvenirs encore intéressants du règne de Louis XIII. Voici, entre autres, un beau cabinet en bois de poirier noirci imitant l'ébène, avec décor intérieur en marqueterie, et l'histoire de

(1) On trouvera une bonne reproduction de ce portrait et une notice rigoureusement historique sur le comte de Belin, dans l'histoire généalogique de *la Maison de Faudoas*. Paris, Lemerre, 1908.



Joseph et de M<sup>me</sup> Putiphar sculptée sur les volets, qui provient d'une ancienne maison de la rue de Courthardy ; la curieuse épée donnée par le jeune roi, lors de son passage au Mans en 1614, comme prix de tir à l'arquebuse, à l'honnête maître d'hôtel de La Fontaine, Guillaume Masnier, « capitaine des habitants du faubourg Saint-Jehan » ; un charmant portrait d'Armand de Tessé à quatre ans (1616), sorti de la galerie de tableaux de Tessé ; enfin, un portrait d'Antoine Le Corvaisier de Courteilles, conseiller au Présidial en 1637, lieutenant-criminel en 1648, auteur de l'*Histoire des Evêques du Mans*, l'un des premiers livres de notre histoire provinciale.

Ces objets, provenant, les trois premiers des musées de la ville, le troisième de la collection de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, sont, à vrai dire, intéressants surtout pour les Manceaux. Par contre, la superbe tapisserie du xvii<sup>e</sup> siècle, placée au-dessus du cabinet Louis XIII, est digne de l'attention de tous les amateurs d'art sans distinction. Elle représente, croit-on, « *le Paiement du tribut à un roi victorieux* » ; elle n'a malheureusement plus sa bordure.

La tapisserie de la Couture, *Moïse sur le Mont-Sinaï*, qui lui fait vis-à-vis, est de la même époque, mais de moindre valeur, et son choix a été indiqué surtout par les dimensions étroites du panneau, qu'elle garnit, d'ailleurs, fort bien.

Deux anciennes vues du Mans aux xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles, documents précieux pour la topographie locale, provenant, l'une du Musée archéologique, l'autre de l'Evêché ; un exemplaire de l'eau-forte si pittoresque de Chereau, « *Le Mans au xvii<sup>e</sup> siècle* », prêté par M. F. Beillard ; deux dessins des anciennes portes de la Cigogne et du Château, et une grande vitrine composée spécialement par le D<sup>r</sup> Delaunay avec son érudition si sûre et si originale, complètent, dans cette Salle I, l'exposition des souvenirs locaux.

A elle seule, la vitrine du D<sup>r</sup> Delaunay mériterait une longue description, car elle groupe des documents et des objets qui forment un ensemble des plus rares. Il faut se borner à dire ici qu'elle présente trois collections distinctes, très appréciées des spécialistes et dont on trouvera le détail au Catalogue : une col-



*SALLE I*



*Cliché: Cordonnier-Détré.*

*Demoulin, grav.*

**TAPISSERIE XVII<sup>e</sup> SIÈCLE. « PAIEMENT DU TRIBUT »**

**CABINET LOUIS XIII**







GRAND ESCALIER



*Cliché Cordonnier-Détré.*

*Demoulin, grav.*

TAPISSERIE XVII<sup>e</sup> SIÈCLE  
« *Le Triomphe d'Amphitrite* »  
(COLLECTION LIGER)







lection sur l'histoire de la typographie mancelle (anciennes éditions et imagerie populaire); une collection sur l'histoire de la médecine, de la chirurgie et de la barberie (livres, autographes, brevets de médecins et de chirurgiens manceaux); une collection de vases et objets relatifs à l'histoire de la pharmacie.

Dans cette dernière série se trouvent de curieux vases de la pharmacie de l'Hospice du Mans, que l'administration de l'établissement a bien voulu confier à l'exposition, entre autres *un vase à graisse humaine*, en faïence ancienne à décor bleu, portant l'inscription AXUNGIA HUMANA. Le commentaire qu'en donne le docteur n'est certes pas banal. « La graisse humaine, nous apprend-t-il, en particulier la graisse de pendu, était recommandée en frictions contre les douleurs articulaires, les contusions, les blessures; elle passait pour effacer sur le visage les traces de la variole. » Hâtons-nous de rassurer nos lectrices : la recette est tout à fait *rétrospective*, et le vase, vide depuis longtemps, ne sert plus qu'à jeter une note gaie dans une exposition que certains esprits moroses pourraient trouver trop sérieuse!

L'Hospice a bien voulu envoyer, en outre, un colossal mortier de pharmacie, fondu en 1688 par Pierre Moreau « pour l'hospital général du Mans » et donné par un respectable prêtre du nom de Claude Emery. Pierre Moreau, de son métier, était fondeur de cloches paroisse de la Couture. Il n'est pas étonnant que son mortier raisonne aussi harmonieusement qu'une cloche et qu'il soit aussi difficile à remuer!

Mais, le docteur Delaunay a brouillé notre chronologie. Laissons-le aux savantes collections par lesquelles il s'est efforcé de consacrer l'alliance de la Science et de l'Art, et revenons vite au grand siècle.

## XVII<sup>e</sup> SIÈCLE

(Salles II et III)

Pour tous les étrangers qui honorent la ville du Mans de leur visite, l'une des célébrités « du crû » les plus connues et les plus populaires est toujours le poète Scarron, le très spirituel et très



joyeux auteur du *Roman comique* (1610-1660). Malgré ses nombreuses fredaines, malgré la lamentable difformité qui en fut la conséquence, Paul Scarron garde, il est vrai, les sympathies de la postérité par des qualités éminemment françaises : il fut un homme de beaucoup d'esprit, d'une philosophie plus que malicieuse, d'une gaieté toute gauloise, et... un grand ami de la bonne chère représentée par les fameuses poulardes du Mans.

A tous ces titres, il méritait une large place à l'exposition : on lui a réservé tout un panneau. Comme de juste, on y voit d'abord son portrait, très bon portrait du temps, donné au musée par M<sup>me</sup> Jubinal, née de Saint-Albin ; le personnage n'est pas beau, mais la peinture est excellente et rend à merveille l'expression fine et narquoise. Au-dessus, deux scènes du *Roman comique*, l'arrivée des comédiens au Mans et leur première représentation, troublée par une bagarre homérique : jadis au château de Vernie, ces deux tableaux du peintre manceau Coulom (fin du xvi<sup>e</sup> siècle), gagnent beaucoup à être sortis du musée où on les voit fort mal, pour revenir passer quelques mois près de la famille de Tessé. En côté, un exemplaire encore de la jolie gravure de Pater « l'arrivée des Comédiens », et un consciencieux dessin de M. Paul Cordonnier-Détrie montrant la maison de Scarron au Mans, telle qu'on l'a connue avant sa récente restauration, avec ses fenêtres à petits carreaux.

Mais « il ne faut jamais séparer ce que Dieu a uni ». Nous avons donc tenu à reconstituer le ménage, si mal assorti qu'il fut, qui s'était honnêtement formé en 1652 par devant la Sainte Eglise : en regard du portrait de Scarron se présente, grâce à un très aimable prêt de M<sup>me</sup> la marquise de Broc, le portrait de Madame Paul Scarron, cette charmante Françoise d'Aubigné dont on connaît l'extraordinaire destinée. S'il n'est pas très artistement peint, le minois de Françoise d'Aubigné, alors très jeune, est fort agréable. Il offre un contraste si piquant, pour ne pas dire si cruel, avec la laideur de son spirituel époux, qu'il était de toute charité d'intercaler entre eux un médaillon-buste en marbre-blanc de Louis XIV, exposé par M. Raoul de Linière. Le Grand Roi, seul, en faisant de M<sup>me</sup> Scarron la marquise de Maintenon, pouvait lui donner une compensation esthétique et pratique suffisante.



SALLE II



*Cliché Gondonnier-Détré*

*Demoulin, grav.*

TAPISSERIE VERDURE, XVII<sup>e</sup> SIÈCLE  
SECRÉTAIRE - BIBLIOTHÈQUE LOUIS XV  
PORTRAIT DE FRANÇOISE D'AUBIGNÉ







Elle l'en remercia, entre autres manières, en dirigeant l'éducation de Louis-Auguste de Bourbon, duc du Maine : un portrait de l'École de Mignard, parfois même attribué personnellement à Mignard, rappelle, au bas du panneau, le souvenir de ce petit élève de M<sup>me</sup> de Maintenon, qui ne sera pas toujours... aussi gentil.

Sur ce, n'anticipons pas davantage et revenons quelques instants à l'époque de Scarron.

Elle vaut, en effet, encore à l'exposition deux toiles devant lesquelles il convient de s'arrêter avec la plus sérieuse attention, car, de l'avis d'artistes très compétents, elles sont, l'une et l'autre, du grand maître Philippe de Champaigne.

La première, datée de 1647, est un portrait de « Charles de Perrochel, seigneur de Grandchamp, conseiller du Roi en son Conseil d'État et grand audienier de France », provenant de la famille de Perrochel et appartenant aujourd'hui à M<sup>me</sup> Passavant, qui a bien voulu l'accorder aux instances très opportunes et dévouées de M. Monziès. La deuxième est un portrait aussi de Mgr Philibert-Emmanuel de Beaumanoir-Lavardin, évêque du Mans de 1648 à 1671, conservé à la Cathédrale et classé par arrêté ministériel du 17 juin 1901. De même facture, ces portraits sont tous les deux de valeur exceptionnelle. Chacun a ses qualités spéciales, mais celui de Charles de Perrochel est peut-être encore le plus beau.

L'évêque Philibert-Emmanuel de Beaumanoir n'a pas seulement droit, au point de vue artistique, à la place d'honneur qu'il occupe au-dessus de la cheminée de la Salle II ; il y a un droit de maître de maison. Comme nous l'avons établi dans une notice récente, il a eu, en fait, pendant tout son épiscopat, la jouissance de cet hôtel de Lavardin-Tessé, qu'avait construit son oncle, Mgr Charles de Beaumanoir, et qui appartenait à son jeune neveu Henri Charles de Beaumanoir, marquis de Lavardin. De plus, il fut le grand ami et protecteur de Scarron qu'il eut même l'idée, bien étrange pour les gens d'aujourd'hui, de nommer chanoine du Mans, sans qu'il ait jamais été prêtre.

Ce choix bizarre n'attira cependant pas à Mgr Philibert-Emmanuel de Beaumanoir autant de mésaventures que son attachement, pendant la Fronde, au cardinal Mazarin. L'exposition a prouvé



son entière impartialité politique en plaçant, non loin du portrait du prélat, ardent partisan de la Cour, une curieuse gouache ancienne dans laquelle on voit la Grande mademoiselle culbuter avec un fougueux entrain le Mazarin abhorré. Les mots « Vive le Roy, point de Mazarin ! » suivis de quelques vers bien sentis ajoutent à l'intérêt de cette Mazarinade, rarissime, communiquée par M<sup>me</sup> d'Harembert.

Mais le triomphe de son puissant patron n'empêche pas Mgr de Beaumanoir de disparaître, son heure venue, et à partir de 1680, on le sait, il est remplacé comme principal occupant de l'hôtel de Lavardin au Mans, par René de Froullay, comte de Tessé. Maréchal de France en 1703, celui-ci achète personnellement, en 1705, l'hôtel de Lavardin qui devient dès lors l'hôtel de Tessé, et qui restera la propriété de la famille de Tessé jusqu'en 1810.

Nous n'avons pas à rappeler ici les rapports si cordiaux, si intéressants, des comtes de Tessé avec la ville du Mans. Contentons-nous de dire qu'à l'exposition des Beaux-Arts de 1923, on est, en réalité, chez eux (1). Leurs souvenirs dominant le local au point qu'il vient de reprendre leur nom et que la section rétrospective eut été heureuse de pouvoir leur consacrer une salle entière.

Elle n'a pu leur attribuer que le panneau bien mal éclairé qui fait face à celui de Scarron. Par le soleil du matin, on peut au moins y voir deux très beaux portraits du maréchal : l'un, en buste, rappelant exactement le portrait peint par Rigaud ; l'autre, en pied et en costume de cour, signé de Laumosnier, son peintre attitré. On y voit, en outre, deux des tableaux historiques de cet artiste : *l'Entrevue de Louis XIV avec Philippe IV, roi d'Espagne, dans l'île des Faisans en 1660*, et *le mariage de Louis XIV, à Notre-Dame de Paris*, détachés du musée de la Préfecture ; un portrait, tout nouveau pour les Manceaux du fils du maréchal, René *Mans* de Froullay, filleul de la ville du Mans, que M. le marquis de Chavagnac, représentant actuel de la famille de Tessé, nous a fait le grand plaisir de nous

(1) Voir *L'ancien Hôtel de Tessé et ses collections artistiques*.





**PORTRAIT DU MARÉCHAL DE TESSÉ**

PAR H. RIGAUD

*que reproduit exactement le portrait en buste autrefois à l'Hôtel de Tessé  
et aujourd'hui au Musée du Mans*

**EXPOSÉ DANS LA SALLE II**



apporter du château de la Rongère dans la Mayenne ; enfin un portrait de la dernière comtesse de Tessé, Adrienne de Noailles, que nous a confié, bien aimablement aussi, l'une de ses arrière petites nièces, M<sup>lle</sup> G. de Beaumont.

Laumosnier travailla pendant plus de vingt ans pour le maréchal de Tessé, et il a laissé toute une suite de tableaux rappelant les principaux épisodes de la carrière du maréchal. La plupart sont aujourd'hui au château de la Rongère et leurs grandes dimensions n'en permettaient pas le déplacement. Les deux toiles du musée, bonnes copies de cartons de Le Brun et de Van der Meulen, représentent au moins l'œuvre de Laumosnier : de plus, elles se trouvaient avant la Révolution à ce même hôtel de Tessé où l'exposition les ramène après 130 ans.

Quant au portrait d'Adrienne de Noailles, il nous a causé de cruelles perplexités ! C'est celui d'une très jeune et jolie femme dans un costume qui rappelle beaucoup à première vue, l'époque du Directoire. Or, la comtesse de Tessé, mariée en 1755, ne pouvait vraiment plus compter à la fin de la Révolution, au nombre des jeunes et jolies femmes. M<sup>lle</sup> de Beaumont nous ayant bien affirmé l'identité, nous en arrivons à présumer qu'Adrienne de Noailles, qui jouait à ravir la Comédie de salon, se sera donné la fantaisie de se faire peindre dans un de ses costumes d'actrice, peut-être en Vestale ? Elle pouvait d'ailleurs invoquer un précédent, car le musée du Mans possède les portraits sur cuivre de René de Tessé et de sa femme en costumes romains. Sans s'en douter, Adrienne de Noailles aura devancé la mode de 50 ans.

D'autre part, quatre petits tableaux, *les quatre Saisons* de Lauri, empruntés au musée, offrent les spécimens caractéristiques des encadrements de l'ancienne galerie de tableaux de Tessé, et d'obligeantes communications de MM. L'Hermitte, Raoul de Linière et chanoine Lefebvre, nous ont permis de réunir dans une vitrine spéciale quelques souvenirs très particuliers des de Tessé : leurs titres et preuves de noblesse enluminées de leurs armes, extraits des Archives de la Sarthe ; une bourse brodée aux armes du maréchal ; le testament olographe, en date de 1743, de René-Mans, filleul de la ville du Mans, par lequel il prie le maire d'alors, M. de Lorchère, de veiller à l'exécution de ses dernières volontés,



« en faveur de son affection pour la ville du Mans dont il porte le nom ». Ce dernier document, nous l'avons dit ailleurs, provient de l'ancienne collection Brière où nous l'avons retrouvé l'an dernier.

Quels que soient leurs titres à la gratitude des Manceaux, les de Tessé ne pouvaient, toutefois, représenter à eux seuls l'époque brillante de Louis XIV. C'est donc avec un nouvel intérêt qu'on trouve à côté d'eux, dans la Salle II : une remarquable toile de Le Brun « *le portrait d'un de ses élèves* », d'une expression singulièrement mélancolique, que M<sup>me</sup> la marquise de Mailly a bien voulu nous remettre avec une note de famille, du XVIII<sup>e</sup> siècle, indiquant l'origine sûrement authentique ; un autre portrait, très agréable, de Françoise-Marguerite de Sévigné, comtesse de Grignan, représentée en Madeleine dans une grotte, en souvenir sans doute des célèbres grottes de la Sainte-Baume situées dans cette belle Provence où le comte de Grignan était lieutenant-général pour le Roi (Coll. de M. de Vaissière) ; un portrait encore, mais cette fois en grand costume de Cour, de la duchesse du Lude, Marguerite-Louise de Béthune-Sully, dame d'honneur de la duchesse de Bourgogne, que Saint-Simon lui-même dépeint comme une femme « recherchée, aimée, honorée, universellement considérée pour sa beauté, sa bonté, sa politesse et sa magnificence », envoi de M. le marquis de Talhouet.

Ça et là se présentent aussi plusieurs portraits gravés, tels que celui de la même duchesse du Lude, dont la légende nous donne un détail quelque peu indiscret, et celui de son mari, Henri de Dailhon (Coll. de M. le marquis de Talhouet) ; les portraits du célèbre Marin Curcau de la Chambre, médecin de Louis XIII, membre de l'Académie française, né au Mans en 1594, mort à Paris en 1669 (gravé par Masson, d'après Mignard, coll. du D<sup>r</sup> Delaunay) et du peintre de fleurs bien connu, Jean-Baptiste Monnoyer, 1635-1699. (Coll. de M. X. Gasnos.)

Les portraits, on le voit, sont relativement nombreux pour le XVII<sup>e</sup> siècle : les tableaux de genre le sont peu. En outre d'une « *Chasse royale* » mouvementée et d'un brillant coloris, attribuée à Van der Meulen (Coll. de M. Ed. Bodin), et de deux tableaux de fleurs de Jean-Baptiste Monnoyer (Coll. de M. Ch. Monnoyer),



ils comptent au moins une œuvre excellente de l'École hollandaise, dans la manière de Van Ostade au dire de certains artistes, et en tout cas très appréciée « *L'homme à la Cruche* ». (Coll. de M<sup>lle</sup> de la Haye-Montbault.)

Au xvii<sup>e</sup> siècle, enfin, appartiennent, dans la Salle II, la superbe *Verdure à perroquet rouge*, et dans la Salle III, la tapisserie « *La mort de Cléopâtre* », qui y produisent un heureux décoratif en faisant bien ressortir les beaux meubles dont nous parlerons plus loin, et encore, dans l'escalier, la grande et belle tapisserie représentant, au milieu d'un charmant paysage, une déesse traînée par des cygnes sur un char en forme de conque, escorté d'amours, peut-être « *le Triomphe d'Amphitrite* ».

Comme celles de *Saint-Grégoire* et du *Paiement du tribut*, ces trois tapisseries avaient été léguées à la ville du Mans, avant la guerre, par M. Liger. Elles viennent d'être habilement restaurées par M<sup>me</sup> Aubert, concierge de la maison dite de la Reine Bérengère, sur l'intelligente initiative de M. le maire Castille et de M. Monziès. C'est une véritable chance pour l'exposition d'avoir la primeur de ces cinq belles tapisseries, jusqu'ici inconnues au Mans.

En dehors des tableaux et des tapisseries, il n'y a plus, en somme, à mentionner pour le xvii<sup>e</sup> siècle, qu'un bureau Boulle, venu de la collection Liger, un coffret du même style, autrefois au château de Sablé (Coll. de M. le comte Meunier du Houssoy), et surtout une magnifique paire de pistolets Louis XIV, en fer damasquiné or, véritables pièces de musée, qui ont appartenu aux comtes de Faudoas et sont conservés au château de Sérillac par leur descendante, M<sup>me</sup> la comtesse d'Angély.

A ce sujet, nous devons dire, une fois pour toutes, que la pénurie de la section rétrospective en petits objets et bibelots d'art a été voulue. L'exposition devant durer cinq mois et attirer à certains jours des foules considérables, la surveillance, si consciencieuse qu'elle fut, pouvait être surprise, et la Commission a préféré, par prudence, ne solliciter que les objets possibles à renfermer dans les deux seules vitrines dont elle disposait.



XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

(Salles II et III.)

Avec le XVIII<sup>e</sup> siècle, la section s'enrichit de plus en plus : elle offre au moins plus de variété.

Les meubles, d'abord, y prennent une place qu'on regrettait de ne pas leur voir jusqu'ici.

Ce sont, pour l'époque de Louis XV, par exemple, une commode « Régence » de style très pur, ornée de bronzes dorés, et une charmante bibliothèque en bois sculpté, jadis à l'abbaye de Saint-Vincent, envois de M. le comte de Gastines, du château de la Denisière; un fauteuil avec sa tapisserie ancienne, de la collection Liger; une bergère à M. le comte de la Touanne; une coiffeuse d'une élégante simplicité, à M<sup>me</sup> A. Lebert; deux jolies encoignures en bois de rose, à M. Blétry; en première ligne surtout, un secrétaire-bibliothèque Louis XV, une merveille du genre.

Ce dernier meuble est même célèbre et il a son histoire. Donné par la reine Marie-Antoinette à une de ses amies, la comtesse de la Myre-Mory, il est devenu, après celle-ci, la propriété de son fils, Mgr de la Myre-Mory, évêque du Mans sous la Restauration, qui, appréciant à sa valeur le cadeau de la reine, ne crut pouvoir mieux faire que de le laisser à sa mort, en 1829, « aux Evêques du Mans, ses successeurs ».

Le meuble s'est ainsi trouvé compris dans la mense épiscopale, et, après avoir orné pendant 76 ans le grand salon de l'évêché, il a été, à la suite de la Séparation, remis à la Ville du Mans. Depuis cette époque, il était resté, trop soigneusement peut-être, renfermé dans le cabinet du maire. Il était temps de l'en faire sortir et, en le ramenant dans son ancien emplacement, de le rendre au moins aux amateurs d'art. (V. la gravure au paragraphe précédent.)

Tous sauront d'autant plus gré à la municipalité d'avoir bien voulu s'y prêter, que ce charmant meuble en bois de rose, garni de bronze doré et ciselé, est une pièce pour ainsi dire sensationnelle, ardemment enviée par les plus fins connaisseurs. Mis bien



en valeur par la belle verdure à perroquet, il attirerait, à lui seul, une élite de visiteurs à l'exposition.

Ce sont ensuite, pour l'époque de Louis XVI, une gracieuse petite console provenant du legs Dréo ; deux autres consoles avec glaces, appartenant à M. Singher ; une belle harpe en marqueterie, décorée de peintures, à M. le vicomte de Monhoudou ; enfin une superbe commode de même origine que le secrétaire Louis XV.

Cette commode en marqueterie, garnie de bronzes dorés, qui vient encore de la famille de la Myre-Mory, est à deux tiroirs avec tablette en marbre blanc ; une frise d'ornements en bronze doré règne au-dessous du marbre et dans la marqueterie se dessinent des scènes de chasse.

Une grande soupière armoriée, à couvercle surmonté d'une chasse au sanglier, beau spécimen d'orfèvrerie dû à M. le comte de Graslin, est bien à sa place sur un tel meuble.

La série des portraits, à son tour, offre, pour le début du siècle, deux œuvres qui méritent une longue attention. Ce sont, en effet, deux des plus beaux portraits de Nicolas de Largillière, peints en 1717. Le premier est celui de Louis-Paul Pinon, vicomte d'Avor, né en 1689, conseiller au Parlement de Paris, maître des requêtes de l'Hôtel du Roi. Le second celui de sa femme, Marie-Claude Pinson de Ménerville, mariée le 5 mai 1716.

Tous les deux, de grande dimension, appartiennent toujours à un de leurs descendants, M. le comte de Gastines, qui, en les confiant à l'exposition, s'est acquis un droit tout particulier à la gratitude de la Commission.

Le portrait de Louis-Paul Pinon, d'un coloris plus vif, séduit la masse des visiteurs par l'éclat de sa robe rouge de magistrat. Les critiques d'art préfèrent celui de Marie-Claude Pinson de Ménerville, dont la beauté est rehaussée, suivant le goût de l'époque, par un négrillon : c'est, il est vrai, une œuvre superbe, d'une tonalité un peu sombre.

De moindre valeur, car il n'est signé que d'un nom modeste, « Fecit Bonnet, 1746 », mais bien intéressant pour les historiens du Maine, est le portrait de M<sup>me</sup> de Fondville, Louise-Marie Bailly de Saint-Mars, représentée en Diane chasserresse avec un



croissant dans les cheveux, une peau de bête sur les épaules, un carquois en sautoir et son chien, que caresse une jeune fille. M<sup>me</sup> de Fondville a laissé des souvenirs inoubliables dans l'histoire de la société mancelle au XVIII<sup>e</sup> siècle; elle en fut la reine par sa beauté, son esprit et sa bonté. Le musée de la Préfecture possède d'elle un charmant buste signé « Defernex : 1749 ». Son portrait, lui, n'avait jamais quitté le château de la famille Bailly de Saint-Mars, à Saint-Mars-la-Brière. En l'envoyant à l'exposition avec la plus parfaite bonne grâce, M<sup>me</sup> la vicomtesse de Vannoise a permis de faire connaître une œuvre gracieuse, caractéristique de l'époque, et, après bientôt deux siècles, elle a attiré à M<sup>me</sup> de Fondville... de nouveaux admirateurs.

Plus rapidement nous passerons devant un portrait de femme inconnue, de très bonne facture cependant, que M. le comte Meunier du Houssoy a recueilli de la collection Paul Brindeau; devant le portrait de Mgr de Froullay venu de l'hospice pour rappeler au moins que ce prélat a été, en 1766, l'un des principaux et des plus généreux promoteurs de la reconstruction de l'Hôtel-Dieu : enfin, devant le portrait d'Henri de Boisguyon, écuyer, ancien volontaire au régiment de La Gervasais et seigneur de Hauteclair à Nogent-le-Bernard, en 1770, un de nos aïeux, que M. Monziès a jugé digne d'être enlevé à M<sup>me</sup> M. de Vaublanc.

Trois derniers portraits méritent assurément plus d'attention. Les deux premiers, une ravissante tête de jeune fille par Emilie Bounieu et un très vivant portrait du marquis de Clermont-Tonnerre par Wertmuller, proviennent encore de la collection d'Argence et achèvent d'en faire apprécier la valeur.

Le troisième, à M<sup>me</sup> la comtesse d'Angély-Sérillac, porte, peinte sur la toile, cette mention : *Charlotte Corday à la Conciergerie d'après nature, par Hauer, 17 juillet 1793*. Entre autres qualités, ce petit tableau, d'un caractère très spécial, rend d'une manière saisissante le contraste entre la jeune fille si intelligente et si calme, ses deux gardiens à têtes d'abrutis, et leur affreux dogue au collier hérissé de pointes de fer; tous, y compris le chien, doivent être fort ressemblants.

Comme tableaux de genre, voici maintenant une *Présentation à la Cour*, scène intéressante d'histoire mondaine (Coll. de



M<sup>me</sup> la marquise de Broc); deux charmants médaillons grisailles par Parrocel « *la Musique et la Danse* » (Coll. de M. le marquis d'Argence), deux petits tableaux de fleurs à M<sup>me</sup> de Saint-Rémy, une « *Scène de village* » signée Taunay, œuvre excellente de l'Ecole anglaise, à M. Raoul de Linière, l'un des meilleurs Swebach « *la Halte* », à M. Paul Verdier, et deux gouaches de l'époque de Louis XVI d'auteur inconnu, mais d'une finesse extraordinaire, très appréciées des amateurs, « *Fête de Village et Mât de Coccagne* », à M. le comte de la Touanne.

Deux autres petites gouaches, envoyées par M. le comte Jean de Nicolai, ont surtout le mérite de faire connaître l'ancien château de Montfort-le-Rotrou et ses jardins, tels qu'ils étaient au XVIII<sup>e</sup> siècle. On y a joint, pour compléter la série locale de l'époque, un intéressant portrait gravé du comte de Tressan (1705-1783), communiqué par M. F. Beillard; une curieuse affiche-programme d'une représentation dramatique au collège de l'Oratoire du Mans en 1762, que le proviseur, M. Bouchy, a bien voulu détacher de la salle d'honneur du lycée, et un dernier portrait de Mgr de Grimaldi, évêque du Mans de 1767 à 1777, finement gravé par Gaucher, d'après Cochin fils.

L'art de la gravure, si en faveur au XVIII<sup>e</sup> siècle, est représenté, en outre, par quelques spécimens de valeurs différentes : frontispice à motifs allégoriques d'un ouvrage au moins très rare de notre bibliothèque, *Carte générale de la monarchie et du militaire français*, présentée au Roy à Marly, le 17 février 1730, par P. Leman de la Jaille; petit plan, non moins rare, du château de Versailles, imprimé en 1753 sur peau de mouton à l'usage des visiteurs (comte Meunier du Houssoy); jolie gravure en couleurs, « *Dans les ruines* » appartenant au D<sup>r</sup> Latron; mieux encore, par trois superbes gravures en couleurs de Debucourt, « *la Noce et le Menuet de la mariée* », à M<sup>me</sup> Seyert, et « *la Promenade publique* » exemplaire magnifique à marges intactes, obtenu par M. Monziès d'un obligeant habitant de Toulouse, M. P. Besset. Ces trois dernières gravures sont pour ainsi dire célèbres et marquent dans le genre l'apogée de l'art.

Comme spécimens de dessins, la section présente ensuite deux *Intérieurs de prisons*, donnés parfois pour des intérieurs de la



SALLE III.



(COLLECTION DE M. F. BEILLARD)



Bastille, dessins de conception originale et de savante perspective attribués à Piranesi (comte Meunier du Houssoy), et une très artistique sépia de Casanova « *Scène villageoise* », qui avait figuré à la Rétrospective de 1880 et que M. Ed. Berthault a bien voulu exposer de nouveau.

Mais, nous l'avons dit, la Commission d'organisation avait tenu, pour chaque époque, à évoquer quelques-uns des glorieux souvenirs de l'histoire régionale. Avant d'en finir avec la gravure et la peinture, il nous faut donc signaler et expliquer plusieurs œuvres qui répondent spécialement à cette idée pour le XVIII<sup>e</sup> siècle.

Dans l'ordre chronologique, c'est d'abord le panneau de la victoire de Saint-Cast, remportée par les troupes françaises près de Saint-Malo, le 11 septembre 1758, sur un corps de débarquement anglais. L'honneur principal en était revenu au vaillant commandant du régiment de Bourbon-infanterie, le colonel Michel Armand, premier marquis de Broc, seigneur des Perrais, qui, par une charge brillante, avait jeté l'ennemi à la mer. Bretons et Manceaux peuvent donc voir avec une patriotique fierté à la rétrospective de 1923, grâce à M<sup>me</sup> la marquise de Broc, l'aquarelle si bien nuancée et si mouvementée de leur compatriote M. Lionel Royer « *La bataille de Saint-Cast* » et, au-dessus, dans une panoplie d'armes des marquis de Broc, la cuirasse même que portait au combat de Saint-Cast l'intrépide colonel du régiment de Bourbon. Cette cuirasse est en quelque sorte une relique militaire, car on y aperçoit encore nettement les traces des balles anglaises.

La victoire de Saint-Cast, qui compensait de bien cruels revers, fit grand bruit à l'époque, et de nos jours le souvenir en est conservé par un monument commémoratif. Détail nouveau, elle fut célébrée au Mans même, le dimanche 15 octobre 1758, par deux *Te Deum* solennels, chantés l'un à la Cathédrale, l'autre à l'église Saint-Pierre-la-Cour, en présence du « Corps de Ville », du Présidial et de toutes les autorités du temps (1).

Moins de vingt ans après, un jeune et généreux aventurier, qui

(1) *Registres des délibérations de l'Hôtel de ville.*



SALLE II



*Cliché Cordonnier D'urie.*

*Demoillon, grav.*

LE MARÉCHAL DE TESSÉ

EN COSTUME DE COUR

PORTRAIT PEINT PAR LAUMOSNIER

*autrefois à l'Hôtel de Tessé, aujourd'hui au Musée du Mans.*







*SALLE III*



*Cliché Cordonnier-Détric,*

*Demoulin, grav.*

TAPISSERIE : « LA MORT DE CLÉOPATRE »  
BIBLIOTHÈQUE LOUIS XV, BOIS SCULPTÉ  
DRAPEAU BRODÉ PAR LES DAMES DE RENNES  
PORTRAIT DU MARQUIS DE CLERMONT-TONNERRE  
ENCOIGNURES LOUIS XV







*SALLE III*



*Cliché Cordonnier-Détré.*

*Demoulin grav.*

COMMODE « RÉGENCE »  
PORTRAIT DE LOUIS-PAUL PINON, VICOMTE D'AVOR  
« Peint par N. de Largillière, 1717 ».  
HARPE LOUIS XVI







*SALLE II*



*Cliché Cordonnier-Détric.*

*Demoulin, grav.*

RENÉ-MANS I, DE FROULLAY, COMTE DE TESSÉ,  
FILS DU MARÉCHAL,  
FILLEUL DE LA VILLE DU MANS,  
*mort à l'Hôtel de Tessé, le 22 septembre 1746.*

(COL. DU CHATEAU DE LA RONGÈRE)







deviendra un homme bien illustre, le marquis de La Fayette, préparait la revanche des défaites de la guerre de Sept-Ans en allant guerroyer en Amérique pour l'indépendance des États-Unis. Neveu du comte et de la comtesse de Tessé, il devait être plus tard député de la Sarthe et son nom y reste toujours populaire.

L'exposition a été heureuse de le rappeler en recevant d'une de ses descendantes directes, M<sup>lle</sup> de Beaumont, un tableau historique dans la manière d'Hubert-Robert, représentant le vaisseau *la Victoire*, freté en juin 1777, par La Fayette, voguant vers l'Amérique. Jadis au château de la Grange, le château de la famille La Fayette, ce tableau a figuré à Chicago, en 1893, à l'exposition des souvenirs de la guerre de l'Indépendance.

La guerre de l'Indépendance américaine, on le sait, ne devait pas tarder à marquer le relèvement de la marine française. Dès le 6 octobre 1779, un mémorable épisode, le combat de la frégate française *la Surveillante*, contre la frégate anglaise *le Québec*, le prouvait glorieusement sur les côtes mêmes de Bretagne. Aujourd'hui encore, le nom du vainqueur, l'héroïque du Couëdic, commandant de *la Surveillante*, fait battre tous les cœurs bretons. La présence au Mans d'une branche de sa famille, en nous procurant le portrait du vicomte du Couëdic de Kergoualer, capitaine des vaisseaux du Roi, gravé par les soins même de sa veuve, et l'une des gravures anciennes, très nombreuses, du combat naval du 6 octobre 1779, a permis de comprendre dans les derniers souvenirs du XVIII<sup>e</sup> siècle, un hommage bien mérité aux marins bretons. Les visiteurs bretons de l'exposition, — on l'a constaté plus d'une fois, — ont été sensibles à la pensée (1).

Quelques mots, enfin, de certains objets d'un genre particulier et des deux vitrines de la Salle III, qui attirent aussi, à bon droit, l'attention du public.

Sur la cheminée de cette salle, d'abord, il convient de signaler une magnifique pendule en marbre blanc, avec sujet en bronze

(1) En outre d'un autre portrait peint sur toile du Commandant de *la Surveillante*, la famille du Couëdic possède au Mans l'un des grands tableaux commandés par le roi Louis XVI en souvenir du combat de 1779 : ses grandes dimensions et sa tonalité trop sombre ne permettaient pas de le mettre à l'exposition malgré tout son intérêt historique.



doré, « Apollon et Daphné, métamorphosée en laurier », due à M<sup>me</sup> la marquise de Torcy ; sur une table Louis XV, un très joli médaillon terre-cuite, signé Clodion, 1774, qui représente une jeune femme jouant avec un faune, et appartient à M. le colonel Labiche ; sur la commode Régence, un très ancien coffret de fiançailles, à M<sup>me</sup> Lebert.

Le manque de place a exceptionnellement contraint de reporter hors de son cadre chronologique, dans la Salle II, une petite poupée Louis XVI, aussi à M<sup>me</sup> Lebert, et qui peut compter parmi les raretés de l'époque. Cette poupée en cire, très fine, rappelle beaucoup les traits de Marie-Antoinette ; sa toilette, tout entière ancienne, est bien authentique et elle est entourée de tout un mobilier minuscule, de style ancien. Au milieu de tant d'œuvres sérieuses, ce petit ensemble à la fois original et artistique, a son succès..., il fait le bonheur des jeunes visiteuses, et même de bien des visiteuses qui ne sont plus jeunes !

Les bibliophiles, cependant, lui préféreront les belles reliures renfermées dans la bibliothèque Louis XV de la Salle III : charmantes reliures d'*Almanachs*, dont une aux armes de Marie-Antoinette, et ex-libris, gravés de la bibliothèque de M. le comte de Gastines ; *Heures du cardinal de Noailles, archevêque de Paris*, aux armes de Noailles (M. le vicomte de Noailles) ; magnifique reliure à fleurs, de la bibliothèque de M. E. de Loria ; livre ancien aux armes de Mgr de Tressan, à M. Déan-Laporte, et autre jolie reliure d'almanach à M<sup>me</sup> Delaunay ; *Semaine Sainte*, aux armes de la reine Marie-Leczinska, et *Vie des Evêques du Mans*, par D. Bondonnet, au chiffre du collège de l'Oratoire du Mans, de notre collection personnelle (1).

Dans le bas de cette même vitrine, visiteurs et visiteuses voient avec un égal intérêt deux objets assurément des plus curieux l'un et l'autre, bien que très dissemblables : un portefeuille d'échantillons d'étoffes du XVIII<sup>e</sup> siècle, étonnants encore de fraîcheur, avec indications des prix (comte Charles de Gastines), et un grand drapeau blanc en soie, orné des armes de

(1) Cette dernière reliure a eu l'honneur inattendu d'être décrite par M. Emile Baumann dans son dernier roman *Job-le-Prédestiné*.



France au centre, de fleurs de lys aux angles, brodé par les dames de Rennes et offert par elles au général « chouan » de Boisguy. Ce drapeau, dû à une nouvelle amabilité de M<sup>me</sup> la marquise de Torcy, est, à certain point, un document suggestif. Il porte, en effet, brodée en gros chiffres d'or la date de 1800, d'où il faut conclure que, plusieurs mois après les événements de brumaire, les royalistes bretons, irréductibles dans leurs illusions, espéraient encore le rétablissement de la Monarchie, soit par la force des armes, soit par l'intermédiaire du Premier Consul Bonaparte !

La vitrine centrale de cette Salle du XVIII<sup>e</sup> siècle n'est, certes, pas moins intéressante. Elle contient, dans un mélange varié, une plaquette très rare de la bibliothèque de M. le vicomte de Noailles, « *Journal du Siège de Menin et du Siège d'Ypres, commandés par M. le maréchal de Noailles en 1744* », avec portrait du maréchal et plan gravé des attaques de Menin ; plusieurs gilets richement brodés des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles (M. F. Beillard ; M. Morin-Chanteau) ; un spécimen sans doute bien rare de broderie sur papier (M<sup>me</sup> Déan-Laporte) ; une bourse brodée aux armes de Marie-Josèphe de Saxe, grande Dauphine de France, léguée à la Société historique et archéologique du Maine, par M. Ed. Rommé ; un corselet de statue espagnole (M<sup>me</sup> A. Lebert) ; un petit éventail et une rape à tabac en ivoire (M<sup>me</sup> Valframbert) ; puis, relique émouvante entre toutes, un châle ayant appartenu à la princesse de Lamballe.

En soie blanche légère, finement brodé d'une guirlande de roses et bordé d'une grande frange, ce châle évoque toute une époque, l'époque heureuse et insouciante où les princesses jouaient aux bergères sous les frais ombrages de Trianon. Son authenticité est bien établie : il a été donné par M<sup>me</sup> de Lamballe elle-même à une de ses dames d'honneur, la marquise de Pas de Loup, qui l'a pieusement transmis à sa fille la comtesse de Waresquiel, et c'est la comtesse actuelle de Waresquiel personnellement, qui nous a fait l'honneur de nous le confier : la plupart des visiteuses l'examinent avec une curiosité émue.

A côté de ces souvenirs féminins, il convenait de faire aussi dans cette vitrine une place à quelques souvenirs masculins. On



y trouve donc, en plus des beaux pistolets Louis XIV dont nous avons parlé, l'épée de M. de Blanchardon, dernier maître des Eaux et Forêts du Maine, avec représentations des divers genres de chasse sur la garde en argent ciselé (M. le vicomte E. de Gastines); un superbe fusil ayant appartenu au comte d'Artois, plus tard le roi Charles X (M. le marquis de Montesson); enfin, l'épée et le portefeuille ministériel, — très imposant, — de J.-B. de Champagny, duc de Cadore, ministre de l'Intérieur en 1804, des Affaires étrangères en 1807, pair de France en 1819. (M. A. Lebert).

Comme le drapeau des dames de Rennes, ces derniers souvenirs sont, par le fait, une exception, car, en principe, l'Exposition rétrospective devait s'arrêter à la Révolution. Toutefois, il n'y a jamais de règle sans exception, et c'est avec une juste gratitude que la Section a encore reçu de M. le vicomte de Dreux-Brezé cinq aquarelles, d'une extrême finesse, représentant le maréchal Marmont et les officiers attachés à sa personne lors de sa mission en Russie : le comte Henri de Biron, le comte Alfred de Damas, Emmanuel de Dreux-Brezé, le marquis de Caraman. Leurs brillants uniformes ne sont-ils pas, d'ailleurs, un souvenir bien rétrospectif déjà dans l'histoire de l'armée française ?

Une dernière exception, plus hardie peut-être, mais amplement justifiée par la popularité d'un nom toujours aimé et respecté dans la Sarthe, permet enfin d'achever la visite de la salle devant une œuvre d'un double intérêt historique et artistique, un beau portrait du général Cavaignac, chef du Pouvoir exécutif en 1848, par Horace Vernet. En nous accordant ce beau portrait dès la première heure, avec un très bienveillant empressement, M<sup>me</sup> Cavaignac avait donné à l'exposition rétrospective un sympathique encouragement, en même temps qu'elle lui assurait l'œuvre d'un artiste qui a eu ses jours de grande célébrité, et gardera toujours droit à une place dans les collections d'art.



## ANNEXES A LA RÉTROSPECTIVE

*Vitrines des Archives départementales  
et de la Bibliothèque municipale du Mans.*

Dans la vitrine de la première salle, on l'a vu, le D<sup>r</sup> Delaunay avait eu à cœur d'affirmer l'alliance de la Science et de l'Art. L'idée n'eut pas été complètement réalisée si on n'avait ajouté encore aux œuvres d'art proprement dites un aperçu des richesses paléographiques et bibliographiques que possède la ville du Mans ; quelques-unes, d'ailleurs, ont une incontestable valeur artistique.

M. L'Hermitte, archiviste du département et conservateur de la Bibliothèque municipale, l'a prouvé sous une forme bien intéressante, en présentant comme annexes à la Section rétrospective, dans le grand salon central, deux collections très judicieusement comprises, de documents historiques, de manuscrits à miniatures, de reliures anciennes et d'incunables provenant des deux dépôts confiés à sa garde.

C'est un regret pour nous de ne pouvoir reproduire ici l'énumération détaillée qu'il en donne dans le Catalogue de l'Hôtel de Tessé ; nous tenons au moins à faire ressortir les idées générales inspiratrices de cette exposition spéciale, d'un vif attrait pour les érudits.

La vitrine des Archives départementales leur offre, tout d'abord, une très instructive synthèse de l'histoire de la paléographie depuis une magnifique charte de fondation du prieuré de Château-du-Loir, de la fin du XI<sup>e</sup> siècle, jusqu'aux lettres autographes du conventionnel Levasseur, en 1793. Dans cette collection, si bien choisie, de documents du XII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, se trouve même une instruction, en date du 5 juillet 1584, entièrement de la main du roi Henri III.

Les habitants du Mans peuvent voir, en outre, avec une légitime fierté, sous un cadre à part, leur principal titre de noblesse :



l'original sur parchemin des Lettres patentes de Louis XI, du mois de février 1482, octroyant à la Ville du Mans ses franchises, privilèges et statuts, « *en dédommagement de ses épreuves pendant l'invasion anglaise.* »

La vitrine de la Bibliothèque municipale est, elle, un véritable trésor artistique de manuscrits à miniatures, tels que le rarissime *Sacramentaire* à l'usage de l'Eglise du Mans, qui date du ix<sup>e</sup> siècle, du temps de Charlemagne ! deux livres d'heures des xiv<sup>e</sup> et xv<sup>e</sup> siècles, et le beau missel du cardinal de Luxembourg. D'un autre côté, on y remarque de curieux incunables, parmi lesquels « *Le Compost et Calendrier des Bergers* », in-fol. gothique avec figures sur bois, imprimé à Paris, en 1493, par Guiot-Marchant ; « *La Chronique de Nuremberg* », publiée la même année, à Nuremberg, par Koberger, très grand in-fol. gothique, avec figures sur bois, et un recueil de sermons du célèbre cordelier Olivier Maillard, dont les prédications au Mans, en juillet 1490, entraînèrent la première ébauche de la place des Jacobins (1). On y remarque aussi une collection d'ouvrages rares des anciens auteurs manceaux, entre autres, le très curieux *Almanach* de Jehan Delespine, docteur en médecine (constructeur en 1525 de la célèbre maison dite d'Adam et Ève, dont nous sommes actuellement propriétaire), imprimé à Paris, en 1534, par Jacques Nyverd pour Pierre Lasne, libraire au Mans ; les œuvres de Pierre Belon, 1551-1558 ; les Tragédies de Robert-Garnier ; la traduction en vers de l'*Odyssée* d'Homère, par Jacques Peletier, du Mans, 1577, etc.

Quant aux reliures, elles résument, dans une suite de superbes exemplaires, toute l'histoire artistique du genre, depuis les reliures du xv<sup>e</sup> siècle en veau gaufré sur ais de bois, et les reliures italiennes, mosaïques, du xvi<sup>e</sup> siècle, jusqu'aux élégantes reliures armoriées en maroquin vert et rouge du xviii<sup>e</sup> siècle.

Les Manceaux connaissent trop peu leurs richesses d'art. Nous souhaitons que ces deux vitrines contribuent à les leur faire apprécier davantage.

(1) Voir notre travail « *La place et les promenades des Jacobins au Mans* ». Le Mans, Monnoyer, 1923.



C'est sur ce vœu de patriotisme local que nous terminerons cette revue, bien imparfaite, de l'Exposition rétrospective du Mans en 1923.

On voudra bien nous en pardonner la longueur.

L'Exposition rétrospective de 1923 nous aura coûté des mois d'efforts et de travail. Après quarante années de labeur, elle marquera, comme nous l'avons pressenti dès le premier jour, la fin de notre carrière active.

Mais aussi, elle nous laissera quelques souvenirs bien agréables : souvenirs du si amical et si précieux concours de collaborateurs dévoués (1) ; des encourageantes autorisations de l'administration des Beaux-Arts et de M. Castille, maire du Mans ; de la très flatteuse confiance des amis qui ont bien voulu mettre tant de belles choses à notre disposition ; souvenirs enfin des appréciations de l'opinion, toujours unanimement favorables aux sections d'art religieux et rétrospectif.

Nous tenions d'autant plus à exprimer à tous notre gratitude, qu'en ce temps de sports, d'affaires et de plaisirs bruyants, de tels souvenirs sont la seule récompense que puissent attendre les travailleurs de province restés fidèles au culte désintéressé de l'histoire et des arts du passé.

Septembre 1923.

Robert TRIGER,

*Président de la Commission des Beaux-Arts,  
Président de la Société historique et archéologique du Maine,  
Membre non résidant du Comité  
des Travaux historiques et scientifiques.*

(1) Un sentiment de simple équité nous fait un devoir de citer tout spécialement, parmi nos excellents collaborateurs dans l'organisation de la section rétrospective, MM. Monziès, Chappée, de Linière, Déan-Laporte et Cordonnier-Détrie. Avec MM. L'Hermite et Delaunay pour leurs vitrines, il nous ont donné, en ce qui concerne la recherche et l'aménagement des objets exposés, un concours particulièrement dévoué et actif, dont la direction de l'Exposition doit, comme nous, leur savoir grand gré, ainsi qu'à MM. les chanoines Lefebvre et Ledru.

Nous devons aussi un cordial merci à M. Paul Cordonnier-Détrie, pour les photographies, si bien réussies malgré le mauvais éclairage, qui accompagnent cet article et qui ont été reproduites avec son soin ordinaire, par M. Demoulin, graveur, rue de Vaugirard, 118, à Paris.

---



# CHRONIQUE

---

Depuis la publication de la dernière liste, ont été admis comme membres de la Société :

MM. BATARD (Henri), rue de Solférino, 12, à Laval.

DE FROMONT (Maurice), château de la Beunèche, à Fillé-Guécelard (Sarthe).

LEBOURDAIS (Fr.), notaire, au Pin-la-Garenne (Orne).

MEYER (docteur), rue Montauban, 11, au Mans.

ASSOCIATION DE LA JEUNESSE CATHOLIQUE, rue de Quatre-Roues, 14, au Mans.

M<sup>lle</sup> BOURDON, à la Vieillère, par Château-du-Loir.

La Société a eu, par contre, le vif regret de perdre encore deux de ses plus anciens membres, M. Léopold Paignard, maire de Savigné-l'Évêque, ancien conseiller général, et M. le chanoine Desvignes, curé-doyen de la Suze.

D'un dévouement sans bornes aux intérêts de sa commune et de ses électeurs, M. Paignard était non seulement un maire « modèle » bien justement estimé, mais aussi un amateur d'art, d'un goût très sûr, et un fidèle ami de notre Société à laquelle il n'avait cessé de porter un très sympathique intérêt. Nous lui conserverons un souvenir de bien sincère gratitude.

M. le chanoine Desvignes, lui, était un chercheur et un érudit, mais si modeste et si consciencieux, qu'il n'avait pu se décider à publier le résultat de ses travaux.

---

Le manque de place ne nous permettant pas, à notre grand regret, de lui consacrer un compte-rendu, nous ne voulons pas tarder à signaler au moins le très intéressant et très important ouvrage que M. le vicomte d'Elbenne vient de publier, « *Madame de la Sablière, ses pensées chrétiennes et ses lettres à l'abbé de Rancé* ». (Paris, Plon, un vol. in-8.) Il nous serait difficile d'ailleurs, d'ajouter aux éloges si mérités que ce livre a déjà obtenus des critiques les plus autorisés : c'est une étude à la fois historique, littéraire et philosophique très approfondie, très fouillée comme tous les travaux de M. d'Elbenne, et dont l'intérêt général dépasse de beaucoup l'histoire provinciale, en faisant revivre le lecteur au milieu de toutes les célébrités littéraires du grand siècle.

---

R. T.



---

## LA DÉLIVRANCE DU MANS

(JANVIER-MARS 1448)

---

Au début de 1444, les Anglais se sentaient épuisés, incapables de résister à la poussée continue des armées de Charles VII. L'échec ridicule que le duc de Somerset avait essuyé en Anjou l'année précédente leur montrait l'inanité de leurs efforts. Ils n'aspiraient plus qu'à la paix et Henri VI avait envoyé auprès du roi de France une ambassade. Mais leurs fatigues n'étaient pas telles que les envahisseurs consentissent à l'abandon de toutes leurs conquêtes. Après avoir discuté à Tours pendant un mois, on n'avait pu aboutir qu'à la conclusion de trêves générales (28 mai 1444). Toutes les possessions des deux parties étaient comprises dans cette convention dont l'effet s'étendait jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1446 (1). Pendant que les ambassadeurs anglais allaient soumettre le traité à la ratification de leur souverain, Charles VII donnait aussitôt l'ordre de le publier (2). Le 27 juin un ordre semblable était donné par le roi d'Angleterre (3).

Une simple suspension des hostilités parut aux Français une conclusion bien médiocre de leurs succès. Il leur fallait une paix perpétuelle avec des concessions de leurs ennemis. Ils ne négligèrent rien pour l'obtenir. A peine un an s'était-il écoulé depuis le traité de Tours qu'une ambassade présidée par les comtes de Laval et de Vendôme et Jean Jouvenel, archevêque de Reims était partie pour Londres. Baudouin de Champagne et Guillaume Gauquelin, dit Sablé, y représentaient le roi René. Cette fois-ci encore, l'on ne put aboutir à la paix, et le seul résultat des délibérations fut la prolongation de la trêve jusqu'en novembre 1446 (4).

(1) COSNEAU. — *Les grands traités de la guerre de cent ans*, p. 154.

(2) Une copie en fut le jour même envoyée à Angers. (Bibl. munic. d'Angers, ms. 1062, f<sup>o</sup> 107.)

(3) British Museum, add. ms. 4609, n<sup>o</sup> 73.

(4) RYMER. — *Fœdera* V, I, 147.



Charles VII ne se tint pas pour battu. Dès que ses envoyés furent de retour, il en désigna de nouveaux pour reprendre les pourparlers avec Henri VI. Le 17 octobre 1445, il donnait dans ce but une procuration à Jean Havart et à Guillaume Cousinot. Le même jour, le Roi René confiait également à ceux-ci le soin de défendre ses intérêts : il leur donnait comme mission de demander la restitution du Maine et de proposer une trêve de vingt ans avec une alliance à vie entre lui et son « très cher fils » (1). Les deux ambassadeurs réussirent cette fois à obtenir une prolongation de la trêve jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1447 (2), et la promesse d'une entrevue entre les rois de France et d'Angleterre. Mais, surtout, ils rapportèrent une lettre de Henri VI, qui contenait l'engagement formel d'évacuer le Maine avant le 30 avril 1446 (3).

La prolongation de la trêve ne fut l'objet d'aucune difficulté. Le 23 mars 1446, le héraut Tourain la proclamait dans Angers (4). A vrai dire, on ne l'observa pas toujours avec un soin très scrupuleux. Les soldats anglais faisaient preuve d'une parfaite indiscipline (5). Ils ne craignirent pas d'entreprendre quelques courses dans le Maine, la Touraine et le Vendômois, ils y enlevèrent le bétail qu'ils trouvèrent et ramenèrent quelques prisonniers. Les victimes firent entendre leurs protestations (23 septembre 1446) (6). Mais ce fut sans peine que tout se régla à l'amiable entre les conservateurs des trêves, Ostbern Mundeford, capitaine du Mans et Etienne du Plessis, dit Court-Col, capitaine de la Ferté-Bernard (7).

Les autres clauses de la convention ne furent pas exécutées. Toute l'année s'écoula sans que la remise du Maine au roi René eut été faite et que Henri VI eut mis les pieds sur le sol de France. Les Anglais pensaient si peu à tenir leurs promesses que, quand Adam Moleyns, évêque de Chichester et garde du sceau privé, et

(1) Texte de la procuration dans LECOY DE LA MARCHE, *le Roi René*, II, 258.

(2) RYMER. — V, I, 155.

(3) BEAUCOURT. — *Histoire de Charles VII*, t. IV, 166.

(4) Archives de la ville d'Angers, cc. 4, f<sup>o</sup> 60 v<sup>o</sup>.

(5) Sur les manifestations de cette indiscipline, voir Arch. nat. <sup>7</sup> K 68, n<sup>o</sup> 12 et 19 ; Bibl. Nat., ms. fr. 26073, n<sup>o</sup> 5264, fr. 26074, n<sup>o</sup> 5299 ; British Museum, add. ch. 12292, etc.

(6) Matthieu d'ESCOUCHY, III, 159.

(7) BILARD. — *Analyse... des Archives de la Sarthe*, n<sup>o</sup> 1252.



Jean Sutton, baron de Dudley arrivèrent en France au début de février 1447, leur mission consistait surtout à obtenir une prolongation de la trêve. Le 22 février, d'accord avec le comte de Dunois, Pierre de Brezé, Bertrand de Beauvau et Jean Havart, qui représentaient Charles VII, ils la prorogèrent jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1448 (1).

Il fallut qu'une nouvelle ambassade partît pour l'Angleterre, conduite par Dunois, qu'accompagnaient Bertrand de Beauvau (2), Havart et Cousinot. Le 27 juillet, un nouveau traité était signé à Londres, qui prorogeait jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1448, le délai pour le voyage de Henri VI (3). Le même jour, des lettres-patentes du roi d'Angleterre ordonnaient d'effectuer, avant le 1<sup>er</sup> novembre 1447, la remise des places et forteresses du Maine, entre les mains des représentants de Charles VII (4). Le lendemain, Matthieu Gough et Foulques Eyton étaient commis pour recevoir la garde de ces châteaux et forteresses et les remettre ensuite au roi de France. Le 9 septembre, Nicolas Molineux, maître de la Chambre des comptes, Osbern Mundeford, bailli du Maine, et Thomas Dirhill, vicomte d'Alençon, recevaient la mission de régler les provisions à donner aux sujets anglais qui se trouveraient dépossédés de leurs terres dans le Maine (6).

On pensait que rien ne s'opposait plus à l'exécution du traité. Mais, quand Gough et Eyton portèrent à Osbern Mundeford, la sommation de leur remettre les places du Mans et de Beaumont, celui-ci exigea qu'on lui remit le double des lettres du roi. Il ne put rien y trouver qui lui permit de chicaner. Mais, il tenait sa mission du marquis de Dorset; il voulut avoir une décharge de celui-ci. Gough n'en avait pas. Ce fut un excellent prétexte pour différer la remise du Mans (7). Richard Frogenhall, capitaine de

(1) RYMER. — V, I, 168.

(2) Outre les 2500 l. signalées par BEAUCOURT (IV, 293 n 2), le seigneur de Précigné reçut de Charles VII 206 l. 55 « pour des robes et habits pour avoir meilleure apparence dans son ambassade » (add. ch. 494).

(3) RYMER. — V, I, 180.

(4) STEVENSON. — *Letters and papers illustrative*, II, [638].

(5) *Id.* II [700].

(6) *Id.* II [666].

(7) *Id.* II [704].



Mayenne, trouva également le moyen de refuser d'exécuter les ordres qu'il recevait.

Pour contraindre ses capitaines à obéir, Henri VI dut envoyer au marquis de Dorset et à Frogenhall, l'ordre de remettre les places qu'ils tenaient aux commissaires royaux. En outre, il les déchargea de la mission qui leur avait été précédemment confiée. En même temps, il faisait demander une prolongation de la trêve qui, le 15 octobre, fut prorogée jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1449 (1).

La mauvaise foi des commissaires anglais devint bientôt flagrante. Ils opposaient prétexte après prétexte pour ne pas se conformer au traité. Le 30 décembre 1447, Matthieu Gough avait fini par conclure avec Dunois, Brézé et Beauvau, un accord qui réglait les questions soulevées par les capitaines du Maine : la livraison des places devait s'effectuer avant le 15 janvier (2). Mais Foulques Eyton, qui n'était pas présent, trouva moyen de ne pas ratifier cette convention. Il réclama un nouveau délai jusqu'à la Chandeleur. Charles VII consentit à reculer l'échéance au 20 janvier (3). Mais il comprenait qu'il n'obtiendrait rien que par la force et prépara la mobilisation de ses troupes.

Il avait fait proclamer, dans les derniers jours de décembre, le prolongement des trêves (4). Cette proclamation fut suivie de près d'une autre bien différente. Dès que la demande de délai jusqu'à la Chandeleur lui eut montré la mauvaise foi générale de tous ses interlocuteurs, il donna l'ordre à sa noblesse et à tous les hommes en état de porter les armes, de se tenir prêts à s'assembler au premier signal « pour le fait du siège du Mans » (5).

Malgré tout, il ne rompit pas les négociations et voulut épuiser tous les procédés de conciliation. Les commissaires anglais, loin d'accepter le terme du 20 janvier avaient négligé de répondre à cette offre. Emu par les prières des habitants du Mans, le roi consentit encore une fois un nouveau retard. Il fit savoir à Gough et à Eyton qu'il acceptait le terme de la Chandeleur (14 jan-

(1) RYMER. — V, I, 183.

(2) STEVENSON. — II, 710.

(3) Sur le détail de ces négociations, voir BEAUCOURT, *op cit.*, t, IV, chap. X.

(4) V. P. JUST, I, 9.

(5) Voir P. JUST., I, 8.



vier) (1). Mais, peu après, il faisait succéder au commandement préparatoire de mobilisation, l'ordre d'exécution. Des poursuivants s'en furent porter des lettres closes aux membres de la noblesse angevine pour les faire se rassembler et se mettre en armes (2). Jean Fournier, élu d'Angers, est chargé de réunir : « toutes manières de gens d'armes » pour aller au siège du Mans. De Tours, le roi envoie dans tous les coins de la France, des messagers à la recherche de ses capitaines. Pierre de Dinteville part pour le Nivernais, prévenir Poton de Saintrailles. Guillaume Bellier et Charles de Mailly vont en Poitou chercher Floquet et Jacques de Clermont. Etienne Pelourde se rend en Berry vers le seigneur de Culant, Hardouin de Maillé, en Basse-Auvergne, vers le seigneur d'Orval, Pierre de Courcelles, en Rouergue, vers Jean de Bueil, Fouquet Guidas, en Limousin, vers le maréchal de Culant et le seigneur de Beauvoir, un autre écuyer, vers Robert Cunningham (3).

Ces préparatifs n'échappent pas aux Anglais. Le 20 janvier, Thomas Hoo, chancelier de Henri VI, écrivait à Brézé qu'il avait eu connaissance des rassemblements, de jour en jour plus nombreux, effectués par ordre de Charles VII. Il affectait de s'en étonner, suppliait que, pour éviter la guerre, l'on s'abstint de les continuer et assurait que les promesses seraient tenues (4).

En dépit de ces belles paroles, ce fut en vain que Jean Havart fit successivement, dans le courant de janvier, deux voyages au Mans (5). La ville restait toujours aux Anglais ; et les messagers, que l'on envoyait d'Angers y savoir des nouvelles (6) revenaient sans pouvoir annoncer aucun changement.

Las des procédés dilatoires des capitaines anglais, Charles VII se décida à employer la force. Mais, il voulut éviter la reprise des hostilités générales. A la fin de janvier, Brézé, Havart, Cousinot et l'écossais Guillaume de Menypeny, partirent pour

(1) MATTHIEU D'ESCOUCHY, III, 175.

(2) Ces convocations furent portées le 22 janvier au plus tard (P. JUST., I, 7).

(3) Voir P. JUST., II, 3-6 et 10-13.

(4) STEVENSON. — I, 198.

(5) Voir P. JUST., II, 2 et 14. Beaucourt ne semble pas avoir eu connaissance de ces deux voyages.

(6) Voir P. JUST., I, 6.



Rouen (1). Devant leur langage énergique, Thomas Hoo comprit que Charles VII était résolu à ne pas se laisser berner plus longtemps. Il demanda, toutefois, et obtint un dernier délai jusqu'au 10 février. Mais il dut accepter que ceux qui détenaient le Mans seraient, passée cette date, considérés comme rebelles et exclus du bénéfice de la trêve (2).

En vertu de ce dernier accord, Dunois, Brézé et Bertrand de Beauvau se présentèrent le 10 février devant le Mans avec des forces suffisantes pour occuper la ville. Foulques Eyton, le seul des commissaires anglais qu'ils trouvèrent, affecta la surprise : il ne connaissait rien de la dernière convention. Toute l'insistance des représentants de Charles VII se heurta à un refus complet. Ils durent retourner auprès du roi.

Charles VII était parti de Tours et se trouvait alors à portée des événements, à Lavardin (3), à la tête de son armée. Il était prêt à recourir aux armes et pour s'assurer la protection du ciel il avait envoyé une ambassade vers Notre-Dame de Cléry : Jean Loyauté, l'un de ses chapelains et Perceval Peloude partirent en pèlerinage et portèrent à la vierge son offrande pour le succès de l'entreprise (4).

La mobilisation des troupes françaises s'était achevée en bon ordre. Les ordonnances d'Orléans (novembre 1439) et de Louppy (26 mai 1445) avaient réorganisé l'armée. Jusque-là il n'avait utilisé, comme ses prédécesseurs, que les bandes amenées par ses feudataires et à l'occasion des mercenaires étrangers. Il allait désormais avoir des troupes recrutées d'après un principe tout nouveau, celui de l'armée permanente. *C'était-là la première expédition qui allait s'effectuer avec une organisation moderne.* Au lieu laisser les capitaines recruter leurs hommes et se ravitailler à leur gré, quelque peu à l'aventure, le commandement se réserve une plus grande part dans l'élaboration de ces détails. Sa prévoyance s'exercera sur tout ce qui peut faciliter la tâche d'une

(1) BEAUCOURT. — IV, 303 ; P. JUST, II, 7.

(2) BEAUCOURT. — IV, 303.

(3) Lavardin (Loir-et-Cher), canton de Montoire, arrond. de Vendôme.

(4) Voir P. JUST. — II, 34 et 37. Sans doute le roi fit-il le vœu de se rendre lui-même au pèlerinage à Cléry, car il s'y rendit en septembre suivant. (Notes mss. de Vallet de Viriville, n. a. fr. 5089).



armée. On sent dans les préparatifs du siège du Mans, une idée directrice, un plan, qui faisaient bien un peu défaut dans les opérations antérieures.

Dans le courant de janvier, le roi avait renforcé son artillerie. Il faisait acheter des pièces lourdes (1) et réquisitionner en Poitou des chevaux pour les traîner. Il s'assurait en même temps d'une grande quantité de charriots pour porter les munitions et il faisait venir avec tous leurs attelages tous ceux que ses envoyés pouvaient trouver en Poitou, Touraine, Berry et Orléanais (2). Fouquet Guidas est chargé de rassembler « toutes manières de vivre » en Touraine et Georges de Cléré reçoit la même mission en Anjou (3). Yves Philippe, chirurgien du roi, était placé auprès de Dunois pour diriger le service de santé (4). Jean Carbonnel, écuyer normand, allait dans son pays se renseigner sur les mouvements des Anglais et de nombreux espions partaient sans arrêt pour l'aider dans sa tâche (5).

Ces préparatifs achevés, la concentration s'effectuait minutieusement réglée et surveillée par le roi en personne. Des écuiers sont envoyés pour indiquer la route aux différents capitaines. A part la noblesse d'Anjou qui se réunit sous les ordres de Bertrand de Beauvau et les gens que l'amiral de Coëtivy amène à Château-Gontier, ses troupes se rassemblent en Vendômois et en Blaisois. C'est à Vendôme que Charles de Maillé passe en revue les seigneurs de Blanchefort, de Pruilly et de Sainte Sévère qui sont venus de Bourbonnais avec le sénéchal de cette province. Jean de Martilly inspecte autour de Châteaudun et de Vendôme les hommes de Jean d'Estouteville, seigneur de Blainville, et de Pierre de Louvain. Le maréchal de Culant se rend au Mans par Blois et Tristan Lermite concentre dans cette ville les gens d'armes de la région (6).

(1) « Guyon de FROMENTIÈRES, escuier, II<sup>e</sup> LXXV # pour deux gros canons à feu gectans pierres de 25 à 30 livres pris de lui en janvier 47 et mis en l'artillerie » (10<sup>e</sup> compte de Jean de Xaincoins fr. 32.511, f<sup>o</sup> 120, v<sup>o</sup>).

(2) P. JUST. — II, 20-22 et 39.

(3) P. JUST. — II, 24, 25.

(4) P. JUST. — II, 19.

(5) P. JUST. — II, 8 et 27.

(6) P. JUST. — II, 15, 17, 23, 28 et 29.



On réunit ainsi une armée de 6 à 7000 hommes, qui le 10 février, se trouvait à Lavardin avec le roi. Quand Dunois et Brézé lui eurent rapporté le refus de Foulques Eyton, Charles VII donna aussitôt l'ordre d'entamer le siège. Les anglais étaient en force au Mans, 2500 hommes suivant le héraut Berry, et ils avaient encore d'autres troupes dans la région ; leurs gens continuaient à courir dans le Maine et jusque dans les environs de la Flèche (1).

Le 13 février à 8 heures du matin, Brézé arrivait devant le Mans. Il se mit en devoir d'occuper les faubourgs pour y loger ses hommes. Les anglais voulurent s'y opposer. Mais les mesures de Brézé furent si bien prises qu'il réussit à s'installer sans qu'il y eut « grant meschief d'un cousté ne d'autre » (2).

Tout en faisant encercler la ville, Charles VII ne désespérait pas d'obtenir la reddition du Mans sans conflit sanglant. Brézé resta en contact avec les commissaires anglais Eyton, Gough et Mundeford, qu'il vit le jour même, lui déclarèrent avoir reçu de Henri VI l'ordre de ne rien faire avant l'arrivée de ses ambassadeurs auprès de Charles VII. Brézé, d'accord avec le roi leur offrit de consentir un nouveau délai de quatre ou cinq jours.

Le lendemain, alors que Gough et Eyton discutaient de nouveau avec Brézé et les autres commissaires sur cette dernière proposition. Osbern Mundeford fit, avec 5 ou 600 hommes une sortie. Il ne projetait rien moins que de faire les Français prisonniers. Eyton, s'interposant, l'empêcha de commettre cet acte déloyal. Mais, il ne put faire rentrer les soldats dans la ville. Un poursuivant envoyé vers Mundeford pour savoir ses intentions, reçut la réponse « combattre » et les commissaires se quittèrent pour se préparer à la bataille.

Malgré cette violation de la trêve on n'en vint pas aux mains. Charles VII tenait à éviter toute effusion de sang. Il décida d'attendre l'arrivée des ambassadeurs de Henri VI. Mais, en

(1) Le 7 mars, un habitant de Mareil-sur-Loir (canton de la Flèche) vient déposer à Angers que blessé trois semaines auparavant par les Anglais entre Mareil et la Flèche, il a retrouvé la santé, grâce à l'intercession de Jean Michel. (D'après un registre du chapitre d'Angers, dans *l'Abregé de la vie des miracles et du culte de Jean Michel, évêque d'Angers*, 1739, in-12°.)

(2) Lettre de Brézé à Henri VI (ESCOUCHY, III, 185).



même temps, il faisait fortifier les positions françaises autour du Mans. En dépit de quelques sorties des Anglais et des escarmouches qui en résultèrent Dunois réussit à encercler la ville de très près. Il massa son artillerie près des portes et fit faire, sous la direction de Jean Bureau, de tels travaux d'approche que les Anglais furent mis hors d'état de continuer leurs sorties (1). La ville eut quelque peu à souffrir de ces luttes, en particulier un établissement hospitalier appartenant aux Filles-Dieu, qui fut démoli (2).

Les renforts, hommes d'armes et manœuvres, ne cessaient d'affluer auprès de Charles VII. Les habitants de Tours font quelques difficultés puis se décident à envoyer « XXV compagnons bien en point » (3). Les garnisons lointaines arrivent à leur tour. Les uns après les autres, le sénéchal de Rouergue, Germain Bracque, venu de Paris avec 60 archers et arbalétriers, le maréchal de Sainte-Sevère. Blanchefort et les gens du Bourbonnais, Pierre de Courguilleray, qui a été en Vendômois et Blaisois chercher des arbalétriers, Pierre de Pavinières, qui vient d'Anizy-en-Valois, arrivent à Montoire où Dunois a installé son quartier général (4). Ils y trouvent des guides pour les conduire au siège et leurs chevaux sont dispersés dans toute la région de Blois, Châteaudun et Vendôme (5). Le roi se décidait aussi à faire appel au connétable qui, après avoir fait ses montres à Saumur (6), vint le rejoindre à Lavardin (7).

La plus grosse difficulté était de ravitailler l'armée. Le roi en prenait grand souci. Charles de Maillé et Georges de Cléré furent désignés pour réunir, l'un en Vendômois, l'autre en Anjou et Touraine, tous les approvisionnements (8). Et comme les soldats ne se contentent pas des distributions qui leur sont faites, ordre est

(1) HERAUT BERRY (Ed. GODEFROY) p. 430; ESCOUCHY. I, 130.

(2) P. JUST. — II, 40.

(3) Archives de la ville de Tours, comptes vol. 30, ff. 137 v° et 144 r°.

(4) P. JUST. — II, 1, 16, 32, 35, 39.

(5) P. JUST. — II, 31, 33. Le roi fait inspecteur des chevaux. Autrefois, il s'en désintéressait, les chevaux étant à la charge exclusive des hommes d'armes.

(6) P. JUST II, 26.

(7) D'après GRUEL (p. 190), le roi aurait d'abord refusé le concours de Richemont. Puis, il l'aurait appelé à lui, pour lui faire diriger les opérations et faire cesser les grandes divergences de vues qui divisaient les capitaines.

(8) P. JUST. — II, 36, 38. L'un de ces convois, venu d'Angers, passait à Sablé le 28 février. (Arch. Nat. JJ 179, n° 86, remission pour Jean Beurays.)



donné de crier en Touraine, Vendômois et ailleurs que « tous marchands menassent toutes sortes de vivres devant la ville du Mans (1). »

Toute la ville d'Angers est préoccupé par ce siège. A tout instant l'on envoie des messagers aux nouvelles. Tous ceux qui viennent du Mans sont sûrs de recevoir le meilleur accueil. Quand Georges de Cléré arrive, il est traité comme un grand personnage. Les commissaires de la cloison lui offrent à dîner et lui font présent de 20 livres pour « lui aider à supporter la despence qu'il a faicte en ceste ville. » Pourtant sa mission se borne à chercher des vivres et à rassembler, si possible, des hommes d'armes et surtout des manœuvres pour les travaux du siège (2).

On n'oublie pas non plus les gens de la garnison d'Angers, qui sous la conduite de Bertrand de Beauvau, capitaine de la ville et sénéchal d'Anjou, montent la garde pendant l'hiver aux alentours du Mans. On leur envoie des provisions, vin, pain, avoine, beurre, hareng saur et blanc, merlus, figues et raisins. Et pour que ce présent offert à la garnison en signe de bon souvenir parvienne à son exacte destination, on distribue aux conducteurs des charriots qu'il le portent, trois douzaines de panonceaux aux armes de Beauvau (3).

Pendant que les hommes d'armes passaient, tant bien que mal, l'hiver à faire des travaux de campagne, les négociations suivaient leur cours à Lavardin. Thomas Hoo, le 18 février, écrivait à Pierre de Brézé : il avait appris que Charles VII s'apprêtait à assiéger Le Mans, il suppliait que l'on attendit Adam Moleyns et Robert Roos, qui arrivaient en toute hâte, munis de pouvoirs de Henri VI (4). Au reçu de cette lettre, Charles VII fit envoyer des sauf-conduits aux ambassadeurs anglais qui furent bientôt à Lavardin. Le 11 mars, le roi donnait à l'archevêque de Reims, à

(1) P. JUST II, 18. — A Tours, l'invitation du roi n'a pas grand succès. L'insécurité des routes fait hésiter les marchands. Pour les encourager, la municipalité leur garantit le remboursement des pertes qu'ils pourraient éprouver. En outre la ville fait assurer la défense des convois par un guide de 8 ou 12 archaletriens à qui elle distribue des hocquetons verts et rouges.

(2) P. JUST. — I, 2, 3.

(3) P. JUST. — I, 1, 5.

(4) STEVENSON. — I, 202.



Dunois, Brézé, Beauvain et à Jean de Mesnil-Simon seigneur de Maupas tous les pouvoirs nécessaires pour traiter avec eux. Le même jour était signé un acte qui prorogeait les trêves jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1450 (1). Le 15 mars, Moleyns et Roos signaient deux conventions. L'une portait l'engagement au nom de leur maître de respecter les trêves jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 1450 ; l'autre, celui de délivrer la forteresse de Mayenne avant le 27 du mois courant (2).

Aussitôt après, à 10 heures du soir, les Français étaient mis en possession du château du Mans. Le lendemain, la garnison quittait la ville avec l'évêque de Chichester et Robert Roos (3). Pendant qu'ils se rendaient en Normandie, chacun où bon lui semblait, en emportant tous leurs biens, Charles VII rentrait à Tours pour célébrer les fêtes de Pâques (4), et dans toute la France, on se livrait aux réjouissances. Un poursuivant allait jusqu'en Provence prévenir le Roi René (5) qui pendant que Charles VII peinait pour lui faire rendre ses domaines, menait la plus tranquille des existences.

Toutes les places du Maine furent remises aux Français, sauf Fresnay, qui, d'après le traité du 11 mars, devait rester aux Anglais. Le 27 mars, Pierre de Beauvain prenait possession de Mayenne. Aidé de son lieutenant, Jean de Chauvigni, il s'empressa de remettre la forteresse en état.

Ainsi, après deux ans d'efforts, Charles VII, par le simple déploiement de ses forces, triomphait de la mauvaise foi de ses adversaires. Le traité de Tours était enfin mis à exécution. La province qui venait d'être libérée pouvait se remettre au travail : elle ne devait plus revoir l'envahisseur.

R. PLANCHENAUT.

(1) RYMER. — V, I, 186.

(2) STEVENSON. — I, 207 ; II, [717].

(3) « Le mardi, 13<sup>e</sup> jour de febvrier, l'an 1447, vindrent les François pour assiéger la ville du Mans, et fut environ 8 heures devers le matin, et le 15<sup>e</sup> jour de mars environ 10 heures après midi, furent mis les diz François dedans le chasteau par composition. Et le 16<sup>e</sup> jour, s'en partirent les Anglois, en la compagnie du Privé-Scel et du sieur de Roes, et y eust grande abondance de bleds et vins tres bons, au prochain aoust après. » (*Chronique de Saint-Vincent*).

(4) ESCOUCHY. — I, 131 ; BERRY, p. 430.

(5) P 1334<sup>4</sup>, f<sup>o</sup> 114 v<sup>o</sup>.



## PIÈCES JUSTIFICATIVES

### I

*Extraits des comptes de la Cloison d'Angers.* (Archives municipales d'Angers CC. 4, ff° 46 r°, v° 49.)

1) A Monseigneur de Beauvau, senneschal d'Anjou et cappitaine d'Angiers, la somme de cinquante et neuf livres, qui a esté employée et convertie, par le commandement et ordonnance des gens du conseil dudit seigneur le roy de Secile, en vivres menez au siège devant le Mans, présentez et baillez en don audit senneschal, estant audit siège pour lui aider 'à soustenir soy et ses gens audit siège, desquels vivres la descleration s'ensuit : c'est assavoir, pour une pippe de vin, sept livres dix solz ; pour cinq sextiers d'avoine, sept livres dix solz ; pour cent livres de beurre, six livres ; pour une rondelle de haren sor, quatre livres dix solz ; pour une rondelle de haren blanc, huit livres ; pour ung cent de merluz, cent solz ; pour ung 'cabaz de figues et ung de raisins, LXX solz ; pour troys pippes vuides à mettre la dicte avoyne, XXII s. VI s. ; pour troys pippes de pain, six livres. Et pour la voicture des charretiers qui menèrent lesdiz vivres VI l. XVII s. VI d. ; et pour la voicture dudit pain LX solz. Lesquelles parties font ensemble ladicte somme. Comme appert par mandement dudit seigneur le Roy de Sécile, donné le XXIII<sup>e</sup> jour de février mil cccc quarante et sept, et quittance dudit seigneur de Beauvau escripte au dox cy rendue. Pour ce : LIX l.

2) A Jehan Joye, la somme de huit livres tournois, laquelle somme lui a esté ordonnée prendre et avoir sur les deniers de ladicte cloaison, par messeigneurs les commissaires de la dicte cloaison d'Angers, pour faire ung digner au sire de Cleré et



autres en sa compaignée, lequel estoit venu en ceste ville d'Angiers, de par le Roy nostre sire, pour faire mener des vivres au siège du Mans et aussi des mains euvres, et pour faire autres diligences possibles par deçà pour le fait dudit siège, comme appert par mandement de mesdiz seigneurs, donné le II<sup>e</sup> jour de Mars mil cccc XLVII, et quittance dudit Joye escripte au dox, pour ce : VIII l.

3) A messire Georges de Cleré, chevalier, la somme de vingt livres tournois et à Jehan le Royer, clerck de la Chambre des Comptes du Roy de Secile duc d'Anjou, dix livres ; c'est assavoir, audit chevalier, pour lui aider à supporter la despence qu'il a faicte en ceste ville d'Angiers, où il avait esté envoyé par le Roy nostre sire pour faire les diligences de envoyer vivres, gens d'armes et maineuvres au siège du Mans, et audit le Royer, pour employer en menues messaigeries, comme appert par mandement de messeigneurs du conseil dudit seigneur Roy de Secile et des commissaires de ladite cloaison, donné le V<sup>e</sup> jour de mars mil cccc XLVII, et quittance des dessusdiz escripte au dox cy rendue. Pour ce : XXX l.

4) A Travail, poursuivant de Monseigneur le senneschal de Poictou, la somme de six escus d'or, laquelle somme par les gens du conseil dudit seigneur le Roy de Secile estant à Angiers lui a esté ordonnée, pour estre venu de Maienne la Juhes, apporter la nouvelle de la reddition de ladite place, comme appert par mandement de mes diz seigneurs, donné le XXVIII<sup>e</sup> jour d'avril mil cccc quarante et huit, et quittance dudit poursuyvant escripte au dox, donnée les jour et an dessus diz. Pour ce : VIII l. V s.

5) A Jehan le Maistre, peintre, la somme de quarante solz tournoys, pour avoir fait troys douzaines de penonceaux aux armes de Monseigneur de senneschal d'Anjou, lesquels penonceaux ont esté baillés et distribuez aux charretiers et voituriers qui ont mené les vivres au siège du Mans ; comme appert par mandement de messeigneurs les commissaires de ladite cloaison, donné le XVIII<sup>e</sup> jour de février mil cccc quarante et sept, et quittance dudit peintre escripte au dox, donnée les jours et an dessus diz. Pour ce : XL s.

6) A Jehan de la Poissonnière, escuier, lieutenant de la ville



d'Angiers, la somme de dix livres tournois, pour distribuer aux chevaucheurs et poursuivans que les gens du conseil ont ordonnez estre envoyez au Mans, savoir des nouvelles, comme par mandement de messeigneurs les commissaires peut apparoir, donné le IX<sup>e</sup> jour de février mil cccc XLVII, et quittance dudit lieu-tenant escripte au dox. Pour ce: X l.

7) A Jehan le Royer la somme de six livres tournoys, laquelle somme, de l'ordonnance de messeigneurs du conseil du Roy de Secile, a esté fait bailler par ledit receveur, pour le veaige de deux poursuivans, l'un envoyé entre Maienne et Loire, l'autre entre Sarte et le Loir et Sarte et Maienne, porter lettres closes du Roy nostre sire aux nobles, pour eulx assembler et mettre en armes, comme peut plus à plain apparoir par le mandement de mesdiz seigneurs du Conseil, donné le XXII<sup>e</sup> jour de janvier mil cccc quarante et sept, et quittance dudit le Royer cy rendue. Pour ce: VII.

8) A Maistre Alain Lequeu, arcediacre d'Angiers, la somme de trante livres tournois, a luy ordonnée prandre sur les deniers de ladicte recepte, par messeigneurs du conseil du Roy de Secile à Angiers et d'aucuns des commissaires de ladicte cloaison, pour employer en plusieurs voyaiges ordonnez estre faiz et à faire tant aux nobles d'Anjou et à autres pour eulx assembler et mettre en armes au mandement du Roy nostre sire, pour le fait du siège du Mans. Comme appert par mandement de mesdiz seigneurs, donné le V<sup>e</sup> jour de janvier mil cccc quarante et sept, et quittance dudit maistre Alain, donnée les jour et an dessus ditz, cy rendue; pour ce: XXX l.

9) A Romarin, poursuivant d'armes dudit seigneur le Roy de Secile, la somme de quatre livres tournoys, à lui taxée et ordonnée par messeigneurs du conseil dudit seigneur le Roy de Secile et commissaires de la dicte cloaison, pour ung voyage qu'il fit à Sablé, Durestal, la Flèche, le Lude, Baugé et le Perray, porter lettres de par mesdiz seigneurs aux cappitaines des dictes places, pour les advertir du fait du ralangement des trèves, comme plus à plain peut apparoir par mandement de mesdiz seigneurs, donné le II<sup>e</sup> jour de janvier cccc XLVII et quittance dudit poursuivant escripte au dox cy rendue. Pour ce: III l.



II

*Extraits du 10<sup>e</sup> compte de Jean de Xaincoins receveur général de langue d'oïl et de langue d'oc, 18 octobre 1447, — 30 septembre 1448.*

(Extraits copiés au xvii<sup>e</sup> siècle dans le ms. fr. 32511 ff 125-128.)

1) Sire Germain Bracque, capitaine et gouverneur de LX archers et arbalestriers venus de Paris en mars 47 devers le Roy pour le servir au siège qu'il tenoit devant Le Mans, XL l. pour distribuer aux dits archers.

2) Jehan Havart, escuier, maistre d'hostel, XXVII l. X s. pour 2 voyages en janvier de Tours au Mans pour la délivrance de la dite place.

3) Hardouin de Maillé, escuier, XXX l. pour avoir esté en janvier de Tours au bas pays d'Auvergne quérir les gens d'armes et de trait sous la charge du sire d'Orval.

4) Pierre de Courtelles, escuier, L l. pour avoir esté en Janvier de Tours en Rouergue devant les gens d'armes et de trait sous la charge du sire de Buel.

5) Fouquet Guidas, escuier maistre d'hôtel du Roy, XXX # sur son voyage en janvier de Tours en Limosin quérir les gens d'armes et de trait sous les charges des sires de Jaloignes et de Beauvoir.

6) Pierre de J... (?) escuier pannetier du Roy, XXX # pour avoir esté en janvier de Tours au Haut Pays d'Auvergne quérir les gens d'armes et de trait de la charge de Robert de Conyghan.

7) Messire Pierre de Brezé, chevalier, senechal de Poitou, II<sup>e</sup> LXXV # pour avoir esté de Tours à Rouen en janvier devers les gens du conseil d'Angleterre pour le fait de la prorogation des treves et de la délivrance du Mans et encore II<sup>e</sup> # pour pareil voyage en février.

Maître Guillaume Cousinot, conseiller du Roy, C # idem et C # pour pareil voyage en février.

Jean Havart, escuier, XL # id. et XXX # en février et LX en février (*sic*).

Guillaume de Menypeny, escuier du pays d'Escoce, XLI # Vs., id.



8) Jehan Carbonnel, escuier du pays de Normandie VI<sup>xx</sup> XVII # X<sup>a</sup> pour avoir esté en Normandie s'enquérir du fait des des Anglais.

9) Maistre Jehan Fournier, conseiller du Roy, esleu sur le fait des aydes à Angers, pour avoir esté en janvier de Tours à Angers pour assembler toutes manieres de gens pour aller devant la ville du Mans.

10) Pierre de Dinteville, escuier pannetier du Roy, XX # pour avoir esté en janvier de Tours en Nivernais par devers Poton de Xaintrailles bailly de Berry pour aller au siege que le Roy faisait mettre devant la ville du Mans.

11) Guillaume Belier, escuier, maistre d'hostel du Roy, XX # pour avoir esté de Tours en Poitou devers les gens d'armes et de trait sous la charge de Flocquet pour aller audit siège du Mans.

12) Estienne Pelourde, escuier, eschanson du Roy, XV # pour avoir esté de Tours en Berry devers les gens d'armes et de trait sous la charge du seigneur de Culant les conduire au dit siège.

13) Messire Charles de Mailly, chevalier, maistre d'hostel de la Reyne, XV # pour avoir esté de Tours en Poitou devers les gens d'armes et de trait sous la charge de messire Jacques de Clermont les quérir pour aller audit siège.

14) Jean Havart, escuier, varlet tranchant du Roy, XIII # XV<sup>a</sup> pour avoir esté en janvier de Tours en la ville du Mans pour la délivrance de la dicte ville.

15) Jean de Villemer, escuier eschanson du Roy, XX # pour avoir esté en janvier devers les gens d'armes et de trait du sire de Culant estant vers la ville de Blois.

16) Thomas de Levemont, escuier, pour avoir esté en février de Tours en Rouergue par le seneschal dudit lieu et Pierre de Courcelles escuier d'écurie leur porter lettres.

17) Pierre de Martilly, escuier, X # pour avoir esté en février de Tours devers les gens du seigneur de Blainville et de Pierre de Louvain qui estoient devers les contés de Vendosme et de Dunois.

18) Messire Charles de Maillé, chevalier, maistre d'hostel de la Reyne, X # pour avoir esté en février de Tours à Vendosme et ailleurs faire cryer que tous marchans menassent toutes sortes de vivres devant la ville du Mans.



19) Maistre Yves Philipès, chirurgien du Roy, pour avoir esté en février en la compagnie du conte de Dunois au siege de la ville du Mans.

20) Estienne Pelourde, eschanson du Roy, X # pour avoir esté en février de Tours à Poitiers, Chastelleraut, Montbason, Loches, Saint Jean de Montjon assembler tous les chevaux et charriots qu'il pourroit prendre pour mener l'artillerie du Roy devant Le Mans

21) Tristan Lermite, prévost des maréchaux, X # pour avoir esté pour semblable cause de Tours à Orléans, Mehun sur Loir (*sic*) Beaugency et Blois.

22) Guillaume de Ricarville, escuier, pour avoir esté pour semblable cause de Tours à Bourges, Issoudun, Mehun sur Yevre, Vierzon, Valan, Meneton, Grassay, Saint-Aignan, Selles et Montrichard.

23) Pierre de Dinteville, escuier pannetier du Roi, X # pour avoir esté quérir les gens d'armes et de trait sous la charge de Tristan Lermite logez devers Blois pour les conduire au siege du Mans.

24) Fouquet Guidas, maistre d'hostel du Roy, X # pour avoir esté en février de Tours à Blois, Amboise et Bléré faire assembler toutes manières de vivres pour mener au siège du Mans.

25) Messire Georges de Cléré, chevalier, XX # pour avoir esté pour semblable cause de Tours à Angers et à Chasteau Gonthier.

26) Pierre Fontenil, escuier d'escurie du Roy, X # pour avoir esté de Tours à Saumur voir les monstres des gens de Monseigneur le connestable et de Monseigneur de Thouars.

27) Guillaume de Lodes, escuier, XIII # XV<sup>e</sup> pour bailler à certains espies qu'il envoyait en Normandie.

28) Messire Charles de Maillé, chevalier, maistre d'ostel de la Reyne, XV # pour avoir esté de Tours à Vendosme voir les monstres des gens des seigneurs de Blanchefort, de Pruilly, de Sainte-Severe et du seneschal de Bourbonnois pour aller au siège du Mans.

29) Guillaume Bellier, escuier, bailly de Troyes, XL # pour avoir esté de Tours à Chasteau-Gontier voir les montres des gens de Mons. l'Amiral.



30) Estienne Pelourde, escuier, eschanson du Roy, XX # pour avoir esté de Tours en Poitou pour assembler chevaux pour mener l'artillerie du Roy.

31) Jean de la Haye, escuier, pour avoir esté de Tours à Chasteaudun faire loger les chevaux des gens d'armes qui allaient au siège du Mans.

32) Pierre de Courguilleray, escuier, varlet tranchant du Roy, X # pour avoir esté en mars de Tours es contés de Vendosme, de Blois et de Dunois, assembler arbalestriers pour aller au siège du Mans.

33) Pierre de Bois-Boissel, escuier, bailly de Nemours, X # pour avoir esté de Montoire esdits contéz de Vendosme, Blois et Dunois, sçavoir comme les chevaux des capitaines estans devant le Mans se gouvernoient, et X # en mars.

34) Perceval Pelourde, escuier, varlet de chambre du Roy, VIII # V s. pour avoir esté en février de Tours à Cléry en pèlerinage pour le Roy et y faire son offrande.

35) Guillaume Belier, escuier, maistre d'ostel du Roy, X # pour avoir esté en mars de Montoire conduire les seigneurs de Boussac, Blanchefort, de Ferce, de Pruilly et leurs gens au siège du Mans.

36) Messire Charles de Maillé, chevalier, maistre d'hostel de la Reyne, X # pour avoir esté en mars de Montoire à Vendosme faire diligence et amener vivres au siège.

37) Messire Jehan Loyaulté, prestre, l'un des chapelains de la chapelle du Roy, VIII # V s. pour avoir esté en février de Tours à N. D. de Cléry porter son offrande en l'église dudit lieu.

38) Messire Georges de Cléré, chevalier, XX # pour la parpaye de son voyage en mars de Tours à Angers où il a esté l'espace d'un mois et plus luy 4 à cheval.

39) Pierre de Pavinieres, escuier d'escurie du Roy, X # pour partie de sa dispense d'estre venu d'Anizy au duché de Valois servir au siège du Mans.

40) Seur Jehanne de la Balennière, Religieuse des Filles-Dieu de la ville du Mans X # pour estre venue du Mans à Tours réquérir aucun don du Roy pour refaire l'Hostel-Dieu de la dite ville qui a esté démoly durant le siège.



---

## AU PAYS DU MAINE

EN 1636.

---

Vers le milieu de l'année 1636, les événements prenaient en France une tournure fort inquiétante.

Tranquille du côté de la Hollande, le cardinal Infant, gouverneur des Pays-Bas espagnols, après entente avec le duc Charles et le prince François de Lorraine, s'est avancé jusqu'à Cambrai et a jeté en Picardie une armée commandée par des chefs aussi hardis qu'expérimentés, le prince Thomas de Savoie, le comte Piccolomini et le redoutable Jean de Werth.

En juillet, René du Bec Crespin, marquis de Vardes, rend La Capelle après sept jours de siège, et, en août, Etienne de Saint-Simon, baron de Saint-Léger, gouverneur du Catelet, capitule après deux jours d'attaque. Les Espagnols traversent la Somme aux environs de Bray, après avoir bousculé le régiment de Piémont qui en défendait le passage, enlèvent Roye, menacent Amiens, dont le gouverneur et les habitants sont mal ensemble. Corbie, où commande mollement M. de Soyencourt, ouvre ses portes.

Le comte de Soissons recule jusqu'à Noyon, ses troupes étant trop faibles pour arrêter l'ennemi.

Il apparaît clairement que l'Autriche et l'Espagne se sont concertées pour attaquer de deux côtés à la fois ; le cardinal Infant, Piccolomini et Jean de Werth par les Pays-Bas ; le duc Charles IV de Lorraine et le comte de Gallas en Lorraine et en Bourgogne.

De jour en jour la situation s'aggrave : Jean de Werth marche sur Paris ; le duc de Lorraine prend Verdun ; Gallas remonte la rive droite du Rhin pour le traverser à Brisach et jeter en Bourgogne une puissante armée qui fera lever le siège de Dôle, entrepris par le prince de Condé.



L'affollement parvint à son comble. A la Cour l'on ne savait comment se garantir de l'imminent péril. Le danger public apparaissait néanmoins démesurément grossi par l'imprévu du coup. Un peu remis de la stupeur qui résultait d'événements si considérables, le cardinal de Richelieu suivait le conseil du Père Joseph, se rendait à Paris, parcourait les rues en carrosse découvert, s'arrêtait, parlait avec bonhomie sur les places publiques, rendait confiance, provoquait même de l'enthousiasme dans le peuple si prompt à sauter d'un extrême à l'autre.

Le Roi ordonna de lever en diligence une armée de 25.000 hommes de pied et le plus possible de cavalerie, destinée à garder la rivière de l'Oise, d'une part, et à fortifier l'armée royale, d'une autre.

Le sacrifice s'imposa dans toute sa rigueur. L'élan devint formidable ; avec frénésie chacun s'employa ; car les événements se précipitaient et montraient la nécessité de ne perdre aucun instant.

Les gouverneurs des villes et des provinces, les lieutenants généraux, les sénéchaux furent engagés à opérer des levées d'hommes.

« J'emploie, de ma part, écrivait Louis XIII, pour cet effet, tout ce qui est en ma puissance » (1). Les gouverneurs assembleront la noblesse de leur région pour en tirer le plus rapidement qu'ils le pourront un secours considérable. Le Roi compte sur l'empressement de tous les bons Français pour sauver le pays, qui, peut-être jamais, ne s'est trouvé en de plus graves moments.

Nombreuses sont aux Archives de la Guerre et Nationales, les ordonnances et missives royales adressées aux uns et aux autres au sujet de l'enrôlement et de l'armement en ces jours critiques de 1636. Nous nous contenterons de citer cinq pièces relatives à la province du Maine, extraites des Archives Nationales.

En ce temps-là, un jeune homme de dix-huit ans, Henri II de Beaumanoir, marquis de Lavardin, comte de Beaufort, était lieu-

(1) Arch. hist. guerre V. 26-377. Le Roi au duc d'Orléans ; en mon château de Madrid, 4 août 1636.



tenant général aux pays du Maine et du Perche et au comté de Laval (1). Il était fils de Henri I<sup>er</sup> de Beaumanoir, marquis de Lavardin, comte de Beaufort-en-Vallée, seigneur de Malicorne, gouverneur des comtés du Maine, du Perche et de Laval, décédé en mai 1633, et de Marguerite de la Baume, fille de Rostaing de la Baume, comte de Suze, et de Madeleine de Prez-Montpezat. Un oncle de Henri II, Jean-Baptiste-Louis, baron de Lavardin et d'Anthoigné, était alors sénéchal du Maine et capitaine d'une compagnie de cent hommes d'armes (2).

I

Le Roy au baron de Lavardin, capitaine d'une compagnie de cent hommes d'armes. 15 juillet 1636. (Bibliothèque Nationale. Nouvelles acquisitions, Vol. 9637, p. 209.)

Mons<sup>r</sup> le baron de Lavardin,

Ayant resolu de faire mettre sur pied plusieurs compagnies d'hommes d'armes de mes ordonnances du nombre de cent chacune avec le titre d'une Province, et d'en donner la charge à ceux que, par leur qualité et affection, j'ay estimé plus capables de les commander, J'ay jetté les yeux sur vous pour vous donner une de celles de ma Province du Maine, et j'ay bien voulu vous en donner advis par cette lettre, et vous dire que vous ayez a faire choix des chefs, osficiers, membres et hommes d'armes dont vous desirerez former vostre d<sup>e</sup> compagnie pour la mestre au plus tost sur pied et la rendre complete jusques audit nombre de cent. Desirant pour cet esfect que vous ayez a l'assembler Beaumont et Vivoin au dit pays de Maine pendant quinze jours en sorte qu'elle soit en estat de s'acheminer en l'armee ou je voudray m'en servir dans un mois au plus tard, Vous adressant l'ordre necessaire pour faire recevoir vos gendarmes au dit lieu d'assemblée dans lequel, comme en tous ceux de leur passage et logement, je

(1) Henri II de Lavardin mourut de ses blessures au siège de Gravelines, en 1644, à 26 ans. Il avait épousé Catherine de Vassé, dite *Grognette*, puis Marguerite-Renée de Rostaing, sa cousine.

(2) Jean-Baptiste-Louis épousa Marguerite de la Chevière, dont il eut, entre autres enfants, Charles de Beaumanoir, comte d'Anthoigné, mort sans postérité.



vous commandé de tenir la main qu'ils vivent avec le bon ordre et discipline a laquelle ma gendarmerie est obligee par mes reglements et ordonnances et m'assurant que vous me temoignerez toute sorte de soin et d'asfection pour rendre cette compagnie belle et en estat de me servir dans les occasions importantes qui s'offrent a present et pour executer avec toute la diligence possible ce qui est en celle de ma volonté, Je ne vous feray la presente plus longue que pour prier Dieu qu'il vous ayt Mons<sup>r</sup> le Baron de Lavardin en sa S<sup>te</sup> garde.

Escrit a Fontainebleau, le XV<sup>e</sup> jour de juin 1636.

Signé : Louis, et, plus bas : Sublet.

A Monsieur le Baron de Lavardin Capp<sup>re</sup> d'une Compagnie de cent hommes d'armes de mes ordonnances, seneschal et mon lieutenant general en mon pays du Maine.

*(Copié sur les originaux, tirez des archives du Ch<sup>t</sup> de Lavardin, appartenant a présent à M. le C<sup>te</sup> de Tessé.)*

## II

M<sup>r</sup> de La Vrillière à M<sup>r</sup> le M<sup>te</sup> de Lavardin. Paris, 14 août 1636.  
(Bibliothèque Nationale. Nouvelles acquisitions, Vol. 9637, p<sup>a</sup> 210).

M<sup>r</sup>,

Vous recevrez cette lettre par les mains de M<sup>r</sup> Le Gras. Con<sup>lier</sup> du Roy en son Conseil et M<sup>e</sup> des Requestes de son hostel que le Roy envoie vers vous pour vous convier a ramasser en l'estendue de vostre charge un bon nombre d'hommes pour venir servir sa Ma<sup>te</sup> en son armee sur les occasions presentes. Sa Ma<sup>te</sup> a donne commission aud<sup>t</sup> S<sup>r</sup> Le Gras pour promouvoir la levee de ce secours et pour faire resoudre l'entretienement d'iceluy pendant deux ou trois monstres, luy ayant fait bailler pour cet esfect une bonne quantité de lettres pour la noblesse, villes, communautez et ofciers, lesquelles vous considererez s'il vous plaist ensemble pour les faire remplir de ceux que vous jugerez a propos. Sa Ma<sup>te</sup> et Mons<sup>gr</sup> le Cardinal se promettent bien que par vostre grande prudence adresse et credit le secours que vous amenez sera d'un bon nombre d'hommes. Mais il importe surtout qu'ils soient



soldoyez pour longtemps et qu'ils viennent en bon equipage mesmes que vous remplissiez les commissions qui vous sont envoyées de personnes asfectionnées au service de sa Maiesté et qui ayent creance sur les soldats. Je me remets de ce que j'avois a vous escrire de plus sur le d' S<sup>r</sup> Le Gras qui est bien informé de ses intentions et de celles de M<sup>gr</sup> le Cardinal pour vous en entretenir, Vous baisant très humblement les mains et vous supliant de me faire l'honneur de me croire tousiours comme je suis

M<sup>r</sup>

V<sup>re</sup> très humble et asfectionné serviteur

LA VRILLIERE (1).

A Paris ce 14 août 1636.

A Monsieur M. le Marquis de Lavardin Cons<sup>er</sup> du Roy en ses Conseils, Capp<sup>ue</sup> de cent hom. d'armes de ses ordonnances et lieutenant gener<sup>al</sup> pour Sa Maiesté au pays du Maine, Perche et Comté de Laval.

### III

Le Roy à M. de Lavardin. Paris, 15 août 1636. (Bibliothèque Nationale, Nouvelles acquisitions ; vol. 9637, p. 211).

Mons. de Laverdin, Vous aurez sceu comme les ennemis de mon Estat sont entrez en armes en ma province de Picardie, ont pris quelques places et que leur armée est a présent au deça de la rivière de Somme, sur cette occasion j'ay fait assembler en ma presence, tous ceux de mon Conseil, de mes cours souveraines, corps de ville, Communautez et les principaux habitans de ma bonne ville de Paris asfin d'aviser au moyen de faire promptement une levee de 25000 hommes, laquelle a esté resolue. Elle est a present sur pied et j'en ai fait la reveüe ; mesmes les d<sup>tes</sup>. Compagnies, Communautez, et particuliers ont pourveu a l'entretenement des dicts 25000 hommes pour deux monstres, ayant mis les deniers neccessaires pour cet esfect es mains des gens a ce commis. Avec ce secours je fais estat de partir au premier

(1) Louis Phélypeaux, seig. de la Vrillière, second fils de Raymond Phélypeaux, seig. d'Herbault, de la Vrillière et du Verger, et de Claude Gobelin — Conseiller d'Etat en 1620. Secrétaire d'Etat à la mort de son père en 1629. Epousa Marie Particelli, fille de Michel Particelli d'Ilemery, et de Anne Le Camus.



jour pour aller en personne a la rencontre des ennemis et comme mon armee pourra avoir besoin d'un renfort de nouvelles troupes dans peu de temps, Voulans croire qu'a l'exemple de ce qui se fait icy mes sujets des Provinces et Villes de mon royaume contribueront volontiers leurs personnes et leurs biens en une occasion si pressante, Je depesche en divers endroits pour en tirer ung prompt secours d'hommes, ayant advisé d'envoyer expres vers vous, le S<sup>r</sup> Legras cons<sup>er</sup> en mon Con<sup>l</sup> d'Estat et M<sup>e</sup> des Requestes ord<sup>re</sup> de mon hostel avec commission pour travailler et s'employer sous vos ordres a faire resoudre la noblesse, les villes, et communautez et mes ofciers de l'estendue de vostre charge, ausquels j'escris sur ce sujet les lettres que vous verrez de me secourir puissamment en ce rencontre, Vous faisant cette lettre pour vous dire que j'auroy a singulier plaisir et vous convie d'employer le pouvoir autorité et credit que vous avez a cause de vostre charge par delà pour ramasser et assembler un bon nombre de gens de pied et de cheval et pour faire pourveoir a leur entretenement pour deux ou trois monstres au moins, faisant comprendre au General et aux particuliers qu'ils ne scauraient m'assister en une occasion plus importante que celle qui s'offre ou il est question de la conservation de mon estat assailly par les armes de la Maison d'Austriche. Je veux croire que par ce moyen vous assemblerez trois mil hommes de pied ou environ et deux ou trois cens chevaux, desquels je desire que vous formiez deux Regimens et deux Compagnies vous envoyant ladite Commission en blanc pour cet esfect que vous remplirez des personnes que vous verrez estre plus capables de commandement et plus asfectionnées a mon service, Et ce secours ainsy assemblé je desire que vous l'ameniez vous mesme en personne a mon armee ou j'auray a plaisir de vous temoigner ce qui est de ma bienveillance en votre endroit. Je me remets sur le S<sup>r</sup> Legras qui est bien informé de mes intentions de vous en entretenir plus particulièrement, desirant que vous luy donniez toute creance comme vous feriez a moy mesme qui prie Dieu Mons. de Lavardin vous avoir eu sa Sainte garde.

Esript a Paris le 15 aoust 1636.

Signé : LOUIS, et, plus bas : PHÉLYPEAUX.



A. Mons. de Lavardin Cons<sup>r</sup> en mon Cons<sup>l</sup> d'Estat, Capp<sup>ns</sup> de cent hommes d'armes de mes ordonnances et mon lieutenant General au pays du Mayne, Perche et Comté de Laval.

IV

Le Roy au M<sup>rs</sup> de Lavardin. Argenteuil, 17 aoust 1636. (Bibliothèque Nationale. Nouvelles acquisitions, vol. 9637, p. 213.)

Mons. de Lavardin ayant resolu de m'acheminer en personne avec une bonne armee vers la frontière de Champaigne pour m'opposer aux forces que mes ennemis voudroient jetter dans mon Estat je vous fais cette lettre pour vous dire que sans disferer davantage vous ayez a faire marcher dilligemment toute la noblesse que vous aurez pu assembler de mes pais de Maine et Perche et me venir trouver a Chaalons en Champaigne ainsy que je vous ay cy devant mande, auquel lieu j'espere me rendre avec l'ayde de Dieu avant la fin de ce mois. Et cependant mon intention est que vous ordonniez de ma part aux Baillifs et seneschaux de v<sup>re</sup> pais du Maine et Perche de continuer la convocation de l'arrière ban et qu'ils facent une description exacte de tous ceux qui y sont sujets et de tous les fiefs de leur ressort asfin que selon la valeur des dits fiefs ou tasee ceux qui n'auront point satisfaict ou en personne ou envoyant en leur place, et que sur les taxes qui seront faites on puisse aucunement recompenser ceux qui auront fait plus de depense que les autres en me venant trouver plus promptement et en meilleur equipage, sur les premiers advis qui leur ont esté donnez. A quoy m'assurant que vous apporterez tout le soin et la vigilance requise en une asfaire si importante, je ne vous la feray plus expresse. Priant Dieu vous avoir M<sup>r</sup> de Lavardin en sa garde.

Escript a Argenteuil le 17<sup>e</sup> aoust 1637.

Signé : LOUIS, et, plus bas : PHÉLYPEAUX.

A M<sup>r</sup> de Lavardin, mon Lieutenant general au gouvernement du Mayne et Perche.



Le Roy au M<sup>te</sup> de Lavardin. Paris, 31 août 1636. (Bibliothèque Nationale. Nouvelles acquisitions, Vol. 9637, page 212.)

Mons. de Lavardin depuis le depart du S<sup>r</sup> Le Gras Con<sup>er</sup> en mon Cons<sup>eil</sup> d'Estat maistre des requestes ord<sup>res</sup> de mon hostel pour aller vers vous avec les depesches que je vous ay faictes pour assembler un bon nombre de troupes tant de pied que de cheval en l'estendue de vostre charge pour me venir servir sur les occasions presentes, comme j'ay particulierement besoin de cavalerie, jay pensé a divers expediens qui ont esté mis en avant pour en recouvrer mesme en mes pays du Maine, Perche et Comté de Laval et vous en proposeray icy un qui pourra bien servir et que je desire que vous employiez si vous le jugez a propos qui est de decharger entierement des taxes de l'arriere ban tous les gentils hommes de mes dits pais qui ne seront en bonne disposition pour servir de leur personne pourveu que chacun d'eux en particulier ou tous ensemble fournissent l'entretienement pendant trois ou quatre mois d'un bon nombre de Cavalerie qui sera composee de ceux qui sont pauvres, qui ont la disposition et la volonté bonne, de cette sorte les gentils hommes aisés et non accoustumez aux armes et a la fatigue contribueront de l'argent pour soulager leurs d<sup>tes</sup> personnes, et les autres qui sont incommodez en leur fortune et peuvent de leur personne servir pour acquerir honneur s'enrolleront et serviront aux depens d'autrui. Si cette proposition est receüe par dela et bien menagee comme elle le sera par vostre adresse, Je faiz estat que vous trouverez l'entreteneement de cinq ou six compagnies de Chevaux legers pour trois ou quatre monstres, ce que je remets a vous de regler comme vous verrez estre pour le mieux, et mes asfaires en recevront encore ce soulagement que des gens sans experience ne viendront point gastant le plat pays en mon armee pour s'en retourner incontinent apres sans avoir rien faict, apportant plus de desordre par leur retraite que je n'auroy receu d'avantage par leur venue. C'est le subjeest de cette lettre sur lequel vous me ferez scavoir de vos nouvelles par la premiere commodité, au surplus je pars demain sans retardement pour aller en personne en mon armee avec un



bon nombre de troupes. Je recevray encore celles que j'ay fait assembler en ma province de Normandie ou la noblesse a fait des efforts extraordinaires pour faire un corps considerable dans lequel se trouvent xx compagnies de cavalerie de cent hommes chacune. Si je recevois un secours proportionné a cela de la noblesse de mes d<sup>ls</sup> pais j'en auroy une tres grande satisfaction et je veux esperer que vous ny espargnerez rien de ce qui dependra de vous, que je prie Dieu, M<sup>r</sup> le marquis de Laverdin, vous avoir en sa garde.

Escript a Paris ce xxxi aoust 1636.

Signé : LOUIS, et, plus bas : PHÉLIPEAUX.

A M<sup>r</sup> le M<sup>ls</sup> de Lavardin, Con<sup>er</sup> en mon Cons<sup>ell</sup> d'Estat, Cap<sup>ue</sup> de de cent hommes d'armes de mes ordonnances et mon lieutenant general au pays du Maine, Perche et Comté de Laval.

VICOMTE DE NOAILLES.



---

# LA VIE ROMANESQUE

DU MARQUIS DE LASSAY

---

*Conférence du 9 Mars 1923, à la Maison de la Reine Bérengère*

*(Suite et fin)*

---

Cependant, tous les chemins ramènent de Rome, et le marquis de Lassay, si peu pressé qu'il fût, finit par rentrer à Paris. Il y trouva sa considération encore fort ébranlée par son algarade hongroise et ses oaristys transalpines ; et aussi, à défaut d'ascendants avec qui il s'était brouillé, une postérité qui avait grandi en son absence, et qui lui procura dès son retour les préoccupations les plus ennuyeuses.

La fille née de son premier mariage, et qui le gênait dès son idylle avec Marianne, il l'avait, en partant pour la Hongrie, mise au couvent du Cherche-Midi (on disait alors : Chasse-Midi), sous la surveillance de M<sup>me</sup> de La Fayette. Cette circonstance nous vaut d'apercevoir l'auteur de la *Princesse de Clèves* sous un jour fâcheux, et qui nous gâterait, si nous y insistions, cette figure à la sérénité attique.

Voici l'histoire en deux mots, telle que le marquis la rapporte dans un mémoire à M<sup>me</sup> de Maintenon : M<sup>me</sup> de La Fayette, préposée par lui à la surveillance de sa fille, se serait avisée que cette orpheline conviendrait parfaitement à doter l'un de ses fils à elle, et elle aurait manœuvré dans ce but avec le même sens pratique dont elle dirigeait et gagnait les procès de son ami M. de la Rochefoucauld. D'abord, elle se serait fait envoyer par Lassay un testament lui donnant carte blanche pour disposer de ses biens, au cas où il lui arriverait malheur chez les Turcs. Puis, elle aurait tâché d'empêcher son retour, en lui représentant la disgrâce qui l'attendait à la Cour. Ce plan échoué et le marquis reparu quand même, elle se serait hâtée de l'envoyer cacher



dans le Maine, sous couleur de préparer pendant ce temps sa réapparition au grand jour. Enfin, elle aurait secrètement surpris de Louvois une lettre de cachet consignait Mlle de Lassay au Chasse-Midi, et défendant à l'abbesse de lui laisser voir son père : mesure de rigueur dont elle aurait eu l'astuce de présenter ses condoléances à Lassay, en lui faisant proposer par son familier le poète Segrais de s'employer à en procurer la mainlevée, moyennant son consentement au mariage qui joindrait les deux enfants. En somme, le même chantage à propos d'un consentement matrimonial dont avait jadis usé M. de Montataire; « Dieu délivre tout homme de bien d'une telle personne! » s'écrie le marquis au bout de la lettre où il énumère les détails de cette fourberie. Faut-il l'en croire sur parole, et l'amour maternel a-t-il chargé la conscience de cette femme illustre d'une malice si noire? S'il en est ainsi, livrons ce nouveau chapitre à l'édification de ses biographes. Après « Madame de la Fayette élève de Racine » peinte en ces récentes années par Monseigneur l'Evêque du Mans, voici « Madame de la Fayette élève de Mascarille ».

Tant d'artifice n'aboutit d'ailleurs pas, et le fils de M<sup>me</sup> de la Fayette eut le bonheur de manquer la main de cette pensionnaire fort avancée. Veut-on juger de cette précocité? Voici dans quels termes M<sup>lle</sup> de Lassay écrivait à son père : « Enfin, mon cher père, voilà mes quatorze ans révolus; c'est un âge que j'ai souhaité ardemment dans l'espérance que vous tiendrez ce que vous m'avez promis, car vous vous souvenez bien qu'il y a un an que vous me faites espérer que, dès que je les aurai, je sortirai d'ici où je suis avec tous les désagréments qu'on puisse avoir dans une contrainte insupportable; toujours des religieuses à examiner mes actions, et souvent les plus innocentes passent dans leur imagination pour très criminelles; d'un sourire, d'un regard, elles nous font rendre raison; que l'on lève la tête, c'est un air de grandeur, disent-elles, qui est insupportable. Voilà, mon très cher père, comme l'on interprète toutes nos actions; voyez si l'on peut jouir ici d'un moment de repos, je ne dis pas de plaisir; car je le crois banni à jamais du couvent; je crois que j'y mourrai d'ennui. » — Il est étonnant combien toutes les lettres d'enfants de l'ancien temps qui nous sont conservées paraissent émaner de



petits prodiges ; quelle est la fillette de quatorze ans qui saurait mettre, de nos jours, une langue aussi sûre et aussi pleine au service d'une si inquiétante maturité ?

Le marquis de Lassay crut faire preuve de sens en donnant au plus tôt un mari à cette couventine échauffée. Le petit la Fayette écarté, il en chercha un autre, et dans une lettre à un ami, énumérait toutes les perfections qui se réunissaient sous son toit : les 180.000 francs de la mère, un frère fort jeune qu'on pourrait avoir le malheur de perdre, un oncle fort vieux et non marié... « Ajoutez que notre marchandise est toute neuve, chose rare en ce temps-ci, et qui l'a été, je pense, en tout temps. » Un amateur se présenta à tous ces avantages, en la personne de Gaspard de Coligny, de l'illustre maison de Châtillon, qui devint en 1690 le mari de M<sup>lle</sup> de Lassay. Il avait vingt-huit ans, elle quinze. D'abord abbé de Saint-Denis de Reims, il était mestre de camp de cavalerie. Faut-il incriminer l'humeur inégale que trahissent ces changements, ou le caractère difficile de la jeune femme ? toujours est-il qu'au bout de deux ans, les époux en étaient au point de ne plus pouvoir se sentir. Après quelques tiraillements conjugaux, à la solution desquels s'employa l'ingénieux marquis, M. de Coligny eut le bon goût d'exécuter par une mort précoce un troisième et définitif changement ; M<sup>me</sup> de Coligny, aux anges, n'eut plus ni couvent ni mari, et Lassay, enfin délivré de ces complications familiales, put revenir au soin de son propre cœur.

Vaille que vaille, mal vu du Roi, taquiné par la médisance, il avait repris sa place à la Cour. Un seul appui lui restait parmi la malveillance générale, M<sup>me</sup> de Maintenon. Sainte-Beuve a très finement noté l'indulgence que la veuve Scarron, devenue l'épouse du grand Roi, garda toujours à ce gentilhomme qui n'avait pas craint de devenir le gendre d'un apothicaire. C'est vers elle qu'allèrent toutes les prières de Lassay, c'est d'elle que lui vinrent les faveurs. En 1690-92, quand la guerre reprend, et que le marquis se ronge à Paris où le métier de « courtisan d'été » et de « galant des Tuileries » pèse à ses quarante ans alertes, c'est elle qu'il supplie de lui procurer encore l'honneur de « servir » ; c'est elle qui lui vaut pour ses campagnes une commission d'aide de camp du Roi, avec laquelle il assiste aux sièges



de Mons et de Namur. D'ailleurs, toujours aussi romanesque, et la tête farcie de nouvelles intrigues. Ouvrons, au hasard, son portefeuille de cette époque : « Il y a quelque chose de bien extraordinaire dans le commencement de notre aventure : ma bonne fortune m'amène de l'autre bout du monde, et me place auprès de vous à l'Opéra. Je vois un joli visage, j'entends une conversation dans laquelle votre esprit me surprend... Cependant vous me quittez sans vouloir me dire votre nom ; je pars le lendemain pour un voyage assez long... je reçois une lettre qui me fait voir que vous ne m'avez pas oublié, et je commence un commerce avec une personne dont je ne sais pas le nom. Tout ceci a l'air espagnol. » Et cœtera, et cœtera. Ecrites de la ville, de la cour, de la campagne, de l'armée, bien des lettres de ce genre coulent de la plume de Lassay ; et combien ces billets d'alerte mine portent de suscriptions diverses : « A une dame » ou « à une demoiselle » « que j'aimais... » ou « que j'avais aimée... » ; car c'est là le verbe qui prend le plus facilement tous les temps. Mais ne voici-t-il pas au milieu de tous ces poulets, une supplique à Monsieur le Prince, par laquelle il sollicite un canonicat pour un fils qu'il a, grand théologien, homme de mœurs excellentes : « Sa sagesse pourrait faire douter qu'il fût mon fils. Voilà d'étranges aveux que je fais, l'un que j'ai un fils de 21 ans, et l'autre que ce fils n'est pas légitime. Mais je me suis bien corrigé depuis, et je ne ferais pas ces choses là présentement ». — Arrivé à ce point de mon récit, je me demande si je ne me suis pas bien engagé, et si l'histoire de Lassay rachète bien sérieusement celle de Sidonia.

A t-il donc tout à fait oublié la compagne de sa prime jeunesse, celle dont il déplorait la perte en termes si simples et si profonds ? Non, c'est pis, il se sert de son souvenir comme d'un aiguillon pour ses amours nouvelles, il ne craint pas de parler d'elle à celles qui l'occupent aujourd'hui : « Depuis que j'ai perdu la seule femme que j'aie véritablement aimée avant vous, les femmes m'étaient presque toutes égales... Cette personne que j'ai tant aimée, toute morte qu'elle est depuis longtemps, n'a rien à me reprocher que la passion que j'ai pour vous ». Est-il sincère ? l'était-il autrefois ? les deux sans doute, et c'est le plus triste. N'aurait-il pas mieux valu qu'il mourût à Neuhausel ?



Cette vie, où rien n'éclate d'extraordinaire, ne risque-t-elle point, à la longue, de fatiguer votre attention ? il faudrait une variété d'effets infinis pour vous faire suivre cette longue croisière dans le Pays de Tendre, ce perpétuel embarquement pour Cythère qui ne charme que celui qui monte l'esquif, parce que seul il a l'illusion de cingler vers des rivages toujours nouveaux. Pourtant, je vous ai annoncé trois actes de mariage, sans compter les codicilles, et nous n'en avons encore vu que deux. Lassay, d'ailleurs, en cette fin du siècle, dépasse à peine la moitié de sa longue existence. Rassurez-vous, nous brûlerons les étapes de l'autre : ce qu'il y avait de plus plaisant à vous montrer, c'était Marianne et l'ardeur de la jeunesse. Nous ne nous appesantirons pas sur les disgrâces d'un vieux soupirant.

Et, cette troisième union, la voici tout de suite : vers 1695, Lassay, qui, de naissance, fréquentait assidument chez les Princes du sang, devint amoureux d'une fille légitimée de Monsieur le Prince, fils du Grand Condé : Julie, dite Mademoiselle de Châteaubriant. Elle était fort jolie et de beaucoup d'esprit, dit Saint Simon. Après avoir contracté son second mariage dans la bourgeoisie, Lassay rêvait de prendre alliance dans la maison royale. Monsieur le Prince était l'homme le plus désagréable et le plus irrésolu du monde ; Lassay, âgé de 45 ans, deux fois veuf et sans fortune, ne lui paraissait pas l'idéal des gendres, même par la main gauche. Par bonheur la jeune personne était d'humeur contrariante : Lassay déplaisait à son père, elle lui oublia sa prédilection. Tout lui serait bon, disait-elle, avec l'élu de son cœur ; elle le suivrait jusqu'aux Indes, et ferait bon ménage avec lui dans le creux d'un arbre. Lassay offrait mieux : leur correspondance nous vaut de rencontrer à nouveau le marquis dans le Maine, au cœur du vieux logis qui nous vaut de nous intéresser à lui : « Je suis ici dans un château au milieu des bois, qui est si vieux qu'on dit dans le pays que ce sont les fées qui l'ont bâti. Le jour, je me promène sous des hêtres pareils à ceux que Saint Amant dépeint dans sa *Solitude*, et depuis six heures du soir que la nuit vient, jusqu'à minuit qui est l'heure où je me couche, je suis tout seul dans une grosse tour à plus de deux cents pas d'aucune créature vivante... Le matin je demande de l'argent à des gens qui font tout



ce qu'ils peuvent pour ne pas m'en donner ; l'après-dîner, je vais à la chasse dans un assez vilain pays ; le soir, je me renferme dans ma grosse tour, je prends un livre dans lequel je ne lis pas longtemps de suite, et je fais des châteaux en Espagne dans lesquels vous entrez toujours... Vous en mourriez, si vous habitiez ce château, et que vous entendissiez tous les contes de ces fées qui s'y viennent promener assez souvent. »

Monsieur le Prince finit par se laisser convaincre et donna son consentement ; mais par une nouvelle malencontre, la disparition de cet obstacle fit perdre à Julie tout intérêt pour son prétendu. Les lettres qui suivent manifestent les plaintes d'un pauvre homme qui s'émeut d'être « oublié comme une épingle ». Il eut pourtant l'obstination de l'épouser, presque malgré elle, le 16 mars 1696. Il y gagna une familiarité plus grande des Condé et aussi, bienfait plus tangible, la lieutenance générale des pays de Bresse, de Bugey et de Valromey. En revanche, cette union si témérairement conclue fut bientôt déplorable. On ne connaît qu'un trait de cette marquise de Lassay, mais il vaut d'être répété : un jour que son mari affirmait devant elle, avec un peu plus d'insistance qu'il ne convient à un homme du monde, l'impeccable vertu de M<sup>me</sup> de Maintenon, « Comment faites vous, Monsieur, dit-elle avec un sang-froid admirable, pour être si sûr de ces choses-là ? »

Au bout de peu d'années, la conduite de la troisième marquise de Lassay devint telle qu'il fut impossible à son mari de continuer la vie commune. Nous avons encore la lettre par laquelle il lui donne son congé : « Puisque vous avez cessé de m'aimer, je tiendrai ma parole, je vous laisserai une liberté entière... je ne saurais soutenir le ridicule de paraître aimer quelqu'un qui me traite si indignement ; je tâcherai donc à me conduire de manière qu'on ne puisse me confondre avec un nombre d'imbéciles dont j'ai fait tant de plaisanteries, et je me flatte que le monde, en me voyant vivre avec vous d'une manière froide et honnête, aura peut-être un peu moins de sujet de se moquer de moi... je ne vous cache point que me je ferai violence, vous me plaisez naturellement... Adieu, Madame, je renonce pour jamais au plaisir de vivre avec vous et d'en être aimé. » Julie mourut en 1710, la tête dérangée,



dit Saint Simon ; ce fut la seule des trois femmes du marquis à être enterrée au château.

### III

Par cette séparation, et dès avant cette troisième mort, Lassay fut veuf pour la troisième fois ; et quitté, cette fois encore, en pleine romance, il recommença à traîner « le long ennui des passionnés ».

« Vous me demandez des nouvelles de ma santé, écrit-il à une de ses correspondantes d'autrefois, elles sont assez mauvaises. Je sens les principes de ma vie s'affaiblir, et je prévois que je mourrai bientôt de vieillesse dans un âge où je pourrais espérer de vivre assez longtemps ; mais la méchanceté des hommes, et la pensée qu'à 52 ans on ne peut plus goûter le plaisir sensible d'être aimé, me font envisager la mort sans peine... Je n'ai plus de figure, je ne suis plus aimable, et je deviens tous les jours plus difficile. Adieu, Madame, je vous souhaite des jours filés d'or et de soie. »

Le temps lui avait apporté bien des satisfactions de la privation desquelles, jadis, avait languì son cœur inquiet : d'interminables procès qu'il avait menés avec son père et sa belle mère sur la validité de la transaction de jadis s'étaient terminés en 1710 par un arrangement qui avait fait épouser au fils de Marianne une fille du second mariage Montataire, moyennant quoi Léon de Madailon, fils du marquis, était devenu le gendre de son grand-père, le beau-frère de son père, et, pour terminer, son propre oncle. Tous les biens de jadis étaient revenus au marquis à la suite de cet expédient ; et comme, par surcroît, il avait profité du système de Law, il était riche à millions, dit Saint Simon, avait failli acheter le duché de Mercœur, et passait sa vie en voyages de son hôtel à ses châteaux. A défaut de la Toison d'Or dont Louis XIV lui avait refusé l'agrément, il eut le cordon bleu en 1726, et sa petite fille devait épouser en 1731 le duc de Lauragais. Les princes usaient abondamment du voisinage de cet homme d'esprit, et il leur servait de secrétaire intime, qu'ils eussent à complimenter des souverains sur une naissance ou un mariage, ou à



soutenir devant le Parlement leurs droits contre les bâtards. Mais, dégoûté de toutes ces grandeurs, ce vieil homme sensible remâchait l'amertume d'une nouvelle perte : cette douzaine d'années qui se termine en 1724 est marquée pour lui d'une dernière liaison avec une familière de la Cour, la marquise de Bouzols, très laide, mais d'infiniment d'esprit. Nous avons les lettres qu'il lui adressa et qui caractérisent leur intimité : il y a longtemps que les sens ont fait leur jeu ; plus de ces exigences insupportables, ni de ce tapage par lequel les jeunes êtres croient devoir manifester leur passion. Plus de passion, même, mais, entre un homme et une femme également policés, spirituels et sensibles, la douce habitude de se voir. Ils savent le prix des jours qui leur restent à vivre, et leurs cœurs sont pleins de l'expérience des jours vécus. Ils inclinent pensivement l'un vers l'autre leurs têtes que l'âge alourdit, et tisonnent ensemble un dernier feu de bûches, en attendant que les enveloppe cette ombre que tous deux se cachent l'un à l'autre. Cette sérénité, ce grand âge, ce long passé, tout rend le commerce des deux amants, si l'on peut leur donner ce nom, respectable à ceux qui les entourent, à commencer par la famille de Madame de Bouzols, jusqu'à sa sœur, l'abbesse de Maubuisson, et jusqu'à son frère, Colbert de Croissy, le fameux évêque janséniste de Montpellier. C'est, en vérité, pour le marquis inlassable, une quatrième union conjugale.

Madame de Bouzols mourut, à son tour, au lendemain de la Régence. « O ma vieillesse, c'est vous qu'on enterre ! » aurait pu s'écrier sur sa tombe Lassay en devançant le mot fameux. Il exprime ce sentiment d'une manière plus longue mais aussi naïve : « Je n'ai plus personne qui m'aime par préférence à tout ce qu'il y a dans le monde et que j'aime de même, à qui je puisse dire tout ce que je pense... je perds une amie avec qui je passais ma vie et qui en faisait tout le bonheur ; je me trouve seul sur la terre. Mon unique consolation est de penser que j'ai soixante-douze ans passés, et que je ne peux pas demeurer longtemps dans cette affreuse solitude ; il n'y a point de malheur comparable à celui de voir mourir ce qu'on aime ». De bonne foi, il répétait par là devant le cercueil de Madame de Bouzols, en 1724, ce qu'il s'était écrié quarante-six ans auparavant au chevet d'agonie de Marianne.



Il avait passé sa vie à souffrir la mort et à l'appeler, et sans prendre garde aux démentis qu'il se donnait, nul n'avait plus ardemment vécu dans les intervalles.

Maintenant que le voici définitivement seul, et que rien dans son voisinage ne nous effarouche plus, attardons-nous à lui un instant encore avant de le rendre à la nuit. Voyons-le avec ce qu'il eut de plus séduisant, c'est-à-dire non point les vicissitudes de sa vie, qui ne furent que le canevas sur lequel il broda, mais avec la chimère de son esprit, qui fut abondante et agréable.

De tout temps, il avait eu la plume facile, et, peut être pour des conquêtes coupables, il en avait abusé ; ce privilège lui demeura dans son grand âge, et il en usa pour distraire sa solitude. Imitant Platon, Fénelon, l'abbé de Saint Pierre, il se complut à créer de toutes pièces une cité imaginaire et parfaite, sous le nom de Félicie, dans laquelle il faisait aller et venir des hommes régis par les mœurs et les institutions qu'il rêvait, et, sous le nom de « Relation du royaume des Féliciens », il en écrivit le voyage. A la manière de la Rochefoucauld, il s'amusa à écrire des maximes ; des caractères, à la manière de la Bruyère ; des mémoires historiques, à la manière de tant d'autres ; et, sans chercher à suivre personne que lui, des méditations sur les sujets qu'il avait le plus cultivés : la guerre, le monde, les femmes, la mort, la religion, lui-même.

Après deux cents ans, cela n'est pas ennuyeux. Rien du génie, sans doute, mais l'on ne s'y trouve que plus à l'aise ; en revanche, une humanité abondante, de l'esprit, de la lassitude, du regret, de la mollesse, de la nostalgie ; le charme d'une vieille guitare qui a beaucoup vibré, et aux cordes de laquelle la vie qui passe, dans le coin du salon où elle dort, arrache encore des harmoniques.

En voulez-vous, au hasard ? « On n'aime que ce qui est jeune, et quand on vient à un certain âge, on ne doit plus espérer que de la considération ; c'est ce qui fait que la vieillesse est bien triste.

« On méprise le monde, et on ne saurait s'en passer. »

« Une extrême ambition ou une grande liberté peuvent seules remplir le cœur d'un honnête homme ; l'état qui se trouve entre deux n'est fait que pour les gens médiocres. »



« On devrait pleurer la perte d'un goût ; c'est un des grands maux que les années nous apportent ; elles nous laissent une vie aussi triste et aussi décharnée que notre corps. »

« Il faut apprendre à souffrir de soi comme des autres. »

« Les mères (entendez les nourrices) sont aux enfants ce que les maîtresses sont aux hommes, un appui sur lequel leur cœur cherche à se reposer. »

« Un homme qui a une passion doit prier Dieu que les occasions de la satisfaire lui manquent ; car il succombe quasi toujours quand elles se présentent. »

« Ma tête n'est point folle ; elle voit toutes les extravagances que mon cœur lui fait faire, et elle les condamne ; mais elle n'est pas la maîtresse ; j'en suis plus malheureux et je n'en suis pas plus sage. »

Ainsi, Lassay, attentif à lui-même et perspicace, censurait les innombrables écarts de sa longue vie et se jugeait extravagant ; ce qui ne l'empêche pas de déclarer ailleurs que « de toutes les charges qui sont dans un royaume, celle de Roi serait celle dont il serait le plus capable, car peu de personnes ont plus que lui l'esprit de connaissance et de discernement qui est juste celui qui convient aux Rois ».

Mais on l'attend avec curiosité au jugement qu'averti par tant et de si douces expériences, il va porter sur les femmes. Ici, une déception nous est ménagée. Il était assurément lui-même en butte à des surprises pénibles, quand il traça ce long article dont nous ne citerons qu'un fragment : « Dieu n'a rien créé de plus aimable qu'une femme jeune et belle ; ses discours, ses manières, sa sorte d'esprit, tout a des grâces, et tout est fait pour plaire. Mais les femmes ont grand raison d'être folles de leur beauté ; elle fait quasi tout leur mérite, et elles ne sont plus bonnes à rien dès qu'elles cessent d'être aimables. Soit que l'âge augmente les mauvaises qualités qui sont en elles, ou que ces charmes qu'elles avaient empêchèssent de les voir, il est certain que pour l'ordinaire, rien n'est si petit et si méprisable qu'une femme qui n'est plus jeune ni jolie ; elles deviennent comme le chien du jardinier, elles ne font qu'aboyer contre tout le monde, et il faudrait les réduire au détail du ménage, à élever de petits enfants et avoir



soin des malades, qui sont les seules choses auxquelles elles peuvent encore être bonnes. » Est-il téméraire d'évoquer, à cette cruelle tirade, la forme revêche et injurieuse de la marquise de Montataire la seconde ? Mais l'auteur lui-même fait amende honorable avant que de terminer : » En faisant le portrait des femmes, je n'ai pas entendu parler de toutes, mais de la plus grande partie ; les règles les plus générales ont des exceptions, et j'en connais qui sont bien différentes de celles que j'ai dépeintes. »

Cette figure d'un courtisan spirituel et romanesque m'a retenu beaucoup plus longtemps que je n'aurais voulu, et, à quelque célérité que je me sois efforcé, je rougis de l'épreuve à laquelle j'ai mis votre patience. Rassurez-vous, pourtant, nous arrivons à la dernière page, et il ne nous reste plus qu'à mener avec quelque forme au tombeau ce vieillard obstiné. Ce n'est pas faute de sacrifices, et j'ai dû laisser de côté maint épisode auquel j'avais eu la faiblesse de m'intéresser : les procès du marquis avec ses parents et sa fille aînée, le mariage de sa petite fille, l'aventure de son fils Léon, surtout, qui, par sa liaison affichée avec Madame la Duchesse (il nous en reste le voisinage significatif du Palais Bourbon avec l'hôtel de Lassay qui abrite aujourd'hui le Président de la Chambre des Députés), consumma sous les yeux étonnés de Louis XIV, et sous le seul écran d'un « voile de gaze », dit Saint Simon, l'union du sang du Grand Roi et de celui de son apothicaire.

Il faut bien, pourtant, quelque hâte que nous y mettions, que je vous montre Lassay dans le Maine, en ce domaine qui porte son nom et qui nous vaut de nous intéresser à lui. Quelque pénible qu'il soit à nos amours propres, l'aveu s'impose que ce calme coin d'arrière province, dès que l'illusion du premier amour ne l'anima plus, tint peu de place en sa vie. En 1686, à son retour de Hongrie, il avait eu la fantaisie de ramener et faire baptiser à Saint-Fraimbault une femme turque sauvée du massacre de Neuhausel, caprice par la suite duquel le sang des Suleïma et des Fatima coule peut-être encore aujourd'hui sous le bonnet plat d'une de nos paysannes. Nous l'avons vu, dix ans après, peindre à la brillante Julie l'espèce de figure de loup-garou qu'il prenait dans sa grosse



tour au milieu des bois. Pour cet habitué des sociétés à la mode, l'ennui y est dense, il ne tarit point de s'en exprimer chaque fois qu'il est forcé d'y faire un séjour. Il y vient pour recevoir ses redevances et fermages à la foire du premier de l'An, mais en trouvant le pays bien reculé, et bien longues à lui parvenir les lettres dont la poste ne part que deux fois par semaine. A la vérité, le pays a quelques avantages : à Madame de Bouzols, il envoie sur sa demande de la bougie, la plus belle qui soit au Mans. Et, parce qu'un Manceau vaut un Normand et demi, ayant un procès devant la Chambre des Comptes de Nantes, il y envoie son procureur fiscal de Lassay, qui, étant bon Manceau, saura bien répondre à l'avocat normand de son adversaire. Mais, pour ces quelques prérogatives, que d'occasions pour un bel esprit de bâiller et de se sentir à l'étroit ! Lisez cette lettre écrite de Lassay à un de ses amis : « Dans les provinces, on ne voit rien comme il est, on a des idées fausses de tout ; un homme injuste et qui fait des procès à tous ses voisins y passe pour un habile homme ; un avare, pour un bon ménager. Ils ne pensent pas mieux sur la religion : un pauvre homme qui a une maîtresse, ou qui mange gras les jours défendus, est en horreur dans tout le pays, pendant qu'on regarde comme un bon chrétien et qu'on laisse en repos celui qui fait tous les jours des injustices. Ils sont pleins de superstitions, ils croient aux sorciers et aux esprits et vous en parlent comme de choses certaines. Ce n'est ni le mérite, ni l'esprit, ni la vertu qui vous donnent de la considération parmi eux, ce ne sont que les noms, les charges et les dignités ; rien n'impatiente plus que le cas infini qu'on voit que tout le monde y fait des petites autorités, qui d'ailleurs vous rendent la vie dure... Il ne faut pas croire non plus qu'il y ait moins de méchanceté dans les provinces qu'à la Cour. Au contraire, au lieu que les courtisans ne sont remués que par les grands intérêts, les provinciaux le sont par les plus petits, et vous les trouvez aussi méchants et beaucoup moins aimables... De plus, on ne saurait s'accoutumer à passer la vie avec des gens qui voyent tout de travers, et qui ne pensent sur aucune chose comme vous ; et il est bien triste de n'être pas entendu, car ils n'entendent rien ; le badinage des Cours leur est inconnu, les plaisanteries légères leur



échappent, il n'y a que les grossièretés qu'ils entendent et qui les fassent rire; ils se fâchent mal à propos, et leur esprit (car il y en a là comme ailleurs) est toujours à gauche; et dès qu'on leur parle pour tâcher de les redresser, on les voit rire entre eux d'un rire moqueur, comme voulant dire : il nous en veut faire accroire, mais nous ne sommes pas assez sots pour donner dans le panneau. Enfin, il faut passer quelques mois de l'année à la campagne pour chasser, pour jouir des beaux jours et du repos, et pour se délasser du bruit et des affaires, mais quand on est Français, il faut faire sa demeure à Paris ». — La citation est longue, encore l'ai-je abrégée; le texte vaudrait d'être cité in extenso comme une contribution un peu bien chagrine, un peu bien maligne, en tout cas assez pittoresque, à l'étude des mœurs dans le Maine à la fin de l'Ancien Régime.

Toujours plus caduc, mais d'esprit intact, il atteignit la grande vieillesse. Dès longtemps, sa santé avait été chancelante; il était maigre et se plaignait de vapeurs, et cet état « amphibie », ni sain ni malade, attendant le printemps et les beaux jours comme les petits oiseaux, était un des griefs qu'avait opposés à son époux, voici trente ans, la pétulante Julie. Il s'était soutenu à force de régime, mangeant médiocrement, ne buvant que de l'eau, et surtout, ce qui nous en dit long sur sa maladie, évitant la vie triste et sédentaire; et il avait ainsi enterré cette belliqueuse petite fille du grand Condé. Présentement, plus qu'octogénaire, son âme sereine et polie jouait de sa décrépitude pour en tirer d'harmonieux petits gémissements : « Je ne suis plus touché que des beaux jours du printemps, et de ces grandes et magnifiques beautés dont le Maître du Monde a donné la jouissance à toutes ses créatures.

Mon corps est dans une si grande faiblesse que le soir, et même dans quelques autres heures de la journée, je n'ai point de meilleure raison pour me faire croire que je ne vais pas mourir incessamment que celle de me dire que je ne suis pas mort depuis plus de deux ans que cela dure... Je vais vous dire franchement ce que je pense dans ma quatre-vingt-sixième année : je sais que la farine est mangée à cet âge, et qu'il ne reste que du son; je crains pourtant de perdre ce son, je souhaite qu'il plaise à Dieu de me le conserver, et j'étaie ma vieille machine tout de mon mieux ».



En cet état, sa bouche, qui avait su mordre jadis aux fruits les plus pourpres de la vie, n'avait plus que des sourires pour tout le monde. Saint Simon, qui ne désarme pas, le dépeint « très vieux et abandonné, cramponné au monde qu'il fatigue », fade adulateur de cet autre valétudinaire, le cardinal Fleury. Plus juste, Lord Bolingbroke vante son discernement juste, son humeur douce et aisée, son esprit éclairé par un grand usage du monde et cultivé par beaucoup de lecture, son cœur plein d'amour et de courage, sa sagesse née de l'expérience, accompagnée de la vivacité et de la gaieté de la jeunesse. Et il conclut qu'il « mangerait avec plaisir de la soupe aux choux chez ce plus aimable homme du monde ».

Tableau lumineux et calme, où la vieillesse de Lassay nous apparaît sans nuages ni souffle contraires, comme le soir d'un beau jour d'été. Ne nous y fions pas, pourtant : cet homme de sang vif et d'esprit ardent, dont Saint Simon a écrit qu'il ne fut jamais que des faubourgs de la Cour, que Sainte Beuve appelle « un figurant du Grand Siècle », et qui nous apparaît, en somme, au bout de sa longue existence, comme un amateur extrêmement distingué, avait longuement souffert, dans son désœuvrement de ses facultés inemployées. Telle est la discipline de ces brillants civilisés : pendant soixante-dix ans, on tient la parade sur les tréteaux avec le sourire aux lèvres, et le public, qui s'y trompe, est prêt à vous envier et à vous applaudir. Puis, tout d'un coup, au moment de quitter la scène, le masque tombe dans un instant de découragement, et révèle la blessure secrète : « *Je m'en irai sans avoir déballé ma marchandise*, et comme on ne m'a jamais mis en œuvre, on ne saura point si j'étais propre à quelque chose ; je ne le saurai pas moi-même. Je m'en doute, pourtant, et croyant me sentir des talents, il y a eu des temps dans ma vie où je me suis trouvé affligé en songeant qu'ils étaient perdus, et en les comparant avec ceux des personnes à qui je voyais occuper les premières places. »

Rancœur habituelle à quiconque porte en ses fibres secrètes quelque fierté et quelque imagination ; et qui donc, eût-il façonné de ses mains l'Europe en un grand Empire, croit avoir, en partant, « déballé toute sa marchandise » ? Ces facultés contrariées se



transportent ailleurs ; pareillement désœuvré, Saint Simon, bilieux et psychologue, se console en burinant en secret des annales vengeresses. Lassay, bénin, trouve son réconfort à renouveler jusqu'à son dernier jour son inlassable romance.

Dans une lettre à son vieil ami Tréville, le fils du Tréville des *Trois Mousquetaires*, et qui avait été lui-même, au temps lointain des Incurables, un pénitent repent de sa pénitence, il avait jadis écrit : « Je connais trop les femmes pour être étonné de ce qu'elles sont ; ce n'est point leur faute, c'est la nôtre de les prendre si sérieusement. Elles sont jolies, elles sont faites pour le plaisir et l'amusement, il ne faut pas leur en demander davantage ; il est bien triste de n'apprendre ces choses, et bien d'autres, qu'à un âge que je n'oserais plus avouer : *hélas ! quand on commence à ne plus rêver, ou plutôt à rêver moins, on est prêt à s'endormir pour toujours !* »

La fortune indulgente lui épargna cette disgrâce de rêver moins : venus de tous les instants de sa longue vie, ses rêves nombreux et caressants auréolèrent sa vieille tête jusqu'à sa dernière aurore. Il en nourrissait la vapeur bienfaisante en faisant imprimer chez lui, pour l'édification de ses intimes, le contenu des portefeuilles où dormaient tous ses souvenirs. Vous revîtes ainsi le monde des vivants, fantômes d'un autre siècle ; et, sous les yeux défaillants du marquis, défilèrent, au sortir des presses, tant d'images inégalement méritoires, mais qui le troublaient pareillement par ce qu'elles lui rapportaient de lui : l'idylle, le deuil, la retraite, la guerre, les intrigues, les procès, les séparations et les brouilles ; et tant de formes que le suaire avait également cachées, mais dans les yeux desquelles, jadis, s'était tour à tour reflétée son inlassable chimère. Cette tranchée de fosse commune à l'ouverture de laquelle nous les retrouvons rangés, nous blesse ; mais elle n'a pas rebuté la sensibilité du marquis. Le dernier trait où nous voulons saisir, avant que de l'abandonner, cette âme vagabonde et décevante, c'est la prière que, redevenu dévot, il adresse à Dieu avant que de mourir, qu'il imprime aussi, et où, pour se racheter de toutes ses fautes, il implore l'intercession de toutes ses femmes : « Ma chère Marianne, ma chère Julie, ma chère Bouzols, priez Dieu pour moi ! Etre des Etres, ayez pitié de ces chères femmes,



écoutez leurs prières et faites moi la grâce de les revoir, quand j'aurai accompli les jours que vous voulez que je passe sur la terre ! » Vanité des vanités ! Ainsi, la tendresse de Marianne, la beauté de la fantasque Julie, l'esprit de Madame de Bouzols, tout ce qui fut tour à tour, mais l'un contre l'autre, et si divers de vertu, ce vieil enfant gâté l'assemble en une ronde disparate, pour se composer un paradis moins digne d'un gentilhomme chrétien que de ce vieux pacha qui, jadis, piquait les têtes coupées des prisonniers, comme des pommes, sur les bastions de Neuhausel...

Armand de Madaillan, marquis de Lassay, mourut à Paris le 21 février 1738. Dix-huit ans plus tard, le libraire Marc-Michel Bousquet, de Lausanne, ramassa, on ne sait dans quel but, la poussière de ses souvenirs en quatre volumes in-18, dont le titre « *Recueil de différentes choses* », marque bien l'éparpillement de sa vie. Qui donc les lut ? peu de gens, sans doute, et nul ne les connaît plus. Pourtant, la personnalité de l'ancien seigneur du Bas-Maine fit que quelque prélat lettré du Mans les acheta, et que le Département les retrouva à la Révolution dans le fonds de son abbaye pour en doter la bibliothèque de la Ville du Mans, où ils se trouvent encore. Fallait-il en prendre texte pour ressusciter devant vous cette figure lointaine, à laquelle, le premier, depuis, Sainte Beuve, qui connaît tout, s'est arrêté un instant en 1853 ? Ceux-là le penseront peut-être, pour qui l'Histoire n'est pas une nomenclature de faits et de dates, mais l'immense évocation de l'antique, du multiple, de l'infini cœur humain ; et aussi, la plus ensorceleuse des musiques, parce qu'elle est pleine de transports et de sanglots que la Mort a pareillement orchestrés sur le mode mineur ; et ils me pardonneront d'avoir ranimé fugitivement ce nom, qui n'est plus que celui d'une de nos communes, au sens où il fut prononcé jadis, avec mystère, avec émotion, par tant de belles lèvres.

A. L'ELEU.

---



# CHRONIQUE

---

- Sur la bienveillante proposition de M. le Maire et des services compétents, le Conseil municipal du Mans a renouvelé à notre Société, à partir du 1<sup>er</sup> novembre, le bail des locaux qu'elle occupe dans la maison dite de la Reine Bérengère, aux conditions, très avantageuses, de l'ancien bail que nous avait accordé M. G. Singher. La ville a bien voulu, en outre, faire exécuter elle-même les quelques travaux d'aménagement nécessités par une réinstallation de la bibliothèque.

Nous prions le Conseil municipal, M. le maire Castille, M. Cherville, architecte de la ville, et le service des bâtiments communaux d'agréer tous nos remerciements pour leur sympathique concours qui assure de nouveau à la Société une hospitalité de neuf années dans cette maison dite de la Reine Bérengère, où nous trouvons un cadre si bien approprié à notre but et à nos études.

---

Dans son numéro du 12 octobre, le *Journal des Débats* a consacré, sous la signature de M. Hubert Morand, un long et très flatteur article à l'Exposition d'art rétrospectif du Mans. L'éloge a d'autant plus de prix qu'il est tout spontané.

« Les sections d'art religieux et d'art rétrospectif, écrit M. Hubert Morand, nous retiendront longtemps, car les collectionneurs du pays ont lutté de bonne grâce pour offrir à l'exposition quelques-unes de leurs richesses.....

« La Société historique et archéologique du Maine a contribué aussi à former ce précieux ensemble, en sorte que la visite de ces salles est pleine de charme et d'enseignement.....

« Les perles de cette exposition sont deux portraits peints par Largillière en 1717. Ces deux toiles appartiennent à M. le comte de Gastines et n'étaient jamais encore sorties du château de la Sarthe d'où leur propriétaire a bien voulu les tirer pour quelques mois. C'est un vrai plaisir que de regarder le jeune et grave conseiller (Louis Paul Pinon, vicomte d'Avor) dans l'éclat discret de son costume parlementaire, et la dame d'autrefois (la vicomtesse d'Avor) noble et gracieuse avec sa robe de velours bleu que



relève la doublure des manches de satin rose, tenant une pomme de la main gauche, tandis qu'un serviteur nègre la contemple avec une naïve admiration... »

Après avoir passé en revue bon nombre d'autres tableaux et objets, ainsi que les précieux manuscrits exposés par la Bibliothèque et les archives, M. Hubert Morand conclut ainsi :

« On se dit, en quittant l'Hôtel de Tessé : Quelques amateurs habitant une seule de nos provinces ont pu remplir plusieurs salles d'objets inestimables pour le plaisir et l'instruction de tous. Grâce leur soient rendues pour leur libéralité, d'abord, mais aussi parce qu'ils nous aident à comprendre combien la France entière est riche de trésors inconnus ».

Nous transmettons ces lignes, comme le meilleur des remerciements, à tous ceux de nos confrères et amis qui ont répondu à notre appel avec tant de confiance et d'empressement.

---

L'archéologie française vient de faire une perte particulièrement sensible dans la personne d'un de ses maîtres les plus érudits, M. Eugène Lefèvre-Pontalis, professeur d'archéologie à l'Ecole des Chartes, directeur de la Société française d'archéologie et du *Bulletin monumental*, membre du Comité des Travaux historiques, de la Commission des Monuments historiques, chevalier de la Légion d'honneur, décédé prématurément à la fin d'octobre, à l'âge de soixante et un an.

L'espace nous manque pour rappeler ici, comme il conviendrait, l'œuvre considérable de ce travailleur infatigable, d'une activité sans égale, doué d'une mémoire prodigieuse, qui connaissait, on peut le dire, toutes les églises, tous les monuments historiques de la France, et qui joignait à une science vraiment extraordinaire une bienveillance inépuisable pour ses élèves.

M. Eugène Lefèvre-Pontalis était pour nous un ami de quarante ans, et, depuis bien longtemps déjà, un ami dévoué, nous osons même dire un collaborateur de la Société historique et archéologique du Maine.

Dès 1889, il avait publié dans la *Revue* une très importante étude sur la nef de la Cathédrale du Mans. En 1901, il voulait bien venir prendre part à notre fête, à Fresnay-sur-Sarthe, à



l'érection d'une plaque à la mémoire d'Ambroise de Loré et encourager l'intelligent dégagement des restes du château en faisant décerner par la Société française d'archéologie une médaille d'honneur à M. le Maire de Fresnay. A la suite de cette visite, il nous donnait encore, en 1902, un savant article sur l'église de Fresnay, et, l'année suivante, une étude non moins remarquable sur celle d'Evron.

En 1903 aussi, il assistait, avec notre éminent et très regretté maître, M. de Lasteyrie, à l'inoubliable inauguration du nouveau musée archéologique du Mans, et, au cours de l'excursion à l'Epau, faisait ressortir avec sa compétence exceptionnelle le grand intérêt architectural de l'ancienne église abbatiale.

Enfin, après avoir de nouveau publié en 1905 dans la *Revue* une étude archéologique sur le célèbre château de Lassay, il revenait au Mans, à deux reprises en 1910, le 7 mars, pour nous donner à la Salle des Concerts une remarquable conférence sur les châteaux du moyen âge; le 18 juin, avec les 300 membres du Congrès archéologique de Saumur, pour appuyer de sa haute autorité le projet de dégagement de l'enceinte gallo-romaine auquel il portait le plus vif intérêt et en faveur duquel il a fait émettre, dans divers congrès, des vœux pressants. En 1914 encore, au Congrès de Brest, il faisait décerner une médaille à M. Legué, ancien maire du Mans, en remerciement des premiers efforts de la Municipalité pour ce dégagement.

La mort de M. E. Lefèvre-Pontalis est donc pour nous, comme pour toute l'archéologie française, particulièrement douloureuse et nous lui conserverons un souvenir d'inaltérable gratitude.

---

M. le V<sup>te</sup> de Noailles, dont on connaît depuis longtemps les belles et savantes études historiques sur la guerre de Trente ans et qui nous fait l'honneur de donner un article dans cette livraison même, va publier incessamment un nouvel ouvrage d'un haut intérêt pour l'histoire générale : *La Mère du Grand Condé, Charlotte-Marguerite de Montmorency, princesse de Condé*. Dès aujourd'hui, nous sommes heureux de l'annoncer et de lui souhaiter le brillant succès qu'il mérite.

ROBERT TRIGER.

---



# TABLE DES MATIÈRES

## DU TROISIÈME VOLUME DE LA DEUXIÈME SÉRIE

(TOME LXXIX DE LA COLLECTION)

	PAGES.
Le service médical dans les hôpitaux du Haut-Maine, par M. le Dr DELAUNAY . . . . .	3, 69
La Croix Blanche, à Vion, par M. A. LANGERON . . . . .	35
Note sur la conservation des anciennes Croix de cimetières et de chemins . . . . .	38
<i>Chronique</i> : S. E. le cardinal Charost; nouveaux membres et nécrologie, le R. P. dom Guilloreau; classement du château de Ballon; Exposition rétrospective du Mans; Inscription funéraire de René-Mans I, comte de Tessé; la maison d'Adam et Eve, au Mans. . . . .	41
<i>Bibliographie</i> : Une mission dans le Levant, par S. G. Mgr Grente; Les Etapes du sacrifice, par le capitaine de Mazenod; La Maison de Maillé; Etudes sur Bouloire, par M. E. Vallée; Poésies de M. René Bardet et roman de M. E. Baumann . . . . .	46
La place des Jacobins au Mans avant la Révolution, par M. Robert TRIGER . . . . .	49
Le Régime féodal et les classes rurales dans le Maine au XVIII <sup>e</sup> siècle, d'après un récent ouvrage de M. Jean de la Monneraye, par M. R. de LINIÈRE . . . . .	84
<i>Chronique</i> : Le président de la Société nommé membre non résident du Comité des Travaux historiques et scientifiques; Nécrologie, M. Galpin, député de la Sarthe, et M. G. Branchu; La réunion périodique du 9 mars à la maison dite de la Reine Bérengère; Pour la protection du site du Vieux-Mans; la Société à la section d'art religieux et d'art rétrospectif de l'Exposition du Mans . . . . .	102
La Vie romanesque du marquis de Lassay, par M. A. L'ÉLEU . . . . .	105, 212
Notes d'histoire et d'archéologie : Malicorne, châteaux de Pescheul et de Moulin-Vieux, église de Pirmil, par M. P. CORDONNIER-DÉTRIE . . . . .	121
L'Exposition d'art rétrospectif à l'Hôtel de Tessé, au Mans, en 1923, par M. Robert TRIGER . . . . .	145
<i>Chronique</i> : Nouveaux membres : nécrologie M. L. Paignard et M. le chanoine Desvignes; Livre nouveau, Madame de la Sablière, par M. le vicomte MENJOT D'ELBENNE. . . . .	184
La délivrance du Mans en 1448, par M. René PLANCHENAULT, archi-viste-paléographe . . . . .	185
Au pays du Maine en 1636, par M. le vicomte de NOAILLES. . . . .	203
<i>Chronique</i> : Renouvellement du bail de la Société; Un article du <i>Journal des Débats</i> , sur l'Exposition d'art rétrospectif du Mans; Nécrologie M. E. Lefèvre-Pontalis; Un livre nouveau de M. le vicomte de Noailles. . . . .	228



# PLANCHES ET GRAVURES

	PAGES.
La Croix Blanche, à Vion, dessin de M. A. Langeron . . .	35
Croix du cimetière de Douillet, dessin de M. F. Butel . . .	36
Le Mans avant la création de la place des Jacobins. . . .	57
La place des Jacobins, d'après un plan de 1696. . . . .	60
La place des Jacobins, d'après un plan de 1736 . . . . .	63
La place des Jacobins, d'après un plan de 1750 . . . . .	64
La place des Jacobins, d'après un plan de 1777 . . . . .	67
Statue tombale de l'église de Malicorne, dessin de M. P. Cordon-	
nier-Détrie . . . . .	124
Le château de Malicorne en 1695 . . . . .	127
Le château de Pescheseul au xvi <sup>e</sup> siècle . . . . .	131
(Reproductions d'anciens dessins par M. P. Cordonnier-Détrie)	
Plan du château de Pescheseul, par M. Robert Triger. . . .	132
Château de Pescheseul, front nord, d'après Richelet . . . .	133
Eglise d'Asnières, dessin de M. G. de Cordoue . . . . .	136
Château de Moulin-Vieux, dessin de M. P. Cordonnier-Détrie. .	139
Plan de l'église de Pirmil, par M. Robert Triger . . . . .	140
Eglise de Pirmil: vue intérieure . . . . .	142
Eglise de Pirmil: chapiteaux (clichés de M. P. Giraud). . . .	142
Exposition d'art rétrospectif du Mans: ancienne chapelle (art	
religieux). . . . .	144
Statue de chanoine à genoux, dessin de M. P. Verdier. . . .	151
Vitrine de M. J. Chappée (crosses et émaux). . . . .	153
Salle I, antérieure à Louis XIV. . . . .	156
Portrait de Florimond Robertet. . . . .	159
Portrait de Jean de Vignolles . . . . .	159
Salle I, antérieure à Louis XIV. . . . .	163
Tapisserie: Le triomphe d'Amphitrite . . . . .	163
Salle II. Tapisserie et secrétaire Louis XV . . . . .	169
Portraits du maréchal de Tessé. . . . .	167, 169
Portrait de René-Mans, comte de Tessé . . . . .	169
Salle III, des xvii <sup>e</sup> et xviii <sup>e</sup> siècles . . . . .	173
Salle III, des xvii <sup>e</sup> et xviii <sup>e</sup> siècles. . . . .	173
(Clichés de M. P. Cordonnier-Détrie).	
Portrait du comte de Tressan . . . . .	175

## NOMS D'AUTEURS

P. CORDONNIER-DÉTRIE . . . . .	121	R. de LINIÈRE. . . . .	84
D <sup>r</sup> DELAUNAY . . . . .	3, 69	R. PLANCHENAULT. . . . .	185
A L'ELEU . . . . .	105, 212	Vicomte de NOAILLES. . . .	203
A. LANGERON . . . . .	35	R. TRIGER, 38, 41, 46, 49, 102,	145, 227











UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06818 9342

